

La guerre du Golfe

Violents combats entre l'Iran et l'Irak

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 280 m. ;
Australie, 1,90 \$; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ;
Grèce, 40 dr. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 100 l. ; Japon, 360 ¥ ; Liban, 0,350 \$; Luxembourg, 27 F. ;
Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 48 esc. ; Roumanie, 280 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d. ;
Tarif des abonnements page 23

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un exposé de «thatchérisme» appliqué

Comme le veut la tradition britannique, la reine a lu, mercredi 3 novembre, devant les Communes et la Chambre des lords, un discours du trône rédigé en réalité par le premier ministre. On n'attendait guère de surprise de cette présentation rituelle des grandes lignes de la politique gouvernementale pour l'année à venir, mais on en espérait du moins quelques indications sur la date des prochaines élections générales. Même dans ce domaine, l'exposé préparé par M^{me} Thatcher n'aura finalement pas apporté de révélation. Le programme ainsi annoncé pourrait fort bien, selon les uns, être à peu près exécuté dès la fin du printemps, ce qui permettrait de dissoudre les Communes avant l'été. D'autres estiment, au contraire, que sa mise en œuvre devrait occuper les députés jusqu'à l'automne. Pour le reste, le discours du trône apparaît comme un très classique exposé de «thatchérisme» appliqué.

Après avoir rapidement passé en revue les questions internationales et réaffirmé la volonté de la Grande-Bretagne de ne pas abandonner les Malouines, chèrement reconquises au printemps dernier, le texte préparé par M^{me} Thatcher a insisté sur les deux objectifs prioritaires de la politique des conservateurs : réduire le rôle de l'État mais, parallèlement, accroître l'efficacité des services publics. Le programme de privatisation des entreprises nationales sera ainsi poursuivi au cours de la session parlementaire qui vient de s'ouvrir. Des lois nouvelles devraient permettre l'accès des capitaux privés aux télécommunications et à la construction navale. Des sociétés, elles aussi privées, seront autorisées à produire et à commercialiser de l'électricité. Les locataires d'habitations à loyer modéré seront incités à acquiescer leur appartenance.

La gauche politique et syndicale a déjà très vivement réagi à cette seconde vague de dénationalisations, et parle même de «vandalisme économique». Les associations de consommateurs, au contraire, accueillent beaucoup plus favorablement ces projets. Ce qui tendrait à montrer que l'opinion, au moins en tant que rassemblement d'usagers, est devenue plus sensible à la recherche d'une certaine efficacité - dont l'image est liée au secteur privé, en Grande-Bretagne d'aujourd'hui - qu'au maintien du caractère public de nombre de grands services.

M^{me} Thatcher a d'autre part confirmé, par la voix de la reine, qu'elle allait poursuivre la politique monétaire et fiscale menée depuis trois ans. Elle a cependant manifesté sa préoccupation vis-à-vis du chômage, dont les chiffres, il est vrai, devaient être catastrophiques, même si une indemnisation très poussée des demandeurs d'emploi et la naissance d'une véritable économie parallèle, fondée sur le travail au noir, permettent à la Grande-Bretagne, forte de ses ressources pétrolières, de traverser cette crise de manière moins dramatique qu'on n'aurait pu s'y attendre.

Il reste que le gouvernement conservateur pourrait être conduit, même si l'on se défend de vouloir faire des «cadeaux» à l'opinion, à assouplir légèrement sa politique d'austérité, en particulier en faveur des ménages et des entreprises. Le recul très sensible de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt lui laissent une certaine marge de manœuvre à cet égard. Pour prétendre incarner la rigueur et le refus de toute démagogie - jusqu'à paraître parfois provocant, - le «thatchérisme» que vient à nouveau de résumer le discours du trône n'en est pas moins soumis aux nécessités et aux aléas du combat électoral.

Le général Lago Roman commandant la division Brunete est assassiné à Madrid

Le général Lago Roman, qui avait été nommé commandant de la division blindée Brunete en septembre 1981, a été assassiné à Madrid ce jeudi 4 novembre.

Cet attentat, qui intervient pendant la visite du pape et moins d'une semaine après la victoire socialiste aux élections générales, a causé une émotion considérable dans la capitale espagnole.

«C'est un attentat contre tout le peuple espagnol», a déclaré le chef du gouvernement, M. Calvo Sotelo, en apprenant la nouvelle. De son côté, M. Tierno Galvan, maire socialiste de Madrid, a estimé que «les auteurs de l'assassinat ont voulu provoquer une réaction des forces armées». M. Fraga, leader du parti conservateur d'Alliance populaire, a qualifié l'attentat de «très grave nouvelle».

De notre correspondant

Madrid. — Le général Victor Lago Roman, commandant la division blindée Brunete qui compte quatorze mille hommes, a été assassiné ce jeudi 4 novembre, à 8 heures du matin, à Madrid. Deux hommes à moto ont mitraillé son véhicule dans le quartier de la Moncloa. Il a été tué sur le coup. Les auteurs de l'attentat ont réussi à s'enfuir bien que des contrôles aient été immédiatement mis en place dans tout le quartier. Le général circulait sans escorte, en uniforme militaire et dans un véhicule officiel.

Agé de soixante-trois ans, ayant combattu dans les rangs franquistes pendant la guerre civile, puis été volontaire dans la Division Azul sur le front de l'Est pendant la seconde guerre mondiale, le général avait été nommé à la tête de la division blindée en septembre 1981, à la place du général Justo qui avait fait preuve de beaucoup d'indécision lors de la tentative de putsch du 23 février 1981. Le général Lago Roman passait pour un officier «dur», capable de rétablir la discipline au sein d'une division d'élite basée près de la capitale, et qui a été impliquée dans toutes les tentatives de putsch depuis deux ans. Très conservateur, on le disait cependant fidèle au régime démocratique.

phase délicate : tout semble indiquer qu'il s'agit d'une provocation. Si les soupçons se tournent vers l'ETA militaire, la responsabilité de cette organisation n'est pas encore établie. La coalition Henri Batetana, qui lui est proche, a multiplié ces derniers jours les ouvertures en direction des socialistes en laissant entendre que l'ETA est désireuse de négocier après leur installation au gouvernement.

L'attentat de ce jeudi pourrait bloquer toute négociation. Aussi une provocation d'extrême droite n'est-elle pas à exclure.

THERRY MALINIAK

● Madagascar : l'élection de la colère

Page 6, le début d'une enquête de J.-P. LANGELLIER

● Le programme de communication par câble

L'Etat donne à l'industrie française les moyens d'accéder à la dimension mondiale dans une technologie de pointe
Page 27, l'article de J.-M. QUATREPOINT

La gauche et ses juges

par PHILIPPE BOUCHER

Sait-on toujours avec précision ce qu'est le ministère de la justice, aussi appelé chancellerie, par référence (et révérence) à l'époque où le chancelier du royaume était aussi celui qui en gardait les sceaux ? D'où le double nom, d'usage encore aujourd'hui de «garde des sceaux, ministre de la justice», pour son titulaire.

M. Jean Lecanuet (1974-1976) racontait volontiers qu'il imaginait la fonction de garde des sceaux comme une attribution surtout remarquable par les loisirs qu'elle laissait. De nature plutôt *fair play*,

il convint assez vite qu'il s'était fourvoyé et qu'il ne se passait pas de jours ni d'heures qu'il n'eût à régler un problème délicat et urgent.

Grosso modo, l'action du ministère de la justice s'organise dans trois directions : la gestion des personnels (magistrats, greffiers, surveillants de prison) ; la législation (il est peu de lois ou de décrets qui, à un titre ou à un autre, ne relèvent du visa du garde des sceaux) ; et l'action publique (la poursuite des crimes et des délits). Ce dernier domaine implique, à la fois, le contrôle de la police judiciaire et une relation constante avec le ministère de l'Intérieur.

C'est à l'attention qu'il porte à ces trois éléments principaux de son département, à la hiérarchie qu'il organise entre eux, qu'il est loisible d'analyser l'action d'un ministre de la justice, quel qu'il soit.

Ce n'est un secret pour personne que M. Robert Badinter souhaitait de toutes ses forces devenir garde des sceaux. Rival sur ce point de son associé Jean-Denis Bredin, plus discret quant à lui, il n'avait sans doute guère imaginé qu'il serait suppléant dans un premier temps par M. Maurice Faure, appelé là, semble-t-il, dès le 11 mai par M. Mitterrand, pour

se garder de celui qui en voulait trop.

Mais M. Maurice Faure se déclara vite épouvanté d'un ministère où les chausse-trappes étaient par trop nombreuses, en même temps qu'il commettait quelques gaffes politiques majeures : sur la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, ou sur l'abolition de la peine de mort. Dès après les élections législatives de juin 1981, ayant involontairement mené un vide sanitaire entre l'auteur de «sécurité et liberté» et l'avocat de Patrick Henry, il parut s'asseoir dans le fauteuil plus modeste de président de la commission des affaires étrangères, à l'Assemblée nationale. Sonnet l'heure de M. Badinter. Seize mois ont passé depuis.

(Lire la suite page 11.)

UN LIVRE QUI POURRAIT BIEN PROVOQUER UNE REDISTRIBUTION DES CARTES DANS LES SCIENCES HUMAINES

Pierre Bourdieu
Ce que parler veut dire
L'économie des échanges linguistiques
FAYARD
250 pages
69F

DE JOSEPH ROTH A KLAUS MANN

Des écrivains malades de l'Allemagne

Ils étaient si nombreux, si encombrants, ces persécutés apatrides, ces réfugiés allemands qui, entre 1933 et 1939, avaient quitté leur pays - après de quatre cent mille, estimait-on, - qu'on aurait dû, au moins, être au courant de ce qui se préparait dans l'Allemagne d'Adolf Hitler...

Or, c'est notre ignorance, notre aveuglement, notre volonté de ne rien comprendre, notre inconscience, qui triomphent devant ces oiseaux de mauvais augure. Car la tradition veut qu'on n'écoute jamais les Casandra.

Eux, les exilés, avaient essaimé dans le monde - Paris, Prague, Zurich, New-York, Shanghai, - mais restaient isolés - isolés même des autres émigrés, - agglutinés entre eux dans leurs hôtels, leurs bistros, sans passeport, sans emploi, ressassant les informations qui venaient de «l'arrière» : les vagues nouvelles des déportés de Dachau ou d'Oranienbourg, les lois sur la «pureté raciale», les listes de personnes déchues de la nationalité allemande, la mort au camp de Carl von Ossietzky, prix Nobel de littérature, la Nuit de cristal, etc. Aux victimes des camps nazis s'ajoutent bientôt les suicides : Walter Benjamin à la fron-

tière franco-espagnole, Ernst Toller dans un hôtel de New-York, Kurt Tucholsky en Suède, Stefan Zweig au Brésil et même Joseph Roth, le suicidé à l'alcool du café de Tournon et d'autres lieux... Klaus Mann, lui, attendra l'après-guerre pour se tuer, quand commence la guerre froide.

Le nombre des livres, des témoignages, et des essais surtout, publiés par les émigrés allemands à cette époque fut énorme et leur efficacité politique à peu près nulle. Un demi-siècle après, ces œuvres - complètement oubliées - sont rééditées, mettant en lumière cette lente décomposition d'une société qui appartient à l'Histoire. Le Monde d'hier, de Stefan Zweig chez Belfond, Octobre 1978, de Doblin chez Pandora, Tucholsky chez Belfond, etc. Nous présentons aujourd'hui deux hommes dissimulés dans leur conception de la vie et de la littérature, mais que réunissent l'exil et la mort : Joseph Roth et sa Marche de Radetzky, Klaus Mann sur son Volcan.

NICOLE ZAND.

(Voir pages 18 et 19 dans «Le Monde des livres».)

Le Monde

idées

Catalogne

Jean-Paul II rendra visite samedi au monastère de Montserrat, haut lieu de la culture catalane. C'est l'occasion de parler de cette Catalogne, dont Louis Sala-Molins rappelle, en analysant plusieurs ouvrages récents, qu'elle est une nation dotée d'une culture dont Josep Maria Castellet dépeint l'originalité et l'ampleur. Josep Ramoneda décrit de son côté les problèmes de clarification et de reconstruction auxquels cette culture fait face actuellement, après sa mise sous le boisseau par le franquisme, tandis que Felix Marti i Ambel exprime le vœu que l'Eglise catholique de Catalogne rattrape son retard par rapport au processus politique nationaliste.

Une période de clarification et de reconstruction

par JOSEP RAMONEDA (*)

Le plus surprenant, depuis le retour à un niveau acceptable de liberté, est d'abord le peu de réflexion théorique développée par le droit politique. La Catalogne s'est trouvée, à la mort de Franco, confrontée à une série de problèmes importants, dont dépendait son avenir pendant plusieurs années, qui rendaient nécessaire une réflexion profonde, allant au-delà des réflexes automatiques des politiciens. Si l'on ajoute que, pour des raisons éthiques, plus pour des raisons politiques, les intellectuels catalans étaient caractérisés par leur « sur-politisation » durant la dictature, il était normal d'espérer que, au moins au début, le débat politique serait particulièrement riche.

Cela n'a pas été le cas. Sept ans après, la littérature politique n'arrive toujours pas à dépasser le niveau de la simple propagande. La réflexion sur le nationalisme n'a pas été renouvelée ; et sur la démocratie ou le socialisme, elle a continué à faire appel à des auteurs importés : Bobbio, Rocard, les eurocommunistes italiens.

Il faut dire, sans doute, que la culture catalane traverse en ce moment une période de clarification et de reconstruction. Les idées ne peuvent plus être jugées en fonction du lieu d'où elles proviennent — la résistance catalaniste face au franquisme — mais bien pour ce qu'elles sont, ce qui suppose, à la longue, une transformation profonde des relations entre pouvoir et savoir. Un premier phénomène significatif a été une certaine dépolitisation culturelle. Les intellectuels, ou bien sont passés avec armes et bagages à la politique, cessant par là d'agir en intellectuels, ou bien sont revenus à leurs occupations, les uns renonçant à répondre aux événements politiques, les autres désireux de maintenir face à ceux-ci une « claire distance critique ».

La reconstruction se traduit par la réorganisation de toute l'infrastructure.

RENDONS A CÉSAR...

Une confusion, due à une signature très difficilement lisible, nous a fait attribuer dans le Monde du 30 octobre, à M. André Bernanose, doyen honoraire de la faculté de pharmacie de Nancy, avec lequel nous nous trouvons en correspondance un texte sur La Botte du en réalité à M. Alain Armagnac, professeur au lycée de Gourdou. Nous prions M. Armagnac, comme M. Bernanose, de bien vouloir accepter nos excuses.

Jean-Paul II à Montserrat

par FELIX MARTI I AMBEL (*)

Les évêques de Catalogne ont eu raison de demander au pape de commencer par Montserrat sa visite au peuple catalan. Ce haut lieu de l'esprit est le siège d'une communauté de bénédictins dont le prestige dans les milieux intellectuels et le rayonnement populaire sont exceptionnels. L'histoire du nationalisme catalan est liée à ce monastère, bâti au cœur d'une montagne de beauté magique. Peut-on oublier que l'abbé Escaró a connu l'exil à la suite de ses prises de position dans le Monde contre le franquisme ? L'abbé actuel, P. Casà Just, jouit de la plus grande autorité morale dans l'Eglise catalane et aussi auprès de nombreux non-croyants. Toute la communauté ecclésiale dans le pays a une énorme influence religieuse et culturelle.

Jean-Paul II rencontrera une Catalogne très jalouse de son identité. Avec l'avènement de la démocratie en Espagne, la vieille aspiration populaire à l'autonomie politique a repris de plus belle. Les Catalans sont convaincus depuis des siècles d'un fait que la majorité des partis politiques représentés au Parlement autonome de Barcelone répètent aujourd'hui comme un slogan : « Nous sommes une nation ». Cela signifie que le modèle d'Etat centralisé n'est plus adapté. Les plus jeunes expriment souvent leurs sentiments dans un vocabulaire indépendantiste et les plus modérés souhaitent pour l'Espagne un Etat conçu et structuré à la façon fédérale. Une sage et généreuse réponse à ce désir des Catalans donnerait à la fragile monarchie constitutionnelle espagnole la stabilité dont elle a un si urgent besoin.

L'Eglise, en Catalogne, est en retard par rapport au processus politique nationaliste. Elle acquiesce à une vitalité nouvelle le jour où, avec l'accolade de Rome, elle réintégrerait à son autonomie et à son statut de conférence épiscopale de langue catalane, à côté des conférences épiscopales de langue castillane et basque, sur le modèle de ce qui existe

en Grande-Bretagne, où l'Angleterre et l'Ecosse ont des conférences épiscopales distinctes. Jean-Paul II, dans son discours de juin 1980 à l'UNESCO, a proclamé l'importance de l'identité culturelle pour chaque peuple et ouvert le chemin d'une plus grande fidélité des Eglises locales aux langues et aux cultures dans lesquelles s'exprime concrètement le message chrétien universel.

Une mutation profonde

La société catalane vit, comme tant d'autres peuples d'Occident, une profonde mutation religieuse. Dans la société civile, les catholiques acceptent comme normal le pluralisme politique ; beaucoup sont engagés dans les partis de gauche. Pour ce qui est de l'évolution morale, le chrétien dominant est de ne pas imposer à tous par la loi civile les idéaux chrétiens concernant le mariage. En ce qui concerne la sexualité, les décisions de la conscience semblent avoir plus de valeur que les indications des autorités religieuses. Face à l'institution ecclésiale, l'antichristianisme traditionnel a presque disparu, pour autant que l'Eglise se garde de la tentation du pouvoir. La société catalane offre des chances nouvelles à la prédication d'une parole chrétienne libre, porteuse seulement des richesses de l'Evangile. On veut vraiment percevoir le message chrétien comme la « Bonne Nouvelle ».

Les catholiques catalans espèrent que Jean-Paul II encouragera cette conscience évoluée. L'aspect le plus délicat de la préparation du voyage est de lui montrer que l'expérience de la Catalogne ne conseille pas de lui présenter d'autres options pastorales, valables peut-être dans des contextes différents.

Dans ce pays, l'Eglise doit être courageusement catalane, vivre avec joie son engagement des pouvoirs, politique, économique et culturel, se favoriser des formes nouvelles de liberté et de justice, et ne pas reconstruire une citadelle catholique à partir de laquelle déclarer des guerres ou des croisades anachroniques. Les phantasmes de la guerre civile ne doivent pas réapparaître.

La Catalogne a la mémoire de ses saints et de ses sages. Jean-Paul II connaît la grandeur mystique des Espagnols, l'Église de Jésus et Jean de la Croix, mais la richesse spirituelle catalane est plus proche du franciscanisme. Impossible de ne pas se référer au bienheureux Raymond Lulle, ce géant de la culture et de la foi au treizième siècle. Encore aujourd'hui, la théologie et la spiritualité catalanes se caractérisent par l'ouverture culturelle, un humanisme optimiste et un sens de la dignité et de la beauté de toutes les créatures.

Le monastère de Montserrat est le symbole de cette identité catalane et aussi l'expression de la foi d'un peuple culte et porteur d'un style original — de spiritualité. Ce peuple se croit capable d'éveiller la complexité de Jean-Paul II en faveur de ses espoirs et de sa sensibilité chrétienne. Même si ce pape vient de loin, il ne verra assurément pas indifférent aux valeurs d'une Eglise locale capable de dire en catalan l'Evangile dans un contexte moderne et méditerranéen. Il découvrirait peut-être l'indéfinissable d'un autre peuple chrétien l'honneur et espère partager avec lui l'amour de son identité.

(*) Président de Pax Romana.

La politique comparée

Daniel-Louis SEILLER
Une application de la méthode comparative au champ politique, qui se fonde sur une réflexion méthodologique à partir des « classiques » de la sociologie et de l'épistémologie. 68 F

Economie internationale 1. Le commerce 2. Les finances

Richard CAVES et Ronald JONES
Un exposé des théories les plus récentes sur les relations économiques entre nations et leurs rapports avec les principaux événements qui ont ébranlé les finances et les échanges internationaux. T. 1 : 80 F - T. 2 : 69 F

ARMAND COLIN

103, BD SAINT-MICHEL - 75005 PARIS

Éléments de géologie

Pierre BELLAI et Charles POMEROL
7^e édition entièrement remaniée de cet ouvrage de base, qui tient compte des progrès spectaculaires récents accomplis dans le domaine des Sciences de la Terre. 145 F

Géographie des transports

Maurice WOLKOWITZ
Nouvelle édition avec mise à jour, de cette étude des différents aspects des réseaux continentaux et des circulations maritime et aérienne. 145 F

Une nation

par LOUIS SALA-MOLINS (*)

bien grasse, mais de la rue et du monde du travail et de la peine. Cette Histoire de la Catalogne, qui paraît à Barcelone et en catalan, en même temps qu'à Toulouse et en français, se veut aussi synthèse des résultats et des intentions de recherche. En cela, les historiens qui la signent témoignent, par la diversité de leurs options et de leurs postulats méthodologiques, de la vitalité du sujet qui les travaille, et montrent qu'ils ne sont pas dupes de l'impact politique de leurs choix. Car, bien entendu, ils choisissent.

Un choix politique

En exergue, Pierre Vilar signe « La fait catalan » dont il propose une description claire par l'analyse de ses composantes internes (territoire, langue, fond culturel commun) et de rapports de la Catalogne avec, successivement, les petits Etats fédéraux et les républiques urbaines méditerranéennes, puis la France et l'Espagne, enfin avec l'Europe de la révolution industrielle et du capitalisme inégalement développé. Ce grand historien évoque le problème des « pays catalans » (Valence, Bâle, Catalogne française) parce que ce problème est « encore à la phase des prises de conscience intellectuelles et des tensions de jeunesse ». Le ton est donné.

En deux grandes parties (« Le patrimoine catalan » et « Le destin catalan ») le professeur de philosophie à l'Université de Paris-L.

Une manière particulière d'être

par JOSEP MARIA CASTELLET (*)

DEPUIS la mort de Franco et plus encore que durant sa longue dictature, on ne cesse d'interroger les intellectuels catalans sur l'état de leur culture. Et celle-ci ne cesse de se questionner elle-même, comme si elle voulait échapper définitivement à cette image locale et limitée à quoi le franquisme avait voulu la réduire après avoir tenté de l'annuler.

Pourtant, la Catalogne, avec la force que lui donne sa place, de deuxième région industrielle d'Europe, conformément à une tradition qui remonte à la révolution bourgeoise et à la Renaissance (Renaissance) du dix-neuvième siècle, est l'une des régions de plus grande densité culturelle — tant du point de vue de la création que de la consommation en Europe. Quelle peut être alors la raison qui fait que cette culture est constamment interrogée ? Quel sens y a-t-il à mettre en question une culture vivante, qui se projette à l'extérieur, pour ne citer que quelques noms, à travers des peintres comme Miro, Dalí ou Tàpies, des architectes comme J.L. Sert ou R. Bofill, des écrivains comme Mercè Rodoreda ou Salvador Espriu, des chanteurs comme Montserrat Caballé ou Josep Carreras, des compagnies théâtrales comme Els Joglars, à travers de grandes écoles de dessin, de céramique, de tapisserie et, enfin, à travers l'une des plus grandes concentrations européennes de musées (douze mille titres par an) ? Les réponses sont multiples : il suffira de citer ici celles qui s'enracinent dans l'histoire et les institutions pour mieux comprendre la situation d'aujourd'hui.

Historiquement, au début du dix-neuvième siècle, la Catalogne perd ses droits nationaux au bénéfice de Philippe V, lequel promulgue les décrets de Nueva-Planta qui imposent la monarchie absolue et le centralisme, régime qui, à part les brefs entretiens des deux républiques (1871 et 1931), dominera l'Espagne pendant plus de deux siècles et demi, jusqu'à ce que la Constitution de 1978 rompe avec ce schéma unitaire et le remplace par un modèle autonome, constitué par des nationalités historiques (Catalogne, Pays basque et Galice) et des régions.

Le rôle de la culture

Avec la disparition du gouvernement catalan en 1714, commence donc la difficile navigation de la Catalogne à travers les siècles suivants, d'identité et sur la langue comme signe d'identité et sur la pluriethnie socio-économique qui lui permet de se transformer en société moderne et libérale à l'image du reste de l'Europe. Nation sans Etat, la Catalogne contemporaine se constituera dans une tension constante avec le gouvernement central, la plus grande part des politiques catalanes — ex-cépté ceux qui aspirent à une Catalogne indépendante — demeurant persuadés que seule une réforme de l'Etat espagnol pourra leur rendre un statut adapté à l'esprit des temps nouveaux.

Dans cette longue lutte, le rôle de la culture a été décisif et, bien que ses défaites aient été nombreuses, ses victoires l'ont été également. Elle

tales », c'est de la principalité catalane qu'on parle ici, c'est elle que recouvre la cartographie, ce sont ses pourtours idéologiques, économiques et culturels que l'on détermine dans les courbes et les graphiques. Les lecteurs de l'édition catalane y verront un choix politique et ne s'y tromperont pas. Les lecteurs de l'édition française y verront la détermination d'une méthode scientifique et ne s'en effrayeront guère.

La collecte a décidé d'écrire une histoire avec des rois et des comtes et des classes sociales en chemise, mais avec très peu d'évêques et presque sans curés. L'Eglise apparaît bien par-ci par-là lorsque, décidément, on ne peut faire sans. Mais pourquoi ne pas avoir intégré à un tel ensemble, dans la partie « Destin » ou dans la partie « Patrimoine », une étude consacrée exclusivement à l'institution la mieux établie sur le sol catalan aussi, la plus adulée et la plus abhorrée selon les jours et les heures sur toute l'étendue historique et géographique du pays catalan ?

Ce choix est pour le moins discutable. Les auteurs ont-ils voulu jouer une laïcité à la positiviste et à la française ? Aller savoir. Mais, justement parce que le sérieux didactique est ici sans faille et transparents les choix des co-auteurs (le lecteur en relèvera bien d'autres), la sérialité et la quantitatisme débouchent sur l'histoire chaste. Qu'on lise ce livre : l'histoire en est brûlante.

(1) Ed. Privat, Toulouse, 560 pages, 197 F, 1982.
(2) Le Problème national catalan. Montson, Paris, 1974, 700 pages.
(3) Flammarion, Paris, 3 vol., 1977.



étranger

APRÈS LES ÉLECTIONS DU 2 NOVEMBRE AUX ÉTATS-UNIS

M. Reagan se dit « très satisfait » du résultat

M. Reagan s'est déclaré mercredi « très satisfait » du résultat des élections du mardi 2 novembre. Il a affirmé qu'il ne changerait pas les « principes » de sa politique malgré les pertes, évaluées à vingt-six sièges, des républicains à la Chambre des représentants. M. Reagan s'est cependant dit prêt, dans le domaine économique, à « entendre les vues des autres » et « toujours disposé à des compromis et à des concessions ».

Réduisant à l'extrême justesse dans l'Illinois, M. Robert Michel, chef de la minorité républicaine à la Chambre, a été plus net. « Il ne fait pas de doute que certaines modifications

devront être apportées (au programme économique présidentiel). Nous ne sommes évidemment plus en position de donner le « la », comme nous l'avions fait pendant ces deux dernières années.

Républicains et démocrates vont devoir aborder des dossiers urgents comme le régime des retraites et le budget de la défense. Dans les deux cas, des réductions de crédit très sensibles sont indispensables. M. Reagan est-il prêt à amputer son programme militaire ? Les

démocrates, renforcés à la Chambre des représentants, voudront-ils imposer de plus grandes dépenses sociales ? Les réponses à ces questions détermineront l'importance du déficit budgétaire, donc les taux d'intérêt au cours des prochains mois.

Devant une telle incertitude, les milieux financiers ont réagi mercredi avec une euphorie étonnante. A la Bourse de New-York, l'indice Dow Jones a grimpé de quarante-trois points — la plus forte progression en une seule

séance — pour atteindre 1 055,49, battant le record historique de 1 051,70 établi le 11 janvier 1973.

Les milieux financiers ont sans doute estimé que ni les prix ni les taux d'intérêt n'étaient menacés pour le moment, et que la Réserve fédérale sera probablement obligée de tenir compte de l'inquiétude de l'électorat devant la récession, donc de faire en sorte que le crédit reste bas. La Bourse reste cependant très volatile. Le 25 octobre dernier, l'indice Dow Jones avait atteint aussi un record, mais en sens inverse, perdant trente-six points et revenant en dessous du seuil symbolique de 1 000. (Voir page 33 le compte rendu de la séance.)

Les gouverneurs élus

Les postes de gouverneurs suivants ont été pourvus à l'issue du scrutin du 2 novembre. En italique, les noms des sortants réélus. Précédés d'un astérisque, les noms des États dont le poste de gouverneur passe d'un parti à l'autre. Trente-six gouvernorats (sur cinquante) étaient en jeu. Seul l'Illinois était encore en suspens ce jeudi 4 novembre, le gouverneur républicain sortant, M. James Thompson, n'ayant qu'une légère avance sur son adversaire démocrate, M. Adlai Stevenson (fils de l'ancien candidat à la présidence).

- | | |
|---|---|
| Alabama : M. George Wallace (D.). | * Michigan : M. James Blanchard (D.). |
| Alaska : M. William Sheffield (D.). | * Minnesota : M. Rudy Perpich (D.). |
| Arizona : M. Bruce Babbitt (D.). | * Nebraska : M. Bob Kerrey (D.). |
| Arkansas : M. Bill Clinton (D.). | Nevada : M. Richard Bryan (D.). |
| * Californie : M. George Deukmejian (R.). | New-Hampshire : M. John Sununu (R.). |
| Caroline du Sud : M. Richard Elsey (D.). | New-York : M. Mario Cuomo (D.). |
| Colorado : M. Richard Lamm (D.). | Nouveau-Mexique : M. Anaya (D.). |
| Connecticut : M. William O'Neill (D.). | * Ohio : M. Richard Celeste (D.). |
| Dakota du Sud : M. William Janklow (R.). | Oklahoma : M. George Nigh (D.). |
| Floride : M. Bob Graham (D.). | Oregon : M. Victor Atiyeh (R.). |
| George : M. Joe Harris (D.). | Pennsylvanie : M. Dick Thornburgh (R.). |
| Hawaï : M. George Ariyoshi (D.). | Rhode-Island : M. Joseph Garrahy (D.). |
| Idaho : M. John Evans (D.). | Tennessee : M. Lamar Alexander (R.). |
| Illinois : en suspens. | * Texas : M. Mark White (D.). |
| Iowa : M. Terry Branstad (R.). | Vermont : M. Richard Snelling (R.). |
| Kansas : M. John Carlin (D.). | Wisconsin : M. Anthony Earl (D.). |
| Maine : M. Joseph Brennan (D.). | Wyoming : M. Ed Herschler (D.). |
| Maryland : M. Harry Hughes (D.). | |
| Massachusetts : M. Michael Dukakis (D.). | |

Les partisans du gel des armements nucléaires sont désormais majoritaires à la Chambre

De notre correspondant

Washington. — Les référendums sur le « gel » des arsenaux nucléaires soviétiques et américains ont été, dans l'ensemble, un succès. Mais si leurs promoteurs ont victoires avec tant de force, ce n'est pas seulement parce que les « oui » ont emporté presque partout c'est aussi parce que la nouvelle Chambre des représentants compte désormais une majorité d'élus acquis à leur thèse.

« C'est une victoire spectaculaire », expliquait, mercredi 3 novembre à Washington, M. John Isaacs, dont le Conseil pour un monde viable a recueilli plus d'un million de dollars pour soutenir une cinquantaine de candidats. « A la Chambre, onze nouveaux élus ont battu des sortants hostiles au « gel », ce qui nous donne une majorité d'une trentaine de sièges ».

En août dernier, l'ancienne Chambre des représentants avait, de justesse (202 voix contre 204), rejeté une résolution en faveur d'un « gel mutuel et vérifiable des arsenaux de production et de déploiement » des armes nucléaires soviétiques et américaines. Le Sénat, pour sa part, n'a jamais voté sur ce thème.

Les référendums du 2 novembre étaient organisés dans neuf États et vingt-cinq villes. La « non » ne l'emporta que dans l'Arizona et dans trois petites localités de l'Ouest. Les « oui » ont atteint 52,7 % en Californie, 58 % dans le Michigan et la Montane, 59 % dans le Rhode-Island et le Dakota du Nord, 61 % dans l'Oregon, 65 % dans le New-Jersey et 74 % dans le Massachusetts. De grands centres urbains

comme Washington et Philadelphie ont approuvé la proposition avec des marges de 2 contre 1. Un dixième État, le Wisconsin, avait déjà dit « oui » le 14 septembre dernier par 75 % des voix. Au total, sur les quarante-et-une consultations organisées jusqu'à présent, quarante et une ont donné un résultat favorable au « gel ».

Ces scrutins sont présentés par le sénateur Edward Kennedy et quatre autres membres du Congrès comme « la preuve qu'une écrasante majorité d'Américains soutiennent le « gel ». L'affirmation mérite d'être nuancée, au vu de certains pourcentages, et pour d'autres raisons :

1) La participation électorale est toujours trop faible aux États-Unis pour qu'on puisse parler de majorités écrasantes. Les citoyens qui vont voter, surtout à un référendum, sont les plus motivés.

2) Dans l'ensemble, tout le monde souhaite stopper la course aux armements. Il est plus facile de répondre « oui » que « non » à une telle question.

3) Ces référendums n'avaient qu'une valeur consultative : s'ils avaient eu force de loi, les électeurs auraient peut-être voté autrement.

Les scrutins du 2 novembre n'ont pas moins une valeur politique et psychologique incontestable. « Aucun gouvernement représentatif ne peut ignorer une consultation de cette taille », affirme M. Randall Kenner, coordinateur de la « Freeze Campaign ». Selon lui, « le

message envoyé à Washington est clair : les États-Unis doivent stopper une fois pour toutes la course aux armements en proposant un gel mutuel à l'Union soviétique et en insistant vigoureusement pour qu'elle l'accepte ». Ce « gel » serait le premier pas vers une réduction des arsenaux nucléaires.

La Maison Blanche et le département d'État ont opposé mercredi une fin de non-recevoir aux partisans du « gel », mais en évitant toute polémique. La thèse gouvernementale a été défendue tout au long de la campagne (surtout en Californie, ce qui expliquerait le fort pourcentage de « non » dans cet État). Elle tient en quatre points :

1) « Geler » les arsenaux nucléaires aux niveaux actuels désavantagerait le bloc occidental, le rendrait militairement vulnérable et accentuerait donc le risque de guerre.

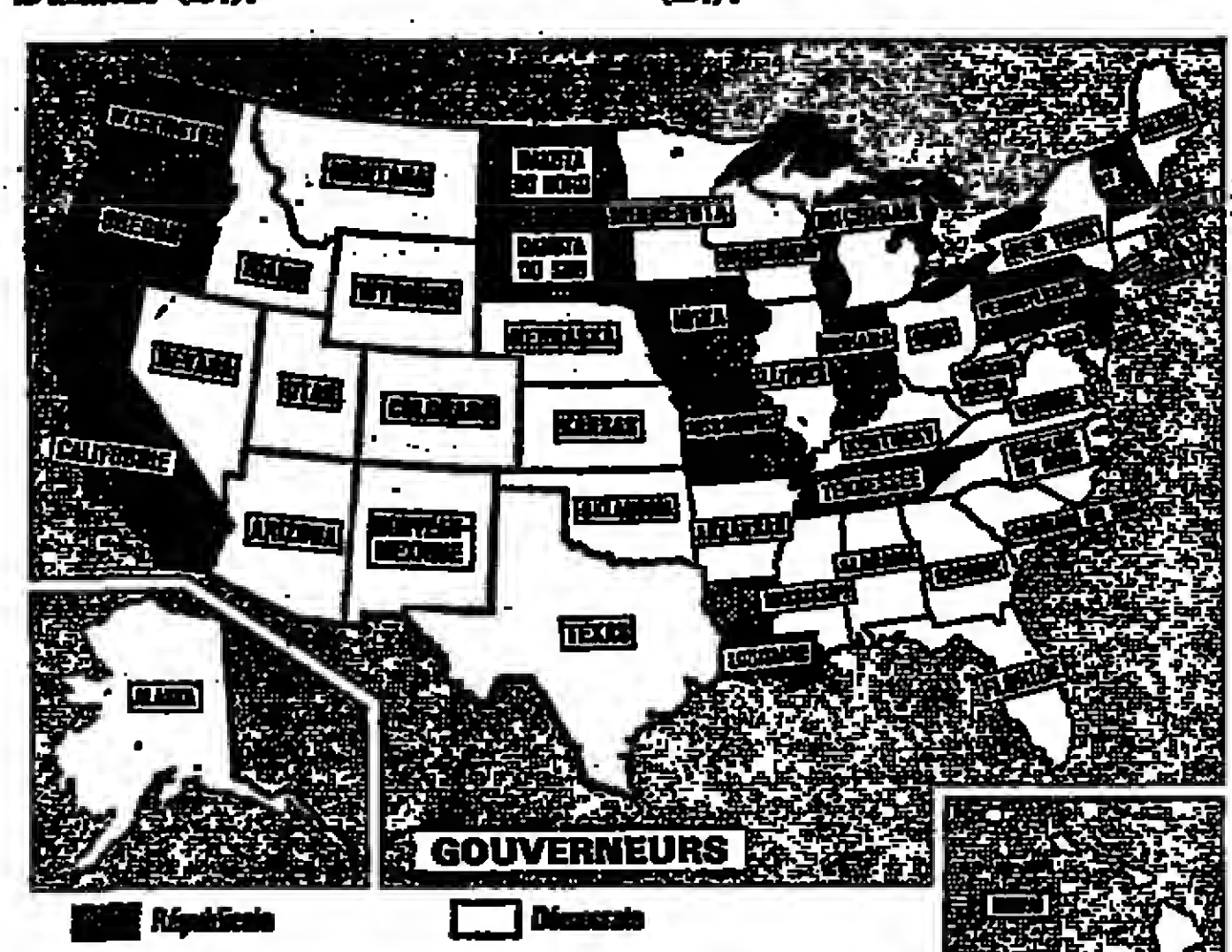
2) Un « gel » entraverait la coopération du Sénat. Les noms de dix-huit sénateurs sortants en 1984 figurent déjà sur un grand tableau. A gauche, les neuf qu'on soutiendrait (sept démocrates et deux républicains). A droite, les neuf présumés hostiles au contrôle des armements (huit républicains et un démocrate) qu'on chercherait à faire battre. Avec quelques centaines de milliers de dollars et beaucoup de militantisme

un « gel » serait impossible à vérifier du côté soviétique.

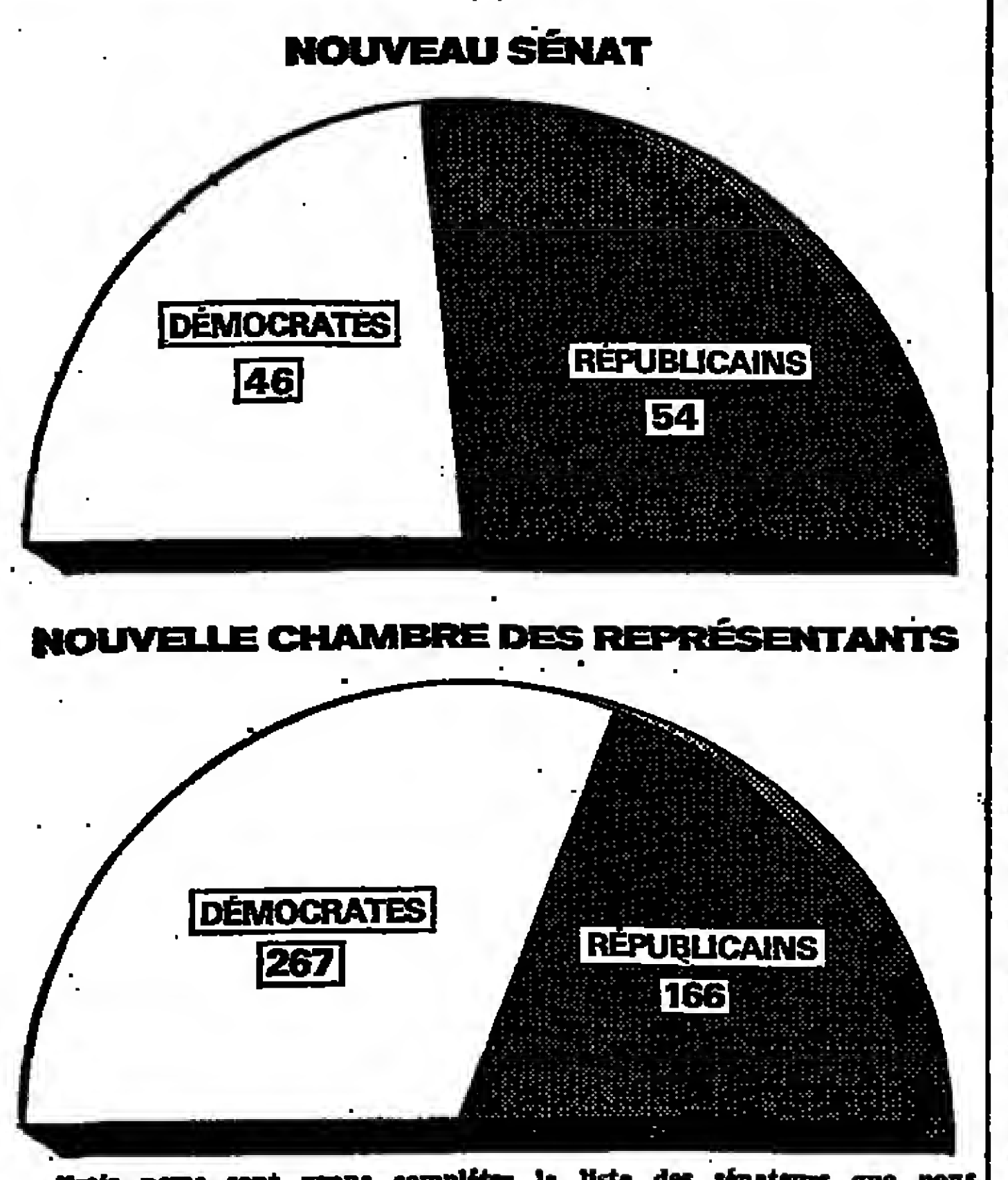
Pourquoi les animateurs du « Freeze Movement » harcèlent-ils Washington et non Moscou ? Réponse de l'un d'entre eux : « Nous sommes Américains. Nous cherchons à influencer notre gouvernement. » Il ne croit pas à une supériorité nucléaire de l'U.R.S.S. : « La parité existe aujourd'hui. C'est le bon moment pour « geler ».

« Geler », mais pas seulement « Nous travaillons sur le contrôle des armements en général, explique M. John Isaacs. Nous soutenons des candidats en fonction de leur position sur les armes chimiques, les missiles MX, le bombardier B1... » Objectif à court terme : s'appuyer sur la nouvelle majorité à la Chambre pour passer des résolutions. Et, dans deux ans, influencer la composition du Sénat. Les noms de dix-huit sénateurs sortants en 1984 figurent déjà sur un grand tableau. A gauche, les neuf qu'on soutiendrait (sept démocrates et deux républicains). A droite, les neuf présumés hostiles au contrôle des armements (huit républicains et un démocrate) qu'on chercherait à faire battre. Avec quelques centaines de milliers de dollars et beaucoup de militantisme

ROBERT SOLE



Cette carte résume l'affiliation politique des gouverneurs des cinquante États à l'issue du scrutin du 2 novembre. L'un d'entre eux, l'Illinois, est encore en suspens. Trente-six sièges de gouverneur étaient en jeu (voir la liste des élus et réélus ci-dessus).



Trois noms sont venus compléter la liste des sénateurs que nous avons donné dans « le Monde » du 4 novembre. Il s'agit de trois républicains sortants, qui sont donc réélus : MM. William Roth (Delaware), David Durenberger (Minnesota) et John Chafee (Rhode-Island). L'équilibre du Sénat reste inchangé par rapport à 1980, avec cinquante-quatre républicains et quarante-six démocrates.

● M. Reagan va recevoir M. Begin, et le 23 novembre avec le chef de l'État, M. Itzhak Navon, a annoncé la Maison Blanche. — (A.F.P., Reuters.)

La Californie a voté à contre-courant

De notre correspondante

New-York. — Alors que la majorité des Américains se prononcent en faveur d'une modération du capitalisme, la Californie, elle, est allée à contre-courant. Elle a infligé un échec peut-être irréparable à M. Jerry Brown, s'est donnée un nouveau gouverneur conservateur, et a, par la même occasion, renoncé à faire du maire de Los Angeles, M. Tom Bradley, le premier gouverneur noir élu de l'histoire américaine.

Les électeurs californiens ont élu à la période qui a suivi la guerre de Sécession, mais aucun n'avait jamais en la moindre chance de solliciter les suffrages des électeurs.

M. Bradley n'a été battu que de six mille voix par son adversaire républicain, M. George Deukmejian : le candidat démocrate avait pourtant été, pendant plusieurs semaines, en tête des sondages, son avance s'était graduellement réduite les derniers jours et il a sans doute sous-estimé les intentions des électeurs. Les sondages ont largement conservé, comme l'indifférence des minorités raciales, noires, latino-américaines et asiatiques, sur lesquelles il avait cru pouvoir compter. La carrière et l'échec de M. Bradley sont un bon exemple des obstacles qui se dressent sur la route des politiciens noirs.

Colosse athlétique de soixante-quatre ans, qui porte dix ans de moins que son âge, M. Bradley est né au Texas, de parents à peine alphabétisés, qui vivaient chichement sur un petit lopin de terre. Son grand-père était né esclave, et si les problèmes de la « négritude » n'étaient qu'épisodiquement abordés par le maire de Los Angeles, ils n'étaient jamais absents de ses pensées.

Entré avec une bourse d'athlétisme à l'université de Los Angeles où sa famille avait émigré, M. Bradley a dû très vite gagner sa vie et est devenu policier. Bon « fil », honnête et humain, il a suivi des cours du soir et est parvenu au grade de lieutenant à une époque où policiers noirs et blancs patrouillaient dans des voitures séparées.

En 1968, tandis que plusieurs grandes villes se donnaient des maires noirs, M. Tom Bradley brigue la mairie de Los Angeles. Il est battu de peu, mais gagne les élections de 1973, et sera réélu deux fois. Très populaire parmi les nombreuses minorités ethniques d'une ville dont les écoles primaires enseignent quatre-vingt-trois langues différentes, autant que dans les syndicats et les milieux d'affaires où on lui fait gré

de ne pas être un « radical », M. Bradley avait cru son heure venue.

Mais il avait compté sans le dernier mouvement de recul d'un électeur soumis au matriage d'un adversaire habile, doté d'importants moyens financiers et du soutien de l'appareil républicain.

M. Deukmejian, le digne successeur de M. Reagan

Avec M. Deukmejian, M. Reagan a trouvé, pour Sacramento, un successeur digne de lui, après un « intermède » de huit années sous la houlette de son ennemi juré, M. Jerry Brown. Il y a sans doute peu d'hommes que le président hâsse en effet autant que M. Brown, au point qu'il n'a pas hésité, mardi soir, à manifester une joie quelque peu déplacée à l'annonce de son cuisant échec dans la course sénatoriale, derrière M. Pete Wilson, le maire de San Diego.

Si M. Bradley ne sera pas le premier gouverneur noir, M. Deukmejian sera le premier gouverneur d'origine grecque. Né en 1928 dans l'État de New-York de parents, récemment immigrés, M. Deukmejian a fait des études de sociologie et de droit. élu à l'Assemblée de Californie en 1962, puis au Sénat, où il reste douze ans, M. Deukmejian devient ensuite gouverneur de l'État et se fait remarquer par sa défense musclée de « la loi et l'ordre ». Il a d'ailleurs fait une bonne partie de sa campagne électorale sur le thème de la lutte contre la criminalité, se déclarant favorable à la peine de mort mais hostile au contrôle des armes à feu.

Le nouveau gouverneur s'est aussi déclaré hostile au « gel » des arsenaux nucléaires, qui figurait sur la liste des « propositions » soumises aux électeurs, ainsi qu'au recyclage des bouteilles et boîtes de boissons gazeuses, une proposition vigoureusement combattue par les industriels du verre et du plastique.

M. Deukmejian a mené une campagne « négative », accusant M. Bradley d'avoir, par sa mansuétude à l'égard des délinquants et des immigrants du tiers-monde, livré Los Angeles « aux assassins » et transformé la ville en un « cloaque digne d'un pays sous-développé ». Il a promis de refaire la Californie, durement touchée par la récession, un havre de grâce pour les hommes d'affaires, notamment en abandonnant la politique de « croissance zéro » préconisée par M. Jerry Brown.

NICOLE BERNHEIM.

La prise du pouvoir par Hughes Capet

Marie, ses apparitions et son culte

La fortune des Français sous Louis XIV

US go Home : un siècle d'antiaméricanisme

Le rêve colonial de Savorgnan de Brazza

L'histoire

chaque mois un rendez-vous avec les grands historiens d'aujourd'hui

La fortune des Français

la prise du pouvoir par Hughes Capet les apparitions de Marie

Offre spéciale : un an 150 F au lieu de 205 F*
Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) au prix de 150 F

Nom : _____
Adresse : _____

Je règle par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal (3 virements) ☐ mandat à l'ordre de L'HISTOIRE — A retourner, accompagné de votre règlement, à L'HISTOIRE 67 rue de Seine 75002 Paris.
Etranger 200 FF — Belgique : Souverain 28 Av. Massenet 1150 Bruxelles.
* Prix de vente au numéro.

EUROPE

Turquie

RÉFÉRENDUM SANS RISQUE POUR LES MILITAIRES

Les généraux ont réduit l'opposition au silence et bénéficient de la hantise du terrorisme

Les électeurs turcs vont se prononcer, dimanche 7 novembre, sur le projet de Constitution préparé par les militaires. ce texte est approuvé, le général Evren importants au président de la République, élu pour sept ans. Il précise que les libertés pourront être soumises à des restrictions pour maintenir l'ordre public. Si ce texte est approuvé, le général Evren deviendra, sans autre formalité, président

Ankara. — Les Turcs vont voter le dimanche 7 novembre. Un peu plus de deux ans après la prise du pouvoir par les chefs d'état-major des trois armées et de la gendarmerie, il auront à choisir entre le général Evren et... le général Evren. C'est, certes, un peu hâtivement résumer l'enjeu de cette consultation — en même temps référendum et plébiscite, — qui a le double défaut de poser aux électeurs la question de la poursuite ou non de la

Tous ces arguments se passent de commentaires. L'Assemblée nationale, trop, car qu'en vient-elle à faire, si ce n'est de se proposer elle-même le projet d'une Constitution, tout de bon, et de soumettre des propositions fort détaillées avec pour tout moyen d'expression un bulletin de couleur blanche ou de couleur bleue ? Pas assez, car l'unique question posée — à laquelle il faut répondre par oui ou par non — en contient au moins deux : la personne du général Evren se trouve en effet faire partie intégrante des Institutions soumises au verdict populaire ; un oui au référendum constitutionnel entraînera sa désignation automatique et simultanée pour sept ans à la présidence de la République.

Dans l'hypothèse tout à fait improbable où les « non » l'emporteraient, le régime militaire actuel serait tout simplement prorogé. Le choix s'en trouve évidemment faussé, et certains redoutent qu'au pourcentage de « non » corresponde un durcissement proportionnel du régime, ce qui traiterait exactement à l'encontre des aspirations qui s'exprimeraient dimanche par un vote négatif.

Tout, dans la préparation de ce scrutin, aura été mené à la manière militaire, à commencer par le façon dont les électeurs ont été inscrits sur les listes : comment compter les Turcs en âge de voter ? En leur interdisant tout simplement de sortir de chez eux pendant toute une journée. Ce fut fait en septembre, le temps pour quelques milliers d'enquêteurs lancés dans un pays mort de dresser des listes fiables. Au moins, peut-on espérer que lorsque l'on a distribué avec les listes à été menée cette opération garantiront la régularité du scrutin, même si la presse, ces jours derniers, a émis quelque incertitude quant aux pressions éventuelles qui pourraient s'exercer dans les bureaux de vote recoués.

Les sanctions prévues en cas d'abstention relient également d'une mentalité typiquement militaire : « Il ne s'agit pas d'un acte de vote mais d'un acte de combat », insiste le ministre de l'Intérieur, soulignant que l'abstention entraîne, sauf cas de force majeure, la privation du droit de vote aux élections législatives et municipales pendant cinq ans. Autrement dit, si tu ne marques pas ta soupe tu n'iras pas de dessert. La meilleure caractéristique de la démarche ac-

Pologne

Les banques occidentales créancières de la Pologne ont signé, mercredi 9 novembre à Vienne, avec les représentants du gouvernement de Varsovie un réajustement « coulisant » des dettes de ce pays. Cet accord est soumis à une condition suspensive. Il n'aura, en principe, pas de forces juridiques en ce qui concerne le remboursement du principal, aussi longtemps que les Etats intéressés n'auront pas conclu avec la Pologne un accord sur les dettes venues à échéance. Or les Etats en question, dont la France, mettent comme condition à la signature d'un tel arrangement la levée des mesures répressives prises par Varsovie.

En ce qui concerne les intérêts — 1,7 milliard de dollars à payer cette année, les Polonais se sont engagés à les verser aux banques créancières, mais il a été convenu que celles-ci, au fur et à mesure qu'elles seront payées, remettront la moitié des sommes ainsi-récupérées (950 millions de dollars) à la disposition de la Pologne, sous forme de nouveaux crédits à trois ans. Il s'agit là, de la part des banques, d'une autre et très importante concession.

Une bonne surprise

D'autre part, après la dévaluation de 20 % du zloty, du 22 octobre

L'accord porte sur un total de 2,3 milliards de dollars que la Pologne doit rembourser en 1982. Cette somme représente 95 % du principal du, mais, pour les 5 % restants que la Pologne doit rembourser cette année, les banques ont accepté de lui avancer de nouveaux crédits. Comme pour l'accord signé pour l'année 1981, le délai de paiement est fixé aux autorités de Varsovie par des lettres de versement franchies de quatre ans, pendant lesquelles la Pologne n'aura à effectuer aucun remboursement.

qui fait l'objet de l'accord de Vienne conclu mercredi ? Théoriquement, la Pologne serait mise en demeure de payer le principal de la dette, échue et, en cas de non-exécution, elle pourrait être mise en défaut si un ou plusieurs créanciers décidaient de s'adresser à cet effet à la justice. Dans la situation actuelle du marché des capitaux, les banques, plus que jamais, veulent éviter une mise en défaut qui les obligerait à dévaluer la totalité de leurs créances à l'égard de la Pologne... et j'attirai un doute sur la valeur de beaucoup d'autres créances qu'elle est sur d'autres pays débiteurs aussi mal en point que la Pologne.

● Le procès de M. Jan Jozef Lipinski, accusé d'avoir organisé le 12 décembre 1939 le grand attentat contre le président de la République d'Urss, a été ajourné le mercredi 3 octobre en raison du mauvais état de santé du prévenu. Ancien membre du K.O.R. (Komunistyczny Ruch Oporu), et de la direction de la sécurité pour la région de Varsovie, M. Lipinski, âgé de cinquante-six ans, avait été arrêté le 15 décembre. En mai, il avait été autorisé à se rendre à Londres pour se faire soigner par un médecin polonais qui l'avait opéré à cœur ouvert de plusieurs années. Il a regagné volontairement son pays, le 15 septembre, après son inculpation pour attentat à

Le procès de M. Jan Jozef Lipiński, accusé d'avoir organisé le 14 décembre 1949 une grande manifestation d'insulte à l'égard de l'Union d'Ustus, a été ajourné le mercredi 3 octobre en raison du mauvais état de santé du prévenu. Ancien membre du KOK (Kadziński Organisation Kulturalna), et de la direction de Solidarité pour la région de Varsovie, âgé de cinquante-six ans, avait été arrêté le 15 décembre. En mai, il avait été autorisé à se rendre à Londres pour se faire soigner par les médecins qui l'avaient opéré (cœur, vésicule biliaire, estomac, etc.). Il a regagné volontairement son pays, le 15 septembre, après son inculpation pour atteinte à

Seychelles

(téléphone : 544-58-81), sera ouvert le vendredi 5 novembre, à 20 h. 30, par une communication du Père Yves Raguin, directeur du Ricci Institute for Chinese Studies, à Taiwan. Il se prolongera par plusieurs conférences dans la journée de samedi, pour s'achever, à 17 heures, par une table ronde.

● REMANIEMENT

TESLIER, à M. Maxime Fournier, ministre des Affaires étrangères, et à M. le directeur des Affaires diplomatiques des Seychelles, à M. Jacques Madoul, à la suite du remaniement du gouvernement. Le président de la République a nommé M. Albert René, ministre, à compter du mercredi 3 novembre, à Victoria. M. Ogilvy Berliouss conserve le portefeuille de la Défense. M. René a nommé à la tête du développement national Deux ministres quittant le cabinet : M. Philibert Leloup, ministre de l'Industrie, prendra ses activités privées, est remplacé par M. Joseph Belmont; et M. Kari Saint-Auge (député), qui prend sa retraite, a été remplacé par M. Jean-Jacques Jumeau. — (A.F.P. Reuters.)

Zimbabwe

Zimbabwe

● **DEUX FRANÇAIS**, anciens soldats de l'armée rhodésienne, MM. Gervais Boutsanquol, âgé de trente-trois ans, et Marc Chemouli, âgé de vingt-huit ans, condamnés à la peine de mort pour le meurtre, le 17 juillet 1981, du propriétaire d'un café à Karol, ont fait appel, mercredi 3 novembre, devant la Cour suprême de Harare. L'acte avait été signé par le capitaine Mc Clive Grossman, le plaignant, qui ne meurt pas et n'a été présumé. (A.P.)

LES CAHIERS
des **S.T.H.**
Réponses & Dialogues

NUMERO SPECIAL sur le THEME

LIBERTE et LIBERTES

• PROGRAMME de CULTURE
GENERALE des CONCOURS
aux GRANDES ECOLES de
commerce

60 pages (bibliographie et articles
historiques et socio-économiques)
Commande: Librairies universitaires
et Editions des Sciences et
Techniques humaines

G. R. LÉON-HENRI 75008 PARIS
16, 527.11.015

PARAITRE NOV 88

PRIX 20 F

هكذا من الاحل

EUROPE

R.F.A.

Le commando «révolutionnaire» turc qui s'était emparé d'un consulat à Cologne s'est rendu

Le commando d'extrémistes turcs qui s'était emparé, mercredi 3 novembre, du consulat de Turquie à Cologne (Indes dernières éditions datées du 4 novembre), s'est finalement rendu à la police ouest-allemande dans la nuit de mercredi à jeudi, sans effusion de sang et après avoir reçu l'assurance que ses membres pourraient bénéficier du droit d'asile. Au cours des quelques heures qu'avait duré l'opération, les neuf extrémistes avaient tenu à peu près libéré la plupart des soixante-dix otages qu'ils détenaient à l'origine. Quatre membres du personnel étaient en outre restés cachés dans d'autres bureaux, dont, semble-t-il, le consul lui-même.

Le commando se réclamait du mouvement d'extrême gauche Devrimci Sol, et demandait notamment, à trois jours du référendum sur la nouvelle Constitution en Turquie, la publication d'une déclaration condamnant le régime militaire d'Ankara, ainsi que la libération de prisonniers politiques turcs.

Une communauté en proie aux extrémistes

Devrimci Sol («gauche révolutionnaire»), plus connue sous son appellation abrégée de Dev-Sol, est l'archétype de ces organisations extrémistes dont l'activité meurtrière a tant fait pour provoquer l'arrivée des militaires au pouvoir en Turquie. Principalement installée à Istanbul, elle s'y est rendue coupable d'une bonne centaine de meurtres et d'innombrables autres actes de terrorisme. Activité dont elle n'avait pas le monopole, il est vrai, et qui visait notamment des militants de l'extrême droite, celui de droite, également très actif.

A l'origine des différents mouvements d'extrême gauche turcs se trouve le parti de libération populaire, fondé en 1968 et dissous en 1972. Comme il est fréquent en Turquie, où le démantèlement d'une formation clandestine ou la mise hors de loi d'un parti jusqu'aux autorités donne généralement lieu à la création d'une nouvelle organisation d'appellation différente, un nouveau mouvement devait naître de ses cendres : Devrimci Yol («Voie révolutionnaire», en abrégé Dev-Yol), dont une scission provoqua en 1978 la constitution de Dev-Sol.

Les deux organisations, dont les divergences idéologiques à l'intérieur d'un marxisme-léninisme simplifié et violent sont devenues de plus en plus marquées, ont des tendances à la fois très proches et très éloignées. Comme en témoignent leurs noms et slogans souvent superposés à la peinture sur les murs des grandes villes étrangères où existe une communauté turque immigrée.

C'est, par excellence, le cas en Allemagne fédérale, où l'importance de cette communauté commence à poser des problèmes qui vont bien au-delà du traditionnel débat sur l'immigration. En particulier à Co-

logne, mais aussi à Berlin-Ouest, où le quartier turc de Kreuzberg est devenu une ville dans la ville. Outre les difficultés classiques liées à l'intégration des immigrés — on en compte près de cinq millions en R.F.A. et à Berlin-Ouest, dont près de la moitié de Turcs — ces derniers constituent pour les autorités ouest-allemandes un cas parfois dramatique.

Les immigrés de Turquie ont en effet transporté en République fédérale leurs oppositions politiques violentes, contre lesquelles les rigueurs du régime du général Evren sont évidemment impuissantes. Les affrontements entre extrémistes turcs de droite et de gauche, en particulier ce qu'il reste des «Loups gris» et des mouvements comme Dev-Sol et Dev-Yol, sont durs et parfois meurtriers dans les rues de Kreuzberg, de Cologne ou de Francfort.

Des «collisions», point toujours volontaires, et destinées à soutenir ces mouvements extrémistes, sont perçues alors que la majorité de ces immigrés, est surtout préoccupée de vivre en paix, et que les événements de Turquie ne l'incitent pas particulièrement à hâter son retour au pays natal.

Un retour que les autorités allemandes cherchent au contraire désormais à encourager. Essentiellement en raison de la crise économique, qui provoque la montée du chômage, mais aussi parce que cette communauté turque, qui du moins ses éléments les plus violents, commence à poser de sérieux problèmes de maintien de l'ordre. Même si elle s'est heureusement terminée, l'affaire du consulat de Cologne risque de ne rien arranger à cet égard.

BERNARD BRIGOLEUX.

U.R.S.S.

LE PREMIER MINISTRE, M. TIKHONOV, REÇOIT L'ORDRE DE LÉNING ET LA MÉDAILLE DE HÉROS DU TRAVAIL SOCIALISTE

M. Nicolas Tikhonov, qui a succédé en 1980 à M. Alexeï Kossyguine à la tête du gouvernement soviétique, a été décoré, mardi 2 novembre, de l'ordre de Lénine et a reçu sa deuxième médaille de héros du travail socialiste. Ces distinctions ont été remises au premier ministre, âgé de soixante-dix-sept ans, par M. Leonid Brejnev, le chef de l'Etat et du P.C. soviétique, au cours d'une cérémonie d'une longueur inhabituelle. Au bureau politique, M. Tikhonov passe pour l'un des plus fermes appuis de M. Brejnev.

Selon l'agence Tass, ces décorations lui ont été attribuées en raison de ses grands mérites dans le renforcement de la puissance économique et défensive du pays. M. Brejnev, en les lui remettant, a notamment déclaré :

«C'est une récompense véritablement méritée. On ne saurait surévaluer l'importance de la tâche qui doit accomplir le chef du gouvernement soviétique pour diriger l'organisme complexe de l'économie nationale. La riche expérience de Nicolas Alexandrovitch, sa capacité exceptionnelle de travail et sa rareté absolue dans le travail, la fermeté de ses principes de membre du parti, toutes ces qualités que je connais parfaitement depuis plusieurs dizaines d'années, l'ont fait être à bout de ses tâches difficiles.»

Roumanie

MM. PAPANDREOU ET CEAUSCESCU souhaitent l'organisation d'un sommet des pays balkaniques. Le premier ministre grec, en visite officielle à Bucarest, et le chef du parti et de l'Etat roumain se sont prononcés aussi pour l'arrêt de l'implantation de missiles à moyenne portée en Europe et la destruction des missiles en place. Ils souhaitent également que la conférence de Madrid donne une nouvelle impulsion à la mise en œuvre de l'Accord final d'Helsinki et conduise à la conclusion d'une conférence sur le désarmement en Europe et l'établissement d'un climat de confiance. — (A.F.P.)

INEDIT
Ce livre intéresse tous les Français LE FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
analyse population, études (zone maritime outre-mer), industrie, agriculture, puissance financière, zone franc, défense, développement culturel mondial, DCM-TOM, communauté et conférence franco-allemande et les quarante pays d'expression française.
224 pages 10 F. France
CHATELAIN DE PERU
4690 RUEIL-SUB-LAYON

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Bagdad et Téhéran font état de combats très meurtriers

Les combats se poursuivaient, ce jeudi 4 novembre, entre l'Irak et l'Iran, qui publient des communiqués contradictoires faisant état de pertes élevées dans les rangs ennemis.

L'Irak a annoncé, dans un communiqué militaire repris par Radio Téhéran, que ses forces avaient détruit, mercredi, quatre-vingt-dix chars et véhicules blindés irakiens, s'étaient emparés de quarante-cinq autres, dont certains de construction israélienne récemment livrés, avaient abattu cinq avions dans le secteur central du front, tué ou blessé deux mille six cents irakiens et fait mille quatre cents cinquante prisonniers.

Ces informations sont démenties par l'Agence irakienne de presse qui, citant des sources militaires, indique qu'aucun avion ou hélicoptère n'a été abattu mercredi, au deuxième jour de l'offensive Moharram, du nom du mois en cours. Sa outre, un porte-parole militaire a annoncé, mercredi soir, que deux mille vingt-sept irakiens avaient été tués dans la seule journée dans le secteur sud, en face de Misan.

Un autre communiqué de Bagdad assure que dans le secteur central, mille trois cent cinquante irakiens ont été tués et qu'un grand nombre de chars, véhicules blindés, camions et dépôts de munitions ont été détruits.

(Reuter, A.F.P.)

Liban

LE CONTINGENT FRANÇAIS DE LA FORCE MULTINATIONALE PATROUILLE DANS LE SECTEUR CHRÉTIEN DE BEYROUTH

Le contingent français de la force multinationale de sécurité a, pour la première fois, mercredi 3 novembre, patrouillé à Beyrouth-Est, où l'armée libanaise avait entamé, l'après-midi, son déploiement en prenant position dans différents quartiers. En revanche, une unité française de la Finul qui se dirigeait de Naqoura, dans le Sud-Liban, vers la capitale, a été arrêtée par un barrage israélien et obligée de rebrousser chemin.

De son côté, le président Amine Gemayel a accueilli les plans du Pentagone concernant l'assistance militaire américaine à l'armée libanaise. Outre l'envoi de cinquante à soixante conseillers, vingt-quatre engins blindés de transport de troupes, des camions et des canons de 105 millimètres vont être livrés dans les prochains semaines.

Un rapport précise que la réorganisation de l'armée libanaise, forte de vingt mille hommes, et d'augmentation de ses effectifs pour la rendre opérationnelle sur l'ensemble du territoire, nécessiteront dix-huit mois. Actuellement, huit mille hommes sont opérationnels et ont été déployés à Beyrouth et dans quelques localités du Chouf.

M. Alain Barthelemy, député socialiste et coordonnateur de l'aide française au Liban, est arrivé mercredi soir à Beyrouth pour une mission d'information et d'évaluation des besoins du pays pour sa reconstruction. Il rencontrera le président Gemayel, à qui il remettra un message de M. Pierre Mauroy. Parallèlement, M. Maurice Faure, président de la commission des relations extérieures de l'Assemblée nationale, effectuera une visite officielle à Damas.

(A.F.P.)

DIPLOMATIE

LA FRANCE «FERA TOUT» POUR PROTÉGER LES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

déclare le ministre des relations extérieures

M. Chevènement, ministre des relations extérieures, a assuré mercredi 3 novembre, en ouvrant la réunion du Conseil supérieur des Français de l'étranger, que la France «fera tout» pour protéger ses un million cinq cent mille expatriés. Le gouvernement fera un effort, a-t-il dit, pour que les Français de l'étranger bénéficient de la même protection sociale que ceux qui vivent en métropole. Sur un total de cent cinquante dix mille enfants quinze mille ne sont pas scolarisés, quelquefois faute de moyens et c'est une situation intolérable», a dit le ministre. Un effort sera également fait sur l'octroi de bourses pour que la scolarisation à l'étranger ne soit pas plus chère qu'en France.

Le ministre estime que, si l'Afrique et le Proche-Orient sont bien desservis par la radio, l'Europe de l'Est ne l'est pas suffisamment et que l'on peut parler de néant en ce qui concerne l'Amérique latine, l'Asie et l'Extrême-Orient. Il a rappelé que le prochain budget prévoit un nouvel investissement de 10 millions de francs, en particulier pour le poste de Kourou, en Guyane, qui permettra de desservir l'Amérique centrale, les Caraïbes et une partie de l'Amérique du Sud en 1983. «Mais nous ne prétendons pas atteindre le niveau de la B.B.C.», a-t-il déclaré.

Les travaux du C.S.F.E., qui doit notamment élire son bureau, se poursuivront jusqu'au 9 novembre.

M. ANTOINE BLANCA NOMMÉ AMBASSADEUR ITINÉRANT

An cours de sa réunion du mercredi 3 novembre, le conseil des ministres a nommé M. Antoine Blanca ambassadeur itinérant pour les pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes.

(Conseiller technique du premier ministre depuis 1976, M. Antoine Blanca, quarante-deux ans, titulaire de diplômes politiques, économiques, juridiques, membre du parti socialiste depuis 1978, animateur de la Fédération Leo Lagrange, directeur de la rédaction de Communauté des élus socialistes et républicains, est un spécialiste du tiers-monde et de l'Amérique latine.

Au moment où, à l'Élysée, M. Bagis Debray, chargé de mission qui suit pour la présidence de la République les affaires du tiers-monde, voit ses responsabilités élargies au secteur des affaires culturelles, la nomination de M. Blanca vise à renforcer l'activité diplomatique française dans les pays d'Amérique latine. M. Blanca travaillait déjà en étroite collaboration avec M. Debray.

A L'ONU L'EUROPE DES DIX EST DIVISÉE SUR LA QUESTION DES MALOUNES

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — A trois exceptions près, tous les membres qui ont pris part mercredi 3 novembre au débat sur les Malouines (Iles Falkland) de l'Assemblée des Nations unies se sont prononcés en faveur du projet de résolution latino-américain, combattu par la Grande-Bretagne. Seuls Antigua, les Fidji et Malaisie ont laissé entendre qu'ils ne le voteront pas. Les représentants des Etats de la Communauté européenne se sont réunis pour fixer leur attitude. Leur soutien ne sera pas unanime. A l'exception de la Grande-Bretagne, qui votera contre, les autres voteront pour ou s'abstiendront. Quarante orateurs étaient inscrits, et le vote du projet latino-américain, qui préconise des négociations anglo-britanniques sur la souveraineté de l'archipel, devrait intervenir jeudi soir.

Un demi-siècle de pouvoir militaire. Plus de vingt pays concernés.

Comment? Pourquoi?

Alain Rouquié l'Etat militaire en Amérique latine

Seuil 100 F

Au carrefour de l'histoire, de la sociologie militaire et de l'analyse politique comparée, le premier grand ouvrage de synthèse.

Seuil

Communié des Editions JEAN DE BONNOT

La qualité, l'originalité et le succès des ouvrages publiés par Jean de Bonnot ont naturellement suscité des imitations en France et à l'étranger. Dans la mesure où chaque œuvre fait l'objet chez cet éditeur d'une création authentique, tant en ce qui concerne le choix des auteurs, les reliures, les illustrations, les textes, les originaux poussés à l'extrême, qu'en ce qui concerne les mises en page, les illustrations, les photos, les reproductions, les auteurs pouvaient être considérés avec un certain détachement par Jean de Bonnot, qui bénéficiait toujours d'un temps d'avance et de la fameuse petite différence qui est l'essentiel en matière d'édition d'art.

Cette fois dans le travail bien fait et dans la qualité de ses livres est toute exprimée dans la célèbre clause de garantie à vie que Jean de Bonnot est apparemment le seul éditeur au monde à faire valoir (reprise du livre au prix d'achat payé par le souscripteur).

Cependant, Jean de Bonnot se sent en droit de protester quand la compétition devient par trop déloyale et prend des chemins de plus en plus déviants que le simple plagiat malhabile.

C'est ainsi que, ces derniers mois, des documents importants ont disparu subrepticement de ses bureaux.

Il s'agit d'abord d'études concernant des éditeurs en projet et, notamment, d'une formule nouvelle dont l'élaboration a nécessité une somme considérable de recherches. Tout laisse supposer que ces pièces ont été «empruntées» et consultées indûment.

En deuxième lieu, le fichier confidentiel des clients Jean de Bonnot a été en partie détourné de telle sorte que l'éditeur a été coupé d'une fraction de sa clientèle dont on s'abstiendrait. Quarante orateurs étaient inscrits, et le vote du projet latino-américain, qui préconise des négociations anglo-britanniques sur la souveraineté de l'archipel, devrait intervenir jeudi soir.

Ce double méfait incite les Editions Jean de Bonnot à prendre les mesures suivantes :

1^{re} Révéler au public plus tôt que prévu les nouvelles éditions et les projets jusqu'aux clients dans ses cartons, notamment le programme original baptisé «Curiosités littéraires et bibliophiles».

2^e Entreprendre de renouer des relations normales, régulières et attentives avec ses clients en leur demandant de bien vouloir se faire reconnaître en retournant le bulletin ci-dessous. Jean de Bonnot leur communiquera aussitôt les titres de ses récentes et prochaines réalisations ainsi que les conditions particulières auxquelles ils ont droit.

3^e Informer tous ceux qui le désirent des titres et des prix des livres signés par Jean de Bonnot et qui ne sont pas encore épuisés.

Pour cela, merci de bien vouloir renvoyer aussitôt que possible la demande d'information ci-dessous.

DEMANDE D'INFORMATION

A envoyer aux Editions Jean de Bonnot, 7, Rue-St-Honoré, 75006 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement une documentation sur les ouvrages en cours ou en préparation, signés par Jean de Bonnot.

Nom Prénom

Adresse complète

Ville Code postal

TWA vers et à l'intérieur des USA

Washington: vol quotidien - 3540 F.*

Liaison de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Tarif loisir aller/retour.

TWA

OCÉAN INDIEN

Madagascar : l'élection de la colère

I. - « MON PAYS DÉGRINGOLE... »

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

L'élection présidentielle opposera, dimanche 7 novembre, à Madagascar, le président sortant, M. Didier Ratsiraka, au pouvoir depuis 1975, à M. Monja Jaona, chef de file d'un mouvement populiste. L'issue du scrutin ne fait pas de doute, l'administration contrôlant les campagnes où résident 80 % des Malgaches. Toutefois, à l'issue de sept années d'une expérience « socialiste » décevante, le débat politique porte surtout sur un bilan que notre envoyé spécial Jean-Pierre Langellier dresse dans deux articles.

Antananarivo. - « Malgaches, réveillez-vous. Il faut sauver votre pays. La décision vous appartient. Seule la peur rend esclave. » Regard de brasse et silhouette fragile, M. Monja Jaona aime parler haut et clair. Eternel opposant, il est à l'aise, depuis un demi-siècle, dans l'adversité. Face au président sortant, M. Didier Ratsiraka - de trente ans son cadet, - le vieux lutteur livra sans doute, le 7 novembre, son dernier grand combat. Chez ce personnage charismatique, impulsif et tranchant, coexistent le croisé du nationalisme et le chef féodal, l'homme de parti et le tribun populaire (1).

Aujourd'hui, l'inaltérable ennemi du colonialisme et de ses héritiers vilipendés, devant un auditoire de paysans attentifs, le « socialisme des voleurs », « Mon pays dégringole », nous dit-il. L'administration est pourrie, la population en colère. Et d'insinuer le procès de la révolution malgache en égrenant ses tares les plus criantes : l'insécurité (« les paysans vivent sur la lame du couteau »), les pénuries en tous genres, la corruption (« ce ne sont pas les enfants qui organisent le marché noir »), il dénonce l'enrichissement des barons du socialisme, qui « vivent dans de grandes villas », la démission des politiciens « lâche-bottes », la dépendance croissante envers l'étranger (le F.M.I. comme les Soviétiques). Etranger aux nuances, M. Monja Jaona compare son pays à « l'Egypte des pharaons ».

Au cours d'une longue tournée dans la Grande Ile, il a pu ressentir l'urgence d'un redressement. Voilà pourquoi, explique-t-il, le Monima (Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar), qu'il fonda en 1958, lui a demandé, en juillet, de se porter candidat. Au fil des semaines, il s'est pris au jeu et assure aujourd'hui qu'il l'emporterait si le scrutin « n'était pas truqué ».

Son programme ? Faire place nette : une nouvelle Constitution, un gouvernement provisoire et la tenue d'élections générales « vraies et libres ». Parti de solidarité paysanne et de résistance au pouvoir central, le Monima convainc plus par la force de son refus que par la rigueur de son projet. M. Monja Jaona n'est pas précisément le prototype de l'homme d'Etat moderne et les intellectuels qui l'entourent sont loins de former une équipe de renouveau crédible.

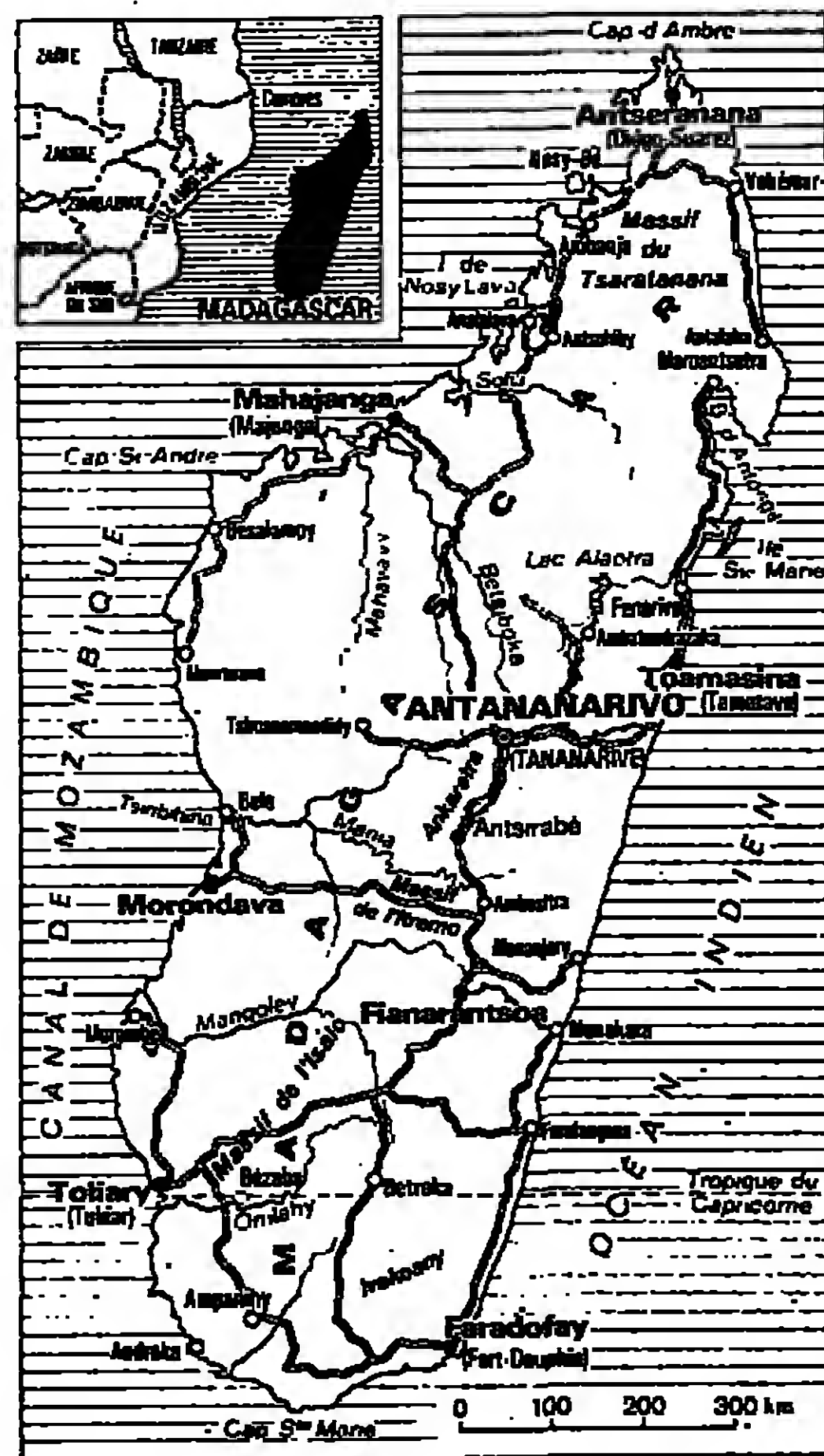
Près de cinq millions d'électeurs mettront, un terme, dimanche, à un duel inégal. Faut-il insister sur l'éclatante disproportion des moyens politiques et financiers en présence ? Un seul exemple : pour ne pas trop jeter le doute sur l'issue du scrutin, l'Etat a laissé aux candidats le soin de transporter les bulletins entre les préfectures et les quelque onze mille bureaux de vote. Tâche colossale dans ce pays cloisonné, aux communications déficientes. Faute d'argent et de militants, le Monima a « fait l'impasse » sur des milliers de hameaux isolés. « Nous avons donné de fermes instructions pour que l'élection soit régulière », assure M. Ampy Portos, ministre de l'intérieur. M. Monja Jaona, en réponse, brandit les télégrammes de ses amis recensant les cas de fraude et d'intimidation : bulletins souillés, procès-verbaux rédigés d'avance, consignes aux notables ruraux de « fabriquer » les résultats.

Cinq contre deux

Autre déséquilibre : au sein du Front national de défense de la révolution (F.N.D.R.), cadre obligé de toute activité politique, la partie se joue à cinq contre deux. D'un côté on trouve l'AREMA (Avant-garde de la révolution malgache), dont M. Ratsiraka est le secrétaire général, l'A.K.F.M. pro-soviétique, implantée pour l'essentiel parmi la bourgeoisie des Hauts-Plateaux, le M.F.M. (Parti du pouvoir aux prolétaires), radical et discipliné, le Vonjy, abritant des ralliés de l'ancien régime, et l'UDEOMA, groupuscule démocrate-chrétien. Tous soutiennent le président sortant. De l'autre, le Monima et son rameau dissident, le V.S.-Monima, font cause commune. Ils ont reçu le soutien de « trois candidats à la candidature », écartés de la course par la Haute Cour constitutionnelle (2).

En annonçant discrètement, en janvier 1982, qu'il briguerait un nouveau mandat sans être solennellement investi par le Front, M. Ratsiraka avait laissé le champ libre à d'éventuels rivaux. Seul M. Monja Jaona a relevé le gant. Le président poursuivait alors plusieurs objectifs : à l'intérieur, consolider son assise et renforcer sa légitimité au moment où la Grande Ile entreprend une longue cure d'austérité économique ; à l'extérieur, entretenir, à l'intention notamment des bailleurs de fonds de Madagascar, l'image de marque - à laquelle il tient - d'un chef d'Etat respectueux du fonctionnement des institutions. Subodorait-il que le « vieux » se lancerait dans la bataille ? Il ne pouvait rêver d'un meilleur faire-valoir.

Les deux hommes se connaissent bien et se respectent. Ce sont deux « mpivava » (« rivaux mais amis », en malgache), selon l'expression même de M. Ratsiraka, qui ajoute : « Je considère Monja comme un père ». Leurs joutes semblaient obéir à un gentleman's agreement.



excluant les coups bas. Au fil de la campagne, on a pourtant durci le ton dans les deux camps. Les alliés du président ont personnelisé leurs attaques contre un concurrent qu'on croyait protégé par son grand âge, un atout majeur à Madagascar.

Le désenchantement des citoyens

Il dénoncent son incompétence et son inculture. Même les paraboles politiques, fort goûtées des Malgaches, se sont faites plus incisives. Le chef de l'Etat compare volontiers la révolution à un taxi-brousse qu'il faut confier à un chauffeur familier du code de la route et sachant lire et écrire. A quoi M. Monja Jaona rétorque : « Peu importe les connaissances du conducteur si les passagers vomissent, si les bagages mal accrochés sont emportés par le vent tandis que le taxi poursuit sa course folle... »

Si la victoire de M. Ratsiraka n'est pas douteuse, son score à Antananarivo et dans les grandes villes - où la régularité du scrutin semble acquise - constituera le véritable test de la popularité du régime. Nombre de citoyens sont tentés par un vote-sanction exprimant leur lassitude et leur désenchantement. La bourgeoisie de Tana - petite ou moyenne - s'effraie-t-elle du grand frisson d'un avertissement sans ris-

ser cent trente-sept appartienent à l'AREMA. Celle-ci est devenue la cible privilégiée du mécontentement populaire. C'est la réintégration forcée d'un gouverneur de province AREMA, contrairement aux vœux d'une base avide de voir appliquer le principe constitutionnel de la révocation des élus, qui provoqua de sanglants incidents en mars à Antsiranana (ex-Diego-Suarez). Déchirée de longue date entre une « gauche » friande de verbalisme et une « droite » plus pragmatique, l'AREMA, de l'avis général, morda la poussière lors des prochains scrutins. Ceux-ci donneront lieu à des affrontements ouverts entre les formations du Front, soucieuses, pour la plupart, de voir authentifier leur poids réel dans le pays avant de solliciter du président un partage plus équitable des fonctions.

La mosaïque du Front

Sept ans après la révolution malgache, son incapacité à produire une force originale apte à mobiliser les énergies demeure l'une des faiblesses majeures du régime. Le Front n'est qu'une mosaïque où les rivalités régionales se mêlent aux désaccords idéologiques. Ses antennes locales, prévues par les textes, restent à créer. Il est rarement consulté avant les décisions importantes. La pratique présidentielle l'a exporté aux dépens du Front sur l'axe de la concentration pourtant cher aux Malgaches. Le Conseil suprême de la révolution ressemble de plus en plus à une coquille vide de sa substance.

On pourrait assister peu à peu à un reclassement des familles politiques malgaches. Beaucoup souhaitent, comme M. Lucien Xavier Andranahinjaka, président de l'Assemblée nationale, une « concentration » des forces jusqu'à présent trop éparpillées. « Il faut redéfinir les règles du jeu », réchiffrit M. Manandafy Rakotonirina, chef du M.F.M. Monja Jaona, qui s'estime en rupture de ban, ne veut pas, quant à lui, réintégrer le « front des combines ». Mais son parti, pour s'épanouir, a besoin d'y rester.

Le « vieux », qui approuva en 1975 l'adoption du « livre rouge », « charte de la révolution malgache », ne met pas en cause les fondements du système.

Le duel Monja Jaona-Ratsiraka oppose deux « socialistes ». L'alternance n'est pas à l'ordre du jour. La campagne électorale a permis d'animer le débat politique et de poser les problèmes au grand jour. Le scrutin dégagera une contestation interne. Toutes choses dont les Malgaches se réjouissent. L'entrée en lice de personnalités extérieures au Front aurait pourtant mieux clarifié les enjeux. M. Monja Jaona, qui se pose en « candidat du changement », profite habilement de ce clair-obscur pour rassembler sous sa bannière les opposants de tout poil. Les dirigeants, ayant senti le danger, dénoncent ce « club des mécontents » qui abrite, à l'évidence, des adversaires du socialisme.

La performance de M. Monja Jaona influencera-t-elle le comportement du chef de l'Etat ? Ceux qui connaissent son orgueil et son entêtement toutent qu'il change de cap. « Le président tranche rarement à chaud, note l'un de ses familiers. Il préfère balaier, comme beaucoup de Malgaches. En outre, c'est un solitaire qui n'a confiance

en personne. » Est-ce pour cela qu'il est l'un des chefs d'Etat les mieux protégés du monde (un soldat posté tous les 50 mètres sur son passage entre l'aéroport et la capitale) ?

L'opposition des Eglises

Il rétorque aux griefs de M. Monja Jaona en plaçant largement non coupable. Chiffres et pourcentages à l'appui, il dresse un bilan statistique de son septennat en égrenant les réalisations du « pouvoir révolutionnaire ». S'il pratique parfois l'autoritarisme, l'humilité n'est pas sa première vertu. Il s'affirme le « père de la nation », se cite volontiers, et parle de lui à la troisième personne. La silhouette du « bunker » qu'il se fait construire à l'avo Loham, non loin de la capitale, rappelle les courbes architecturales du Palais de la reine, qui domine fièrement la capitale. Doit-on y voir un symbole ? Et n'a-t-il aucune part dans la déliquescence de l'Etat, la confusion des charges politiques et administratives, source de paralysie, la démobilité populaire ? Un regret seulement : « Je suis venu au pouvoir dix ans trop tôt ou trop tard ».

Le verbe révolutionnaire toutefois ne perd pas ses droits. La presse malgache parle d'« animation idéologique », d'« œuvre d'éducation socialiste » et de bilan « globalement positif ». « Je ne vous avais pas promis le paradis socialiste en sept ans, déclarait-il début octobre. Mais quand les pays socialistes ont atteint leur but, leur peuple connaît le bonheur. Les habitudes de langage ont la vie dure ».

En ces temps incertains, les Eglises malgaches apparaissent comme la seule force de réflexion et de contestation. Elles ont pris plusieurs fois la parole depuis un an. En novembre 1981, la Conférence épiscopale exprimait « le désenchantement et la désapprobation » du pays et regrettait l'absence de vraie communication entre le pouvoir et le peuple. A l'issue de leur congrès d'Antsirabé, en août, les hiérarchies des quatre Eglises chrétiennes (3) dressaient l'inventaire de la crise malgache. « La pauvreté progresse rapidement, affirment les résolutions du congrès. La famine menace, la corruption se répand partout, l'unité nationale est ébranlée. Les idéologies anti-chrétiennes sont l'objet d'apologies quasi officielles. Ce que d'aucuns appellent la lutte des classes provoque la confusion générale des esprits. Face à ses malheurs, l'Eglise est prête à prendre ses responsabilités. » Cette opposition larvée des Eglises, dans un pays où un habitant sur deux est chrétien, ne fait que refléter le sentiment d'une population qui n'a guère touché les dividendes du socialisme.

Prochain article :

LES OCCIDENTAUX A LA RESCOURS

- (1) M. Monja Jaona s'attribue soixante-douze printemps, mais ses compatriotes lui en accordent cinq de plus.
- (2) Il s'agit du général Brechard Rajonarison et de MM. Zafy Albert et Kato Robert. Leurs candidatures ont été rejetées parce que présentes par aucun parti, contrairement à ce qu'exige la Constitution.
- (3) Catholique, épiscopale, luthérienne et Eglise de Jésus-Christ.

Hilton étonne.



Au pied de la Tour Eiffel : Hilton, un hôtel qui suscite l'étonnement. Grande cuisine et carte originale, vous êtes au « Toit de Paris ». Paris est à vos pieds. Entre ciel et eau, à la lisière des toits, ambiance velours, orchestre et piste de danse, bar et cocktails. Restaurant le « Toit de Paris », dîners et soupers, luxe et fine cuisine.

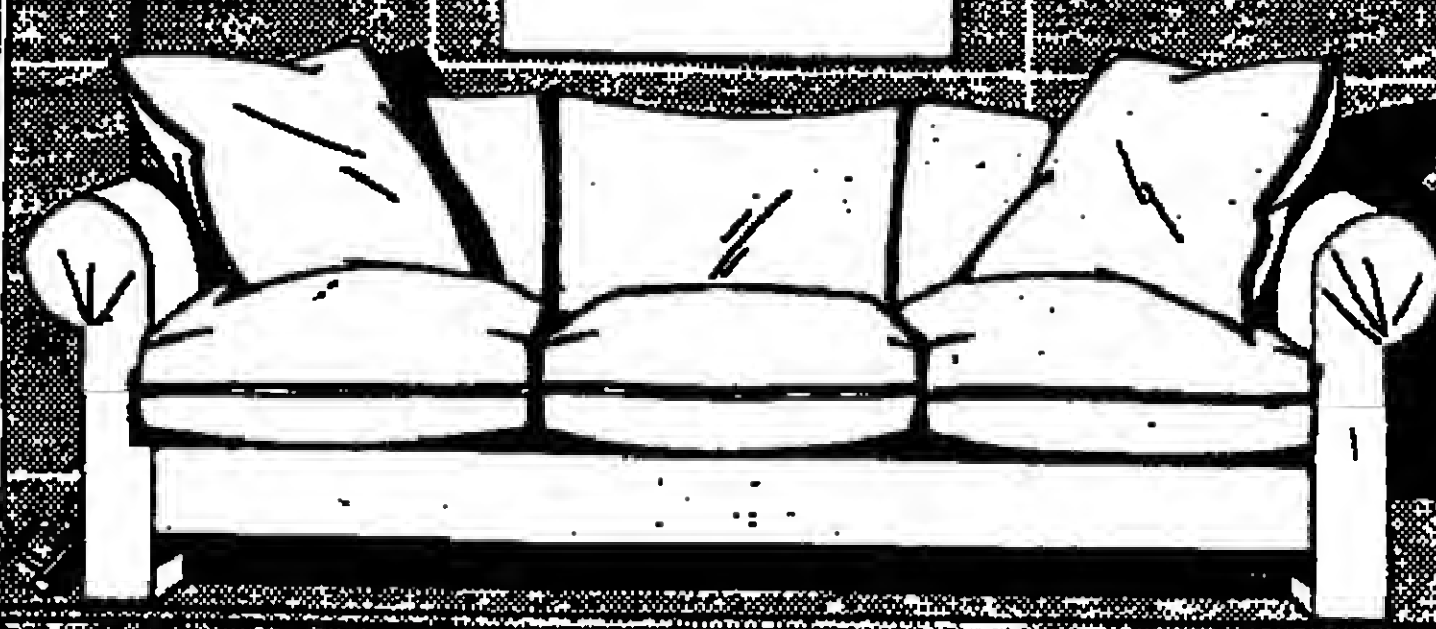
Au Hilton : un étonnant art de vivre.

Hilton International Paris
18, av. de Suffren 75110 Paris cedex 15
Tél. 273.92.00.

NUANCES AMERICAINES

Nuances de la forme et du volume, subtilité des couleurs. Voici le confort à l'américaine repensé par des créateurs français. Canapés, fauteuils, tables, luminaires, tapis. Un nouvel espace à vivre est né. First Time. Une exclusivité.

FIRST TIME



Credit offert sur 6 mois, sans intérêts.

Jusqu'au 31/12/82, à partir de 5000 F d'achat. Versement comptant 20 %. Sous réserve d'occupation du dossier par CETELM.
27, RUE MAZARINE - PARIS 6^e - TEL. 325.55.00 - PARKING.

حزب من الوطن

Le Monde

politique

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Temps libre, jeunesse, sports et tourisme : quels moyens ?

C'est presque dramatique : le budget du temps libre subit de plein fouet les effets de la rigueur. Une sorte d'impasse se dégage sur ce thème. M. Vuillemin (P.S., Côte-d'Or), rapporteur spécial de la commission des finances, définit, à sa manière, l'enjeu : « Si nous voulons substituer au loisir le temps libéré, qui est notre grande ambition, il faut des moyens budgétaires. » Le loisir, « temps libéré » qui est notre grande ambition, il faut des moyens budgétaires. M. Vuillemin (P.S., Côte-d'Or), rapporteur spécial de la commission des finances, définit, à sa manière, l'enjeu : « Si nous voulons substituer au loisir le temps libéré, qui est notre grande ambition, il faut des moyens budgétaires. »

en effet par le transfert de dotation concernant l'éducation physique et sportive à l'éducation nationale, et par la mise à la disposition des régions de la dotation globale d'équipement. Il s'agit simplement de stabilisation justifiée par l'exigence d'austérité. M. Vuillemin (R.P.R., Doubs), pour sa part, est « consterné ». Ce budget, souligne-t-il, « s'il doit rester en l'état, témoignerait d'un réel mépris pour le mouvement sportif ». Tel quel, « il ne peut répondre aux aspirations du mouvement sportif ». Surout, indique M. Hage (P.C., Nord), « en cette année pré-olympique et de jeux méditerranéens », il estime cependant que déclarer, comme M. Soisson (U.D.F., Yonne), que le sport n'est plus une priorité nationale, relève de « l'imposture et de l'affabulation ». M. Hage n'en est pas pour autant satisfait : aucune création de poste dans ce projet, contre soixante-dix l'année dernière, constate-t-il. Il déplore également la reconduction pure et simple des crédits consacrés à la pratique sportive individuelle, l'aide insuffisante au sport de haut niveau et la diminution relative des crédits affectés à la médecine sportive et à la recherche.

deux budgets qui régressent : « Ne fait-il pas bon aujourd'hui, dans les arbitrages gouvernementaux, être défendu par un ministre radical de gauche ? », se demande M. Soisson. L'ancien ministre de la jeunesse et des sports s'intéresse au tourisme. Ce budget, indique-t-il, ne permettra pas à l'industrie du tourisme d'investir et de créer des emplois. « Votre politique accroît les coûts et bloque les initiatives », souligne-t-il. Pour le député U.D.F., le retour à la liberté des prix est la seule voie qui permettra aux entreprises d'investir, d'embaucher et de créer des emplois. M. Soisson résume ainsi son propos : « A quoi reconnait-on une politique socialiste du tourisme ? Au fait qu'elle sacrifie le tourisme social à une politique radicale de gauche du tourisme ? Au fait qu'elle coupe radicalement les crédits ? »

6 millions. Au-delà des dix contrats de préparation olympique, de nouveaux emplois seront créés en 1983. Surtout, une proposition de la commission, le gouvernement déposera notamment un amendement (à la fin de la deuxième partie de la loi de finances) tendant à créer cinquante emplois de cadres techniques. Mme Avicé indique, en outre, que les crédits accordés aux fédérations progresseront de 8,3 à 15 %. Enfin, parlant des 70 millions supplémentaires qui seront accordés au Fonds national pour le développement du sport, le ministre précise que cette somme sera financée de deux façons : 30 millions par un redéploiement des fonds extrabudgétaires, le reste étant fourni par un prélèvement supplémentaire de 0,50 % sur les enjeux du loto. — L. Z.

LES CHIFFRES

Six rapporteurs pour un budget dont le total des crédits pour 1983 s'élève à 2 389,7 millions de francs et qui ne progresse que de 4,6 millions de francs. P.S. 2,5 %, contre 11,4 % pour l'ensemble du budget de l'Etat (14 ou 15 % selon certaines estimations, voir « le Monde » du 26 octobre). C'est donc un budget en nette régression. Il se décompose de la manière suivante : section commune : 238 millions (-2,5 %) ; tourisme : 291 millions (+1,6 %) ; jeunesse et sports : 1 631 millions (+2,8 %) ; loisir social, éducation populaire, activités de pleine nature : 246 millions (+1,6 %). Alors que les dépenses de fonctionnement des services connaissent une augmentation de 9,5 % et les interventions publiques de 6,6 %, soit +4,5 % pour l'ensemble des dépenses ordinaires, les dépenses en capital régressent de 17,7 %, qu'il s'agisse des investissements ordinaires par l'Etat (-23,7 %) ou des investissements subventionnés par l'Etat (-13,6 %).

CULTURE : un an après...

C'était il y a un an. M. Jack Lang, ministre de la culture, présentait son premier budget. Le premier budget de la culture à gauche. A l'époque, même l'opposition avait été obligée de reconnaître le « bond en avant » : les crédits passaient de 0,47 % à 0,76 % du budget de l'Etat (1). M. Lang avait célébré cet événement. La gauche artistique, dans les tribunes de l'hémicycle, commémorait. On sentait une aube nouvelle se lever : L'an I de la culture.

Mercredi 3 novembre, M. Bas (R.P.R., Paris) s'en souvient : « Un nouveau souffle balaya l'hémicycle, dont nous avons tous senti le souffle. Le 1983 est l'année d'un an après. M. Lang n'est plus ce qu'il était : nul verbe, nul lyrisme, plus d'inspiration. La culture pour 1983 est triste, même, si elle reste une priorité. M. Lang n'est pas seul en cause : les députés n'ont pas aidé à élever le débat. »

« Dirigiste, culturel », a chassé aux « surréalistes », a-t-il dit, « d'extrême gauche », « rétrogrades », « terroristes intellectuels » : le langage de M. Bas n'a pas de bornes. « Décidément », a constaté le député R.P.R., les vieux démons du socialisme français et du marxisme venus d'ailleurs ne sont pas morts : ils hantent les couloirs des palais nationaux et inspirent ceux qui nous gouvernent. M. Bas n'a pas l'éloquence sépulture. Mais, semble-t-il, à deux heures du matin, tout est permis. « Alchimiste du verbe, virtuose du trompe-l'œil, magicien de l'insignifiance », M. Lang, olympien, n'a pas voulu relever de telles épithètes. En revanche, le ministre de la culture a réagi sur le « discours de Mexico » (2) : « Oui, en effet, économie et culture même combat ! Je persiste et je signe ! »

M. Hermier (P.C., Bouches-du-Rhône) a apporté son soutien complet à M. Lang. « Quel tapage ce fut, quelle harpe de la part de la droite et de quelques autres ! Ils ont brandi, comme toujours, les vieux démons de la xénophobie et du chauvinisme. Ils ont tenté de croire que nous mettions en cause la vivante culture américaine et non les sous-produits standardisés du profit. Ils n'ont reculé devant aucune falsification, aucun mensonge, aucune bassesse des lors qu'on mettait si peu que ce soit en question leurs maîtres américains. » Laisser faire, a ajouté M. Hermier, a été servir l'asservissement sur la France la pression pour imposer les modèles idéologiques et culturels venus d'outre-Atlantique. Le discours de Mexico, a dit M. Mar Galle (P.S., Alpes-Maritimes), c'était « l'affirmation qu'il fallait lutter contre le nivellement culturel ».

Sur ce thème, l'opposition avait aussi des choses à dire. M. Fuchs (U.D.F., Haut-Rhin) a dénoncé une emprise croissante de l'Etat. Or, a-t-il ajouté, la culture « ne doit pas se mettre au service d'une idéologie ». Mais au pied du mur par M. Lang, M. Fuchs n'a pas trouvé d'exemple pour démontrer la mainmise idéologique de l'Etat. Evidemment, cela a nui à sa démonstration... « On ne fait plus confiance à la région », a-t-il quand même protesté. M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne), pour sa part, a mis en cause le « pompiérisme peu économe des deniers publics » du ministre de la culture, son budget parisien qui plaira à quelques snobs. Interminablement, le député U.D.F. a présenté des amendements pour prolonger la discussion générale. Mais à 2 h. 30, puis à 3 heures du matin, plus personne n'avait envie de se prêter au jeu de M. d'Aubert. Bien sûr, il fut question des grandes masses budgétaires et de ce résiduel 1 % du budget de l'Etat, auquel — c'est sûr — on parviendra prochainement, mais pas en 1983, année où le budget de la culture représentera tout de même 0,79 % (+1,6 %) du budget général. M. Planchon (P.S., Paris) s'est expliqué à ce sujet : « Il est dit mais dans que ce budget atteigne 1 %, compte tenu du contexte budgétaire dans lequel il prend forme. »

M. Lang a justifié cette progression des crédits de son ministère : « Il y a une crise, oui ! Raison de plus pour investir dans l'intelligence et l'émancipation. » Et parce que « l'essor de la culture française est regardé par d'autres pays », la volonté du gouvernement est « tranquille et sereine ». L'année dernière, a indiqué M. Planchon, « l'après l'homme de présenter un beau budget ; il me revient aujourd'hui le privilège de vous faire apprécier un « bon » budget ». Nuance... « Il faut avoir une grande ambition », a dit M. Lang. Et l'impression.

LAURENT ZECCHINI.

Education physique et enseignements artistiques

Deux manifestations à Paris pour l'augmentation des crédits budgétaires

Le parvis du Centre Georges Pompidou a connu, mercredi 3 novembre, une animation sportive inhabituelle : plusieurs centaines d'étudiants U.R.E.P.S. (unité d'enseignement et de recherche pour l'éducation physique et sportive) de la région parisienne ont organisé un spectacle « gymnique et rythmique » pour marquer leur détermination de venir « prof de gym » et donc réclamer des créations de postes. Venu des U.R.E.P.S. de Nanterre, d'Orsay et de La Courneuve (Paris 19), les étudiants parisiens ont été rejoints le 4 novembre, par leurs camarades de province pour une journée d'action à Paris. Grâce à plusieurs manifestations organisées en différents points de la capitale, ils souhaitent attirer l'attention du public et des élus avant l'examen du budget 1983 à l'Assemblée nationale. « Nous sommes trois mille étudiants en éducation physique, et le gouvernement offre deux cent cinquante postes cette année, alors qu'il manque vingt mille professeurs pour assurer l'enseignement adéquat à tous les élèves », protestent-ils.

Par ailleurs, quelques dizaines de professeurs d'éducation artistique, parents d'élèves et artistes contractuels des académies de Paris se sont rassemblés, mercredi 3 novembre, sur l'esplanade des Invalides à l'appel du Comité national pour l'éducation artistique (C.N.E.A.). Ils entendaient, au moment de l'examen du budget de la culture, faire pression sur les élus et protester contre la suppression de dix mille heures de dessin et de musique à cette rentrée. Des délégations du C.N.E.A. ont été reçues à l'Assemblée nationale par l'U.D.F., le R.P.R. et le P.S.

Le ministre de l'éducation nationale avait publié, le 2 novembre, un communiqué reconnaissant que « certains enseignements artistiques avaient dû être provisoirement suspendus dans plusieurs lycées et transférés dans des collèges » (1), mais précisant que « dans un deuxième temps, le retour de Paris a pu rétablir l'ensemble des moyens permettant d'assurer ces enseignements facultatifs dans les lycées concernés ».

(1) L'éducation musicale et les arts plastiques sont obligatoires au collège et facultatifs au lycée.

Le doute

Les quelque sept heures de débat budgétaire consacrées au temps libre n'ont pas permis d'apporter de réponse à la seule question vraiment importante concernant les crédits pour 1983 de ce secteur, à savoir pourquoi le gouvernement avait-il décidé de limiter l'augmentation des dépenses en faveur du sport à 2,7 %, c'est-à-dire à les diminuer en francs constants ? Nonobstant la situation économique, cela paraissait d'autant plus surprenant que les ministres de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports préparent un projet de loi ambitieux destiné à remplacer la loi Mazaud de 1975.

Certes, tout est rentré dans l'ordre mercredi 3, puisque Mme Avicé a annoncé que des amendements proposés par le gouvernement au terme du débat assureraient finalement au budget des sports une progression comparable à celle de l'ensemble des dépenses de l'Etat. Le mouvement sportif, dont les représentants ont mené une vive campagne contre ce qu'ils estimaient être une injustice, n'en demandait pas plus.


Reste que l'ajustement promis par le gouvernement devra être d'une ampleur inhabituelle (+9 %). Les arbitrages influents sous-estiment-ils la réaction du « parti des stades » (10 millions de licenciés) dont les dirigeants avaient facilement cédé aux sollicitations politiques lorsqu'il s'agissait de « démocratiser » le Comité national olympique (C.N.O.S.F.). Derrière les vibrantes célébrations des valeurs sociales et morales du sport, les socialistes ont peut-être pris la juste mesure d'un phénomène dont les tenants et les aboutissants débordent des normes du cadre de l'analyse classique des rapports entre la masse et l'élite et entre l'industrie et la professionnalisme. Les choix en matière de détection des espoirs (abandon du brevet d'aptitude physique), du rapport avec les fédérations sportives (abandon des conventions de développement et incitation à la pratique individuelle), de médecine sportive (orientation vers une médecine du travail pour les professionnels) semblent en témoigner.

Sans aller jusqu'à déclarer que le sport n'est plus une priorité nationale, comme M. Soisson, le groupe communiste a relevé les insuffisances d'un tel budget dans la perspective des grandes confrontations internationales de 1984. La situation de crise économique implique des choix budgétaires. Il aurait en effet été plus facile de marquer clairement les orientations de la politique sportive. Tel qu'il a été présenté puis amendé, le budget des sports laisse cependant planer le doute.

ALAIN GIRAUDO.

Le meilleur de chaque siècle est dans la GF


STENDHAL
Lucien Leuwen



Livre préféré de tous ceux qui aiment Stendhal, Lucien Leuwen doit être compris comme le « roman de formation » le plus exemplaire du XIX^e siècle.

Stendhal - Lucien Leuwen.
Tome 1 : 416 pages.
Tome 2 : 608 pages.
Chaque volume 25 F.


MORAVIA
nouvelles romaines



« Dans les Nouvelles romaines, Moravia retrouve sa connivence foncière avec le petit peuple de Rome, sa patrie profonde et le lieu d'un certain bonheur d'être dans une douce vita qui n'a rien de fellinien... » N. Frank.

Alberto Moravia - Nouvelles romaines.
Une traduction de Claude Poncet.
320 pages, 16 F.

BALZAC
Annette et le criminel



Des trois romans d'aventures que le jeune Balzac écrit sous l'influence de Walter Scott, *Annette et le criminel* est le plus attachant. C'est une œuvre à l'imagination débordante, mais aussi un roman d'amour passionné.

Honoré de Balzac - Annette et le criminel.
448 pages, 19 F.

GF-Flammarion.

de la colère NOBLE



Le Sénat supprime les certificats d'investissement et les titres participatifs

M. Dally (Gauche dém., Seine-et-Marne) indique que la commission des lois, dont il est le rapporteur pour avis, n'est pas hostile à « l'esprit » du texte.

M. Poncelet (R.P.R., Vosges), considère que le texte « consolide » les dispositions de la loi Monory et celles de l'avis fiscal. « Voilà un changement dans la continuité qui ne peut que recevoir notre agrément », note l'ancien secrétaire d'Etat au budget, qui ajoute : « Ce projet ne suffira pas à effacer les effets de dix-

[illegible]

opposant. M. Barre l'est et il l'était le premier jour de la victoire à la gauche. Bien sûr, il s'est opposé ou a imposé à ses interlocuteurs un devoir de réserve, de prudence. Mais, dès le mois de novembre 1981, dans une interview journalière *Rhône-Alpes*, il estimait que les « décisions économiques prises par le gouvernement français en France et la sort des Français », au terme d'une année, sa condamnation devient plus précise. M. Barre tire le bilan et juge : « L'échec total et cinquant ». Cette condamnation — sans appel — ne limite pas à la politique économique et sociale du gouvernement Barre. Elle concerne aussi bien les « glissements très graves de l'avenir » en matière notamment de sécurité, de justice, d'enseignement, de culture, et l'inquiétude sur l'orientation donnée à la politique étrangère. L'ancien premier ministre cherche ainsi à échapper à ce qui est devenu un moule trop étroit, celui de « meilleur économiste de

Professeur toujours, M. Barre se double d'un polémiste qui n'hésite pas, au fil des dinars-débats qu'il anime en province, à recourir aux petites phrases éginglantes, notamment quand il fustige ceux qui « pour défendre de médiocres petits intérêts ont contribué au succès de l'actuel pouvoir ».

Mais il sait aussi oublier l'ironie
triangulaire pour l'humour, et la froideur
de l'ancien chef du gouverne-
ment pour l'amabilité et la courtoisie
qu'il apprécie ses électeurs lyonnais.
Sans se soucier d'être taxé de
"donneur de leçons", il va son
"bonhomme de chemin" sans se
complaire, dir-il, à ce qu'il appelle "les
deux" et les rites du microcosme poli-
tique.

Il prêche l'union de l'opposition et, au nom de la loyauté, refuse en public de porter des jugements explicites sur M. Giscard d'Estaing ou sur M. Chirac. Il se révèle pourtant, en privé, un censeur sévère de ce

CHRISTINE FAUVET-MYCIA

Dans son rapport sur le budget de la culture 1983, présenté le 3 novembre devant la commission du Sénat, M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre, sénateur UDR, a dénoncé les « carences de la culture le « défaut de priorités culturelles », un « emploi des crédits insuffisamment contrôlé et mal géré ». Il a notamment cité, à cet égard, les exemples suivants : « où les accroissements des moyens ne se révèlent pas toujours un « facteur d'amélioration de la diffusion », « où l'absence de prévisions à l'avance sur recettes est, selon lui, « dénotative » parce que devenue « subventions de recherche de la délégation aux arts plastiques », « une gestion « laborieuse et complexe » et le regroupement sous son autorité d'actions assez diverses pour lui faire évoquer, à la fin, « un incertain à la Prévert ».

L'autre amendement demande la suppression de la subvention d'investissement (70,5 millions de francs) du Centre national des arts plastiques (1). « L'établissement dont l'organisation administrative est complète et la justification culturelle très vague », et disposant de crédits importants « en vue d'actions dont on comprend mal le regroupement : musée de la bande dessinée, espaces d'expositions, création industrielle, école de photographie, subvention d'équipement à la villa Médici ».

une note d'information, mise à la disposition des éventuels souscripteurs, qui porte sur l'organisation et l'ensemble de la situation de l'émetteur.

La Haute Assemblée rebaptisée ensuite la COB, qui devient la « Commission des opérations de Bourse et de surveillance de certains placements ».

Le projet est ensuite adopté, les sénateurs socialistes et communistes se prononçant contre, en raison des modifications apportées par le Sénat. — A. CH.

Passant en revue ce qu'il appelle les carences de la maîtrise d'ouvrage culturelle, technique et financière, le ministre exprime ses préoccupations quant aux futures opérations d'aménagement (Opéra à Bastille, cité musicale de la Villette, musée de la Ville de Paris, Grand Louvre, exposition universelle). Il estime enfin que le budget de la culture est « *en retard de dix millions* », notion qui, en ce qui concerne la décentralisation, où les crédits sont « *disproportionnés* », est en fait le résultat, en fonction des crédits du ministère plus que des objectifs des régions.

Il conclut par ce qu'il ne voit pas dans ce budget : « *l'absence d'une politique durable* », et parce qu'il prévoit de grosses difficultés dès 1980, il propose au Sénat de voter ce budget sous réserve de deux amendements : l'un réduit les autorisations de dépenses de 10 %, les autres de paiements « *afin d'étaier dans le temps la réalisation d'opérations prévues sans que soient été certaines les ressources humaines et artistiques qu'elles impliquent* ».

(1) Crée par décret, le 15 octobre 1962, le Centre national des arts plastiques (CNAP), placé sous le patronage du Gouvernement, a une mission d'animation et de diffusion de l'art plastique. Ce Centre a pour objet principal de promouvoir l'art plastique à caractère administratif, avec l'appui de l'administration et des conseils d'orientation, à l'initiative de la commande et la production d'objets d'art, ainsi que l'enseignement et la diffusion de l'art plastique. Le Centre achète et commande pour le compte de l'Etat, assure la gestion des collections d'art plastique, des arts et manufactures et du mobilier national, peut réaliser des opérations commerciales, et agit comme un outil de travail permettant d'éviter les lenteurs administratives, par M. Claude Mollet, ministre de l'Intérieur, président et responsable du CNAP, celui-ci a été créé en 1963, près de la Banque des crédits accordés aux arts plastiques.

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

*tout compris**

À l'Hôtel-Club Oamarî*
à Jerba Zarzis.**

Tennis. Équitation.

***1 semaine en pension complète (vin à table inclus)
au départ de Paris ou de Lyon.**

**(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82
et du 7 au 27 Janvier 83.)**


REPUBLIQUE TOURS
Le droit de choisir.
Tél. : Paris : (1) 355.39.30 - Tél. : Lyon : (7) 837.72.38

Développement culturel

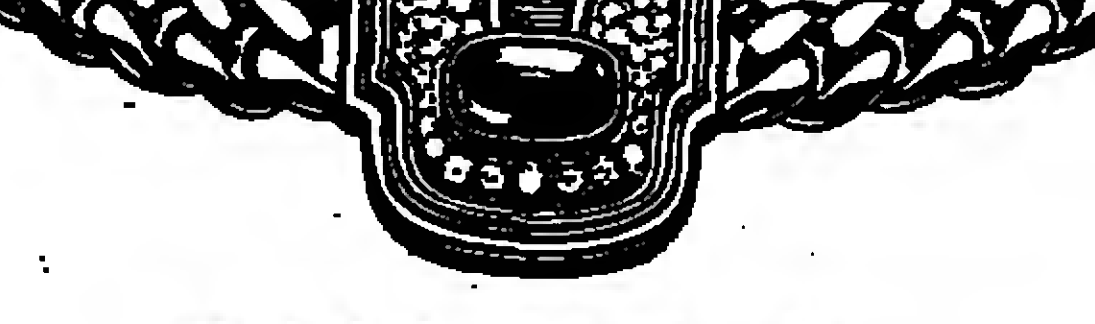
**Expériences
et politiques**

DALLOZ-UNESCO
en vente chez votre libraire

volume broché 16 x 24, 174 pages
Prix public TTC : 60 F

DALLOZ 11, rue Soufflot - 75005 PARIS

A L'OCCASION DU
3^E ANNIVERSAIRE
DE SON OUVERTURE A PARIS
LE 5 NOVEMBRE



BVLGARI

**FERA DON
DE 10% DES RECETTES
DE CE JOUR
A LA CROIX ROUGE
FRANÇAISE.**

**HOTEL PLAZA-ATHÉNÉE
27 AVENUE MONTAIGNE PARIS TÉL. 723.89.89**

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

*tout compris**

A l'Hôtel Club Oamarit*
à Jerba Zarzis.**

Tennis. Equitation.

**1 semaine en pension complète (vin à table inclus)
au départ de Paris ou de Lyon.*

*(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82
et du 7 au 27 Janvier 83.)*



REPUBLIQUE TOURS

Le droit de choisir.

Tél. : Paris : (1) 355.39.30 - Tél. : Lyon : (7) 837.72.88.



[illegible]

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 3 novembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand.

Au terme des délibérations le communiqué suivant a été diffusé :

● TÉLÉCOMMUNICATIONS

Sur la proposition du ministre des P.T.T., le conseil des ministres a approuvé le lancement d'un programme d'équipement des pays en réseaux câblés de télécommunications. L'exploitation de ces nouvelles infrastructures sera largement décentralisée. La réalisation technique sera assurée par les P.T.T.

Un premier objectif d'un million quatre cent mille prises de raccordement commencent à l'industrie d'ici à 1985 a été retenu. La technologie des fibres optiques sera utilisée le plus tôt possible et à grande échelle.

La décision de lancement du satellite franco-allemand T.D.F. 1, confirmée par le conseil des ministres, s'inscrit dans la même perspective.

Le développement des réseaux de communication n'aura de sens pour notre pays que s'il s'accompagne d'un effort vigoureux en faveur du développement des industries culturelles françaises susceptibles d'offrir à l'ensemble des utilisateurs des programmes répondant à leurs besoins. Une mission interministérielle sera créée pour coordonner ces actions. Elle sera chargée d'établir, avant deux mois, un avant-projet de « plan national pour l'expansion des industries de programmes » (voir page 27).

● ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Madame le ministre délégué auprès du premier ministre, ministre des droits de la femme, a présenté un projet de loi relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, conformément aux grandes orientations arrêtées par le conseil des ministres du 29 septembre 1982.

Ce texte, qui porte modification du code du travail et du code pénal, introduit dans le droit français les règles relatives à l'égalité professionnelle fixées par la directive du 9 février 1976 de la Communauté économique européenne. Il inscrit le principe général de non-discrimination entre les femmes et les hommes dans le monde du travail. Les contrats de travail et les conven-

tions collectives devront être à l'avenir conformes à ce principe.

Le projet de loi crée pour les femmes des droits nouveaux ainsi que les moyens de leur mise en œuvre.

Contrairement à ce que prévoyait jusqu'à présent le code pénal, le « motif légal » ne pourra plus être opposé par un employeur pour exercer une discrimination à l'égard des femmes au moment de l'embauche ou dans les offres d'emploi.

Tout licenciement prononcé par un employeur comme sanction à l'égard d'une salariée qui aura intenté une action en justice contre lui sur le fondement de l'égalité professionnelle sera considéré comme nul.

Enfin, le projet de loi accorde aux syndicats représentatifs la possibilité d'agir en justice pour le respect de l'égalité professionnelle, au profit d'un salarié, sans avoir reçu mandat de celui-ci, mais à condition de l'avoir averti et sous réserve qu'il ne s'y soit pas opposé.

La mise en œuvre de ces nouveaux droits s'appuiera sur des plans d'égalité professionnelle établis soit à l'initiative des employeurs ou des comités d'entreprise, soit sur injonction du juge à l'égard d'un chef d'entreprise qui aura méconnu le principe de non-discrimination.

Les progrès en matière d'égalité professionnelle seront mesurés tant au sein de l'entreprise par un rapport annuel remis au comité d'entreprise que sur le plan national par les travaux d'un conseil supérieur de l'égalité professionnelle associant les partenaires sociaux à l'application de la loi (le Monde du 21 octobre).

● POLITIQUE DE L'EAU

Le ministre de l'environnement a présenté une communication sur les orientations de la politique de l'eau, fondées sur quatre priorités :

— une gestion des ressources en eau associant plus étroitement les collectivités locales, agences de bassin, usagers ;

— un effort accru d'entretien, de mise en valeur et de préservation des zones sensibles de nos lacs et de nos rivières ;

— une relance des travaux d'assainissement et d'aménagement en vue de mieux lutter contre les inondations et la sécheresse et d'améliorer la qualité des eaux ;

— la coordination de la recherche et l'accroissement de la coopération avec les pays du tiers-monde.

Ces orientations supposent la révision de la loi de 16 décembre 1964 relative au régime des eaux, afin d'adapter l'organisation de la gestion de l'eau à la décentralisation. La participation des élus aux organismes de bassin sera renforcée. Des schémas d'aménagement de bassin et des cartes départementales d'objectifs de qualité seront mis en place pour servir de cadre à l'exercice du pouvoir réglementaire.

La lutte contre les pollutions urbaines sera favorisée par une intervention accrue des agences de bassin dans le financement des réseaux d'assainissement.

Dès la fin de l'année 1982, des informations précises sur le prix et la qualité de l'eau potable seront régulièrement mises à la disposition des consommateurs.

Le ministre de l'environnement conclura en 1983 et 1984 une vingtaine de « contrats de rivière » avec des regroupements de communes ou des associations pour promouvoir des actions cohérentes et concertées de restauration des rivières les plus sensibles.

Enfin, dans chaque région, le caractère de certaines rivières présentant un intérêt écologique particulier sera préservé.

● CHARBON

Le ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie, a présenté une communication sur la politique charbonnière (voir page 30).

● COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes et le ministre de la mer ont rendu compte du déroulement du conseil des Communautés des ministres chargés de la pêche.

Un compromis d'ensemble sur une politique commune des pêches, présenté par la Commission, a été adopté par les États membres. Le Danemark soutient sa position définitive à la consultation de son Parlement le 5 novembre prochain.

Le résultat de cette rencontre sauvegarde les droits et les intérêts essentiels des pêcheurs français en matière d'accès aux zones de pêche et de possibilités de capturer.

LE PROJET DE LOI SUR LES « SÉQUELLES » DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Commission des lois et groupe socialiste du Sénat sont pour un retour au texte initial du gouvernement

Le président de la République et le gouvernement ont trouvé dans le Sénat un allié dans le conflit qui les oppose aux députés socialistes sur la question de savoir si les officiers généraux doivent ou non bénéficier des dispositions du projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Algérie du Nord. D'une part, le groupe socialiste du Sénat, d'autre part la commission des lois de la Haute Assemblée ont décidé, mercredi 3 novembre, que les officiers généraux ne devaient pas être exclus du champ d'application de la loi comme en avait décidé l'Assemblée nationale le 21 octobre par le vote de deux amendements de M. Jospin.

Après avoir entendu les explications de leur ancien collègue, M. Raymond Courrière, qui était sénateur de l'Aude avant d'être nommé secrétaire d'État aux rapatriés, les élus socialistes ont décidé d'apporter leur soutien aux amendements du gouvernement rétablissant le texte initial du projet. Seuls quatre sénateurs ont marqué leur désaccord : M. Pierre Noël (Essonne), M. Bernard Desbrières, sénateur de Saône-et-Loire, département dont M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et co-signataire des amendements de M. Jospin, est également l'élus. et

MM. André Méric, président du groupe, et Marcel Debarge. Ces deux derniers sont restés ainsi fidèles au vote qu'ils avaient exprimé lors du bureau exécutif du P.S. le 20 octobre, en faveur de l'exclusion de tous les officiers du bénéfice de la loi. Ces quatre élus ne devraient pas pour autant se démarquer de la position de leurs collègues lors de la discussion en séance publique et ils respectent, selon toute vraisemblance la discipline de vote.

En commission des lois, le rapporteur, M. Marcel Rudloff (Union centriste) n'a guère rencontré de difficultés pour faire adopter les deux amendements qui rétablissent le texte initial du projet avec référence expresse au statut général des militaires. En outre, la commission a approuvé, sur sa proposition, un amendement tendant à ce que les victimes des faits armés bénéficient des mêmes dispositions que celles prévues par le projet de loi en faveur des auteurs de ces faits. Ainsi la commission sénatoriale entend donner la possibilité, si nécessaire, de révaloriser les pensions des victimes par révision de carrière.

Prévue aux alentours du 17 novembre, la discussion du projet de loi se présente de façon fort paradoxale : la majorité sénatoriale favorable à l'opposition apporte son soutien au gouvernement à propos d'un texte sur lequel députés et sénateurs ont, en l'état actuel des choses, des positions antagonistes.

A. Ch.

Les élections municipales à Paris

M. JUPPÉ (R.P.R.) LANCE TROIS DÉFIS A M. QUILLÈS (P.S.)

M. Alain Juppé, collaborateur de M. Jacques Chirac et candidat R.P.R. aux élections municipales dans le XVIII^e arrondissement de Paris, a répondu aux propos de M. Paul Quillès, chef de file des candidats socialistes, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde daté du 3 novembre.

M. Juppé a tout d'abord déclaré, jeudi 4 novembre, à Europe 1 : « Il sera difficile de prouver qu'on est un mauvais gestionnaire lorsqu'on mène à bien autant de réalisations que Jacques Chirac, tout en maintenant pendant six ans la progression moyenne des impôts locaux au niveau de la hausse des prix ».

M. Quillès ayant estimé que M. Chirac est « le chef d'une droite démagogique se situant parfois aux franges de la tradition républicaine », M. Juppé a lancé au leader socialiste trois défis :

« Peut-il trouver dans les actes et les déclarations de Jacques Chirac, depuis qu'il fait de la politique, le moindre commencement d'argument pour étayer sa calomnie ? »

« Peut-il trouver dans les comportements et les propositions du R.P.R., depuis qu'il existe, la moindre encre dans la tradition républicaine que nous revendiquons, avec fierté, comme la nôtre ? »

« Peut-il rejeter aux franges de cette tradition républicaine les millions d'électeurs gaullistes qui nous font confiance et dont le modèle n'a pas cessé d'être l'homme qui, un soir d'avril 1969, a quitté de lui-même la magistrature suprême parce qu'il n'avait plus le soutien du peuple ? »

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Grandes tailles prêt-à-porter.

COSTUMES
PARDESSUS
VESTES SPORT
BLAZERS, BLOUSONS
IMPERMÉABLES.

CUIRS - PEaux - DAIM
PANTALONS VELOURS
JEANS...

CHEMISES ET PULLS
(à l'usage de la maison)

48, Av. de la République
75011 PARIS - Tél. : 333.04.80
Ouvert du lundi au samedi
de 9 h 30 à 19 h sans interruption
Maison Familiale
Parking gratuit

novembre !
un mois exceptionnel pour l'achat de votre

PEUGEOT ou TALBOT

Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

pour la première fois
aux

FOURRURES GEORGE V

GRANDE PARADE DES VISON

18% D'ESCOMPTE sur tous LES VISON

MANTEAUX

Vison dark	16.850F	13800F
Vison dark allongé	19.750F	16190F
Vison pastel	21.750F	17830F
Vison pearl	22.750F	18650F
Vison lunarine	26.750F	21900F
Vison Koh-I-Noor lustré	22.750F	18650F
Vison Blackglama	26.750F	21900F
Vison Black Diamond	42.750F	35000F

EXCLUSIVITE GEORGE V

VESTES

Vison dark "nid d'abeille"	14.750F	12000F
Vison saphire blanc	15.750F	12900F

MANTEAUX Longs du soir

Vison dark	45.000F	36900F
Vison Koh-I-Noor	48.000F	39350F

Manteaux et vestes. Renard argenté, bleu, roux shadow. Castor canadien, (réserve du Québec) Ragondin, Marmotte du Canada, Astrakan Swakara, Loup canadien, Zibeline de Russie, Chinchilla, Lynx.

MANTEAUX

Renard argenté	55000F	46750 F
Lynx canadien	25000F	63750 F
Zibeline russe	125000F	106000 F
Renard Shadow	23750F	20000 F
Renard bleu	14750F	12500 F
Loup canadien	13850F	11700 F
Astrakan Swakara noir	8750F	7400 F
Castor naturel	23750F	20000 F
Castor rasé	13250F	11200 F
Ragondin allongé	7850F	6600 F
Marmotte canadienne	14750F	12500 F
Queue de Vison dark	8750F	7400 F
Rat d'Amérique	10750F	9000 F

VESTES

Loup garni renard blanc	10850F	9200 F
Zibeline	46000F	39000 F
Rat d'Amérique	6750F	5700 F
Renard bleu	5450F	4600 F
Ragondin	4850F	4100 F
Agneau Béarn	1350F	1150 F
Agneau Doré	3150F	2650 F
Astrakan Swakara	3850F	3250 F
Coyote	7850F	6650 F

PELISSES

Intér. Opossum d'Australie	3450F	2900 F
Intérieur Lapin	3250F	2750 F

Ces escomptes de 18% et 15% seront effectués directement à nos caisses sur tout achat

9 MOIS DE CREDIT GRATUIT

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V
Paris 8^e

magasin ouvert sans interruption tous les jours de 9 h 30 à 19 h 00 sauf le dimanche.

une autre manière d'être ailleurs

BVLGARI

TUNISIE
Pendant toute une semaine du 30.09.82

1995 F

REPUBLIQUE TOURS
Le droit de choisir.

DÉFENSE

M. HERNU :

la marine ne remplacera pas nombre pour nombre ses bateaux de guerre

« La mission prioritaire de la marine demeure sa participation à la force nucléaire stratégique », a déclaré, mercredi 3 novembre à Brest, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, qui présidait la cérémonie de départ du porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc* pour sa croisière annuelle autour du monde avec les officiers-élèves de Navale à son bord. « Naturellement, un choix aussi déterminé, dans un environnement économique difficile, a exigé de fixer, pour le reste des forces, des priorités et de nouvelles échéances », a ajouté le ministre.

« La marine, armée de la polyvalence et de la mobilité, devra donc développer sa capacité à participer aux opérations d'assistance rapide et de maintien de la paix dans le monde. Ceci se traduit par des moyens en service aujourd'hui doivent être reproduits nombre pour nombre, tonne pour tonne », a déclaré M. Hernu, qui a rappelé que, dès 1983, la France disposera en permanence de trois sous-marins lanceurs d'engins à la mer.

Le ministre de la défense entendait, de toute évidence, répondre à des constatations de la commission de la défense à l'Assemblée nationale sur le projet de budget de la marine pour 1983. Selon M. Jacques Huyghe des Étages, député P.S. de la Nièvre et rapporteur de la commission, « la marine ne dispose que de crédits insuffisants pour les constructions neuves de la flotte et pour l'entretien » et, selon M. Yves Lantien, député R.P.R. de Paris, la marine a commandé en 1982 à peine 7 000 tonnes de bâtiments alors qu'il faudrait commander de 12 000 à 13 000 tonnes par an.

UN ORDINATEUR AMÉRICAIN POUR DES ESSAIS DE MISSILES FRANÇAIS

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a autorisé la Délégation générale pour l'armement (D.G.A.) à acquérir, l'an prochain, un ordinateur de conception américaine pour les expérimentations de missiles balistiques à partir du Centre d'essais des Landes (CEL) à Biscarosse. Cet ordinateur de la société américaine System Engineering Laboratory (SEL) remplacera un ordinateur, ancien, de C.I.I.-Honeywell-Bull.

Il s'agit d'un ordinateur rapide et puissant, travaillant en temps réel à 32 bits pour des calculs de trajectoire de missiles et la surveillance du vol balistique, y compris la destruction de l'engin en cas de mauvais fonctionnement. Ce système SEL devra être en place en 1983 dans les Landes.

On explique, de source officielle au ministère de la défense, qu'il n'existait pas de matériel équivalent (aussi puissant et en temps réel) de construction française et que, dans le marché pour le compte de la D.G.A., il aurait fallu associer des processus vectoriels américains à un mini-ordinateur français pour obtenir la puissance exigée et remplir la mission demandée.



photo/ciné/son vidéo/audiovisuel
GRAND CHOIX DE TITRES
V.H.S. ET BETAMAX

7, rue La Fayette 75009 Paris
Tél. 874-84-43 + 878-37-25

Les mésaventures d'un conseiller général R.P.R. en Turquie

Un tapis encombrant

De notre correspondant

Besançon. — Accusé du vol d'un tapis par les autorités turques, M. Claude Salomon, conseiller général R.P.R. du Doubs, a regagné la France le 2 novembre. Arrêté le 16 août à l'aéroport d'Istanbul, M. Salomon a été détenu pendant soixante-douze jours. Après de nombreuses démarches effectuées tant à Istanbul qu'auprès du ministère français des relations extérieures, une mise en liberté sous caution de 20 livres turques (environ 1 000 francs) avait été prise à son égard le 26 octobre. Toutefois, M. Salomon était assigné à résidence au consulat général de France à Istanbul en attendant sa comparution devant la justice turque, fixée au 9 décembre.

Il semble que la crainte de voir s'éterniser la procédure dont il était l'objet l'ait conduit à s'extraire de la contrainte imposée par les autorités turques, au risque de placer la chancellerie dans une situation délicate. M. Salomon prenait le parti de franchir à pied la frontière turque pour gagner la Grèce dans la nuit du 30 au 31 octobre, en compagnie de M. Georges Gruillot, président du conseil général du Doubs. Ce dernier aurait, au terme d'une enquête menée sur place pendant plusieurs jours « avec des amis turcs », établi l'innocence de son collègue, « victime d'une machination » organisée par deux commerçants d'Istanbul.

Selon M. Gruillot, le commerçant, qui aurait vendu pour 7 000 francs le tapis de prières dont M. Salomon avait été trouvé porteur alors qu'il allait prendre l'avion pour

entrer en France, le 16 août, au terme d'un voyage de caractère touristique, se serait entendu avec un de ses confrères pour que ce dernier assure que l'objet avait été dérobé dans sa boutique. Il ne restait à la prétendue victime qu'à tenter une manœuvre d'intimidation auprès du touriste dans l'espoir d'obtenir le versement de 19 000 francs « pour que l'affaire s'arrête là ».

Ce genre de machinations est assez courant, a indiqué M. Gruillot, le 2 novembre, à Besançon où il était de retour en compagnie de M. Salomon.

Cette explication en vaut bien une autre dans une affaire où les informations les plus contradictoires n'ont pas manqué, à commencer par celles des compagnons de voyage, de M. Salomon qui, de retour à Besançon sans leur ami, avaient affirmé que celui-ci, saisi d'un violent mal de ventre, avait dû être hospitalisé à Istanbul. Les aventures turques du conseiller général R.P.R. de Besançon ont donc provoqué un certain trouble au sein de l'opposition où l'on va jusqu'à s'interroger sur l'opportunité de conserver à M. Salomon sa place de second sur la liste des candidats aux élections municipales de Besançon.

CLAUDE FABERT.

« Le vœu claudin » Vega », du mouvement écologiste Green Peace, qui faisait route à destination de l'atoll de Mururoa, où ont lieu les essais nucléaires français, a été arraisonné dans la nuit du dimanche 31 octobre au lundi 1^{er} novembre par les autorités françaises. (Correspondant.)

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

La bataille judiciaire sur la publication des inédits de Montherlant

Que vaut, après sa mort, la volonté d'un écrivain ? Où est la ligne de partage, pour qui a écrit, entre le privé et le public ? Doit-on publier tout ce qui n'a pas été dit, même si l'auteur a voulu qu'il n'en soit rien ? Le débat intellectuel sur ces questions est sans fin, ponctué périodiquement de péripéties judiciaires. C'est ainsi que M. Claude Gallimard, éditeur et ami de Montherlant, demeuré mercredi 3 novembre, à la première chambre civile du tribunal de Paris d'interdire le premier volume de l'ouvrage de M. Pierre Si-

priot, *Montherlant sans masque*, tant qu'ils « contiendraient des inédits de Montherlant ». Il demandait aussi l'interdiction de la publication du deuxième volume, s'il devait aussi contenir des inédits, et enfin, de « la publication de tous autres inédits et notamment de toute correspondance dont Henry de Montherlant n'aurait pas expressément autorisé la publication ». Le jugement sera rendu « le 8 décembre au plus tard », a précisé le président du tribunal, M. Marcel Caratini.

Les méandres d'une volonté

Si M. Pierre Sipriot a choisi comme titre de son ouvrage *Montherlant sans masque*, on pouvait douter, à entendre pendant près de cinq heures les débats de la première chambre civile, que cette entreprise de dévoilement pût aboutir, tant Montherlant lui-même, à force d'apparente précision, a brouillé les pistes.

Montherlant, qui s'est suicidé le 21 septembre 1972, s'est montré aussi soucieux d'avoir la maîtrise de son œuvre que de sa vie. De son vivant, il a surveillé avec une attention scrupuleuse la publication de ses œuvres complètes dans la Bibliothèque de la Pléiade (Gallimard). Il s'est appliqué à définir ce qui devait constituer son œuvre, y compris dans ses aspects posthumes, citant les textes qu'il souhaitait voir publier. Mais la multiplicité des listes d'inédits à révéler, de testament en révocation et en nouveaux testaments, rend complexe l'analyse de sa volonté.

M. Sipriot a estimé, avec l'accord du légataire universel de Montherlant, M. Jean-Claude Barat, qu'il pouvait nourrir la biographie dont il

entreprend la publication aux éditions Robert Laffont de plusieurs inédits : une partie de la correspondance de Montherlant avec sa grand-mère et des extraits de deux textes (deux cents pages sur les cinq cents du premier volume). M. Claude Gallimard, éditeur de l'œuvre de Montherlant, lui conteste ce droit.

Selon M. Georges Kiejman, avocat de M. Gallimard, « il ne s'agit pas ici d'interpréter mais simplement de lire ». Dans son « testament spirituel » de 1959, Montherlant indiquait : « Nulle publication d'une œuvre inédite de moi ne doit être faite après ma mort, à l'exception de celles pour lesquelles il existe un contrat ou un échange de lettres entre Gallimard et moi. J'y insiste avec la dernière force. De même, quiconque publierait des lettres de moi offenserait gravement ma mémoire ». Cela fut confirmé en mars 1972 dans le dernier ouvrage paru du vivant de Montherlant *la Marée du soir*, où un texte cite les titres des inédits à publier et ajoute : « Tous autres textes de moi qui seraient publiés le seraient contre ma volonté ».

La défense de l'auteur au-delà de sa mort, de sa protection contre d'éventuelles trahisons de ses exécuteurs testamentaires. Elle dispose en son article 20 : « En cas d'abus notoire dans l'usage ou le non-usage du droit de divulgation de la part des représentants de l'auteur décédé (...), le tribunal civil peut ordonner des mesures appropriées ».

M. Barat n'a commis, pour M. Paul Mathély, son avocat, « aucun abus au regard de la volonté de l'auteur mort ». De plus, Montherlant ayant beaucoup détruit de textes, tous ceux qui ne le furent pas pourront être publiés, car « le destin inévitable d'un manuscrit conservé est d'être connu un jour ».

Toutefois, la notion de destruction est, elle aussi, complexe. M. Sipriot lui-même explique que Montherlant lui avait dit avoir détruit sa correspondance avec sa grand-mère. Or il l'avait conservée. Par un réflexe sentimental, comme le dit M. Kiejman, ou pour être publiée, comme en a jugé M. Sipriot ? L'action de M. Gallimard est-elle alors, comme le croit M. Pierre-Yves Gautier, « une action de nature à atteindre substantiellement le patrimoine national » ?

D'un testament l'autre

Les adversaires de M. Gallimard — MM. Sipriot, Barat et Laffont — estiment que ces volontés ont été déformées par Montherlant. Ils font état d'un testament du 19 novembre 1964, déposé aussi chez un notaire, révoquant toute disposition antérieure « qui pourrait être interprétée comme une disposition testamentaire ». (Mais Montherlant ajoutait, précise M. Kiejman : « à l'exception des traités relatifs à des œuvres posthumes que j'ai signés avec MM. Gallimard ».) Ils évoquent également une lettre de Montherlant à son notaire en date du 17 juillet 1972 donnant la liste des documents testamentaires — au nombre desquels le texte de 1964 — et annulant le testament spirituel de 1959.

L'avocat de M. Gallimard affirme avoir demandé en vain la communication de cette lettre au notaire. En revanche, il possède deux lettres de Montherlant à son client, du 12 juin 1972 et du 1^{er} septembre (vingt jours avant son suicide), prévoyant une dérogation — pour publication d'un texte — à la liste figurant dans *la Marée du soir*. Celle-ci aurait donc été toujours valable.

Ainsi est posé, selon M. Kiejman, « le problème de l'œuvre de Montherlant » : accepterait-il d'être l'auteur, « lui qui n'est pas de ces écrivains qui se soumettent à la mort » ? « Qui déclarait : « Comme tout écrivain, c'est à moi de décider ce qui de mes textes vaut ou ne vaut pour la publication ». L'éditeur avec lequel Montherlant « pendant trente ans a travaillé à organiser la réunion de ses œuvres » serait donc fondé à défendre cette décision, bien qu'on plaide l'irrévocabilité de sa demande.

Mais, pour la partie adverse, cette décision n'existe pas, les volontés de Montherlant sur la divulgation de ses œuvres étant « contradictoires, confuses et provisoires ». En revanche, la désignation de ses exécuteurs testamentaires — par le texte de 1964, MM. Jean-Claude Barat, légataire universel, et Pierre Sipriot, « conseiller littéraire » — est sans équivoque.

Encore doivent-ils agir en conformité à la loi. Or la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique se montre très soucieuse de

N'y aurait-il eu « aucun problème », comme le prétend l'avocat des éditions Laffont, « si M. Sipriot avait publié chez Gallimard » ? M. Gallimard aurait-il publié ? On peut en douter. Il ne publie pas le journal de Paul Morand, qu'il possède, celui-ci ayant souhaité ne pas le rendre public avant l'an 2000. « Devrait-il, pour satisfaire la curiosité de quelques biographes impatientes, faire fi de ce délai ? », demande M. Kiejman.

Justement, les biographes, constitués en Association de défense des intérêts professionnels des auteurs biographes, ont souhaité intervenir dans ce procès. Selon eux, tout biographe doit pouvoir aider à la compréhension de l'homme et de l'œuvre par tout texte existant. « On vous demande de censurer cette part de l'œuvre qui éclaire l'œuvre d'un écrivain sans la réduire et qui nous ne connaissons pas sans les lettres à sa grand-mère », a plaidé M. Jean-Marc Varaut : « est-ce que dix ans après sa mort le temps n'est pas venu que tout soit dit ? ».

Dire, expliquer, ne permet pas du même coup la reproduction d'inédits, et M. Kiejman a clairement distingué l'accès aux sources pour les chercheurs et la publication de textes. « Quant à la censure, censurer c'est empêcher de dire. Ici il s'agit de savoir si on n'oblige pas à dire. Et comme l'indiquait Roland Barthes dans sa leçon inaugurale au Collège de France : « Le fascisme, ce n'est pas refuser à quelqu'un de parler, c'est l'obliger à parler ».

Alors, a-t-on trop fait dire à un écrivain ? Faut-il au contraire considérer chacun de ses écrits comme appartenant à la communauté culturelle et aller, comme le fit Valéry pour Mallarmé, jusqu'à tenter de détruire des textes, même si leur auteur, sur son lit de mort, l'exige ?

La justice peut-elle donner une réponse définitive ? Ou, plus simplement, vérifier ponctuellement l'adéquation à la loi de situations particulières ? Ici il lui faudra chercher où était Montherlant sous les différents masques, ou peut-être seulement choisir le masque le moins contraire au droit.

JOSEPH SAVIGNEAU.

MÉDECINE

APRÈS QUATRE DÉCÈS SUSPECTS

L'expérimentation clinique officielle de l'interféron humain est interrompue

La commission scientifique chargée depuis un an et demi d'organiser l'expérimentation clinique chez l'homme d'un type d'interféron (1) vient de décider l'interdiction de celle-ci. Parallèlement, l'Institut Pasteur Production (I.P.P.) (filiale du groupe Sanofi-Elipha), producteur avec le Centre national de transfusion sanguine (C.N.T.S.) de cette substance biologique, procède à de nouvelles études de toxicologie sur son produit. Les stocks s'élevaient jusqu'à 50 milliards d'unités.

Un nouveau coup dur. La décision d'interrompre l'expérimentation clinique officielle de l'interféron humain vient, une fois de plus, contre-carrer un programme ambitieux. En décembre, fin 1980, d'organiser à l'échelon national une large expérimentation d'un type d'interféron humain (le Monde daté 21-22 décembre 1980), les pouvoirs publics, innovaient. Dans le même temps, ils faisaient preuve d'un certain courage, acceptant de prendre le risque de la transparence dans un domaine où régnait l'irrationalité et le triomphalisme injustifié.

Le dispositif mis en place permettait au C.N.T.S. et à l'I.P.P. de continuer et d'intensifier leur production dont l'achat était assuré. D'autre part, une commission scientifique était chargée d'organiser une expérimentation rigoureuse dans différents services hospitaliers pour tenter de préciser le véritable intérêt thérapeutique d'un produit dont les propriétés antivirales — et surtout antitumorales — n'avaient jusqu'alors jamais pu être véritablement mises en évidence *in vivo*.

Tout ne devait pas aller pour le mieux. La difficulté — ou la lenteur — des travaux préliminaires puis un déséquilibre entre la production d'interféron et son utilisation faisaient que, en juin dernier, les responsables de l'I.P.P. décidaient d'interrompre la production.

Entre-temps, trois décès avaient été enregistrés, que l'on avait cru devoir relier à l'administration du pro-

duit par voie intraveineuse. De tels accidents ne sont pas exceptionnels, surtout lorsqu'il s'agit d'essais dits « de phase I » qui concernent l'emploi de substances très actives — donc toxiques — chez des malades atteints d'un état général très altéré. Certains « patrons » qui ne participaient pas à l'étude n'hésitent pourtant pas à accuser (2) les responsables de l'expérimentation.

Un quatrième décès et la menace de pressions identiques viennent de conduire la commission scientifique à décider l'interdiction des « protocoles expérimentaux » comportant l'utilisation d'interféron chez des malades atteints d'un processus cancéreux. Là encore, il convient de souligner la difficulté qu'il peut y avoir à établir un lien direct de causalité entre l'injection d'interféron et la survenue du décès. Il semblait néanmoins difficile de poursuivre l'expérimentation clinique avant de vérifier certaines caractéristiques du produit utilisé.

Purification des stocks

C'est ainsi que des études de toxicologie sont actuellement menées. Elles devraient permettre d'exclure toute relation entre les accidents et l'actuelle méthode de fabrication de l'I.P.P., identique à celle mise en œuvre à l'étranger. On envisage néanmoins de procéder à de nouvelles purifications de l'ensemble des stocks (50 milliards d'unités). Ces études, indique-t-on au mini-

stère, « pourraient durer quelques mois ».

Les accidents enregistrés sont survenus alors même que certaines informations pessimistes circulent concernant les dangers potentiels liés à l'utilisation chez l'homme des interférons. La principale question posée est de savoir si ces décès doivent être imputés à la molécule elle-même ou à des « impuretés » présentes dans la préparation obtenue à partir de dons de sang. Or plusieurs interférons d'origine étrangère sont actuellement expérimentés dans différents services hospitaliers français sans que le ministère de la santé en soit tenu informé. Si certains d'entre eux ont bien fait l'objet d'une autorisation d'importation ou de déclaration d'expertise en vue de l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché, il est néanmoins certain que de nombreuses expérimentations cliniques sont réalisées en dehors de tout cadre réglementaire. Une telle situation fait courir le risque de graves erreurs méthodologiques. Elle risque en outre de favoriser des traditions financières que l'éthique condamne.

J.-Y. N.

(1) Les interférons constituent une famille de molécules protéiques. On en distingue trois types (alpha, bêta et gamma), eux-mêmes divisés en différents sous-types. L'interféron de l'I.P.P. est de type alpha, obtenu après culture de globules blancs isolés de dons de sang.

(2) Notamment le professeur Guyon, Mafé, dans le numéro 1 621 de l'Express.

du soleil, une mer bleue, des sites admirables...
la Tunisie a les vacances et les prix que vous cherchez !

Tunisie: le cœur de la méditerranée... Tunisie: la méditerranée du cœur !

Office National du Tourisme Tunisien - 32 av. de l'Opéra - 75002 Paris - Tél. 742.71.67 - à Lyon: 12 rue de Sèze - Tél. (7) 852.35.86

حکومت تونس

JUSTICE

La gauche et ses juges

(Suite de la première page.)

S'il n'est pas « haï » au point qu'il le prétend, il est exact cependant qu'il est mis en cause par une partie de l'opinion dans des conditions qui sont loin d'être toujours justifiées. Il est en particulier malhonnête de désigner sous le nom de « badinters » les détenus libérés qui récidivent. Les libérations conditionnelles (avant terme) ne sont pas aujourd'hui spécialement plus fréquentes qu'autrefois, et les régimes précédents devaient bien, eux aussi, remettre en liberté les prisonniers qui avaient subi la totalité de leur peine.

Il n'est pas moins absurde d'imputer le prétendu accroissement de la criminalité et (ou) de la récidive à la dernière loi d'amnistie, qui est, de surcroît, le fait du gouvernement tout entier et du président de la République. M. Cocard d'Estaing en avait lui aussi proposé une au vote du Parlement. Elle était sur certains points plus indulgente que la dernière en date, sur d'autres plus sévère. M. Badinter s'en est expliqué avec beaucoup de clarté dans le dernier numéro (septembre) du *Cri des hommes*, publication de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Si reproches il devait y avoir, il serait sans doute plus adéquat d'en rechercher les causes dans une certaine fuite du garde des sceaux devant les nécessités de la fonction.

« Le ministère de la justice est vacant ». Le propos risquerait de n'apparaître que comme polémique si l'on n'entendait un autre observateur de la vie politique, lui aussi familier du garde des sceaux, affirmer : « C'est sur des ennus judiciaires que le précédent régime s'est cassé la figure. » Comme pour parfaire ces deux jugements, un de ses collègues au gouvernement pose cette question dont chacun mesurera la naïveté : « Badinter, au fond, il a accompli son programme, non ? »

Au-delà de leur brutalité, ces remarques résument bien l'esprit général des critiques qui sont adressées à l'ancien avocat, moins accusé à présent d'intervenir à tout bout de champ dans les affaires, ainsi que le prétendent ses ennemis, que de pratiquer une politique de l'abstention, jugée préjudiciable aux intérêts et

aux nécessités du gouvernement dont il est membre.

Ces griefs, à l'évidence, s'organisent autour de trois axes : un goût trop exclusif pour la législation, d'une part ; d'autre part, une répugnance à prendre à bras-le-corps les affaires pénales quotidiennes, et, enfin, la gestion du personnel.

Le premier de ces reproches est le plus simple à analyser. Sur la lancée de lois d'abrogation (peine de mort, tribunaux militaires, loi anticasseurs, relations homosexuelles, Cour de sûreté), qui doivent autant aux engagements de M. Mitterrand qu'à lui-même, M. Badinter, selon l'expression d'un de ses anciens confrères, « veut s'inscrire dans l'histoire ». Mais au détriment de la gestion de tous les jours.

Aussi accorde-t-il tous ses efforts aux travaux des multiples commissions qu'il a ordonnées afin de modifier la législation existante. On ne saurait lui en vouloir, tant est impérative la mise à jour, par exemple, d'un code pénal suffoquant sous son âge. Pas plus qu'on ne saurait lui reprocher d'œuvrer pour la protection des victimes, plus réellement que la majorité précédente, qui n'avait que ce mot à la bouche et n'entreprenait guère.

L'attention paraît plus vague, en revanche, dès lors qu'il s'agit d'affaires particulières (dites « sensibles »), dont rien ne lui interdit de s'occuper : tout le lui commande, au contraire. A cela, M. Badinter fait observer qu'en se tenant à distance de ces dossiers sensibles, il raffermirait l'indépendance de la magistrature, contrainte alors d'exercer ses responsabilités. Une telle conception est fautive, compte tenu, en outre, de l'opinion que le ministre a peut-être de ses troupes au fond de lui-même.

Fausse, cette conception l'est à un double titre : au regard de la Constitution et au regard du fonctionnement interne de l'institution judiciaire. En effet, l'indépendance que mentionne l'article 64 de la Constitution ne vise, par référence à l'« autorité judiciaire », qu'une partie de la magistrature, les juges stricto sensu, ceux qui, assis, en général par trois, face au public, rendent des jugements ou des arrêts, selon qu'ils siègent dans des juridictions de grande instance ou

des juridictions d'appel. Ceux-là, qui sont inamovibles, ne peuvent dans leur métier de juge recevoir ni ordre, ni injonction, ni subir aucune pression.

Tel n'est pas le cas de leurs collègues, dits « du parquet », ou « du ministère public », dont la Constitution ne fait pas mention et qui, tous, procureurs généraux, avocats et substituts, sont soumis à l'article 5 du statut de la magistrature : « Les magistrats du parquet sont placés sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice. A l'audience, leur parole est libre. »

Or ces magistrats ont en charge, selon une expression un peu obscure, la conduite de l'action publique : c'est-à-dire, dans le strict respect des lois, la mission de faire rechercher les auteurs d'infraction (par la police judiciaire, mais sous son contrôle) et de requérir qu'ils soient punis. Plus largement, il leur revient d'évaluer des lois dans les juridictions, s'ils pouvaient être présents dans toutes : pénales, bien sûr, mais aussi civiles et commerciales. Il n'appartient pas, à la lumière des textes cités ci-dessus, que ces missions devaient échapper à l'intervention du garde des sceaux. Préférer le contraire relève du contresens ou d'une certaine peur de l'institution.

A l'occasion d'un différend qu'il eut avec le procureur, son subordonné, le procureur général de Paris lui écrivait notamment ceci : « L'action publique appartient au ministère public dès que l'infraction est soumise et il en possède dès ce moment l'initiative et l'exercice dans les conditions prévues par la loi. » Il ajoutait : « Par voie de conséquence, il appartient au ministère public d'exercer l'action publique, de la continuer, de la sauvegarder le cas échéant. » Ce qui, soit dit par parenthèse, rappelle que si les juges d'instruction ont, en matière pénale, les grands pouvoirs que l'on sait, ils ne définissent pas, et, en tout cas, pas seuls, l'action publique. Ils insistent, à charge et à décharge, de manière théoriquement équilibrée entre l'accusation et la défense, les griefs que l'accusation formule et

dont elle est seule maîtresse. Ils ne concourent pas à la définition de ce qui est répréhensible.

Il découle de ces principes, strictement conformes à la loi et à la pratique, deux évidences. Selon la première, le garde des sceaux a, au minimum, un devoir d'information pour sa propre gouverne : sur les dossiers susceptibles de donner lieu à difficulté, ou bien sur ceux auxquels l'opinion publique s'intéresse durablement. Selon la seconde évidence, il appartient à la seule autorité judiciaire d'ordonner et de contrôler les poursuites pour quel que soit l'infraction que ce soit. Ainsi contrôle-t-elle la police judiciaire, selon une prescription de la loi, qui est aussi une précaution élémentaire.

De tels rappels n'ont pas que les vertus de l'abstraction. Des affaires notoires ou plus discrètes le montrent régulièrement. L'inutile retrait du ministre finira par n'être plus soutenable.

L'esprit du 10 mai n'est pas passé

Les reproches formulés contre M. Badinter ne sont pas unanimes. Ainsi un homme devenu familier de la chancellerie estime-t-il que, son action devant être rapprochée de l'ensemble du gouvernement, il est « un des moins décevants ». Mais il ajoute aussi : « Il ne connaît pas les magistrats. Il ne sait pas changer ceux qu'il faut changer. Il y a le style, mais ce n'a pas été le grand souffle qui bouleverse tout. » Il indique encore : « Il n'est pas sans supériorité. N'oublions pas l'Élysée. M. Badinter n'est ni socialiste ni parlementaire et il ne tient que par l'Élysée. »

Plus cruel, un autre laisse tomber : « A force de nommer des magistrats réactionnaires, Robert Badinter ne peut espérer que les autres aient du courage. » Et de citer deux nominations attendues qui illustrent assez bien son propos, et dont l'une d'elle reviendrait à nommer procureur général de la Cour de cassation celui qui fut pendant quatre ans le directeur de cabinet du plus célèbre garde des sceaux du septennat précédent. Il est vrai que l'intéressé au-

rait, paraît-il, réussi à faire croire (à tort) à M. Mitterrand qu'il était membre de son cabinet de ministre de la justice entre février 1956 et mai 1957.

On peut minimiser la portée de nominations qui ne seraient, le cas échéant, que particulières. Mais il n'apparaît pas, ailleurs, que d'autres nominations devraient être plus novatrices. Il est vrai aussi, pour ne citer qu'eux, que les membres les plus fameux du Syndicat de la magistrature ont davantage trouvé à s'employer, depuis le 10 mai, dans les cabinets ministériels, qu'ils n'ont sollicité, dans les juridictions, des postes de responsabilité qu'on ne leur eût dans la plupart des cas pas refusés.

Cela fait que, s'il est un domaine où l'esprit du 10 mai, s'il existe, n'est pas passé, c'est bien dans la magistrature. D'où, probablement, la mine paisible de magistrats proches de l'ancienne majorité qui, souvent membres d'une neuve Association professionnelle, paraissent attendre le retour de leur étoile sans trop d'impatience ni de souci.

La droite faisait entendre sa voix dans les palais de justice. La gauche y est muette. Qu'on ne se y trompe pas : un tel propos ne signifie pas que la droite était de son temps illégitime, et que, passé cette date, la gauche serait revenue au respect de la loi. Nullement. Simplement, le gouvernement de la droite faisait usage de pouvoirs que la Constitution lui reconnaît, alors que la gauche, pour des raisons encore obscures, les méconnaît.

Si cette abstention ne nuisait qu'à une majorité politique, on pourrait dire que, après tout, libre à elle de s'enliser. Mais ce n'est pas tout à fait vrai.

La magistrature, qui était plutôt conservatrice avant le 10 mai, n'avait pas à glisser sur l'autre bord pour cause de résultat électoral. On pouvait, en revanche, espérer qu'elle serait ramenée à la neutralité politique. Il est clair qu'il n'en est rien. Pas plus qu'on n'entend dire que les réquisitions des parquets reflètent beaucoup les effets du changement.

Naguère encore, si la police prenait parfois ses aises avec l'obésité qu'elle devait à la magistra-

ture, elle s'abstenait de le faire ouvertement. Il est clair qu'il n'en est plus ainsi. D'ailleurs, dans leurs déclarations publiques, les deux ministres de la police préchent d'exemple.

A Evry, des policiers « exigent » d'un magistrat qu'il remette en liberté un de leurs collègues incarcéré parce qu'accusé de rosser sa femme. Une motion unanime des magistrats du tribunal condamne une telle pression. Le policier est bientôt libéré. A Orléans, d'autres policiers, qui s'en feront l'écho lors d'un congrès, lancent une histoire rocambolesque selon laquelle un magistrat tuait ses inculpés (!). Peu après, la voiture du magistrat est, comme par coïncidence, peinteurlurée de rouge.

A-t-on appris, dans l'un ou l'autre cas, que le ministre de la justice avait pris fait et cause pour son personnel et, accessoirement, pour l'« indépendance de l'autorité judiciaire » ? Que de reculades face à un corps qu'on est censé contrôler... Laisser faire, s'en tenir à l'abstention, dans ces domaines et dans quelques autres, c'est assurément courir des risques bien plus grands que dans le cadre relativement étroit des relations de la justice et de la police.

Pour être d'importance secondaire dans les gouvernements, en dépit d'un bon rang protocolaire, le ministre de la justice figure pourtant parmi les plus « sensibles » qui soient. L'opinion, toutes tendances mêlées, a les yeux fixés sur lui plus que sur beaucoup d'autres. Il en découle pour son titulaire l'obligation morale autant que politique, de tenir pour égales toutes les tâches qui lui reviennent. D'autant que ce ministre apparaît souvent comme un résumé de l'État et qu'il est de ceux dont l'opinion aime à débattre. Ne s'intéresser qu'à une partie de ses missions, c'est, à partir de ce symbole, contribuer à diffuser l'idée que la fonction de gouvernement n'est quelquefois assurée qu'à demi.

PHILIPPE BOUCHER.

(1) Récemment, devant l'Assemblée nationale, lors des cérémonies à la mémoire de Pierre Mendès France, un policier gradé, laissant passer un journaliste qui lui montrait sa carte, eut ce commentaire : « Aller, puisque c'est la chienne ! »

L'EST LE BEAU.

Une fois encore. Je parcours une fois encore le Nouveau Décoration Internationale. Chacune de ses pages s'ouvre comme on ouvre une porte. Sur l'étrange accord des objets d'un autre âge et des lignes de ce siècle. Invitant à la visite exclusive sans cesse renouvelée d'espaces habités

de détails simples, de meubles raffinés et superbes. Dévoilant les produits secrets et les chemins qui mènent vers le Beau. Une fois encore. Je parcours une fois encore le Nouveau Décoration Internationale.

DECORATION INTERNATIONALE
NOVEMBRE-18F

des admirables... que vous cherchez!

Le 21 septembre 1981, le Belize obtient son indépendance. Mais à propos, où est-ce?



Paris, New York ou Tokyo ne sont pas les seuls théâtres des événements. Quelque part en Amérique Centrale... le Belize. Pour situer avec précision cette "mini république", ouvrez l'Atlas Universel.

Alors, commence un grand voyage. Les cartes à grand spectacle sont signées John Bartholomew. Naviguez-y en pleine clarté.

C'est précis, coloré et détaillé. Jamais on n'a vu autant d'informations au cm². Jamais les courbes bathymétriques n'ont été aussi précises. Jamais la planimétrie n'a été aussi riche. Apprenez, comprenez, rêvez. L'Atlas Universel c'est aussi des cartes du ciel, des informations sur les climats et surtout un index de 200 000 noms francisés.

Avec cet ouvrage qui a demandé des années de mise au point, Sélection et Le Monde vous offrent l'Atlas le plus complet et le plus à jour.

Publié par Sélection du Reader's Digest en collaboration avec Le Monde.

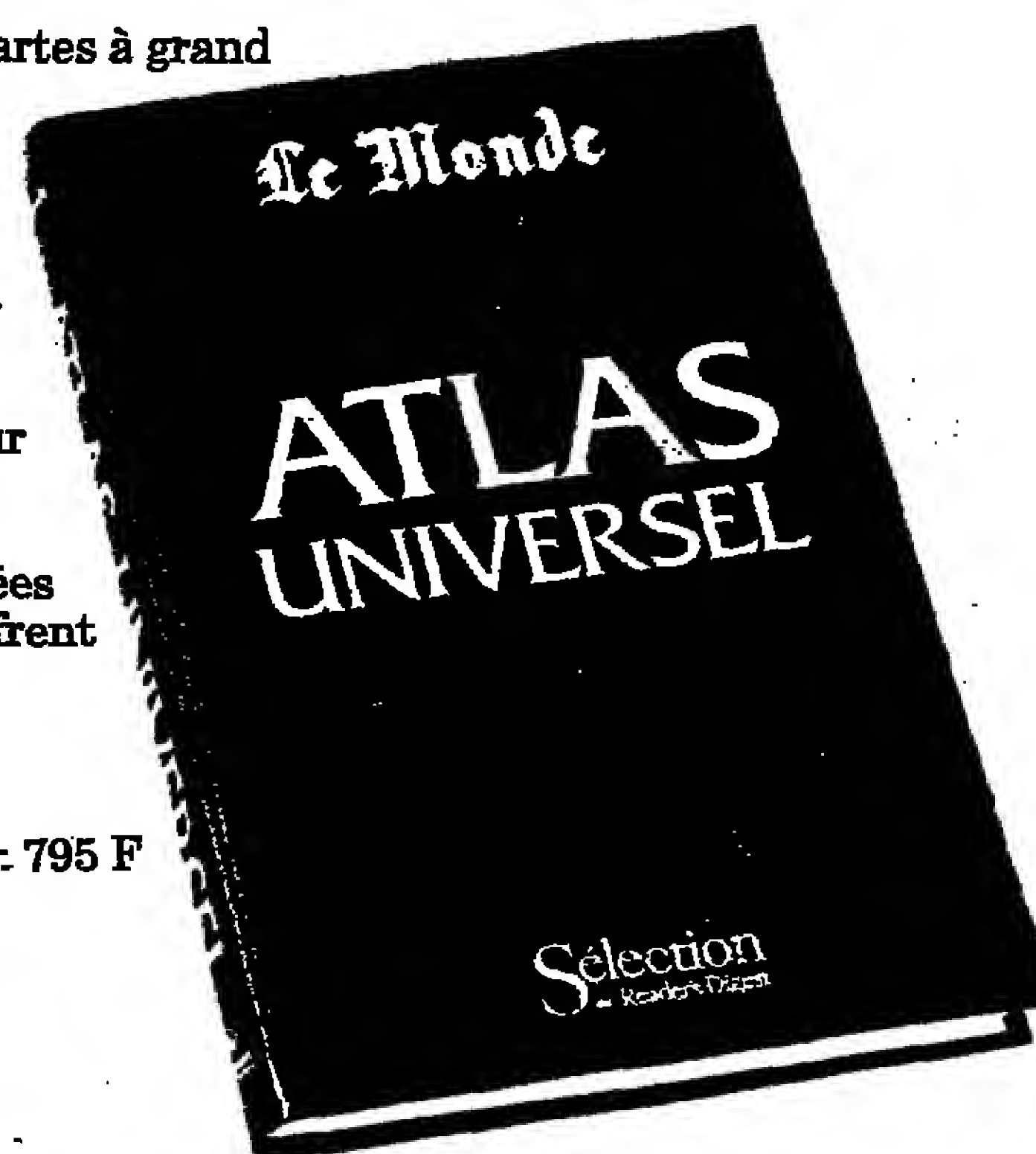
En vente chez votre libraire : 795 F

Le Monde

 **Sélection du Reader's Digest.**

ATLAS UNIVERSEL

Situez bien l'événement pour mieux suivre l'actualité.



Vient de paraître aux éditions François Maspero

L'état du monde

Sous la direction de F. Gêze,
X. Lacoste, A. Valladao

L'état du monde 1982

Annuaire économique
et géopolitique mondial
Après le succès de l'édition 1981
(40000 exemplaires vendus),
une édition entièrement renouvelée
et actualisée. Par 83 spécialistes,
un panorama complet des grands
événements de l'année écoulée et
des 163 États de la planète.

Relié, format 11,5x18,5

L'ÉTAT DU MONDE
1982



68 F

La Griffonne

Agenda femmes 83

Au fil des semaines,
l'histoire collective
des femmes d'hier
et d'aujourd'hui.
Avec 62 pages
de renseignements
et d'adresses
utiles.

Broché, format 11,5x16,5



35 F

Petite collection Maspero

Tricontinental 1982

Famines et pénuries

La faim dans le monde et les idées reçues

30 F

Jacques Valier

Une critique de l'économie politique

I. Valeur et exploitation
II. L'État, l'impérialisme, la crise

2 volumes, 35 F chaque

Littérature

Odyssée Elytis

Marie des Brumes

Un grand poème du Prix Nobel de littérature 1979

Traduction du grec par Xavier Bordes et Robert Longueville

Voix

62 F

Varlam Chalamov

L'homme transi

Kolyma - III

Le troisième et dernier volume des récits de la Kolyma.

Traduit du russe par Catherine Fournier

Actes et mémoires du peuple

73 F

Fondations

Claude Meillassoux

Femmes, greniers et capitaux

60 F

Fernand Oury, Aïda Vasquez

Vers une pédagogie institutionnelle?

60 F

Hérodote

Armand Frémont

Algérie - El Djazaïr

Les carnets de guerre et de terrain
d'un géographe

80 F

Hérodote n° 26

Écologies-Géographie

Revue trimestrielle

40 F

Recevez gratuitement notre bulletin en retournant ce bon

M

Adresse



François Maspero

1, place Paul-Painlevé - 75005 Paris

la vie littéraire

François Maspero quitte ses éditions pour d'autres tâches

Les éditions Maspero poursuivent désormais leur existence sans leur fondateur, François Maspero, qui a décidé de se consacrer à d'autres tâches. En février 1982, François Maspero avait quitté la présidence du conseil des éditions qu'il avait fondées en 1959. Depuis, les éditions sont dirigées par Bruno Parmentier, ingénieur civil des mines de formation, François Gêze a poursuivi des travaux de recherches dans le domaine de l'économie internationale. Il dirigeait une collection chez Maspero en relation avec les travaux du Centre d'étude anti-impérialiste (CEDETIM).

Après le départ de François Maspero, la nouvelle direction a procédé à un réajustement avec la nomination, effective en janvier 1982, de trois directeurs : François Gêze, qui, outre ses fonctions de président du conseil, supervise les domaines économiques et politiques; Fanchette Gonzalez Batlle, un des membres fondateurs, qui continuera à assurer la direction du secteur littéraire; et Eric Vigne, chef de rubrique de la revue *Histoire*, plus particulièrement chargé de l'histoire et des sciences humaines.

Claude Simon et la théorie

Michel Riffaut a rendu compte dans « Le Monde des livres » du 22 octobre du colloque sur le nouveau roman qui s'est tenu récemment à New-York. Il a donné de la communication de Claude Simon un résumé que celui-ci voudrait plus nuancé: « Je n'ai jamais caractérisé la théorie comme un cadavre empoisonné fait à la littérature, ce qui serait ridicule, nous écrit-il. Les écrits de Baudelaire et de Mallarmé, pour ne citer que ceux-là (sans oublier certaines lettres de Flaubert), suffiraient à condamner une telle assertion. Ce que j'ai attaqué, c'est une certaine théorie qui, en art, se condamne à la seule aide d'elle-même et s'efforce de partir de bases scientifiques, comme, par exemple, la linguistique, la sociologie ou la psychanalyse, disciplines en elles-mêmes

passionnantes, mais que certains apprentis sorciers sont tentés de faire déborder de leurs cadres... »

Clarté et crudité

Nous nous plaignions, il y a peu, de l'obscureté de certains textes figurant en quatrième de couverture des ouvrages de philosophie et de psychanalyse. Dans le domaine de la sexualité, on ne craint, en revanche, ni la clarté ni la crudité. En voici un exemple, pris au dos du *Point G*, d'Alise Kahn Ladas, Beverly Whipple, John D. Perry (trois chercheurs américains), édité par Robert Laffont:

« Il existe à l'intérieur du vagin, sur la paroi antérieure, un point particulièrement sensible à toute stimulation forte : le point G. (...) »

« Une stimulation appropriée fait gonfler le point de Gräfenberg et entraîne l'orgasme chez la plupart des femmes. (...) »

« Il est fréquent que la stimulation du point G de la femme déclenche chez elle toute une série d'orgasmes. (...) »

« Le pouvoir de contraction des muscles pubo-coccygiens influe directement sur la capacité de la femme à atteindre l'orgasme lors du coït. (...) »

« Tant chez l'homme que chez la femme, il existe plusieurs types d'orgasmes. Chez l'homme, l'orgasme peut être déclenché soit par le pénis, soit par la prostate. (...) »

« Écritures-Lectures » à Caen

Caen est le théâtre, durant tout le mois de novembre, d'une série de manifestations, expositions, conférences, concerts et projections sur le thème « Écritures-Lectures ». Faire état de la recherche et de la création contemporaines abordées sous l'angle des codes et du décodage, c'est le but des plasticiens, chercheurs et artistes qui animent depuis 1978 l'Atelier de recherche esthétique (ARE).

En toile de fond des débats, des colloques, des rencontres qui sont prévues, quatre expositions sont proposées aux amateurs : Typographies (à la gare routière), Illustrée, le 24 novembre, par une conférence de Jérôme Peignot sur les arts graphiques et

l'imprimerie; Systèmes, une exposition consacrée aux démarches picturales (à la chapelle Saint-Georges); Art et ordinateur (à l'Ecole des beaux-arts); Langage photographique (aux foyers du théâtre).

Un colloque sur la poésie sonore est annoncé à la salle de l'Écluse les 26 et 27 novembre. Enfin, un débat consacré à l'ensemble des manifestations sur le thème « L'écriture et la lecture dans l'œuvre d'art » est prévu le samedi 20 novembre, à 17 heures, aux foyers du théâtre. — G.B.

Atelier de recherche esthétique, gare routière, rue du Bras, 14300 Caen. Tél. (16-31) 85-73-15.

Amiel à Scheveningen

Henri-Frédéric Amiel a dépassé le cap de la cinquantaine, lorsque, sur le conseil de son médecin, il se décide, lui qui voyage généralement si peu, à visiter Scheveningen en Hollande. Les pages dans lesquelles il note quotidiennement ses impressions, lectures et bulletins de santé, sont traversées par le souffle froid de la solitude, autant que par un sentiment d'extrême malaise. Après trois semaines, les vertus curatives des bains de mer n'ayant pas provoqué l'effet attendu qu'il en attendait, il retourne à Genève plus découragé, plus déprimé que jamais.

Publiés par la revue *Écriture* et suivis d'études de Georges Poulet et d'Albert P. ces fragments du journal d'Amiel rayonnent tous les amateurs de journaux intimes; l'auteur y poursuit une image si tenue, si fantomatique de lui-même qu'elle semble se dissoudre à chaque instant. « Le plus vilain genre de timidité, écrit-il, est celui qui donne le besoin d'écrire la dépense et de compter ses sous. Je n'ose ni commander, ni décrire, ni être impérieux, crainte de blesser les usages et l'usage de confiance en moi. Aussi dans ces toutes d'élégants et de gens sûrs d'eux-mêmes fais-je pauvre figure. Les commères ne font pas attention à moi, et mes appels polis ne réussissent pas même à les désarmer. »

Dans le même numéro de la revue *Écriture* (été 1982, Lausanne; diffusion: Payot, 30, Côte-Montebon, CH 1003 Lausanne), que dirige maintenant Roland de Murat, on lira également l'introduction de son fondateur, Boris Galland, ainsi que des textes d'Étienne Barlier, André Guex, Hennes Petrusson et Christophe Calame. — R.J.

vient de paraître

Romans

ROLAND JACCARD: *Les* — L'émotion intellectuelle et sentimentale d'une jeune Russe qui ressemble fort à Lou Andreas-Salomé (Galland, 190 p., 52 F).

MICHEL DE GRECH: *Le Nid de Sirene*. — Une biographie romanesque d'Alma Dubois de Rivière, comtesse de Sirene, la femme impérieuse, qui fut captivée à quinze ans par les pures barbaries. Fervente du culte de Constantinople, elle déclina un pouvoir occulte important. (Olivier Orban, 458 p., 75 F).

CHRISTIAN CHARRIERE: *Le Baptême de Fomby*. — L'auteur déchiffre sa propre vie comme si elle était un rêve, et décrit les mécomptes spirituels de la jeunesse. (J.-C. Lattes, 202 p., 60 F).

Science-fiction

MICHEL JURY: *Forêt et le Rêve*. — Quand Mark Jerran d'Angus remonte, dix mille ans après sa première mort, on prend l'obligation de changer de nom. Parce qu'il refuse, il est rejeté dans l'univers-ombre pour vingt mille ans avant de renouer une troisième fois. (Robert Laffont, 270 p., 72 F).

Lettrés étrangers

GRAHAM GREENE: *Monsieur Giddens*. — Les tribulations du père Giddens et d'un « ignorant nommé Sando » dans l'Espagne d'aujourd'hui. Traduit de l'anglais par Robert Laffont. (Robert Laffont, 276 p., 68 F).

MILOVAN DJILAS: *Le Dernier des rochers*. — Les derniers jours de la vie de l'auteur, dans une prison yougoslave où les nazis leur prêtaient les réactions comme onges ?... Traduit et adapté en français par Philippe Michaux. (Gylen, 96 p., 36 F).

JACK KEROUAC: *Tristesse*. — Quand le narrateur rencontre Tristesse, une Américaine plantée dans les faubourgs de Mexico, cela donne un roman d'amour fou, et cela finit en chagrin à la manière de Kérouac. Traduit de l'anglais par Catherine Devail. Préface de Gérard Guégan. (Stock, 141 p., 50 F).

Poésie

JACQUES BREL: *Œuvre intégrale*. — Ce volume rassemble l'intégralité des textes des chansons de Jacques Brel, chansons dithyres ou inconnues. (Robert Laffont, 390 p., 48 F).

GEORGES LAMONIN: *France Païenne*. — Une étude et une présentation du poète Francis Vassille et de son œuvre où se croisent violence et sens du tragique (Seghers, coll. Poésie d'aujourd'hui, 190 p., 45 F).

Critique littéraire

SUZANNE PROU: *Maurice et le Tournesol*. — L'auteur de la *Tour des Bernardins* rend hommage à l'auteur de *Thérèse Desquerra*, dont l'œuvre lui paraît

indissociable de sa propre vie. (Ramsay, 158 p., 55 F).

Témoignage

ROGER KNOBELSPIES: *Lettres de prison*. — L'auteur de *Q.E.S.*, *Quartier de haute sécurité*, publie les lettres qu'il écrivait pendant ses années de prison et qui constituent un témoignage « sur une révolte et sur l'humain, synonyme de liberté. » (Stock, 2, 188 p., 59 F).

Essai

PAUL-HENRI CHOMBART DE LAUVE: *Le Fin de la ville*. — La fin des villes: en ce dernier mythe des classes privilégiées et des pays dominants dans une civilisation menacée d'annihilation? L'auteur invite à une réflexion sur la culture et sur son rôle dans les transformations de l'environnement. (Calmann-Lévy, 246 p., 68 F).

Sciences humaines

GEORGES DEVEREUX: *Famille et mythos*. — Psychanalyste et ethnologue, Georges Devereux rassemble dans cet ouvrage une série d'études concernant les mythes grecs ayant trait à des déesses. (Ed. Flammarion, 341 p., 95 F).

MICHEL BOISCH-JACOBSEN: *Le Solaire français*. — La psychanalyse envisagée comme un grand rêve égoïste de Freud engendrant le rêve collectif de l'homme parisien. (Ed. Arrière-Pensée, 292 p., 100 F).

Sciences

ISAAC ASIMOV: *La Conquête du savoir*. — L'auteur retrace l'histoire de la connaissance depuis les balbutiements des origines jusqu'aux années interplanétaires. Avec un index de 1400 noms et concepts. Traduit de l'américain.

Document

ANTHONY SAMPSON: *Les Bénévoles dans un monde dangereux*. — L'auteur de l'ouvrage sur les compagnies pétrolières *Les Sept Sœurs* permet, cette fois, de saisir le monde à travers le regard des bénévoles, et analyse les relations entre les nations et l'urgence. Traduit de l'anglais par Frank Soudchitz. (Robert Laffont, 372 p., 95 F).

Histoire

ALEXANDRE SKIRDA: *Nestor Malin, le conquérant de l'Asie*. — À travers l'évocation de la vie et des livres de Malin pour les soviets libérés en Ukraine, l'auteur montre comment Lénine et son parti ont déjoué la révolution de son sous libérateur et instauré un esclavage d'État. (Ed. A.S., 476 p., 110 F, disponible chez M. Bessan, B.P. 275, 75225 Paris Cedex 11).

Souvenirs

ALAIN DE BOISSIEU: *Pour servir le général*. — Le général du général de Gaulle évoque les moments de son illustre beau-père avec ses proches et livre son témoignage sur plusieurs événements, de l'Algérie à la mort de F. — « Homme du 18 juin ». (Plon, 286 p., 75 F).

Recueil

JEAN-MARIE BENOIST: *Le Diable et les châtiments*. — Ce volume rassemble les chroniques littéraires et de combat que l'auteur a données au *Quotidien de Paris* depuis novembre 1981. (Robert Laffont, 272 p., 68 F).

en bref

LE SYNDICAT DES ÉCRIVAINS PROFESSIONNELS adapte ses objectifs à des situations nouvelles. En ouvrant l'assemblée générale, tenue le 23 octobre à son siège, l'hôtel de Massé (38, faubourg Saint-Jacques), son président, M. Jean de Beer, a décidé la remise en route de propositions importantes relatives aux conditions de travail des auteurs, qui ne s'expriment plus seulement par le livre à l'ère électronique (cinéma, vidéo, informatique, etc.) et qui risquent d'être noyés dans un système qui se met en place sans eux. Un vaste programme de travail échelonné sur dix ans qui doit élargir d'autre part son champ d'action aux autres écrivains francophones. Déjà, des conférences, ateliers, séminaires à la séance, sont venus enrichir ces travaux.

LE CONCOURS DE LA RENAISSANCE AQUITAINE est ouvert jusqu'au 31 décembre. Le prix de la ville de Pau, le prix « Trois Vallées » et différents autres prix récompenseront des œuvres d'expression classique ou moderne. (Réglement contre enveloppe timbrée à Mme Suzanne Vincent, 14, bd des Pyrénées, 64000 Pau.)

en poche

« Le racisme, la chose au monde la mieux partagée »

« Le racisme? Une allergie à soi-même », écrit Albert Memmi. Et on sent, dans son dernier ouvrage, dans cet acharnement qu'il met à accumuler les définitions du mal, un pessimisme qui surprendra peut-être venant d'un combattant aussi inlassable. « Le racisme n'est pas de l'ordre de la raison. » Toujours incohérent, contradictoire, c'est une « accusation à géométrie variable » faite pour blesser et légitimer une domination, une agression qui se croit défensive: « Il ne nous prenons pas, ils nous enlèvent nos femmes et nos filles, on n'est plus chez nous. » Ou: « Toutes des putains sont ma mère qui est une sainte. »

Quelle merveille, dit Memmi, qu'un système qui permet à un individu qui peut être manchot, misérable, intellectuellement peu doué de se croire supérieur à l'importe quel Noir, n'importe quel Arabe, l'important, riches et diplômés. Dans ce livre précis, qui fait, comme toujours dans les travaux d'Albert Memmi, la part du témoin, celle du psycho-sociologue, celle du militant et celle du moraliste, il s'agit en particulier de démontrer que le racisme n'est pas seulement une opinion, mais une fonction. Il y a un profit raciste, individuel et collectif.

Poursuivant et approfondissant une démarche qui est la même depuis le *Portrait du colonisé*, paru en 1957, l'auteur met également en évidence les faiblesses d'une gauche laïque et républicaine qui, dans son combat universaliste, s'est longtemps désarmée en affirmant tous les êtres humains non seulement égaux mais semblables. Il y a certes des ambiguïtés dans les éloges de la différence aujourd'hui à la mode mais n'empêche, dit Memmi, nous sommes tous différents, et c'est si évident qu'il était si facile d'abandonner de le nier.

Une foule de portraits, de détails d'anecdotes saisis dans le miroir parisien, dans un bistro, ou à Tunis, rappellent la difficulté qu'il y a à cerner et à entamer les convictions racistes.

Alors, Albert Memmi s'en tient à sa définition, longuement établie, mûrie, pesée. Le racisme, c'est: « La valorisation généralisée de différences réelles ou imaginaires au profit de l'accusateur et au détriment de la victime afin de justifier une agression ou un privilège. »

Sans doute voudrait-il mieux, ajoute-t-il, appeler cela hétérophobie. Le racisme proprement dit s'appuie sur les différences biologiques, il n'est pas inutile de faire la distinction.

À partir de là, répéter, démontrer, expliquer. Puisse-t-il tant toujours recommencer, Memmi n'y applique, avec force, avec la plus grande clarté.

GENEVIÈVE BRISAC.

LE RACISME, d'Albert Memmi, Collection « Idées », Gallimard, 224 pages, 28,10 F.

romans

Le sombre attrait des rêves

● Georges Chateaureynaud, peintre de la détresse.

D'ABORD Quentin, puis, à l'entrée en scène : c'est un nonchalant, un somnambule qui rêve sa vie. Des vagues douces abandonnées, des emplois provisoires, et on le retrouve O.B., éreinté par les travaux de force, alors qu'il aimerait se terner comme une taupe dans les « ténèbres et l'enfouissement ». Quentin, lorsqu'il approche les clochards de la zone, se reconnaît presque en eux : il souffrait

d'un rien pour qu'il devienne un de leurs. Il se sent comme un fantôme, titubant au-dessus du gouffre, somnolant « entre le faux pas et la mort ».

Le second personnage s'appelle Manoir, mais on le surnomme Tête Lourde. Lui aussi, il s'attarderait volontiers dans ses songes si ceux-ci n'étaient effrayants. Le « grand rêve du monde brisé » retient inlassablement le bombardement de la maison familiale qui l'a vu naître, un orphelin : les essiettes accrochées au mur se cassent, le monde harmonieux des « origines » éclate. Poupée de la nation, Manoir a fait sans le vouloir, sans y penser, une carrière

de haut fonctionnaire, cependant qu'une sorte de pourrissement a empoisonné ses rêves, envahis par l'immondice. Pour échapper à son enfer nocturne, Manoir tente de se suicider.

Enfin le dernier, Hugo, est bibliothécaire. Kieffé par ses grands-parents, il s'est réfugié dans des livres qui lui tiennent lieu d'aventure et le rapprochent un peu d'un père lointain, parti sur son bateau, le *Motutunga*. Hugo a écrit sous le pseudonyme de l'ago de Saint-Aubigny des *Contes fantastiques* publiés à compte d'auteur, qu'il fait lire à ses lecteurs imaginaires en falsifiant des fiches de la bibliothèque. C'est là la vie rêvée de cette âme-pagure, repliée sur elle-même, sourde, emmurée, à demi morte, presque heureuse !.

Le drame d'Hugo, c'est d'être exproprié de sa vieille maison exiguë d'un jardin en friche qui le protège d'un monde hostile.

Qu'ont-ils de commun, ces trois marginaux, ces solitaires ? Une même détresse, une même capacité d'absence à l'existence, comme une faiblesse de l'instinct vital. Le hasard les réunit dans une fascination commune pour un pavillon oublié dans un quartier désaffecté où devait être construite une université : la maison abandonnée, qu'ils habitent clandestinement, sera leur « faculté des songes ». Pour Quentin, ancien enfant pauvre des banlieues, elle représente un vieux rêve de luxe. Pour Hugo, c'est un refuge, un cocon, semblable à celui où sont enclous ses souvenirs. Pour Tête Lourde, c'est une sorte de reconstruction de l'âge d'or, d'avant l'oubli. Quant à Louise, sauvage musicienne qui rejointra le trio, un secret la lie à la maison abandonnée.

Avec ce livre, le sixième en dix ans, G.-O. Chateaureynaud confirme l'originalité de son talent. Ses recueils de contes (*la Belle Charbonnière*), ses romans (*les Messagers*, *Mathieu Chaitin*) dressent le cadastre d'un monde insolite, sous le signe de Nerval et des romantiques allemands, où le songe s'épandait dans la vie réelle. Ce territoire nocturne est le lieu de la menace, de la corrosion, de la précarité. Mal éveillés du « grand sommeil originel », les personnages de la *Faculté des songes* subissent le sombre attrait de « l'autre côté » des choses. De leur fragilité, de leur dérive, fermement retranchés dans un livre au charme sombre et envoûtant.

MONIQUE PÉTILLON.

★ LA FACULTÉ DES SONGES, de Georges-Olivier Chateaureynaud, Grasset, 255 p., 29 F.

L'encre noire de Jean-Jacques Gautier

A U départ, une énigme : de quoi a bien pu mourir Edith, et paisiblement endormie dans son lit-mémoire, par un après-midi d'été ? Pour la médecine, aucun doute : « Arrêt du cœur ». On meurt toujours d'un arrêt du cœur, Pierre Quoniam, assez vite, en vient à se poser des questions. Sa femme, ces dernières années, était soumise à une surveillance étroite. Quelques indices incitent à penser qu'elle s'est suicidée. Mais les raisons ? Il l'aimait, elle l'aimait, partageait sa réussite et sa joie d'exister. Quelqu'un est venu briser cette harmonie. Qui ? Comment ? Pourquoi ? Pour quel ? Ces trois banales questions qui le hantent, Pierre, lentement, trouve les réponses, premier volet d'un roman bref et dense, qui tient, jusqu'à la fin, du roman policier.

Être bien dans sa peau, avoir la chance de plaire, il y a des gens que ce spectacle gêne. Pour peu qu'ils se sentent, eux, à tort ou à raison, dévalorisés par le sort, ils en arrivent à éprouver de la haine. Et la haine, cette maladie de l'âme, peut conduire au crime. Ici, il s'agit d'un crime parfait : atteindre le but par un tir indirect, assassiner moralement un homme en poussant au suicide l'être qui est sa raison principale de vivre. Deuxième volet du roman : Pierre Quoniam découvre, après des années, la jalouse que sa réussite a suscité.

Troisième volet : sa vengeance. Patiemment, jour après jour, sans élever la voix, sans menaces, il va entreprendre de démolir, par degrés, l'homme qui lui a fait tout ce mal. Le détruire, à son tour, de l'intérieur, en étant là sans cesse sur son chemin, au travers de ses habitudes, jusqu'au lieu du travail même, telle sera désormais son obsession. Qui gagnera à ce vilain jeu ? Suspense, jusqu'à la fin.

Jean-Jacques Gautier regarde exploser sournoisement les passions de ses personnages, « la jalousie au sang noir » chez un homme ordinaire et, chez un autre qui l'est infiniment moins, le besoin viscéral de se rendre justice. Tout cela est vrai, compréhensible, « humain », mais on sort du livre glacé jusqu'à l'os.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ UNE AMITIÉ TENACE, de Jean-Jacques Gautier, Flou, 217 p., 28 F.

Découvrir Lucette Desvignes

C E gros roman n'a point attendu pour paraître la saison des prix. Il est sorti au printemps dernier, mais il nous a bien fait quelques mois pour nous en apercevoir. Les très grandes choses sont ainsi : elles font si peu de bruit qu'on s'aperçoit tout à coup qu'elles sont là, elles remplissent l'horizon et l'on ne s'était d'abord rien jusqu'au dernier moment.

Ils sont, du reste, parfaitement situés, ces *Nœuds d'argile* : c'est une humble et toute simple histoire de potiers entre Bour-en-Brasse, Mâcon, Cluny et Tournus, de part et d'autre de la Saône, qui se déroule de l'automne 1890 au printemps 1894. Ce sont de petites gens, plutôt aisés, mais pas vraiment riches, artisans qui savent mieux tourner et colorer leurs vases d'argile que les vendre. Ils sont peu instruits, ne lisent jamais. Les femmes sont préposées aux écritures. Elles vont aussi à la « petite messe » (la messe basse) le dimanche, tandis que les hommes, esprits forts, tournent énergiquement le dos à l'Eglise. Et ces potiers ont entre eux des relations commerciales et amicales qui vont jusqu'à des mariages où l'amour et l'intérêt s'arrangent comme ils peuvent.

Or, sous le fourmillement des petits calculs, c'est d'amour qu'il s'agit, et même d'amour exclusivement. La est le point d'où naît proprement le chef-d'œuvre. Les histoires d'amour, d'amour et de mort même, la littérature universelle en est pavée. Mais, ici, l'amour surgit au cœur des soucis les plus quotidiens, précisément comme une herbe vivace dans un trou du macadam. Il surgit du calcul même. Cependant, comme il est difficile d'adapter ce grand souffle cos-

mique à l'humble vie des potiers bourguignons ou bressans ! Comment deux âmes qui se sont tout donné, qui ne font plus qu'un, qui sont l'un à l'autre et l'un dans l'autre, comment Jeanne Berthoin et Marcellin Pacôme pourraient-ils subsister parmi les leurs, qui n'ont pas connu ou qui ont méconnu l'amour ? Leur bonheur est insupportable à tous les autres.

Il y a une sorte d'interdiction. Les deux sont jaloux, comme l'antique Héra le fut d'Héraclès. Pour être celle des humbles, la tragédie n'est pas moins implacable dans une chambre humide de Tournus que dans les hautes demeures de Thèbes ou d'Argos. Ceux que dessinaient sur leurs vases les artistes d'Athènes, les voici parmi nous et la mort détruit ce vase parfait à deux qu'ils formaient. On dit que les deux aiment ceux qui meurent jeunes. Ils ont donc beaucoup aimé Marcellin Pacôme et un peu moins celle qui reste, vide et brisée.

Mais tout cela n'est rien que par l'épaisseur et la densité, par la couleur irrésistible d'un style à la fois simple et savant, où le langage des humbles, celui qu'ils se parlent à eux-mêmes, s'élève comme sans effort à la poésie la plus grande, celle de l'épopée.

Cela n'arrive pas tous les jours, ni même tous les ans. C'est pourquoi nous devons marquer d'une pierre blanche la venue au jour d'un grand écrivain, Lucette Desvignes, dit-elle n'avoir jamais écrit qu'un seul ouvrage, les *Nœuds d'argile*.

JACQUES MADAULE.

★ LES NŒUDS D'ARGILE, de Lucette Desvignes, Éditions Clivry-Alain Schrotter (36, rue de Lyon, 92300 Avallion).

LE NOUVEAU COMMERCE
CAHIER 53-54 - AUTOMNE 1962

En supplément de la revue

ÉVARISTE GALOIS

Révolutionnaire et géomètre
1811-1832

par André DALMAS

150^e anniversaire de la mort du mathématicien

1 vol. 192 p., 1 000 ex. numér.

En librairie et N.Q.L., 78, bd Saint-Michel, 75006 Paris, Abt 190 F

SOMMAIRE

GEORGIO AGAMBERN
La fin de la pensée (traduit de l'italien par Gérard Macé)

ANDRÉ DALMAS
Collection particulière

DOMAINE AUTODIDACTE
Contemporain

trois poètes de Vienne (traduction de Gabrielle Rose et Monique Fontaine)

FREDERICK MAYROCKER
Bonssoir, bonjour

ELFRIEDE GERSH
Ce que le travail ne connaît pas

EMILIO PATAKI
Silencieux messages

HENRI MICHONNINO
Combien de vie avons-nous passées dans un seul oeil

NOEL DEVAULX
Le vase de Quignon

GEORGE STERN
Rich and poor in English

POÈMES ORAUX DE L'IRLANDE (présentation et traduction d'André Verrier)

LES OFFICIERS FRANÇAIS DANS LA NATION 1848-1914

WILLIAM SERMAN

"Solide et sérieuse, cette étude sociologique détaillée ne néglige aucun des aspects de la vie militaire."

LE MONDE LIBÉRATION

"Passionnant d'un bout à l'autre"

AUBIER

Raymond Cousse et « le Bâton de la maréchale »

● L'avant-garde en caleçon ?

RAYMOND COUSSE est l'auteur de deux romans, *Stratégie pour deux jambons* (1958) et *Enfants perdus* (1959). Dans le premier, il donnait le monologue savoureux d'un cochon qui avait intériorisé son destin d'animal promis à l'abattage. Le discours de ce goret plein de clairvoyance était propre à réveiller le cochon qui sommeille dans le cœur de chaque homme, autre animal social. La preuve, Raymond Cousse subjuguait le public par la qualité de sa métamorphose quand il interprète sa fable sur la scène du Lucernaire.

Dans le *Bâton de la maréchale*, sous-titré « roman militaire et pornographique », qu'il publie aujourd'hui, on retrouve la rigueur du style, faussement déshabillé, de Raymond Cousse. Malheureusement, il en fait trop. Cela commence pourtant bien. Recevant une facture d'Electricité générale de France, le narrateur s'interroge sur cette « générale » qui figure sur l'envoi anonyme. Pen à pen, sa rêverie le conduit au-devant de toute une galerie de militaires échappés directement des caleçons qui ont fait les beaux jours du Boulevard au début du siècle. On a le droit ainsi à toutes les variations et allusions possibles, entichées de gauloises, de jeux de mots et de non-sens, sur les différents usages et natures du « bâton » de la maréchale, qui paraît être l'axe, si l'on peut dire, de ce monologue délirant. Cela dure pendant 228 pages et, si vous plait, avec des chapitres sans allée. Ce texte, visiblement conçu pour être dit en *one man show*, ne saurait, tel quel, constituer un roman.

Raymond Cousse, au cours de digressions, s'en prend souvent à un « Monsieur des Gares » dont les préoccupations ne sont pas celles des écrivains d'avant-garde : sans doute, mais, sans admettre pour autant un auteur de romans populaires qui ne nourrit pas, en effet, de grandes ambitions, on peut aussi ne pas apprécier un récit qui laisse plus qu'il ne captive, fût-il de meilleure qualité littéraire et même d'avant-garde.

BERNARD ALLIOT.

★ LE BÂTON DE LA MARÉCHALE, de Raymond Cousse, Flammarion, 228 p., 55 F.

CHAILLOT POESIE

Rendez-vous avec SAUL YURKIEVICH

Grand Foyer (entrée libre)

Lundi 8 novembre à 20 h 30 précises. 727 8115

UNE PRESSE UNANIME!

Le Monde - Le Matin - Le Quotidien
Le Parisien - Les Nouvelles Littéraires - Lire
France-Soir Magazine - Témoignage Chrétien

ROGER GOUZE

les miroirs parallèles

CALMANN-LÉVY

Laure Moulin

Jean Moulin

en préface le discours de ANDRÉ MALRAUX

Une biographie complète du premier résistant de France. Il faut lire ce document qui révèle un héros de chair et de sang sous les plis du drapeau, au Panthéon.

PRESSES DE LA CITE

Passionné, lyrique et brûlant

ANNE HÉBERT

Les fous de Bassan

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Sous la perfection de l'écriture surgit soudain la fascinante sauvagerie d'un continent secret qui n'est à découvrir qu'à l'aide d'un livre.

Mathieu Galey / L'Express

Construit à partir de faits de guerre.

Jacques Gollard / L'Europe

Un roman Seuil

lionel marek L'AN PROCHAIN A AUSCHWITZ

"... un premier roman,
fort comme une rafale venue
des tréfonds de l'Histoire..."

roman/denoël



EXPOSITION 13 oct. - 11 novembre

Tous les jours de 10 h à 20 h 30
2000 LIVRES, 500 REVUES A DECOUVRIR

6 novembre, à 14 h et 18 h, Ciné-Canada :
LA NUIT DE LA POESIE 80.

9 novembre, à 18 h 30, lancement :
« Rêves d'Empire, le Canada avant 1700 »

et « Guide des sources de l'histoire
du Canada conservées en France »

6 novembre, à 20 h 30, débat :
Raymond LEVESQUE

18 novembre, à 18 h 30, lancement :
« Gravité », de Guy Gervais

à 20 h 30, débat-lancement :
« C'est surtout pas de l'amour »,
film, débat, avec Nancy HUSTON,
autour de « Mosaïque de la pornographie »

CENTRE CULTUREL CANADIEN

3, r. de Constantin, 75007 Paris, 551-35-73

Programme quotidien : 551-38-41

Le grand roman de guerre de la rentrée ERWAN BERGOT



FRERES D'ARMES

la suite des "Sentiers de la guerre"

La fraternité, l'Indochine
et l'amour

PRESSES DE LA CITE

PRIX 1982 DU PREMIER LIVRE-PHOTO

La Ville de Paris (PARIS AUDIOVISUEL)
et la Fondation KODAK-PATHE décernent
depuis trois ans, le prix du premier livre
à un jeune photographe professionnel.

Le prix, d'un montant de 70.000 F,
décerné sur maquette, offre à un jeune auteur
la possibilité d'édition
et de diffuser son premier livre.

Les photographes désireux de concourir
doivent envoyer leur maquette
avant le 26 Novembre 1982 à
PARIS AUDIOVISUEL
prix du premier livre-photo,
44 rue du Colisée 75008 PARIS
qui, dès maintenant, leur adressera
le règlement sur simple demande.

FONDATION
KODAK-PATHE

romans

Les confidences de la Bougainvillée

● Best-seller involon-
taire, Fanny Deschamps
rend grâce au dix-hui-
tième siècle.

TROIS années de travail, mille huit cents pages de copie, plus de trois cent mille exemplaires vendus... Derrière ces chiffres éblouissants se cache un petit bout de femme, Fanny Deschamps, l'heureuse auteur de la "Bougainvillée". Par un jeu de retour des choses, il arrive que les sources accouchent de monstres. Mais toutes ne décrochent pas le gros lot. Comment, pour-
quoi, ce roman historique en deux tomes, traduit dans sept pays, connaît-il un tel succès ? Parce qu'il obéit scrupuleuse-
ment aux « lois du genre » ? Mais, d'abord, quelles sont-elles ? « Je n'en sais rien, nous assure Fanny Deschamps. Je n'ai obéi qu'à ma tête et qu'à mon cœur. Si j'ai situé l'action au dix-huitième siècle, c'est parce que je m'y sens chez moi. Je pense, je parle comme mon héros, et je vivrais volontiers ses aventures. Toute jeune, je rêvais d'être comédienne pour jouer du Marivaux. Je crois que le comédien, mort à mort, tout son répertoire. Cela me tient lieu de diplôme. Dans ma famille, aussi loin que je remonte, il n'y a que des travailleurs manuels, du côté bourguignon comme du côté alsacien. Je suis le premier « col blanc » dans cette lignée de « cols bleus ». Ils m'ont légué le goût de l'ouvrage bien fait, un perfectionnisme méticuleux. En ai-je écrit des lettres à Montevideo, à Buenos-Aires, pour vérifier un détail géographique, la couleur d'un uniforme ? — Pensez-vous que le lecteur s'en soucie ? Il demande de l'exactitude, des passions, du dépaysement. Que lui importent quelques anachronismes ? — Moi, je ne me les pardonne-rais pas. C'est le vocabulaire marin qui m'a donné le plus de

peine. Pour la langue créole, au-
jourd'hui, je le parlais à huit
ans, avant d'être envoyé à l'île Ma-
rice avec ma mère, qui y avait été
envoyée par son usine de textiles
pour inspecter le marché. Quand
on a découvert le paradis, on ne
l'oublie pas.

— Votre vision des « colonies »
n'est-elle pas un peu trop para-
disiaque ? Tout le monde semble
satisfait de son sort, à commen-
cer par les esclaves. Pour les
amuser, il suffit de « quelques
coups de fouet claqués au sol »,
déclare l'un de vos personnages.
Et vous prétendez qu'on disait
en Ile de France : « Heureux
comme esclave chez les Nobles-
court ».

— Oui, cette expression avait
 cours. Je ne défends pas l'escla-
vage, je me rends à l'évidence :
on le jugeait alors indispensable
à la mise en valeur des terres
nouvelles. Mon héros, elle
aussi, s'insurge devant les faits.
Sans la main-d'œuvre noire
comment exploiterait-elle sa
plantation des Quatre Epices ?
Et tant pis pour les nobles
discours de Mirabeau ou de Vol-
taire, dont, à Paris, elle par-
teignait l'indignation. Elle igno-
rait la pauvreté, que ces belles
âmes s'enrichissaient à l'occa-
sion du commerce des négriers.
Tout n'était que pain rose au
dix-huitième siècle, mais on y
respirait une allégresse, une
confiance en l'avenir, une foi
dans le progrès qui nous man-
quent cruellement aujourd'hui.
Voyez la science : son discours
ne s'adresse qu'aux initiés, ce
qu'on en comprend nous trahit
de terreur. Hier, elle suscitait
l'enthousiasme. C'est peut-être
est optimisme que mes lecteurs
viennent chercher dans mes li-
vres.

— Pourquoi le roman histori-
que domine-t-il, à présent, la
priorité aux femmes ? Caroline
chère à l'auteur d'« Artagnan ».
Avec la Châlière des dames, de
Jeanne Bourin, et votre Bougain-
villée, les romans s'emparent sur
les cœurs et épiques, et l'amour
sur l'héroïsme.

— Mais les femmes sont héroï-
ques ! Elles n'hésitent pas, au-
trefois, à revêtir l'habit de ma-
telot pour suivre leur amant sur
un navire. Je me demande si
elles n'étaient pas plus libres que
nos contemporaines. Avec les
moyens du bord, elles rivalisent
leur élan aux « machos ». Et les
hommes ne les en appréciaient
que davantage. Ils n'ont pas
changé. A preuve : je reçois
beaucoup plus de lettres de lec-
teurs que de lectrices.

— Peut-on identifier à des
personnages si pénétrés du bon-
heur suprême d'être français ?

— Mais, à l'époque, ils avaient
toutes raisons de l'être. Com-
ment ne pas éprouver de la fierté
en songeant aux grandes heures
de notre histoire ? Chez la plu-
part des Français, un monar-
chiste sommeille. Ma fresque ré-
flecte les sentiments de ce que
fut notre pays à l'âge d'or, et
dont je garde la nostalgie. Je se-
rais morte d'ennui si j'avais re-
trouvé mes héros parmi les la-
moyens romantiques ou, plus
encore, parmi les hommes d'ar-
gent. Et comment distraire au-
touri si on ne s'amuse pas soi-
même ?

— Considérez-vous le roman

historique comme un genre litté-
raire mineur ?

— Je parlais plutôt de ro-
man populaire, c'est-à-dire cha-
leurux, concret, vivant. Il y a
tant à raconter qu'il faut des
centaines de pages. Il arrive que
la critique le traite de haut, mais
s'il est réussi le public le fête.
Pour un auteur, que demander
de plus ?

Du Jardin du roi à Quatre
Epices, la Bougainvillée a con-
quis la gloire en deux tomes.
Après avoir enterré son premier
amant, elle épouse le second, et
déjà ses admirateurs se réjouis-
sent à l'idée des futurs exploits
de ses descendants. Mais Fanny
Deschamps, ayant casé sa fille
spirituelle, a d'autres projets en
tête.

« Avec le dix-huitième siècle,
on n'en a jamais fini, nous di-
rions. Il me tarde d'y retourner ».
Elle n'a qu'à lever le nez de
son manuscrit pour boire l'inspi-
ration à la source, puisque ses
fenêtres donnent sur le Palais
Royal. Voilà qui, comme dans
ses romans, récompense un
amour si fidèle.

GABRIELLE ROLIN.

★ LA BOUGAINVILLE, tome 2.
« Quatre Epices », 322 pages, 70 F.
Albin-Michel.

Les obsédés de Boris Schreiber

● Quête spirituelle
et grimaces.

BORIS SCHREIBER est un
écrivain solitaire, qui ne
suit aucune mode et ne se
pille à aucune norme. Sept ro-
mans, depuis 1957, n'ont pas
réussi à l'imposer au public. On
a quelque peine à saisir ses per-
sonnages : des obsédés et des
naïfs, qui s'entreprennent de
conquérir le monde et, en même
temps, comme par une curieuse
paralyse, démontent leurs pro-
pres illusions : un va-et-vient
entre l'absolu et l'abjection, le
rêve insensé et le dégoût de soi.

Ainsi, dans ses deux meilleurs
ouvrages, la Rencontre des ob-
sédés et l'Évangile selon Van
Horn, voit-on un homme sans
mémoire qui imagine sa vie en
la mandant, et un baroudeur
qui change sans cesse d'horizon
pour retrouver un prétendu
paradis, qu'il sait imaginaire.
L'obsession peut être haultaine,
mais il lui arrive de se montrer
magnifique : les antécédents de
Boris Schreiber se punissent
d'être déjà punis par une société
cruelle. Ces impossibilités, ces
ricanements, on les retrouve dans
l'Organe, qui, sans être le plus
ambitieux de ses romans, peut
passer pour un « mode d'emploi »
de Boris Schreiber : il est plus
simple et plus dans un décor
plus convenu.

Fernand Hilaire est un petit
vieux qui habite pauvrement au
côté de Quatre Epices ou de
l'Île de France : c'est un super-
ficiel, pour ne pas encombrer les
aventures et les ratages de l'ama-
Celle-ci se nourrit de bassesses
quotidiennes, de gâchis patient,
de commérages sans relief et
d'une sourde nécessité de dépas-
sement de soi : comment, pour-
quoi, au bénéfice de qui ? La
rancœur et la résignation se
partagent cet esprit mesquin, qui
connaît encore des sursauts. Fer-
nand Hilaire est-il tout juste
bon pour parler à des voisins
déchirés et pour ruminer les
conseils d'une assistante sociale,

chargée de veiller sur lui ? S'il
est étié, il s'en veut de s'en
rendre compte.

Il rencontre une bande d'anar-
chistes, une fille de passage. Les
lourds préparent un grand
coup. Fernand Hilaire dresse
l'oreille : il y a parmi eux des
pseudo-intellectuels, qui ont de
la lecture. Alors, son passé re-
vient verser à terre : jadis, il
a publié des livres, et se consi-
dère comme un inconnu à qui
personne jamais n'a rendu jus-
tice. Il s'accroche à la fille : si
le mauvais coup réussit, la bande
se donnera le luxe de citer les
écrits qu'il l'auteur inspiré.
L'espoir naît chez le vieillard :
il pourrait bien passer pour l'un
des directeurs de conscience des
anarchistes. Il supplie : il
s'abaisse à toutes les flatteries ;
il pleure : au moins figurer sur
cette liste !

La fille le prend en pitié : soit,
il aura sa responsabilité dans
l'acte terroriste qui se prépare.
Fernand Hilaire ne vit plus que
pour cette renommée usurpée,
fausse, dégradante : il s'entête,
comme tous les personnages de
Boris Schreiber, éblouis par
de fausses raisons et retors de-
vant le réel. La fille a-t-elle
mérité ? S'il figure sur la liste,
c'est par décision ; et s'il n'y fi-
gure pas, c'est qu'on s'est moqué
de lui. Une fusillade de série B
met fin au complot ; Fernand
Hilaire n'aura pas la gloire des
réprimés, même aux yeux d'au-
tres réprimés.

Angoisse et absurde, ambition
et impulsion, message à soi
et aux autres, quête spirituelle
et grimaces : ce petit livre ner-
veux, méliant, grave, tragique, en
ses phrases brèves sèches, volon-
taires inachevées et comme tron-
quées par suffocation, traduit un
univers d'infirmité malade : il faut
voir une souffrance à la fois
insolente et pudique, qui cache
ses profondeurs.

ALAIN BOSQUET.

★ L'ORGANE, de Boris
Schreiber, Jean-Jacques Pauvert/
Aléa, 240 pages, 37 F.

du fil des lectures

romans

LES STATUES DE JACQUES ABEILLE

« Peut-être ignoriez-vous, monsieur,
que dans notre pays, on cultive les
statues ».

Régis chacun par une loi monacale
et particulière, entourés de hauts murs
et de maspoulins géants, les jardins sta-
tuaires constituent un refuge immense
et inquiétant, un grand jardin d'in-
terdit et évidemment dangereux. Le
narrateur, précédé par son guide, se
semble enivré par une curiosité patiente,
une angoisse et une exaltation qui appè-
lent le Diderot des Lettres.

Les statues, qui tiennent à la fois
du minéral et du végétal, sont monas-
tiques. Leur gestation, leur posée,
les mutilations qu'il faut leur im-
poser pour atteindre la perfection du
mouvement immobile, tout cela fascine
le narrateur. Il doit y avoir, derrière
les rues dans le ciel, une statue, une
connaissance à laquelle il désire ac-
céder.

Les jardins-statues de ces territoires
apparaissent à leur tour, des statues
qui tiennent du minéral et du végétal,
qui tiennent du minéral et du végétal,
qui tiennent du minéral et du végétal,
qui tiennent du minéral et du végétal.

Mais les choses ne sont pas si simples
pour les lecteurs comme pour les Domains,
dans la dernière partie. On ne croit
pas à ce roman d'aventures qui se
passe au sein d'un monde mystérieux.
Les personnages, les combats, les menaces
qui font peser les menaces des enfers
sur les Domains de pierre, on s'en mo-
que un peu. Les péripéties conviennent
et les dialogues médiocres achèvent
d'abîmer un univers et son charme.

★ Les Jardins-statues, de Jac-
ques Abeille, Flammarion, 240 p.,
80 F.

CASAMAYOR ET SES DÉRACINÉS

Diminué Chouchak, avant, inventeur
du détecteur de radiocativité, pourrait
par son nom — sa femme, bien sûr,
l'appelle Mita — sortir d'un roman
de Dostoïevski ou se promener dans
une scène de Tchekov. Si l'on sait que
l'inventeur des Nicotinières, des Nines
Guerassimova et même un Zlomi, le
Polonais professeur dans une école de
russe, on s'attend à une lecture assai-
sée que tourmente ; d'autant plus
que ces personnages, nous les rencon-
trons à Alger pendant vingt ans. Et pas
l'impression que ceux qui, du début
du siècle à 1925, connaissent une guerre
et une révolution dans le monde vit
ou meurt encore.

Pourtant, Casamayor se contente d'a-
jouter deux cents pages pour nous pro-
poser ces derniers très particulières, et
c'est une réussite. Le point noir qui
a voulu ne laisse pas l'impression d'une
esquisse ; tout va vite dans ce best-

seller, mais les vies « en l'air » de ces
statues qui ne se perdent pas, nous de-
« papillon » dans les tourments, ont
paradoxalement du poids ; le poids
sans doute des déracinés.

Casamayor, romancier en même temps,
un essai, Fidèle et le Chien. Ces
fois, il s'agit de casser l'idole Justice ;
plus exactement parce qu'elle sera tou-
jours au-dessus de nous, de la déma-
nicher, de la démanter, de la démanter.
Il s'agit de décaler ! Mais non,
l'occurrence. Il conduit les neuf
chapitres qui plaident pour des rap-
ports justiciables dans lesquels
« nous » n'avons pas à « décaler »
« devant » celle-ci. Sans doute, la
polémique peut naître de telle ou telle
assertion, mais sur les questions du
citoyen assés, de la sécurité ou des
organismes parajudiciaires, voici encore
de quoi méditer. Quant au ton, il est,
comme à l'accoutumée, perçant et
plaisant.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

★ Mita, de Casamayor, Julliard,
175 pages, 50 F.

★ L'Idole et le Citoyen, de Cas-
amayor, Gallimard, 121 pages, 42 F.

essai

NOS COUSINS LES CHIMPANZÉS

Sont-ils les singes, les chimpanzés
appartient à la même famille que les
humains ; face à un miroir, il est
capable de reconnaître son image, ainsi
que l'ont établi les expériences de
G.G. Gallup. Mais, jusqu'à présent, il
semblait douteux qu'il fut susceptible
d'apprendre notre langage. Si commu-
nication il y avait, elle se situait au
niveau des émotions et non des sym-
boles abstraits.

Ann J. Premack, dans les Chim-
panzés et le langage des hommes,
après avoir évoqué toutes les tentatives
visant à mesurer l'aptitude du chim-
panzé à comprendre ou à créer des
phrases, raconte le travail qu'elle
même a accompli avec l'un d'eux. Elle
parvient à lui enseigner un langage
simple, reconnaissant ainsi qu'il est
possible au chimpanzé d'utiliser des
mots comme symboles symboliques des
objets.

Impressionné par ces résultats, René
Zazzo, le célèbre psychologue de l'en-
fance, a écrit de préface l'ouvrage
d'Ann J. Premack. « Je me trouve
réconforté, écrit-il, de me trouver sur
la plus haute branche de l'arbre de la
vie, sans rupture avec les autres primates,
au lieu de flotter dans une spiritualité
surabondante entre ciel et terre ».

★ Les Chimpanzés et le langage
des hommes, d'Ann J. Premack,
traduit de l'américain par M.-A.
Labbat, Editions Denoël-Gonthier,
120 pages, 70 francs.

GEORGES MAUCO VÉCU

1899-1982

PREFACE DE FRANÇOISE DOLTO

- UNE NOUVELLE EDUCATION
POUR UNE MEILLEURE SOCIÉTÉ
- L'HISTOIRE DE LA PSYCHANALYSE EN FRANCE
RIVALITÉS ET OPPOSITIONS
- L'ACTION DU HAUT COMITÉ DE LA POPULATION ET DE
LA FAMILLE, PAR SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

1 vol. 15 X 21 de 256 pages (dont 32 de photos), 65 F

DISTRIBUTION : L'ANORE, 1, rue Palatine, 75006 PARIS

حكايا من الراحل

histoire

Par la grâce d'une aïeule libertine Ce que révèlent les lettres de cachet

(Suite de la page 13.)

Tout dépravé qu'il soit, em-
hastillé une fois et deux fois
« interdits » par sa famille, il
protège les artistes et spé-
cialement ce Jean-Marie Le-
clair, violoniste d'élite qui
dirige son opéra privé. Sans
doute ruine-t-il les siens qui se
défendent et en ont les moyens,
mais il contribue à la gloire du
siècle.

Quant à Madeleine, qui a vécu
avec lui des amours félines de
traverses, car elle ne supporte
pas les infidélités de son amant,
elle accomplit au moment où elle
le quitte un rétablissement éton-
nant. De courtisane elle devient
femme de lettres par la grâce
de ce Palissot, ennemi des Ency-
clopédistes, entre les bras duquel
elle échoue et qui sera la troi-
sième grande figure mâle du
volume. C'est grâce à lui que
Madeleine lance la *Gazette des*

auquel il fallait remédier. Le
remède assurera son avenir et
même celui de sa fille.

A travers ses aïeules en rup-
ture de ban que les archives de
la police et de la Bastille lui ont
fait connaître, que les actes de
baptême pour naissances illégit-
times, la petite histoire de Paris
et de ses mœurs lui ont permis
de suivre, Jean Delay nous
introduit dans l'intimité vraie
du dix-huitième siècle. Les deux
seurs Fauconnier fréquentent les
beaux quartiers qui se construi-
sent. Les hôtels du faubourg
Saint-Honoré accueillent leurs
parcs jusqu'aux Champs-Élysées,
que peuplent les guinguettes. Les
dacs installent leurs « folles » et
régiment leurs maîtresses à la
barrière blanche de Clichy et
leurs théâtres privés à Puteaux.
Les hommes de lettres à la
Palissot cherchent refuge à
Argenteuil.

Les nobles comme Gramont
abandonnent leur vocation mili-
taire, les devoirs de leur charge.
Ils seront autant en rupture avec
leur milieu que les demoiselles
Fauconnier avec le leur. Sans
doute est-ce pour cela qu'ils se
reconstruisent dans cette société
si mouvementée qu'elle sombre
dans un séisme. Madeleine Fau-
connier mourra en 1784, sans
pressentir les orages à venir.
Dans ce livre qui lui est dédié
et qu'elle illustre parfaitement,
nous sommes encore au temps
de la douceur de vivre.

JACQUELINE PIATIER.

* AVANT-MÉMOIRE, de Jean
Delay, Tome III : la Fauconnier.
Gallimard, 376 pages, 55 francs.

Une anthropologie de la vie familiale au dix-huitième siècle.

A lettre de cachet, technique
aussi originale qu'arbitraire
d'internement administra-
tif, fut l'un des grands scandales
de la fin de l'Ancien Régime.
Cette procédure, qui permettait
au roi d'enfermer sans jugement
légal des cours, finit par appa-
raître comme l'un des grands
symboles de l'absolutisme, une
insulte majeure au principe de
la liberté naturelle mise en avant
par les philosophes.

Ariette Farge et Michel Fou-
cault ont retrouvé dans les « ar-
chives de la Bastille » conservées
à la Bibliothèque de l'Arsenal
ces fameuses lettres de cachet, et
en publient un choix. Certaines
concernent effectivement des af-
faires politiques et le maintien
de l'ordre public. Mais, entre
1720 et 1790, la plupart contiennent
des demandes d'internement
émanant des familles, pour
des raisons absolument privées.
On réclame l'enfermement en
« hôpital » d'un fils, d'une fille,
d'un conjoint. Des classes popu-
laires parisiennes montent vers le
roi une demande de mise en
ordre de la vie familiale. Bien
des artisans et des petits com-
merçants semblent penser que la
procédure discrète, et relative-
ment expéditive, de la lettre de
cachet est mieux adaptée, pour
régler ces conflits, que la lourde
machine judiciaire.

Les textes choisis ouvrent des
perspectives tout à fait nou-
velles sur la vie familiale à la fin
de l'Ancien Régime, qu'Ariette
Farge et Michel Foucault présen-
tent en introduction et en conclu-
sion du volume. A travers l'ana-
lyse des conflits, ils réalisent
ainsi une véritable anthropologie
de la société parisienne au dix-
huitième siècle. La normalité est
ici définie négativement par les
heurts et les échecs. La ruine,
le débauche, l'ivresse, la prosti-
tution, situations et comporte-
ments de crise, donnent néan-
moins une image de l'idéal
familial, définissent les attentes
masculines et féminines, filiales
et parentales. Le tableau qui en
résulte est étonnamment
moderne.

L'égalité entre hommes et fem-
mes est manifeste. Les épous-
sont aussi nombreuses que les
maris à demander l'enfermement
de leur conjoint. Et à l'obtenir.
Contrepartie : on attend de la
femme qu'elle travaille et par-
ticipe à toutes les responsabilités.
Les conflits entre parents et
enfants ne révèlent pas un auto-
ritarisme excessif dans les rela-

tions entre générations. Il s'agit
rarement de forcer les jeunes
adultes à tel mariage, à tel choix
de vie.

Les enfants que l'on veut faire
enfermer sont généralement
orphelins de père ou de mère,
et sont accusés d'une mauvaise
conduite que l'on qualifie alors
aujourd'hui de délinquance juvé-
nile. Ainsi ce Louis Henry :
« Agé de vingt et un ans, qui
rude les nuits, déconche souvent
ou ne rentre qu'à 11 heures ou
minuit ; plein de vin, renie Dieu,
et menace de tuer sa sœur... ;
on ne sait où il prend l'argent
pour subvenir à ses débauches ;
il a été convaincu de plusieurs
voies de ses maisons d'apprentis-
sage ; il emporte de chez son
père, et lorsque le père lui en
fait reproche, il répond qu'ils
verront qui sera le plus fort, son
père ou lui ou son père ».

Cette délinquance juvénile est
tardive : les enfants en question
ont en général entre vingt et
vingt-cinq ans ; cette situation
réflecte l'âge élevé auquel on
arrive au mariage en Europe
occidentale à cette époque. On
reste souvent célibataire jusqu'à
trente ans si l'on est un homme,
vingt-sept si l'on est une femme.
Mais dans l'ensemble, et à quel-
ques détails près, la vie fami-
liale d'Ancien Régime n'apparaît
pas au Français d'aujourd'hui
comme exotique et incom-
préhensible.

EMMANUEL TODD.

* LE DÉSORDRE DES FAMIL-
LES. LETTRES DE CACHET DES
ARCHIVES DE LA BASTILLE, pré-
senté par Ariette Farge et Michel
Foucault. « Archives », Gallimard-
Julliard, 362 pages, 75 F.

AUTEURS INCONNUS, ISOLÉS

UN CONSEILLER LITTÉRAIRE
vous propose une formule
d'ASSISTANCE TOTALE
pour la promotion de votre œuvre

A votre choix :
Compte rendu critique, réécriture
Publication dans
COLLECTIONS ÉDITEURS PARISIENS

Consultez : EDIVOX
5, bd Flodrin, 75016 PARIS

COLLECTION FLOREAL

LUC WILLETTE
Le coup d'État du 2 décembre 1851
« Vivant, nerveux, coloré, ce livre passionnant parce que
passionné se lit comme un roman, d'un trait »
TÉMOIGNAGE CÉRÉTEN
50 F

SERGE BIANCHI
La révolution culturelle de l'an II
Elites et peuple, 1789-1799
Du calendrier révolutionnaire au mariage des prêtres,
la tentative d'un pouvoir révolutionnaire
pour changer la vie et les mentalités.
68 F

AUBIER

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

Patrick
MODIANO
De si braves
garçons

« Il nous offre son chef-d'œuvre, un texte aigu,
mélancolique, insolite »
Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

« Son talent porte l'empreinte poignante du
temps qui passe. Chacun de ses livres est dans
nos têtes comme une enivrante mélancolie »
Daniel Rondeau / Libération

GALLIMARD nrf

CELINE

AUX ÉDITIONS DU CLUB DE L'HONNÊTE HOMME

Les Œuvres de Céline en 9 volumes.

Une étude critique originale :
les notices de Frédéric VITOUX
Par l'acuité de son analyse,
Frédéric Vitoux, a su, en pré-
sentant chaque texte, faire
ressortir la personnalité
complexe de l'écrivain. La
qualité de ces notices consti-
tue une étude critique origi-
nale qui contribue avec pré-
cision et clarté à une meilleure
approche de Céline.

Des accords d'âme et de style :
les illustrations de Raymond
MORETTI
Pour transcrire la force de la phrase,
pour traduire le choc des mots, il
fallait qu'il y ait une rencontre
exceptionnelle. Celle de Raymond
Moretti et de Céline met en évidence
les accords d'âme et de style
entre deux artisans du meilleur.

« Cette collection marque certainement une date dans la bibliographie
celinienne. » (Magazine Littéraire, mars 1982).

« Une réussite artisanale exemplaire. » (Le Point, 22.2.1982).

Aux Éditions du Club de l'Honnête Homme, 32, rue Rousselle, 75007 Paris - Tél. 783.61.85 +

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation sur :

☐ L'Œuvre de Céline. ☐ Les Œuvres complètes de Balzac. ☐ Flaubert. ☐ Proust. ☐ Colette. ☐ Pagnol. ☐ Labiche

☐ Le Théâtre complet de Sacha Guitry. ☐ Les Romans historiques d'Alexandre Dumas (XVIIIe et XIXe).

Nom _____ Prénom _____ Profession _____

Adresse _____ Code postal _____

Aux Éditions du Club de l'Honnête Homme, Luce Fieschi éditeur, 32, rue Rousselle, 75007 Paris, Tél. 783.61.85.

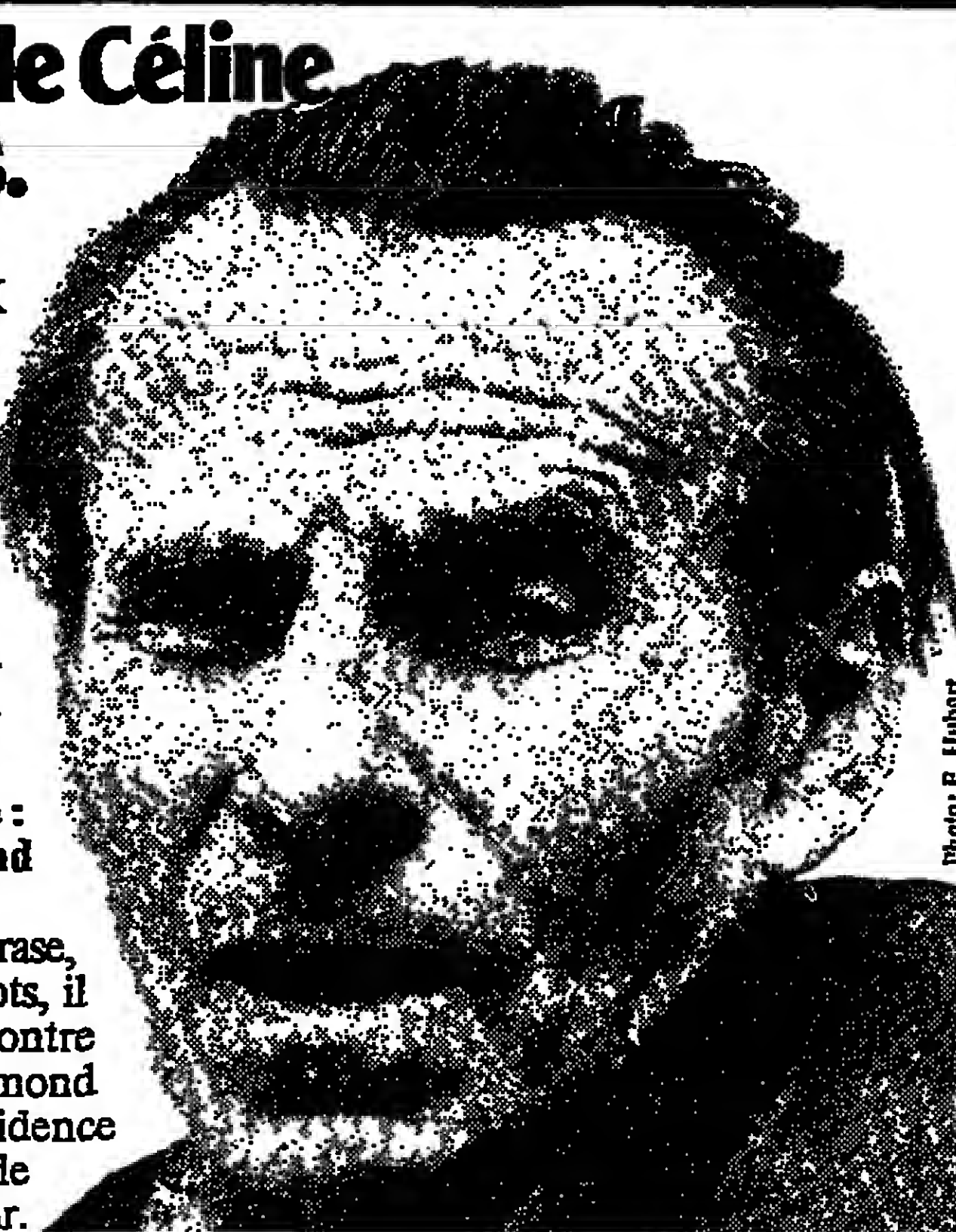


Photo: E. Hubert

Le destin de la Pompadour

EDMOND (1822-1896) et Jules
(1838-1870) de Goncourt
ont été avant tout des
historiens. Ils ont écrit cette
histoire, ils en ont écrit la
forme, ils en ont écrit la
durée. Ils ont écrit la
durée de la Pompadour, et
surtout de l'histoire de l'art.

Leur *Madame de Pompadour*,
publié en 1881, fait bien regret-
ter qu'ils n'aient pas persévéré
dans cette voie. C'est évidem-
ment écrit dans la perfection
classique : un récit impeccable-
ment construit et mené, une
phrase élégante et vive, avec
quelques tournures un peu pré-
cieuses ou archaïques (ou qui
nous semblent telles), tout à fait
à leur place ici, de belles
périodes.

Clarté et beauté de la langue
habillent une solide recherche,
dont les résultats sont repris en
fin de chapitres, dans de
longues notes.

Que pensent en fin de compte
(et de com) les Goncourt de
la fortune de Louis XV ? Les
dix-sept premiers chapitres du
livre lui rendent une belle jus-
tice : elle est sur le roi et sur
les affaires de la France une
influence heureuse, et le bilan

de son règne de bouddha a été
(dirions-nous : horriblement au-
jourd'hui) « globalement positif ».

Elle fut, dans son rôle ou dans
son destin, courageuse, intelli-
gente, insaisissable, égoïste et
ferme jusqu'à la dureté. Elle
aimait sincèrement le roi, et la
France. Justice plus grande
encore rendue à son frère,
le marquis de Vandières (d'avant-
hier, disaient les envieux),
« directeur-ordonnateur général
des bâtiments, jardins, arts et
manufactures », qui fut un des
hommes les plus remarquables
de son siècle.

Et cependant, les pages finales
des Goncourt renversent tout cet
édifice : Mme de Pompadour fut
« un rare exemple de laideur
morale... Il y a en elle du sang
de traître, qui semble s'étendre
à ses exigences et les marquer
d'une bassesse originelle ».

De l'histoire, de la sérieuse,
et qui se lit de bout en bout
comme un roman : formule usée.
Elle est vraie ici.

JACQUES CELLARD.

* MADAME DE POMPADOUR
(1881), d'Edmond et Jules de
Goncourt, Éditions Ollivier
Orban, 322 pages, 75 F.

VIENT DE PARAÎTRE 5, rue Jacques Bingen
FRANÇOIS LEFÈVRE - Paris 17^e

LES IMPÔTS EN FRANCE 82/83
traité pratique illustré par l'exemple, 564 pages
105 F - Franco 119 F

JEANNE CHAMPION

l'amour capital

L'amour ne connaîtrait-il sa véritable profondeur
qu'à l'instant de la séparation ?
Une tragédie d'aujourd'hui digne par son style
des plus grands classiques.

CALMANN-LÉVY



GEORGES MAU-
VEAU



EDITIONS RUPTURE

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

NOVEMBRE
GEORGES DUBY

Le style et la morale de l'histoire

par J.-Jacques Brochier, Robert Fossier, Maurice Goddard, Jacques Le Goff, Serge Joly, Pierre Nora, Michel Pierre

Document : Les supercheries littéraires par François Caradec L'écrit des livres par Tony Cortone, Gérard-Humbert Gaury, Dominique Grisoni, Jacques Laurent, Jean-Paul Manganaro, Patrick Renaudot.

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 54 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Cette science humaine, la science
- ☐ Théories du terrorisme, de Robert à Bauder
- ☐ Maupassant, J.-L. Borges
- ☐ Jacques Prévert
- ☐ Le Best Genet : Burroughs, Ginsberg, Kerouac
- ☐ James Joyce (+ dernier supplément : Suisse romande)
- ☐ Littérature italienne (1980-1981)
- ☐ Mishima
- ☐ La littérature espagnole en liberté
- ☐ Les auteurs de la science, Valéry Larbaud
- ☐ Jean Genet par lui-même
- ☐ Figures de la folie
- ☐ Les romanciers anglais, Gabriel García Márquez, Julien Green
- ☐ Femmes, une autre écriture ? Le réveil de l'islam
- ☐ Boris Vian
- ☐ L'intellectuel et le pouvoir, Muriel
- ☐ Les écrivains de Montmartre

Nom

Adresse

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 PARIS (France)

lettres étrangères

Joseph Roth et la nostalgie de l'empire

À la fin de l'empire des Habsbourg est à la littérature autrichienne ce qu'est la défaite pour les écrivains sudistes des États-Unis : un leitmotiv obsessionnel et un thème romanesque aux implications insaisissables qui a inspiré des écrivains aussi différents que Musil, Heimito von Doderer et Joseph Roth.

Rédigé aujourd'hui en France, le chef-d'œuvre de ce dernier emprunte son titre à la fameuse marche de Johann Strauss, symbole du lien mystique unissant, en dépit de toutes les contradictions, les différentes pièces du puzzle austro-hongrois. À travers la saga de l'ascension et de la décadence d'une famille, les Trotts, récemment anoblis, après que l'oncle, descendant lui-même de simples paysans slovaques, eut sauvé la vie du jeune François-Joseph sur le champ de bataille de Solferino, ce roman trace le tableau plein de tendresse nostalgique, mais implacable dans sa lucidité, de l'empire « K und K » à l'heure du crépuscule.

Cachée sous l'apparente désinvolture, c'est également une confession désespérée : celle du juif galicien Joseph Roth, qui, à l'inverse de Franz Kafka, écorché par la présence d'un père trop encombrant, passera sa vie à essayer de combler l'absence du sien.

Lorsqu'il naît en 1894, à Brody, un « schtetet », aujourd'hui russe, dont la population juive est si nombreuse que François-Joseph y aurait déclaré, au cours d'une visite, comprendre enfin la signification de son titre de roi de Jérusalem, le père de Joseph Roth a disparu depuis plusieurs mois, enfoncé à la suite d'une crise de démence. De même qu'il n'hésitera pas, plus tard, à modifier en Savary, voire en

Schwabendorf, « colonie allemande » (sic), le nom de sa ville natale, Roth s'inventera jusqu'à treize états civils différents, se prétendant avec le même désinvolture fils naturel d'un comte polonais ou d'un haut fonctionnaire autrichien.

Pour les juifs galiciens, minorité menacée de toutes parts par d'autres minorités, l'empire austro-hongrois, avec son subtil système visant à maintenir à tout prix l'équilibre entre des nationalités prêtes à s'entre-dévorer, fait figure de rempart, et l'empereur, de père lointain mais protecteur. Lorsque s'écroulera, en 1918, « cette unique patrie possible », pour les apatrides (1), Joseph se retrouvera orphelin pour la deuxième fois.

Un complot pour restaurer les Habsbourg

Si le déracinement constitue le leitmotiv de son œuvre, sa réaction face à ce drame se traduira dans la vie par une attitude contradictoire. C'est d'abord un révolté, un journaliste engagé qui signe volontiers ses articles, en jouant sur son nom, « Joseph le Rouge » (c'est ce qu'il s'appelle en allemand). À mesure que monte le péril nazi, sa vision de l'univers tendra à se réduire à une opposition manichéenne entre l'Allemagne, assimilée à la France protestante, symbole de tous les maux, et l'Autriche catholique, identifiée à l'avenement d'un monde où les nationalismes seraient abolis. Devenu le partisan remuant de la restaura-

(1) C'est ainsi que Roth qualifie l'Autriche de son pays d'origine en 1935 et initialement le Suisse de l'empereur.

tion des Habsbourg, il n'hésitera pas à s'associer à un complot visant à expédier à Vienne l'archiduc Otto dans un carrouel pour l'y faire proclamer empereur.

Les hypothèses les plus diverses : l'alcool, la maladie de sa femme, enfermée comme schizophrène à partir de 1929, en attendant d'être liquidée, en 1940, par les nazis ont été invoquées afin d'expliquer l'étrange conversion de Joseph Roth. Comparant sa passion pour l'empire austro-hongrois à la quête désespérée du « châteauneuf » qui caractérise l'arpenteur dans le roman de Kafka, le critique austro-allemand Marcel Reich-Ranicki y voit, quant à lui, deux versions différentes de la même nostalgie, à savoir celle du juif pour une patrie.

SON GRAND ROMAN JUIF RÉÉDITÉ

Traduit en français sous le titre le Poids de la grâce, Roth a réédité également (chez Calmann-Lévy), inspiré par un drame personnel, plus précisément la démission de sa femme, ce grand roman juif de Joseph Roth fut dès sa parution, en 1930, un best-seller. Il s'agit de la transposition à notre époque du mythe biblique de Job. (Traduit par P. Huter-Bury, laurdateur du Prix Huguette-Kamitzky 1982. Calmann-Lévy, 272 p., 62 F.)

La Marche de Radetzky, transposition sur le plan littéraire de l'« aberration » politique de Joseph Roth, démontre que celle-ci, loin de nuire à son talent, l'a porté au contraire à un épanouissement jamais atteint jusqu'alors. C'est l'évocation éblouissante, au fil des pages, de tout un monde disparu corps et biens : chefs-lieux provinciaux qui ne s'éveillent que le dimanche aux accents martinaux de la Marche de Radetzky, univers étrange des confins orientaux de la double monarchie, avec ses marchands juifs, ses trafiquants, ses espions et le coassement ininterrompu des grenouilles sur les marais. C'est une galerie de portraits inoubliables qui défie : l'ambassadeur de l'empire, François von Trotts, fils du « héros de Solferino », arborant ses jupes favoris comme une pièce d'uniforme destinée à témoigner de son allégeance indéfectible à la couronne.

Dans la lignée d'un Stendhal ou d'un Flaubert

Le richissime comte polonais Chojnicki, vif et mélancolique, s'efforçant d'oublier dans les recherches alchimiques et les bavardages l'approche inévitable de la fin des Habsbourg, l'empereur François-Joseph lui-même, pétrifié dans « sa sérénité glacée, éternelle et effrayante, comme une couronne de cristal ».

Mais la Marche de Radetzky est tout autre chose qu'une version autrichienne d'« Auvent » en emporte le vent. Par la nervosité incisive de l'écriture, ce conte, écrit par un juif galicien à la gloire de l'Autriche-Hongrie, s'apparente aux romans français



Destin de Barthelemy GLEVE.

d'un Stendhal ou d'un Flaubert. À travers l'histoire des Trotts, Joseph Roth ne s'est pas contenté de régler son problème personnel en se donnant une généalogie et un père en la personne de François-Joseph. La réussite de son roman tient en premier lieu au fait que le drame de la fin des Habsbourg y accède aux dimensions d'un mythe métaphysique : celui de la condition humaine dans un monde où Dieu est absent.

En dépit de la protection de l'empereur, intervenant mystérieusement chaque fois qu'une crise menace la « postérité du héros de Solferino », une malédiction comparable à la perte de l'Eden pèse sur les Trotts. En accédant à la noblesse, ils ont perdu l'innocence de leurs ancêtres paysans, enchaînés dans la terre slovaque. Le préfet, deuxième de la lignée, réussira à force de volonté à maintenir le patrimoine familial. Son fils, le sous-lieutenant Charles-Joseph, est un rêveur, un romantique, un écorché vif, qui ressemble à Joseph Roth comme un frère. Poursuivi par la hantise de la mort qui emporte tour à tour ses amis, il fuira jusqu'à la frontière orientale de l'empire avant de disparaître, sur le front russe, d'une mort d'arsénière.

Un an après la parution de la Marche de Radetzky, Joseph Roth fut, lui aussi, devant la marée nazi pour s'installer à Paris dans un hôtel de la rue de Tournon, aujourd'hui disparu. C'est un homme brisé, qui n'a plus comme patrie que l'écriture, et dont le seul recours est l'alcool. « Dès que je pose ma plume, écrit-il, je suis perdu. L'alcool n'est pas la cause, mais une conséquence. »

Après sa mort, en 1938, d'une crise de dépression, dans une salle commune de l'hôpital Necker, son corps sera inhumé à Thiais, dans la banlieue parisienne. Pour des raisons d'économie, on avait dû renoncer au cimetière de Montmartre, d'abord envisagé. Joseph Roth y eût re-

posé auprès d'un autre exilé, malade de l'Allemagne : Heinrich Heine.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

* LA MARCHÉ DE RADETZKY, de Joseph Roth. Traduit de l'allemand par Blanche Gidon, révisé par Alain Huriot. Le Seuil, 252 p., 58 F.

Bibliographie

EN FRANÇAIS

- La lutte sans fin, 1929 (Gallimard).
- La Marche de Radetzky, 1934 (Gallimard). Réédité au Seuil en 1982.
- Le Roman des Cent Jours, 1938 (Grasset).
- La Crypte des capucins, 1940 (Flon).
- Les Fausses Mesures, 1946 (Le Bateau ivre).
- Notre assassin, 1948 (Laffont).
- Le Poids de la grâce, 1965 (Calmann-Lévy). Réédité en 1982.
- Hôtel Savoy, 1969 (Gallimard).
- La Toile d'araignée, 1970 (Gallimard).
- Le Prophète muet, 1972 (Gallimard).
- Le Conte de la 1002^e nuit, 1973 (Gallimard).

A PARAÎTRE PROCHAINEMENT

INÉDITS

- Tarabas (Le Seuil).
- Juifs en errance (Le Seuil).
- Christ et Antichrist (Le Seuil).

RÉÉDITION

- La Crypte des capucins (Le Seuil).
- L'œuvre de Joseph Roth compte, en allemand, treize romans, huit récits, trois volumes d'essais et de reportages et un millier d'articles de journaux.

Le pamphlet de Walter Mehring

PERSONNAGE haut en couleur du Berlin des années 20, Walter Mehring fit partie des opposants de la première heure à Hitler. Sa chronique des Muller est, on l'a deviné, un pamphlet. À travers les faits et gestes d'une famille imaginaire, satirise aux moments les plus décisifs, réforme, guerre de trente ans, époque biomarckienne... de l'histoire germanique, l'auteur se propose de montrer que les Allemands, contrairement à la théorie nazie, ne sont pas la race des seigneurs, mais des êtres moyens, nés pour être soumis, « qui se sont reproduits pour servir de coqes à toutes les passions et humeurs, à toutes les sollicitudes et à toutes les folies des seigneurs de chaque époque ».

Le livre commence, en l'an 90 après J.-C., avec les mésaventures du fondateur présumé de la gens Muller : un certain Millesius, légionnaire german au service des Romains. Il se termine sur les infortunes du Dr Armin Muller, défenseur enthousiaste des idées du III^e Reich. Ayant, pour son malheur, épousé une femme « non aryenne », ce dernier devra s'exiler et de finir par se donner la mort, dans une chambre d'hôtel à Paris. Lors de la rédaction de son livre, en 1978, Walter Mehring y ajouta un appendice : Günther Silbermann, le rejeton « semi aryen », d'Armin et de sa femme, privé du droit de porter le nom des Muller, a

miraculeusement survécu à Hitler. Devenu communiste, il vit maintenant en R.D.A., où il enseigne l'histoire « dans l'esprit de la conception marxiste ». Conclusion de l'auteur : « Les Arabes génétiques peuvent mourir, les nations périr, les différences de classes disparaître... l'esprit brutal demeure ».

Près de quarante ans après la fin du III^e Reich, le pamphlet de Mehring a perdu, il faut bien le dire, une grande partie du pouvoir explosif qu'il dut avoir à l'origine. La petite histoire de sa parution garde, en revanche, toute sa saveur. En 1934, un haut fonctionnaire viennois ayant découvert par hasard le manuscrit de Mehring, alors exilé en Autriche, décida de le publier. Trois mois plus tard, l'ambassadeur du Reich, von Papen, exige que le livre soit saisi.

L'auteur est alors convoqué à la Chancellerie par le chef de la presse autrichienne. « Notre gouvernement se voit malheureusement contraint de faire connaître votre petit ouvrage que, soit dit en passant, j'ai lu avec grand plaisir. C'est une œuvre véritablement intéressante et sur une certaine attitude à l'égard de la dictature nazie que toutes les aventures supposées de la famille Muller.

J.-L. R.

* LES MULLER, une dynastie allemande, de Walter Mehring. Traduit de l'allemand par Blanche Gidon. Laffont, coll. « Pavillons », 255 p., 65 F.

Publicité

Difficile de ne pas trouver à la Fnac le livre que vous cherchez.

BIEN SÛR, il y a des livres en réédition ou épuisés. Mais rares sont les librairies en mesure de proposer en permanence plus de 120 000 titres. Et tous les genres sont couverts. Et toutes les disciplines sont abordées. De la poésie à l'économie

politique. De la cuisine au « polar ». De la psychanalyse à la BD. (Avec toujours la possibilité de rapporter le livre après l'avoir lu. Pour se le faire - et à 75 % du prix payé - racheter par la Fnac...)

Les librairies Fnac... A Paris : Fnac-Forum, Fnac-Montparnasse, Fnac-Etoile. En province : à Annecy, Clermont-Ferrand, Grenoble, Marseille, Metz, Mulhouse, Nice, Strasbourg, Toulouse.

une nouvelle éducation pour une meilleure société

"entendre ainsi l'éducation devient une entreprise excitante, car elle touche à l'essentiel : à l'apprentissage de la liberté." (psychanalyste)

"c'est à une véritable révolution de la fonction éducative que nous invite l'auteur, avec l'expérience d'un éducateur et d'un psychanalyste." (éducation 2000)

"à tous les éducateurs, à tous les parents et même aux psychologues on voudrait conseiller ce livre." (LE MONDE)

ARMAND COLIN

Difficile de ne pas trouver à la Fnac le livre que vous cherchez.

BIEN SÛR, il y a des livres en réédition ou épuisés. Mais rares sont les librairies en mesure de proposer en permanence plus de 120 000 titres. Et tous les genres sont couverts. Et toutes les disciplines sont abordées. De la poésie à l'économie politique. De la cuisine au « polar ». De la psychanalyse à la BD. (Avec toujours la possibilité de rapporter le livre après l'avoir lu. Pour se le faire - et à 75 % du prix payé - racheter par la Fnac...)

Les librairies Fnac... A Paris : Fnac-Forum, Fnac-Montparnasse, Fnac-Etoile. En province : à Annecy, Clermont-Ferrand, Grenoble, Marseille, Metz, Mulhouse, Nice, Strasbourg, Toulouse.



DES EXILÉS

Nostalgie de l'empire



MALADES DE L'ALLEMAGNE

Klaus Mann et les sans-patrie

● Un roman de 1939 inédit en français sur l'émigration antinazie.

EST une sensation étrange que de faire la découverte, après que quarante-cinq ans se sont passés, d'un roman de combat, écrit à chaud, afin d'amener son lecteur à une prise de conscience, peut-être même à une résistance face à l'apocalypse. Le livre de Klaus Mann *Le Volcan*, que l'éditeur Olivier Orban a eu la bonne idée de nous donner enfin en version française, est un exemple excellent de ces œuvres qui nous arrivent trop tard. Mais dont on ne doit pas se dispenser.

Aujourd'hui, le livre a vieilli, c'était inévitable. L'auteur, lui, est mort depuis plus de trente ans, s'étant suicidé à l'âge de quarante-deux ans. Oublié. Écrasé par son père et par son oncle Heinrich parce que le nom de Mann était impossible à porter pour quelqu'un qui se voulait écrivain. Réduits au rôle futile d'un mannequin élégant, d'un esthète qui aimait les voyages et les palaces, qui admirait André Gide et fut l'ami de Jean Cocteau et de René Crevel. Ignoré en France comme auteur jusqu'à ce que Denoël publie *Méphisto* en 1975 et surtout qu'Ariane Mnouchkine en tire un spectacle quatre ans plus tard.

Quelques semaines après la mort de Klaus, le fils aîné, Thomas Mann écrivait à Hermann Heese : « Mes rapports avec lui étaient difficiles et point exempts d'un sentiment de culpabilité. Il n'est pas mon oncle, mais on le traite dans le *Volcan*. Très précoce, il avait été critique dramatique pour un journal de Berlin à dix-huit ans, avait publié son premier recueil de nouvelles à dix-neuf (Au-devant de la vie, 1925), fait représenter sa première pièce la même année avec sa sœur Erika. Fiancée Weidkind, la fille de l'écrivain, et Gustaf Grunigens — qu'il dénonçait plus tard dans *Méphisto*. Dès l'arrivée au pouvoir de Hitler, il est déchu de la nationalité allemande et se transforme en commis-voyageur infatigable de l'opposition au nazisme, anime des revues, tandis que sa sœur crée à Zurich un cabaret satirique. Sans répit, il s'interroge sur le sort qui attend les centaines de milliers d'Allemands antinazis qui ont quitté comme lui leur patrie et qui se retrouvent maintenant aux quatre coins du monde libre, mais au bord du gouffre.

Nombreux sont les écrivains et les poètes exilés qui ont écrit sur leur propre expérience, tels Tchekov, Ernst Toller, Ernst Erich Noth, Bertolt Brecht, Ste-

fan Zweig, et tant d'autres. Mais plus rares sont ceux qui, dans ces jours dramatiques, se sont tournés vers les autres, et je ne sais pas s'il existe un autre roman de cette envergure à propos de l'émigration allemande (1). La plupart, comme Zweig par exemple, se tournent vers le « monde d'ici », vers le temps d'une jeunesse embellie. Klaus Mann, lui, s'intéresse à l'avenir et se risque, sans s'y complaire, à jouer les Cassandre avec une intuition géniale, gênante même. On reste estomaqué devant la clairvoyance de cet homme de trente ans. Même si la maladresse et le foisonnement nous cachent souvent la virtuosité de l'écrivain qui promène le lecteur comme un simple émigré, à Paris, Vienne, Zurich, Amsterdam, Prague, Shanghai, New-York dans la province américaine ou sur le front de la guerre d'Espagne.

Avril 1939-janvier 1939. Entre ces deux dates qui encadrent le roman, nous suivons ces hôtes indésirables, pourchassés par toutes les polices, ceux dont Brecht dit qu'ils sont des « expulsés », des « prosaïtes » qui, dans le pays où ils sont reçus, ne trouvent « pas un foyer mais l'exil » (poème sur le sens du mot émigrant).

« Mon but est de parler de ceux qui ont perdu la patrie et repos, d'être le chroniqueur de leurs aventures, de leurs défaits, de leurs catastrophes et de leur confiance dans l'avenir », explique Klaus Mann dans le *Volcan*. Il désigne donc l'exil, cette vie qui s'écoule en apparence comme dans son propre pays (« Il est véritablement impossible d'être émigré vingt-quatre heures sur vingt-quatre », écrit-il), mais aussi l'insolation, le soleil, la peur, les sourires qui se figent dès qu'on avoue qu'on n'est ni en voyage d'agrément ni en convalescence, quand tout se passe comme si c'était aux émigrés qu'on en veut de ne pas savoir s'accommoder avec la nouvelle Allemagne « où tout n'est pas entièrement satisfaisant, certes... ». Un des personnages du *Volcan* éprouve ce regret : « Ce n'est que progressivement qu'elle réalisait qu'il était indécrottable de faire étalage de son désaccord avec son propre pays... ». Un autre reste muet quand on lui oppose qu'« après Hitler, ce sera le chaos ».

Un prolétariat nanti de titres universitaires

Les discussions de bistrot, interminables, peuvent paraître longues à la lecture, mais sont la raison d'être, l'activité substitutive des émigrés. « Quelle Allemagne voulons-nous ? » se demandent-ils sans fin ; et ils se querellent, protestent et mûrissent, pour savoir « quel degré de liberté il conviendrait de laisser à l'opposition le jour où ils seront au pouvoir ». Et quand tant d'années ont passé — cinq, puis six à la fin du livre, — on n'ose plus penser au « retour », même si l'espoir demeure. Certains, pour ne plus être traités de « juifs, intellectuels, étrangers

ou peuple », apprennent à se servir de leurs mains, se font menuisiers, potiers, ébénistes, mais découvrent que personne ne veut employer ce « prolétariat nanti de titres universitaires ».

Tout s'effondre : la guerre d'Espagne donne, un court moment, un espoir et la « mère Courage » Schweibbe ferme son restaurant de Montparnasse pour nourrir ceux qui combattent ; l'un meurt, drogué, l'autre à la guerre ; le banquier Bernheim est lynché devant le consulat de France à Vienne le jour de l'Anschlûss. L'éruption se propage, la prochaine fois ce sera Prague, et il n'y a pas de remède au volcan. « La France et l'Angleterre défendent aussi peu la Tchécoslovaquie qu'elles ont défendu l'Autriche ».

Au milieu de ce roman foisonnant, de ces dizaines de personnages qui se frôlent, que l'auteur a parfois du mal à faire exister, on se dit que Klaus Mann, décidément, travaillait trop vite. Mais en 1939, le temps était compté, et l'éditeur d'Amsterdam qui acceptait un tel livre n'avait pas une minute à perdre (il sera déporté en 1945). L'auteur utilisait parfois des chévilles littéraires un peu grossières, comme cet ange qui nous promène

(1) Parmi les documents publiés récemment sur ce sujet, signalons le recueil intitulé *Exilés en France. Souvenirs d'émigrés allemands 1933-1945* chez François Maspero, 1982 et notamment la passionnante interview de Lotte H. Eisner.

au-dessus de l'émigration tout entière, il ne cache pas ses maîtres et rend hommage à Heine comme à Goethe et à Jean-Paul, mais il n'ose parler clairement de l'homosexualité qui baigne tout le livre et omet — volontairement — dans cette chronique de l'émigration cette année 1935, marquée pour lui trop douloureusement par le suicide de son ami René Crevel, alors qu'allait s'ouvrir le Congrès des écrivains antifascistes.

Le suicide hante le livre. « Les vieux sont des cochons ou des fous », écrivait le jeune Klaus (...). Tout ce qui a plus de trente ans devrait être pendu. Il fera la guerre, dans l'armée allemande, et attendra ses quarante-deux ans pour disparaître. Perçoit-il déjà de nouvelles éruptions d'un volcan mal éteint, d'un volcan qui s'entreouvre ailleurs ? Sur sa tombe, à Canaux, Erika fait graver un verset de Luc qu'il aimait : « Qui perd sa vie la gagnera ».

Au moment de sa mort, Klaus Mann avait complété son livre capital, une autobiographie intitulée *Le Tourment*, d'abord publiée en anglais à New-York en 1942. Souhaitons de pouvoir bientôt lire en français ce document remarquable.

NICOLE ZAND.

● LE VOLCAN, UN ROMAN DE L'ÉMIGRATION ALLEMANDE 1933-1939, de Klaus Mann. Traduit de l'allemand par Jean Ruffet, Olivier Orban, 408 p., 55 F (malheureusement sans notes et sans préface).

La clairvoyance d'un écrivain de trente ans

Cette agilité intellectuelle, cette hâte, cette volonté de tout faire dans une si courte vie, sont vaine-ment la marque de Klaus Mann ; et on retrouve ces traits dans le *Volcan*. Très précoce, il avait été critique dramatique pour un journal de Berlin à dix-huit ans, avait publié son premier recueil de nouvelles à dix-neuf (Au-devant de la vie, 1925), fait représenter sa première pièce la même année avec sa sœur Erika. Fiancée Weidkind, la fille de l'écrivain, et Gustaf Grunigens — qu'il dénonçait plus tard dans *Méphisto*. Dès l'arrivée au pouvoir de Hitler, il est déchu de la nationalité allemande et se transforme en commis-voyageur infatigable de l'opposition au nazisme, anime des revues, tandis que sa sœur crée à Zurich un cabaret satirique. Sans répit, il s'interroge sur le sort qui attend les centaines de milliers d'Allemands antinazis qui ont quitté comme lui leur patrie et qui se retrouvent maintenant aux quatre coins du monde libre, mais au bord du gouffre.

Nombreux sont les écrivains et les poètes exilés qui ont écrit sur leur propre expérience, tels Tchekov, Ernst Toller, Ernst Erich Noth, Bertolt Brecht, Ste-

MICHEL GRANET, docteur d'Etat

LE TEMPS TROUVÉ par ZOLA dans « LE DOCTEUR PASCAL »

● « C'est un livre bourré d'idées et de passion » (H. Mitterand, Paris-III Sorbonne nouvelle).

● « J'y ai retrouvé toute la richesse folle et fascinante de vos découvertes, la rigueur de vos déductions jointes à l'audace intempérante de votre imagination » (G. Michaud, professeur émérite, Paris-X Nanterre). Les Publications Universitaires de Paris, 8, rue Richier, 75004 Paris.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

1958-69

EDITIONS CHAMPIRE

«... Un texte essentiel qui nous fait aimer et comprendre le Moyen Age»

Duc de Levis Mirepoix
de l'Académie française

la France féodale

et les vies aventureuses
de trois personnages
clés du Moyen Age
par
Lucien Fabre,
Paul Zumthor
et Marcel Brion

de
Hugues Capet
à François I^{er}, cinq
siècles pour bâtir
un royaume
(987-1515)

Bon de Réservation
avec droit d'examen gratuit
à envoyer aux ÉDITIONS TALLANDIER
61, rue de la Tombe Issoire - 75017 Paris Cedex 14
Veuillez m'envoyer pour un examen gratuit de 10
jours le premier volume de «La France féodale».
S'il ne me convient pas, je le renverrai sous 10 jours
sans rien devoir.
S'il me convient, je le garderai et j'en réglerai seu-
lement alors le montant, soit 166 F (+ 9 F de frais
d'envoi).
Les volumes suivants de la collection me parvien-
dront ensuite au rythme d'un par mois que je règle-
rai chaque fois après réception au même prix que le
premier.
Prix total des 10 volumes : 1.660 F (+ 90 F de frais
d'envoi). Belgique : le vol. 1.250 FB + 50 FB de frais
d'envoi soit, les 10 vol. 12.500 FB + 500 FB.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ 75
Ville _____
Signature _____
indispensable

La reliure plein cuir
de monton rouge antique
est ornée d'un décor
poussé en dorure sur les deux
plats et le dos. Ce décor provient
d'un exemplaire unique
de l'époque. 10 volumes in-octavo
(14,5 x 21 cm) - 600 illus-
trations en partie inédites - 4.000 pages
environ - précieuses
notes et annexes.

La France féodale est une de ces
œuvres fulgurantes où l'intuition
s'appuyant sur une érudition sans
faiblesse nous révèle l'esprit d'une époque et
sa grandeur. Le duc de Levis Mirepoix, de
l'Académie française, est un médiéviste de
réputation internationale pour qui l'époque la plus turbulente et
la plus attachante de notre histoire n'a plus guère de secrets.
Sa contribution originale est en partie fondée sur de précieuses
archives familiales constituant un des premiers chartiers de France.
Aux six volumes de cet ouvrage de fond ont été ajoutées dans la même
reliure les biographies en quatre volumes de trois «Figures de proue»
particulièrement représentatives du Moyen Age : Jeanne d'Arc, par Lucien
Fabre, ou la foi populaire au secours du royaume ; Guillaume le Conquérant,
par Paul Zumthor, ou l'expatriation glorieuse ; Charles le
Téméraire, par Marcel Brion de l'Académie
française, ou les infortunes de l'orgueil.
Ainsi les amoureux de l'histoire
disposent maintenant d'un
ensemble cohérent permettant
d'avoir une vision éclai-
rante sur cinq siècles
«ardents et magnifi-
ques» de l'histoire de
France.
Une édition de haute
tenue.
Cette édition est remar-
quable par la beauté
des reliures plein
cuir, la qualité et l'ab-
ondance de l'icono-
graphie, le soin apporté
à la mise en page et à
l'impression, les multiples
raffinements de détail (tranche
supérieure dorée, dos arrondi et
renforcé, signet et tranche-filés tissés,
cahiers cousus au fil de lin, papier vélin
bibliophile des Gorges de l'Andlau, gardes
marbrées à l'ancienne...).

ÉDITIONS TALLANDIER Éditeurs depuis 1865.

ne pas trouver à la Fnac
ce que vous cherchez.

Hector BIANCIOTTI

L'amour n'est pas aimé



"Il faut avouer d'emblée que j'aime à la folie et à la raison ce livre. Je voudrais inciter à le lire et provoquer à l'aimer tous ceux qui, peut-être, me font confiance".

Claude Roy/Le Nouvel Observateur

"Onze admirables nouvelles".

Nicole Zand/Le Monde

GALLIMARD *nrf*

essais

Freud, artiste de la sexualité

● Roger Dadoun nous familiarise avec l'homme et avec sa pensée.

CARL-GUSTAV JUNG pensait que le plus grand mérite de Freud était d'avoir pu ses patients nerveux au sérieux et d'avoir pénétré leur psychologie personnelle. « Il a eu le courage, ajoutait-il, de laisser le cas concret parler de lui-même ».

Ce que Freud a appris ainsi,

c'est non seulement que les situations humaines sont indubitablement conflictuelles, mais que l'homme est fondamentalement la proie de son enfance. Tout ce que la psychanalyse a dévoilé trouve son sens dans cette investigation ténue, interminable, terrible et banale tout à la fois, de notre préhistoire. À peine un mystère est-il éclairci qu'un autre surgit, plus obscur encore. De cette obsession des origines est née une nouvelle mythologie. Se présentant à la fois comme une science et comme une thérapie, elle a investi la

culture, au point que son langage est devenu notre langage. Aussi sommes-nous toujours tentés de revenir à Freud. Les biographies de ce dernier, excellentes pour la plupart, ne manquent pas. Citons pour mémoire celles d'Ernest Jones, de Max Schur, de Didier Anzieu, de Marthe Robert, d'Octave Mannoni, de Frank Sulloway, d'Henri Ellenberger. Il faudra d'ailleurs leur adjoindre le Freud de Roger Dadoun, travail de longue haleine, qui a le double mérite de nous familiariser avec l'homme et avec sa pensée.

D'emblée, Roger Dadoun résume trois types de réduction de l'œuvre freudienne, qui sont également trois méprises typiques, à savoir la médicalisation, la biologisation et la culturalisation. Il leur oppose l'apport le plus décisif et le plus original de la psychanalyse : ses découvertes relatives à la sexualité infantile.

indites, permettant une saisie forte et illuminatrice de la réalité, alors que Freud est bien cet artiste de la vie psychique en général et de la sexualité en particulier, en ce qu'il a élaboré et produit des formes d'appréhension — concepts, principes, hypothèses, mythes, systèmes, constructions en général — de la réalité psychologique qui se sont révélées — le fait paraît aujourd'hui, après plus de trois quarts de siècle d'épreuve, suffisamment avérées — fécondes et chargées encore d'un puissant potentiel.

Artiste, Freud l'est également dans son écriture, écriture qui se situe exactement à l'opposé de celle des spécialistes, experts ou érudits, qui procèdent généralement par barrage et exclusion, alors que, comme le relève Dadoun, « Freud trace des arabesques souvent complexes, parfois déconcertantes, mais qui restent ouvertes à quiconque est animé par le désir de savoir ».

L'originalité de l'essai de Roger Dadoun tient précisément à l'insistance avec laquelle il nous dépeint un Freud foncièrement révolté, épris d'héroïsme et de poésie, libertaire par sa reconnaissance de la singularité individuelle, ainsi que par le rôle essentiel qu'il accorde à l'individu contre la masse. C'est ainsi également que le voyait le poète anglais W.H. Auden pleurant sa mort en ces termes : « Triste est Eros, bâtisseur de cités, et en larmes l'anarchique Aphrodite ».

ROLAND JACCARD.

★ FREUD, de Roger Dadoun, Belton, 376 p., 35 F.

Une leçon de lucidité et de liberté

(Suite de la page 13.)

Le discours pèse ce que pèsent le groupe au nom duquel il est émis, la procuration de l'orateur, son degré de notoriété (à la télévision, sa qualité d'expert), l'endroit d'où il parle, le marché pour lequel il produit, le cérémonial dont il s'entoure, la docilité du public. L'Église catholique, par exemple, a pris le risque, en humanisant sa liturgie, de ne plus paraître en possession de la vérité...

LES rites d'institution qui renforcent artificiellement la parole ont en commun de marquer des limites, sous couvert de ménager des passages. La frontière, qu'établit la circonscription ne passe pas entre un avant et un après pour les géroneux, mais entre ces derniers et les filles, exclues du rite. Comme la muraille de Chine, la barrière magique des concours universitaires interdit l'entrée dans le groupe des diplômés, mais aussi la désertion de ceux-ci, sous peine d'infamie (voir le professeur Unrat, dans *l'Ange bleu*). Ce qui n'exclut pas les fantaisies. Les consécration culturelles ouvrent droit à négocier les règles du jeu. Le dernier chic, ces temps-ci, semble de ne plus lire, à l'instar des critiques, qui, de plus en plus, parlent de tout sauf des livres...

Mais cette affectation d'ignorance, pour peu que les dominés l'imitent, ne jouera que contre eux. La prétention à l'être de la classe distinguée postule le maintien de la classe complémentaire dans un moindre être inexorable.

EN complément à son livre, et en illustration de sa thèse, Bourdieu reprend des textes parus dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*, qu'il dirige. C'est le cas d'une analyse des « effets de théorie ». La science la plus neutre exerce des effets qui ne le sont pas. Prenez le concept de lutte des classes : « Il est une réalité dans la mesure où il est une volonté et une volonté dans la mesure où il est une réalité. Affirmer ou nier l'existence des classes, des régions, des nations, c'est prendre parti à la fois sur des représentations de la réalité et sur leur pouvoir de faire cette réalité ».

Quand les discours marient des idées politiques, les rapports de forces tournent à la violence nue. Une production idéologique est d'autant plus réussie qu'elle est capable de mettre dans son tort quiconque tente de la réduire à sa vérité objective. Le propre d'une idéologie dominante est d'être en mesure de faire tomber la science de l'idéologie sous l'accusation d'idéologie. À la lumière de cette définition, il n'est à chacun de dire quel système de pensée domine.

Les philosophes isolés et éloignés des querelles politiques ne sont pas moins coupables de coups de force. Les métaphysiciens les plus rigoureux s'entendent pour interdire aux profanes l'accès à leur savoir sacré et pour se préserver des violences qu'ils font subir à d'autres. Témoin Heidegger, qui tient à distance et en suspicion le sens commun, poussant à l'extrême l'élitisme des intellectuels. Preuves, encore, les astucieux discours magistraux, avec leur ton d'évidence, leur rhétorique de la scientificité excluant ce qui lui est extérieur, ou l'autocritique, variante de l'autocélébration.

PIERRE BOURDIEU n'échappe pas à l'aristocratie qu'il désigne. S'il voulait vraiment diffuser ses énoncés au-delà du cercle des linguistes et des sociologues, l'habile styliste qu'il est pourrait accomplir vers nous une partie du chemin, en simplifiant son lexique et en multipliant les exemples concrets, au lieu de laisser les intermédiaires de la presse bricoler dans la vulgarisation. Autant prévenir que, en dessous du baccalauréat, plus quelques U.V., le lecteur risque de paatager et de nous maudire...

Mais il ne devrait pas regretter son effort. De tous les phénomènes culturels, le langage est celui qui nous traverse le plus couramment et cache le mieux son jeu. Ce que parler veut dire aide à voir le dessous des cartes, à être moins dupe, à changer les conversations et discours quotidiens d'asservissement sournois en instruments de réappropriation. En nos temps de consentement mou à toutes les impostures, un regain de clairvoyance et d'autonomie, c'est toujours bon à prendre.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ CE QUE PARLER VEUT DIRE, l'économie des échanges linguistiques, de Pierre Bourdieu, Fayard, 264 pages, 65 F.

ÉDITEUR DES MINORITÉS

Spécialement organisés et équipés pour les faibles tirages (à partir de 400 exemplaires), nous examinons toute suggestion présentée par des associations ou des groupements de minorités (ethniques, religieuses, linguistiques, géographiques...) pour rééditer et diffuser des ouvrages épuisés et de qualité qui méritent d'être remis à la disposition du public, en librairie et par correspondance. La collection « les introuvables » (300 titres), créée et diffusée par nous depuis 1975, nous a donné une solide expérience.

Écrire :

EDITION D'AUJOURD'HUI
83120 PLAN-DE-LA-TOUR (Var)

L'anarchique Aphrodite

À ce propos, rappelons que le sexologue anglais Havelock Ellis considérait Freud comme un « artiste de la sexualité » et non comme un homme de science. Appréciation méprisante sous sa plume certes, mais que Roger Dadoun, en lui prêtant une signification autre, n'est pas loin de partager.

« Si artiste, écrit-il, signifie, dans l'acception la plus courante, créateur de formes neuves,

Une nouvelle psychologie

● Comment se passer de Sa Majesté le Moi ?

NEUROPSYCHIATRE et professeur de psychopathologie à l'université de Sud-Californie, Jean-Michel Oughourlian publie un livre déroutant : *Un mime nommé désir*, dans lequel il ne cache pas tout ce qu'il doit à René Girard. Ensemble, ils avaient déjà travaillé à un essai d'anthropologie fondamentale : *Des choses cachées depuis la fondation du monde* (éd. Grasset), où la notion de « désir mimétique » commandait une psychologie interindividuelle radicalement opposée à l'anthropologie freudienne.

Pour contourner cette dernière et pour marquer l'originalité de sa propre démarche, Jean-Michel Oughourlian a entrepris de dresser une phénoménologie du désir mimétique dans la magie, la possession, l'hystérie et l'hyponose. Au terme de ce travail, il aboutit à la conclusion qu'une nouvelle psychologie et, bien sûr, une nouvelle psychiatrie, s'imposent : elle ne devra plus être celle du sujet, « mais celle du rapport interindividuel lui-même ».

Cette psychologie nouvelle ne se borne pas à renvoyer l'inconscient freudien au magasin des accessoires : elle entend également se passer de Sa Majesté le Moi. Ce dernier, engendré par le désir mimétique, est réduit à une structure changeante, instable, labile. Le fait psychologique n'existe pas dans les individus, mais entre eux. À cet égard, cette nouvelle psychologie interindividuelle n'est pas sans rappeler celle de Gregory Bateson et de l'école de Palo-Alto.

Le plus discutable dans les prétentions de Jean-Michel Oughourlian me semble être sa volonté de faire enfin entrer la psychologie dans l'espace scientifique, dont on peut se leurrer en se demandant s'il n'est pas aussi mythologique que les concepts inventés par Freud pour rendre compte de ce qu'il y a de plus rebelle à la connaissance, de plus obscur et de plus insaisissable : la nature humaine.

R. J.

★ UN MIME NOMMÉ DESIR, de Jean-Michel Oughourlian, Grasset, 312 p., 75 F.

« Il y a quelqu'un qui manque ici, c'est Sartre »

(Suite de la page 13.)

Ce qui manque le plus au *Testament de Sartre* forgé en toute bonne conscience par Michel Antoine Burnier, c'est, hélas ! l'humour auquel est habile parodiste nous avait habitués avec son compère Rambaud. Burnier, lui, règle un compte avec le Sartre qui lui servit de surmoi politique en même temps qu'une bonne partie de sa génération et qu'il parvint à emprisonner sa voix. Il y met un sérieux incompatible avec le genre chokai, lequel demanderait moins de lourdeur et d'insistance.

Dira-t-on que s'agissant de politique, donc du malheur et de la souffrance des hommes, la gravité était de mise ? Dans ce cas, c'est un essai politique et historique sur Sartre dans son époque qu'il fallait écrire, et non un pamphlet fabriqué avec un sottisier des erreurs successives de Sartre, devenues tartes à la crème dans l'intelligence d'aujourd'hui qui, hier, les partageait pour la plupart. Plutôt que

les erreurs de Sartre, qu'on incrimine donc l'entraînement qui nous a fait suivre comme des vérités les options politiques d'un écrivain !

Ce n'est certes pas grâce à ces options que Sartre gagna son procès en appel, pas plus qu'aucun autre écrivain ou philosophe. Mais le faire parler pour se donner tort et nous donner raison aujourd'hui contre lui, cela revient à dire d'une façon humble en même temps que pompeuse et non dénuée d'arrière-pensées commerciales : « Il y a quelqu'un qui manque ici, c'est Sartre ! » L'effet Simonnot ? joue à fond dans le petit livre de Burnier : tout plein d'un grand mort, ce libelle est creux.

MICHEL CONTAT.

★ POLITIQUE DE LA PROSE : JEAN-PAUL SARTRE ET L'ANARCHIE, de Denis Hollier, Gallimard, « Le Chemin », 310 pages, 59 F.

★ LE TESTAMENT DE SARTRE, de Michel-Antoine Burnier, Olivier Orban, 294 pages, 55 F.

DANS SON NUMÉRO DE NOVEMBRE

Le Monde DE L'ÉDUCATION

MATERNELLE LES INQUIETUDES D'UNE ÉCOLE HEUREUSE



La formation continue dans la banque

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN
FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F.)

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

11/03/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

حكايا من الماضي

ÉTUDIANTS DIPLÔMÉS, JEUNES CHERCHEURS DE 3^e CYCLE

**Vous qui souhaitez compléter votre formation,
acquérir une spécialisation,
poursuivre des recherches,
améliorer vos connaissances linguistiques,***

des bourses d'Études et de Recherches vous sont offertes pour les Pays suivants :

■ BOURSES D'ÉTUDES

▲ BOURSES DE RECHERCHES

● BOURSES DE STAGES LINGUISTIQUES D'ÉTÉ

PAYS	DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS
ALBANIE	1 ^{er} FÉVRIER
ALGÉRIE	1 ^{er} FÉVRIER
ALLEMAGNE (R.D.A.)	1 ^{er} MARS
ALLEMAGNE (R.F.A.) <small>Office Allemand d'Echanges Universitaires 15, 20, rue de Verneuil - 75007 PARIS</small>	31 JANVIER
AUSTRALIE	15 AVRIL
AUTRICHE	15 FÉVRIER
BELGIQUE	1 ^{er} FÉVRIER 1 ^{er} AVRIL
BELGIQUE BRUXES (collège d'Europe)	1 ^{er} AVRIL
BRÉSIL	15 DÉCEMBRE
BULGARIE	31 DÉCEMBRE
CANADA <small>Centre Culturel Canadien 5, rue de Constantine - 75007 PARIS</small>	15 DÉCEMBRE
CHINE	15 MARS
COLOMBIE	1 ^{er} JUILLET
DANEMARK	15 FÉVRIER
ÉGYPTE	1 ^{er} FÉVRIER
ESPAGNE	1 ^{er} FÉVRIER
ÉTATS-UNIS <small>(Bourses de fondation, lettres, beaux-arts sciences humaines, juridiques et sociales) Commission franco-américaine - 9, rue Charlin, 75016 PARIS</small>	1 ^{er} DÉCEMBRE
ÉTATS-UNIS <small>(Gouvernement français) 34, rue Lapérouse, 75116 PARIS</small>	1 ^{er} MARS
FINLANDE	15 FÉVRIER
GRANDE-BRETAGNE <small>(British Council) 9, rue de Constantine - 75007 PARIS</small>	15 DÉCEMBRE
GRANDE-BRETAGNE (Ingénieurs) <small>(Gouvernement français)</small>	1 ^{er} MARS
GRANDE-BRETAGNE ÉCOSSE <small>(Maison française)</small>	10 FÉVRIER 1 ^{er} MARS
GRÈCE	30 AVRIL
HONGRIE	31 DÉCEMBRE
INDE	31 DÉCEMBRE
INDONÉSIE	15 JANVIER
IRAK	10 MAI

PAYS	DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS
IRLANDE	15 MARS
ISLANDE	10 MAI
ISRAËL	15 DÉCEMBRE
ITALIE	20 DÉCEMBRE 27 FÉVRIER
ITALIE FLORENCE (Institut Universitaire Européen)	15 FÉVRIER
JAPON (Gouvernement japonais)	13 NOVEMBRE
JAPON (Gouvernement français)	1 ^{er} DÉCEMBRE
KOWEÏT	1 ^{er} AVRIL
MEXIQUE	13 NOVEMBRE
MONGOLIE	1 ^{er} MARS
NORVÈGE	1 ^{er} DÉCEMBRE 15 JANVIER 20 MARS
NOUVELLE-ZÉLANDE	15 JUILLET
PAYS-BAS	15 JANVIER
PHILIPPINES	15 DÉCEMBRE
POLOGNE	31 DÉCEMBRE
ROUMANIE	31 DÉCEMBRE
SINGAPOUR	15 DÉCEMBRE
SUÈDE	1 ^{er} FÉVRIER
SUISSE	1 ^{er} MARS
SYRIE (Ministère de l'Éducation nationale) <small>173, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS</small>	9 AVRIL
SYRIE (Gouvernement syrien)	1 ^{er} AVRIL
TCHÉCOSLOVAQUIE	31 DÉCEMBRE
TURQUIE	1 ^{er} AVRIL
U.R.S.S.	1 ^{er} DÉCEMBRE
U.R.S.S.	15 FÉVRIER
VÉNÉZUELA	5 JANVIER
YOUgoslavie	31 DÉCEMBRE

Pour toutes précisions, veuillez vous adresser au :

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques.
Bureau de la Formation des Français à l'étranger
34, RUE LAPÉROUSE - 75116 PARIS CEDEX 16

* Pour les stages linguistiques d'été, le niveau du DEUG ou diplôme équivalent peut, dans certains cas, être suffisant.

CARNET

Naissances

— Joëlle, Jean-Marc et Sylvie WORMSER sont heureux d'annoncer la naissance de

Pauline le 10 octobre 1982, 6, rue Saint-Sauveur, Paris-15.

Décès

RAYMOND BOUSQUET

Nous apprenons le décès de M. RAYMOND BOUSQUET, ancien ambassadeur, ancien député, survenu le 29 octobre lors d'un accident de la route, près de Linsges, au cours duquel son épouse et sa sœur ont également trouvé la mort.

[Né le 23 novembre 1899 à Paris, licencié de droit, reçu au concours du corps diplomatique en 1925, M. Bousquet avait occupé des postes à Shanghai et à Washington jusqu'en 1953. Il avait ensuite servi à l'administration centrale, où il avait été, de 1946 à 1950, directeur général du personnel et de l'administration générale. Nommé en 1956 ambassadeur à Bruxelles et en 1961 à Ottawa, admis à la retraite en 1965, M. Bousquet avait été du en 1967 député U.N.R. de la 6^e circonscription de Paris (8^e arrondissement). Aux élections suivantes, en 1968, suppléant de M. Maurice Couve de Murville, il avait retrouvé son siège à l'Assemblée nationale lorsqu'il fut élu député suppléant. En 1969, lorsque M. Couve de Murville avait quitté l'hôtel Matignon, après le départ du général de Gaulle, M. Bousquet avait été élu député. En 1973, M. Bousquet ne s'était pas représenté et M. Couve de Murville avait retrouvé le siège de député du 8^e arrondissement qu'il occupait toujours.]

— Nous apprenons la mort de Pierre BARBIER, ancien sénateur, ancien maire de Clamecy.

[Pierre Barbier était né le 2 janvier 1912 à Brun-sur-Bonny (Nièvre). Ancien chef de cabinet à la faculté de médecine de Paris, il avait été élu conseiller général (radical) de la Nièvre en 1955 puis maire de Clamecy l'année suivante. Il a été réélu en 1971 et a succédé à l'Assemblée départementale jusqu'en 1978. Pierre Barbier avait été élu au Sénat de septembre 1981 à septembre 1982. Il appartenait au groupe de la gauche démocratique. Aux élections législatives de 1981, Pierre Barbier, membre de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (F.G.D.S.), avait été le suppléant de M. François Mitterrand, président de cette formation. Ayant ensuite quitté la F.G.D.S., il avait été élu au conseil général de la Nièvre en 1974 par un candidat socialiste, M. Fernand Dussart.]

— M^{me} René Barre, M. et M^{me} Bernard Hutzler et leurs enfants, M. Raymond Barre et Hélène, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M. René Barre, E.N.S. Saint-Cloud, licencié des sciences, D.E.S. de mathématiques, fondateur du cours La Tour d'Auvergne, préparateur aux grandes écoles commerciales,

survenu le 29 octobre 1982. La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 8 novembre 1982, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 18 bis, rue de Châteaudun, Paris-9. Ni fleurs ni couronnes, des prières.

25, avenue de Trudaine, 75009 Paris.

— Monique et Janine Benveniste, ses filles, M. et M^{me} Marc Benveniste, Les parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès, le 2 novembre, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. Mario BENVENISTE. On se réunira le 5 novembre au cimetière de Pantin-Purisien à 14 h 30.

— Le président du conseil d'administration, Le directeur, L'Union amicale des professeurs du Conservatoire national des arts et métiers, ont le très profond regret de faire part du décès du

professeur André DIDIER, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, médaille militaire, médaille de la Résistance, directeur

du Musée national des techniques. Les obsèques se dérouleront le samedi 6 novembre 1982, à 14 heures, à Breteuil-sur-Orne, 50110 Tourville. Une cérémonie d'hommage aura lieu le mardi 9 novembre 1982, à 16 h 30, dans l'amphithéâtre C. 292, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

— Eliane Krieser, son épouse, Alain, Jean-Christophe, Pierre, Olivier, ses enfants, Etienne-Olivier, Jean-René, Nicolas, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jules MORELL, dit Francis Dumont,

écrivain, journaliste, universitaire, fondateur de l'Institut des relations publiques, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre du Mérite.

La famille a souhaité que son incinération ait lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

RELIGION

LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN ESPAGNE

Ouverture sociale et fermeté doctrinale

Jean-Paul II devait quitter Madrid jeudi 4 novembre pour la tournée-provinciale de son voyage. Trois étapes prévues ce premier jour : Gaudalope pour visiter la tombe de saint Jean de la Croix, les points marqués de la journée de mercredi ont été le discours à l'université de l'Académie royale, la messe dans une paroisse ouvrière et la rencontre avec les jeunes au stade Bernabeu.

De notre envoyé spécial

Madrid. — Jean-Paul II doit continuer son voyage au pas de course tellement son programme est chargé. Lorsqu'il est arrivé devant les professeurs de l'université mercredi matin à 10 heures, il avait déjà rencontré des juifs, des représentants d'autres Eglises chrétiennes et des directeurs de la presse religieuse.

Dans son discours aux universitaires, il a surtout insisté sur la liberté de recherche et sur l'autonomie reconnue aux universités privées en Espagne, faisant ainsi allusion à la polémique qui avait opposé l'Eglise et l'alle gauche du parti communiste (U.C.D.) à propos d'une proposition de loi qui cherchait à limiter cette autonomie (le Monde daté 31 octobre-1^{er} novembre).

Ayant indiqué que l'Inquisition avait provoqué « des tensions, des erreurs et des excès », le pape a affirmé que « l'Eglise défend la liberté de recherche, qui est un des attributs les plus nobles de l'homme ». Pour Jean-Paul II, « il ne peut y avoir de véritable contradiction entre la science et la foi ».

Selon son habitude, Jean-Paul II oscille entre des prises de position très ouvertes sur les questions sociales, voire politiques — comme son

Des réserves sur les petites communautés

S'adressant à des ouvriers, Jean-Paul II leur a à peine parlé de leurs conditions de travail pour centrer ses propos sur la paroisse, la pratique religieuse et ecclésiale. Ensuite, il a fait des réserves sur les « petites communautés ». Il serait faux, a-t-il dit, de prétendre que l'unité se trouve au niveau de la petite communauté, alors qu'elle néglige l'unité fondamentale de la foi, des sacrements et de la charité. L'unité se fonde sur l'évêque, a-t-il ajouté et « toute autre manière de procéder, que ce soit individuellement ou en groupe, ne serait autre chose que de couper de la vie ». Et de conclure : « Évitez les particularismes qui divisent et finissent par rompre la communauté avec l'Eglise ».

A. W.

Le « mondial » papal

De notre envoyé spécial

Madrid. — Le stade Bernabeu, au centre de Madrid, résonnait, mercredi soir, des cris de 120 000 jeunes, sans parler des 300 000 autres qui pénétraient dans le stade par les grilles de la ville. On a vu s'agiter pas d'un match de football. Le Mondial n'est plus qu'un souvenir. Ces jeunes chantaient à intervalles réguliers : « Juan Pablo secundo, Te quiers el mundo ! » (Jean-Paul II, le monde entier t'aime). On a beau être blasé, l'étonnement est toujours aussi vif de voir à quel point le courant passe entre ce Polonais sexagénaire et des jeunes de quinze à vingt ans. Quelle autre personnalité religieuse pourrait tenir un langage aussi classique — méfiez-vous du sexe, de la drogue et de la société de consommation ; aimez-vous les uns les autres ; faites le bien et pas le mal ; priez la Vierge — et faire un tel « tabac ».

L'Espagne est une terre de perfection pour des manifestations de ce genre, et le public qui était en place depuis au moins deux heures avant l'arrivée du pape, était chauffé à blanc. Le stade ressemblait à une mosquée de couleurs où prédominaient le « sang et or », couleurs de l'Espagne, et le jeune et blanc, celles du Vatican.

Des slogans sur les banderoles annonçaient la provenance des messages au pape : « Karol tu nous a libérés », « Nous n'avons pas peur », « Totus tuus », (le devise du pape), « Amo te », etc.

ALAIN WOODROW.

POLICE

APRÈS L'ARRESTATION MANQUÉE D'ÉRIC MOREAU

Reconstitution d'un cafouillage

La fiction ravive les mythes. Ainsi, cette nuit du mardi 2 au mercredi 3 novembre, à ce carrefour haut perché du vingtième arrondissement de Paris qui délimite la place Saint-Fargeau, on se serait cru au tournant d'un film policier qui n'aurait pas été écrit sur les symboles. Boulevard épaissi, pas sonores et conversations étouffées, des lueurs incertaines sur un mélange d'imperméables mastic et de blousons de sport, de petites groupes qui, de voitures banalisées à d'autres plus officielles, semblaient conspirer, le tout encadré de plusieurs dizaines de policiers en tenue peu armées... La scène semblait irrisolée, comme tournée au ralenti.

De film, point. Une fiction, en revanche, absolument. Objets de ce dépiétement de force, qui occupait la place Saint-Fargeau de minuit à 2 heures, un souvenir et une absence : celui d'une arrestation manquée, le 20 octobre, et celle du premier intéressé, Éric Moreau, militaire, membre d'Action directe. Étrange reconstitution que celle-ci, dévidée par M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction à Paris : ni représentation d'un crime ni celle d'un hold-up dont il faudrait établir le déroulement pour le bon ordre de l'instruction, mais plutôt mise en scène d'un cafouillage policier.

Qui a tiré ?

Une quinzaine de policiers à pied-d'œuvre, ce mardi 20 octobre, deux services représentés, les Renseignements généraux (R.G.) et la Brigade de recherche et d'intervention (B.R.I.), dite anti-gang, une fusillade bien nourrie, une poursuite à rebondissement autour de l'avenue Gambetta, et, au bout du compte, rien : Éric Moreau toujours « en cavale »... L'arrestation en douze heures envisagée, après un long rapatriement de R.G., se solda par une vaine polémique au parfum de guerre des polices. A qui la faute ? Au commissaire Musil, chef de la section

« recherches » à la direction centrale des Renseignements généraux, s'empresse-t-on de suggérer à la B.R.I. : il a tiré le premier, depuis sa voiture, déclenchant la fusillade et l'effacement. Accusations peu honorables et guère contraires, répond-on du côté des R.G. : le chef de groupe de la B.R.I., le commissaire Bloch, conduisait le véhicule où était le commissaire Musil, ce n'est qu'en quatrième ou cinquième position que ce dernier a tiré, après qu'il eurent essayé de « coincer », avec leur voiture, Éric Moreau, qui avait déjà échappé à trois policiers de la B.R.I.

Deux versions et, au centre, un juge d'instruction et un parquet fort embarrassés : sur la foi des premiers comptes rendus policiers, selon lesquels Moreau avait, le premier, dégainé et fait feu, le mandat d'arrêt pour tentative d'assassinat avait été décerné contre lui. Or, la reconstitution, long arpentage du carrefour et des rues avoisinantes par le juge, des experts en balistique et les policiers impliqués, semble bien établir que Moreau, bien qu'armé, n'a pas tiré. Constat qui ravive le débat sur la coordination policière. Moreau, qui a fait savoir qu'il était blessé au bras, « a eu de la chance, confie-t-on sur place, mais les policiers, entre eux, aussi... ». Les R.G., moins habitués aux interpellations, et que leur directeur général, M. Paul Roux, veut limiter au travail de renseignement, étaient-ils trop nombreux sur place ? La B.R.I. a-t-elle été surprise par la détermination et la vivacité de Moreau ? Questions qui dérangent la réputation des uns et des autres : la légende de « super-police » de hommes de l'ambigüité et le credo de « longue patience » des hommes du renseignement...

EDWY PLENEL.

La famille de Robert Boulin engage une action contre l'Etat

M^{me} Robert Boulin et ses enfants ont décidé d'engager une action contre l'Etat, trois ans après le suicide de l'ancien ministre, le 30 octobre 1979. Ils ont chargé M^{me} Marie Stasi et Alain Fisselier de réclamer un franc de dommages et intérêts en se fondant sur l'article 781 du code de l'organisation judiciaire qui précise que : « L'Etat est tenu de réparer les dommages causés par le fonctionnement défectueux du service de la justice... ».

M^{me} Boulin et ses enfants contestent, notamment, les conditions dans lesquelles l'ancien ministre a été mis en cause devant la cour d'assises de la Manche en novembre 1980, lors des condamnations de M. Henri Tournet et de M. Gérard Groult. La famille estime que l'honneur de M. Boulin a été attaqué après son décès sans qu'aucun débat contradictoire n'ait pu s'établir et qu'ainsi, sans la moindre preuve, l'acte d'accusation a pu tenir sa mémoire (le Monde du 13 novembre 1980). La famille conteste tout particulièrement l'acte d'accusation, qui a été lu à l'audience, ait fait état de « la bonne fois présumée » de M. Boulin avant d'estimer que celui-ci aurait été passible de la cour d'assises.

STERN

GRAVEUR

Cartes de visite

Invitations

Papiers à lettres

de prestige

pour Sociétés

Ateliers et Bureaux :

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 236.54.48 - 596.86.45

Un escargot français champion du monde de vitesse

Caracas (A.F.P.). — Un escargot français couronné sous les couleurs de l'Argentine a remporté samedi 20 octobre à Caracas le premier Championnat du monde de vitesse pour escargots en parcourant 51 centimètres en cinq minutes et vingt-deux secondes.

Douze pays avaient délégué leurs bêtes les plus rapides à ce premier Mondial des gastéropodes, organisé en direct par la Radio-télévision de Caracas : États-Unis, Colombie, Porto-Rico, Espagne, France, Venezuela, Italie, Argentine, Portugal, Brésil, Mexique, Chili.

Le vainqueur, qui, de même comp, a établi le record du monde de la spécialité, n'a distancé que de deux secondes un escargot australien en se jetant sur la ligne d'arrivée, et de huit secondes le représentant vénézuélien. Très loin derrière, à dix secondes du premier, on trouve un autre escargot français en quatrième position.

Ces concours auront l'occasion de se retrouver en janvier 1983 pour disputer un marathon, dont la longueur n'a pas été précisée par les organisateurs.

Les footballeurs Michel Platini et Jean-François Larios se sont désistés de leur plainte en diffamation contre le journal Libération qu'ils accusaient d'atteinte à la vie privée par la publication d'un article intitulé « Chrysette Platini : la cause est tout » et commentant le transfert du capitaine de l'équipe de France et de l'A.S. Saint-Etienne à la Juventus de Turin (le Monde du 5 mai).

Le président de la première chambre du tribunal correctionnel de Paris a prononcé, mercredi 3 novembre, la radiation de l'affaire qui devait venir à l'audience, expliquant que les deux parties étaient parvenues à un accord. Les deux avocats qui les représentaient se sont refusés à préciser le contenu de cet accord.

THERMALISME AU SOLEIL

du Midi (Océan et Méditerranée)

RHUMATISMES ET VOIES RESPIRATOIRES

cures thermales hivernales

En Hie Provence

BREDOUX LES BAINS

alt. 300 m. Sous le ciel le plus pur d'Europe

En Roussillon

AMELIE LES BAINS

alt. 230 m. Station la plus méridionale de France

En Pays Basque

CAMBO LES BAINS

alt. 40 m. Au climat doux et régulier

Informations gratuites (hébergement et cures) à la SOCIÉTÉ THERMALE de la Station et à Paris : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme - 32 Av. de l'Opéra 75002 Paris - Tél. 742.87.91

حکومت من الاحول

Le Monde

culture

EXPOSITIONS

A LA GALERIE LOUIS CARRÉ

Hadju à l'apogée

La dernière exposition parisienne des sculptures de Hadju s'est tenue au Musée national d'art moderne, avenue du Président-Wilson, en 1973. Neuf ans écoulés sans que Paris ait pu voir l'œuvre en devenir, ni au musée ni dans une galerie privée, à l'exception, presque insolite, des *Six colonnes de Stéphane Mallarmé*, présentées dans leur état premier, en polyester, dans les jardins du Palais-Royal.

La province s'est vengée sur Paris, en 1978, avec une exposition itinérante parant du Musée des beaux-arts de Dijon. L'été passé, les écuries de l'abbaye de Cluny avaient eu leur manne de Hadju, distribuée à quatre mille visiteurs (1). Ce fut là un échantillonnage des divers temps de l'artiste en son évolution et des différents matériaux avec lesquels il combat depuis près de cinquante ans. Mais une pièce s'y singularisait et laissait prévoir, pour qui y prêtait quelque attention, une contribution à l'œuvre au développement de l'œuvre.

Sans nous distraire des travaux dans le marbre ou le métal (cuivre et aluminium), la laque ou le papier, sans qu'il soit besoin d'insister sur la diversité des formes quel que soit le matériau, il paraît avant tout nécessaire que le regard du visiteur s'élève sur l'apparition d'une nouvelle œuvre mise en lumière par cette exposition, galerie Carré (*). Inventif, Hadju l'a toujours été, poursuivant par nécessité indécise autre chose que ce qui précède.

Voici aujourd'hui le résultat d'une aventure active : les huit sculptures qui se déploient dans un espace, dont elles exigeraient peut-être

d'écarter les murs afin de mieux l'embrasser et de s'y sentir plus à l'aise, accepteraient-elles la dénomination de *Grandes Mademoiselles*, non pas en tant qu'allusion au Grand Siècle, bien plutôt en raison de la noblesse qui les anime dans leur tournoiement, plutôt une apparence de tournoiement. Car il n'est pas question ici de tentative de cinématisme où le mouvement est né par le mouvement même. Aucun truc, aucun procédé ne vient entamer les formes. Ce sont les inflexions et les rythmes qui suggèrent ces formes féminines. Ce thème chez Hadju est son meilleur prétexte, il le répète, mais avec d'innombrables variations.

Nous sommes pris dans les plis et replis des courbes percées de trous, provoquant des éclats de lumière ou de noir. Ces personnages, dont la petite tête et la chevelure sont les joyaux indispensables à leur grandeur, possèdent en quelque sorte leur miroir ou, si l'on préfère, leur négatif, dans d'admirables dessins à l'échelle des sculptures, où l'encre de Chine est savamment ponctuée par une brosse diligente, de telle sorte que notre regard fait un incessant aller et retour, du blanc des sculptures au noir des dessins. Mais précisons que l'appareillement entre dessin et sculpture ne fait nullement du dessin une étude en vue de la réalisation de la sculpture : le dessin reste une œuvre en lui-même. Un cousinage d'encre et de l'autre moyen d'expression.

En fait, on peut encore se demander quel matériau habillera définitivement les sculptures, actuellement en

bois virginalement blanchi. Il nous semble que cette blancheur, ou le reflet d'une blancheur, leur sérait mieux que le bronze. Mais le sculpteur saura trouver la matière durable et décisive pour les perpétuer.

Loin d'écarter les marbres, tentateurs de carresses manuelles, loin des réjouissances qu'ils procurent par l'invention où le classique et le baroque se mêlent dans l'approvisionnement de chevelure dénouée ou ramassée, il nous incombe de marquer l'importance esthétique de ce pas fait en avant par Etienne Hadju.

On imagine aisément la ronde échevelée ou tranquille de ces créatures, dont le petit visage demeure secret, posé sur l'ampleur d'un corps dont on devine, sans recherche, tant la suggestion est offerte au regard, l'habillage en robe de faille, de taffetas, de velours et, pourquoi pas, de bure.

N'est-on pas heureux à la vue de cette vie foisonnante, qui contraste avec de pauvres exercices se prétendant d'avant-garde, d'être stimulé par l'existence profonde de l'œuvre d'un artiste qui ne fait pas appel à des procédés fallacieux, qui tient lumière en mains la manière d'être, l'achevant sans qu'un praticien lui prête main, offre à qui la visite un épanouissement, un sourire vital sans yeux ni dents, réduit par l'absence à un extrême essentiel.

PIERRE GRANVILLE.

(1) Cf. *Le Monde* daté 27-28 juin 1982.
* Galerie Louis Carré, jusqu'au 4 décembre.

PHOTO

EIKOH HOSOE
AU MUSÉE D'ART MODERNE

Curieux personnages

Japonais, comme il se doit, Eikoh Hosoe, qu'on expose à Paris dans le cadre du mois de la photo, est assez raffiné, cruel, pervers. Une série, *Man and Women*, réalisée en 1960, s'accouple des hommes et des femmes que pour leur faire jouer à être des monstres de foire, ou saint Jean-Baptiste et Salomé, mais c'est cette dernière la victime. Une série, *Ordeal by Roses*, réalisée autour de l'écrivain Mishima en 1962, et qu'on a déjà eu le temps de voir et de revoir, se propose comme un simulacre de morts et de plaisirs.

La série *Kamatachi*, réalisée en 1968, montre un corps masculin un peu fou, liché sur une terre ou corré dans l'ordre familial ; un danseur rejoue la légende de l'homme-oiseau. Une autre série de 1972 suit un travesti, *Simon*, à la ville et à la campagne. Une série aux titres vultueux (*A man sitting on the rock top*, 1975) donne des recettes de méditation. Une série d'un érotisme plus austère, *Gandi's Ceiling*, lèche de fuir voir des corps dans des découpures de papier tandis que la série *Embrace* cherche la géométrie au plus près des corps, dans un jeu de peaux noires et blanches, de grains, d'ombres et de lumières.

Odes à des personnages curieux, les photos d'Eikoh Hosoe se présentent sur de beaux papiers, agrémentées de la fine calligraphie des titres et des signatures. — H. G.

* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. Jusqu'au 15 novembre.

THÉÂTRE

« EUPALINOS », de Paul Valéry

Homo-philo-géné

Paul Valéry, né au bord de la mer, petite taille, moustache, grand fumier de caporal ordinaire roulé à la main, appartenait à la fine équipe, peu nombreuse, très attachante, des « jousseurs-ascètes ». Il passait ses jours à revivre ou à imaginer des voluptés hyper-sensibles en accouplant des paroles hyper-insensibles, glissées. Un vrai magicien. Avec trois éclats de silex incolores, Valéry fait gicler, par exemple, un jus de framboises, onctueux, ensablé...

L'un de ses plus beaux tours de force, dans le genre, est le dialogue appelé *Eupalinos*. Un couple d'amoureux, d'amants. Déchaînés, comme l'on dit. Deux garçons. Un professeur d'université (maître : philo-géné) et l'un de ses élèves : Socrate et Phédre. Sybarite, Valéry est fasciné par l'invention et par l'aigu « des douceurs de ces deux hommes. Ascète, jamais il ne nous les montrerait (comme ferait son ami Pierre Louys) roulant l'un sur l'autre dans les herbes du campus.

Solution : Socrate et Phédre n'ont plus de corps. Décédés, ils se tiennent par la main — une main imaginaire — au royaume des ombres. Tout le plaisir qu'ils peuvent se don-

ner l'un l'autre est abstrait : des mots. Des embrassements de paroles. Paroles bien sûr froides, d'albâtre, de sel, puisque paroles de Valéry.

Chef-d'œuvre d'érotisme linguistique, *Eupalinos* déploie, page après page, des apparences de « pensée », sur des sujets fort divers, mais la pensée est absente, elle gènerait le partage parfait de la solitude de nos deux amants, enfin entièrement l'un à l'autre puisque libérés même de leurs migraines, de leurs hanches, de toutes ces misères physiques. « Quand tu penses, ne sens-tu pas que tu déranges secrètement quelque chose », fait dire Valéry à Socrate dans l'un de ses meilleurs moments. *Eupalinos*, c'est l'art absolu de parler merveilleusement pour ne rien dire, de se taire dans l'éternel, d'être deux et c'est tout, dans l'infini.

Beaux, frais, élégants, éclairés par un vil sourire intérieur, Raymond Gérôme (Socrate) et Jean-Noël Sissia (Phédre) jouent ce dialogue en grands artistes, très comme-il-faut.

MICHEL CURNOUT.

* Petit Montparnasse, 21 heures.

« L'ÉNÉIDE », par l'Attroupement, à Choisy-le-Roi

La geste de l'exil

L'Attroupement, compagnie indépendante, réunie autour de Denis Guenoun et d'un noyau plus ou moins fidèle, s'est d'abord passée d'argent public. Par force. Puis sont venues les aides, en particulier de l'État, minimes, plutôt pour dire « on pense à vous ». Enfin, en 1981, elles sont à Lyon, avec Patrick Le Mauff. La compagnie se scinde, une fraction reste à Lyon, avec Patrick Le Mauff. L'autre suit Denis Guenoun à Marseille. Les deux se consacrent, tout au moins pour l'instant, aux cultures méditerranéennes. Les Lyonnais seront à Antony, au théâtre Firmin-Gémier, du 18 novembre au 11 décembre, avec le *Choral des pêcheurs d'éponges*, de Yannis Ritsos. Les Marseillais sont au centre culturel de Choisy-le-Roi jusqu'au 14 novembre, avec *L'Énéide* (1), adaptation et mise en scène de Denis Guenoun. Les six premiers chants en trois soirées : entreprise folle, réussie remarquable.

Il s'agit huit comédiens et quatre musiciens qui transmettent la magnifique histoire d'un exil légendaire. Le décor représente « la mer immense » : un plancher en rectangle soutenu par des croisillons de bois noueux. Au fond, un mur bleu d'orage contre lequel se découpent les obliques d'un vaisseau chaviré. Sa coque est trouée d'une large blessure dont les bords sont déchiquetés. Il est à la fois épave et ruines de Troie saignée. A côté, il y a une petite estrade où tour à tour se placent les récitateurs.

Depuis plusieurs années, l'Attroupement travaille sur une forme de théâtre épique très proche de ses racines premières, la tradition orale des conteurs anonymes qui, jadis, racontaient la généalogie troublée des familles et inventaient les dieux et les héros. *Agamemnon*, la *Chanson de Roland*, le *Jeu de Saint Nicolas* ont servi d'approche à *L'Énéide*.

La musique y tient une place essentielle. Fait avec des instruments électrographiques, elle donne les couleurs des réveries où tous les temps se croisent, aux paroles qui se prolongent par des chants, modulations d'arpèges, viscérales. Le chant de toute voix — quelle soit née de l'Orient, de Sicile, des Balkans, des déserts — en dialogue avec les éléments. *L'Énéide* parle de ces gens, *homo-people* des premiers âges, fuyant la sauvagerie de leurs semblables et la guerre, affrontant leur destin — les colères et les mille ruses des dieux. Les dieux sont des masques — un peu gargoille, un peu carnaval, — les leur corps disparaissent sous de vastes draps bleus et oranges. Ils ne sont pas impressionnants, ils sont bizarres comme des étrangers, dotés de pouvoirs mais chamoilliers, et qu'il est donc possible de berner.

Les humains sont de toutes les époques — marins, paysannes, vieillards arthritiques, jeunes filles aux jambes nues... Leur aspect s'adapte aux situations que les comédiens conçoivent et qu'ils matérialisent, en compositions tout aussi éloignées du réalisme Théâtre du Soleil ou dans celui de Peter Brook avec les *Iks*, la

Conférence des oiseaux. L'Attroupement n'est pas inférieur à ces fameux anses. Le groupe maîtrise un vocabulaire de gestes musicaux — dans le rythme, l'amplitude, et aussi les silences. Gestes déliés et intenses, attitudes de poupées dansantes. C'est clair, parlant, à la fois immédiat et lointain.

La mise en scène de Denis Guenoun a la même magnificence que son adaptation : il propose le poème de Virgile en paroles et en images contemporaines, sans actualiser. Il a su garder le lyrisme intemporel des passions — affolements de l'amour, acharnement à vivre, à trouver son espace de liberté. Un cercle de lumière rouge désigne la ville en feu, un homme chevauche le bateau penché qui devient le char traînant le cheval-trait, les Troyens au repos dansent dans un crépuscule languide à la Strehler... Les conteurs profèrent le récit des péripéties tragiques : Didon heureuse, Didon abandonnée raconte le passage de l'homme, l'oracle prend le temps d'écouter le silence, entre ses conseils d'homme d'expérience... Le souffle épique se casse sur des tableaux pleins de sève qui, à leur tour, s'ouvrent sur un départ vers le divin. Mouvement de va-et-vient fascinant entre le concret et les délires créateurs... Comme si Denis Guenoun, avec l'Attroupement, avait découvert et rendu à la vie le langage oublié d'une civilisation détruite.

COLETTE GODARD.

* Choisy-le-Roi, centre culturel Paul-Éluard, 20 h 30. Un épisode par soir. Le mercredi à 19 heures : 2^e et 3^e épisodes. Le dimanche à 16 heures : intégrale. La troupe est composée de Didier Bernard, Jean-Michel Bruyère, Sylvie Coulon, Laurent Davy, Pierre Liabastres, Jocelyne Mazuir, Nicolas Raymond, Sylviane Thomas. Musiciens : Denis Guenoun, Rony Holan, Etienne Jazet, Micou Papineau, Dacor, Claude Forget. Costumes : Anne et Françoise Auran.

(1) Publié par Hubert Nyssen aux éditions Actes Sud.

PREMIERES PUBLIQUES : SAMEDI 18h et 21h — DIMANCHE 16h

ARTS HEBERTOT
387.23.23

L'EXIL DE MONTERLANT
EMMANUELLE RIVA

du 3 au 28 nov.
Théâtre Gérard Philipe
St-Denis
243 00 59

Les Bas-Fonds/Gorki
adaptation de Gildas Bourdieu
création de la Salamandre
Théâtre National
de la Région Nord-Pas de Calais

LA FONDATION VERDIGLIONE A MILAN

Le sens du spectacle

Lier le destin de la culture à celui de l'industrie, des banques, des technologies de pointe et des amis et des *mass media*, tel est l'objectif de la Fondation internationale Armando Verdiglione qui vient d'être inaugurée à Milan. Pour le psychanalyste italien, dont les talents d'entrepreneur ne sont plus à démontrer, cette fondation qui porte son nom gravité autour de l'hypothèse d'une « seconde renaissance », expression à la fois du dépassement d'une tradition culturelle et de l'avènement d'une autre plus internationaliste.

Cette « seconde renaissance », point d'aboutissement et de dépassement de la première, est qui doit donner à celle-ci toute sa valeur, était le thème du « festival », qui, pendant trois jours, a marqué le lancement de la fondation. Programme copieux et désordonné — une trentaine d'orateurs ne purent intervenir, — comme Verdiglione en a le secret : en cela, tout à fait dans la ligne des congrès qui jalonnent la vie du Mouvement freudien international, dont il est le président, et qui fêtera ce mois-ci ses dix ans.

Disposant de vastes locaux, d'une bibliothèque et de laboratoires audiovisuels, la fondation de la Piazza Duomo comporte cinq départements (industrie, littérature, art, audiovisuel et clinique), divisés en sections, en relation, nous dit-on, avec d'autres instances culturelles à travers le monde. Quoi qu'il en soit du projet, la fondation qui préside à cette « fondation », et dont les propos s'élèvent d'Armando Verdiglione ne fait pas toujours la compréhension, mais ne peut manquer d'apparaître

comme l'établissement pignon sur rue de ce néo-freudisme prophétique qui, désormais, s'accouple sans ambages à la machine productive, se branchant sur ses plans financiers dans un vaste mouvement de récupération de tout, comme de presque rien, dans lequel la psychanalyse n'est plus qu'un prétexte, sinon un alibi.

Ce qui intrigue dans le personnage de Verdiglione sans doute autant que les concepts pour le moins rebelles à l'intelligibilité de ce qu'il appelle, à l'enseignement de Lacan, ses « écrits », ce sont un sens du spectacle et une habileté peu commune à capter les financements. Sur ce dernier plan, la fondation Verdiglione, comme toutes les manifestations qu'il organise, relève du mystère : « Il s'agit d'une entité morale issue d'une société constituée avec quelques amis ». Pas plus éclaircis, au demeurant, ne seront les liens privilégiés qui, dit-on, unissent le psychanalyste milanais aux socialistes italiens.

Comme toute entreprise « verdiglionienne », la Fondation internationale a deux faces. D'un côté, il ne fait guère de doute qu'il s'agit d'une nouvelle montgolfière dans le ciel de cette décadence intellectuelle occidentale où se déploie la « pensée-spectacle ». D'un autre côté, il ne faut sans doute pas sous-estimer le rôle que cette fondation peut avoir pour amorcer des rencontres qui peuvent se poursuivre ailleurs. En outre, font valoir certains dans le contexte italien, dans un monde intellectuel souvent suffoqué par la tyrannie éditoriale de quelques grands noms, Verdiglione, avec ses provocations, ses bouffonneries et son irrévérence, apparaît comme une bouffée d'air : n'a-t-il pas publié aux Editions Spirales des poèmes inconnus à côté des « signatures » qu'il cultive ? Entre l'ouverture et la vacuité : une ambiguïté dont Verdiglione sait jouer avec maestria.

PHILIPPE PONS.

« Jessye Norman, souffrante, ne chantera pas comme il était prévu les 4, 6 et 7 novembre, suite Gounod. L'Ensemble orchestral de Paris a donc modifié en partie ses programmes et invité Evelyn Branner (le 4) et Birgit Finlân (les 6 et 7).

« Le pianiste soviétique Emil Gilels, souffrant, annule le récital qu'il devait donner au Théâtre de Champs-Élysées, ainsi que sa tournée en Grande-Bretagne.

PETIT MONTPARNASSE

EUPALINOS
de Paul Valéry
Raymond GÉROME
et Jean-Noël SISSIA
«... allez au Petit Montparnasse. Une heure d'intelligence, est-ce trop demander...»
F. Chalais
SOIRÉE 21 HEURES

CINÉMA

« DOUCE ENQUÊTE SUR LA VIOLENCE », de Gérard Guérin

L'horreur au singulier

Plus connu comme auteur de documentaires, et d'abord de la série *Paysannes* dont le troisième vient de recevoir le second prix au Festival du film rural (1), Gérard Guérin s'aventure ici dans un terrain plus miné. Selon une théorie qui lui est chère, documentaire et fiction ne sont que l'envers et l'endroit d'un même art, le cinéma, aussi inséparable de l'eau et du vin, le sel et le poivre.

Gérard Guérin (2) a donc mené une enquête préalable minutieuse autour du thème et des personnages retenus — les deux violences : l'une quotidienne par la famille et la société, l'autre, rituelle et amplifiée par les médias, celle du terrorisme. Michel Lonsdale se comme un pauvre gros diable enchaîné, méchant capitaliste rennais au pas par des brigades roses de comédie musicale. Une adolescente récite de la poésie et s'apprête à tout risquer pour aller en Turquie. Une jeune femme hurle dans le métro. Le cinéaste Robert Kramer redevient auteur, et biologiste, pratique la terreur clinique au service des multinationales. Partout les dés sont pipés, une insignie comédie macabre se déploie, malgré la tendre jeune fille, malgré une vieille dame si digne.

Et puis, soudain, dérapage, qu'on entrevoyait avec certains gros plans de pupilles dilatées assez sadiques. Le pauvre M. Ash, le financier détrempé, est abandonné par ses gendarmes, au lieu de gagner aussitôt le grand large, il s'effrite à hanter les couloirs du sous-sol de l'immeuble où on le détenait, pour se faire croquer par deux énormes têtes noires. *Fatalitas fatalitatem* comme dirait Prévert ! Gérard Guérin a eu tort de ne pas jouer d'ambiguë la carte de l'horreur pure et simple à la David Cronenberg (*Scanners*).

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les exclusivités.

« A l'occasion du Mois de la photo, l'Université Paris-1, Paris audiovisuel et les Cahiers de la photographie organisent un colloque sur « L'acte photographique », du 5 au 7 novembre (amphithéâtre Richelieu, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris).

MARGHANA PATHÉ V.O. - HAUTEFEUILLE PATHÉ V.O. - 7 PARNASSIENS V.O. - LUMIÈRE - FAUVETTE - NATION - LES IMAGES - MAXEVILLE - GAUMONT - QUEST Boulogne - BELLE ÉPINE PATHÉ Thiais - PATHÉ Champigny

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1982

BRITANNIA HOSPITAL
un film de Lindsay ANDERSON

BRITANNIA HOSPITAL
un film de Lindsay ANDERSON

LEONARD ROSSITER
GRAHAM CROWDEN
JOAN FLOWERS - JILL BENNETT - MARSHA MUNT - MALCOLM McDOWELL
ALAN PRICE

Gaumont

Le Monde

UNE COPIE (329-4) Biarritz
UNE HISTOIRE 27 PARIS CEDEX 09 (Pr.) : M. ARMANDO VERDIGLIONE
LES UNES ET BONNEMENTS
montant Mont
VOL (Tunisie) FRANCE
(326-58-00) 719 F 715 F 910 F
(71-00) : 14 JOURS ÉTRANGERS
(90-81) : 14 JOURS NORMALE
(575-79-79) : 30 F 1 495 F 1 950 F
(261-50-22) : 12 F (544-22-02) ÉTRANGER (messageries)
E-LUXEMBOURG
S-BAS
835 F 1 070 F
E-TUNISIE
1 052 F 1 360 F
abonnement
valent par chèque
postal ou mandat
à l'ordre
une fois par mois
de l'envoi à
l'adresse de
propres en

THERMALISME AU SOLEIL

on le

cores thermiques hivernales

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 4 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



20 h 35 Téléfilm : Mozart. Réalisation Marcel Bluwal. Orange et passion. Troisième épisode de la vie de Mozart : sa rupture avec Colloredo et Salzburg, sa rencontre amoureuse avec Aloisia Weber.



22 h 5 Histoire de la vie : La solitude ça n'existe pas. Émission de P. Desgranges, avec E. Lalou et I. Barrière et la participation du ministère de la culture. Le vie considéré comme une chaîne de relations d'habitat, de transfert d'énergie, de nourriture, de stimulation et de signaux : une série didactique très bien documentée et très divertissante.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Magazine : Planète bleue. Radio-télévision : la grande invasion, réalisation J.-P. Spiro. Satellites, câbles, magnétoscopes, vidéotexte, télématique, la quatrième chaîne de télévision... 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Houbi-Houbi, avec les groupes Imas, La souris déglutit, The Strangers, Houte tension : les films de série B et les films de Hitchcock.

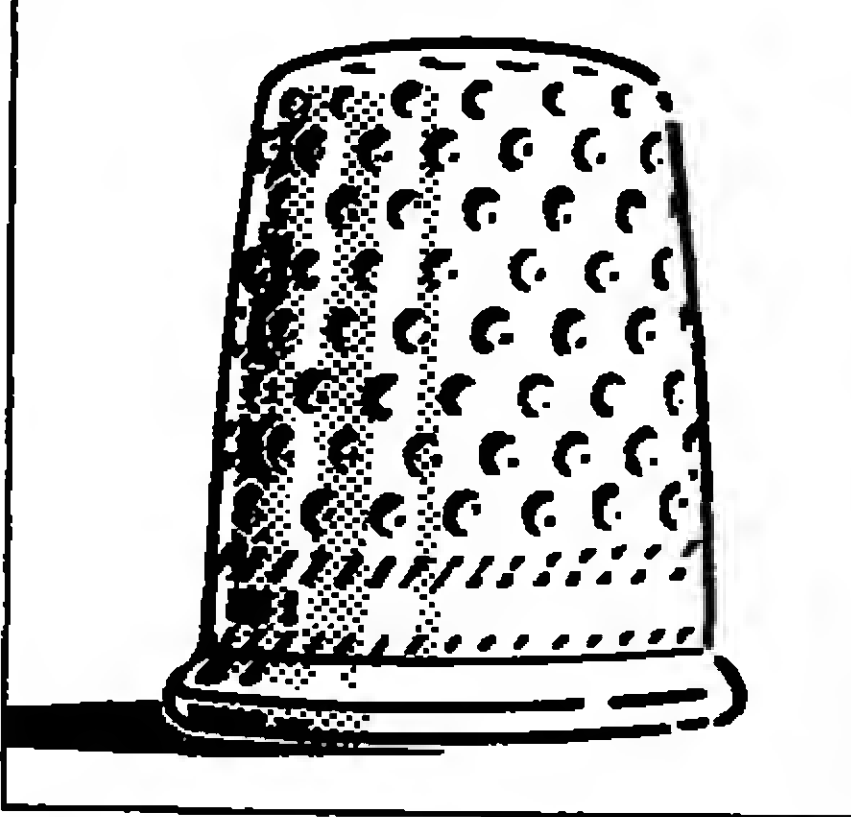
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Cadavres exquis. Film italien de F. Rosi (1975), avec L. Ventura, F. Rey, M. von Sydow, C. Vassil, T. Cararo, M. Bazzilli, G. Zampa.

(Rediffusion.) Dans une province du sud de l'Italie, plusieurs magistrats sont, successivement, assassinés. Un inspecteur de police, venu de Rome pour l'enquête, découvre peu à peu une machination conçue en haut lieu. Un très grand film politique, adapté d'un roman de Leonardo Sciascia. Rosi a fait appel, de manière magistrale, les ramifications occultes des crimes d'État dans un régime démocratique affaibli, mis de l'intérieur.

22 h 30 Journal. 23 h 5 Prélude à la nuit. Concert Carré et Exerjan (pianistes). Cinq ballades, de G. Auric.

Ah! les voitures cousu main.



FRANCE-CULTURE

20 h, Monsieur le souris, de G. Simenon, avec G. Bréard, J. Fabry, E. Berry, F. Cantrel. 21 h, Nuits magiques : Liaisons dangereuses.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert donné en l'église abbatiale de Saintes, le 6 juillet 1982 : « Motets à quatre voix », de C.P.E. Bach et J.C. Bach ; « Chanson sacrée », de Rust, par l'Ensemble Chantons, avec W. Burger, soprano, C. Denley, contralto, N. Rogers, ténor, C. Huguier, piano, et orgue de chambre : « La Stuhl, pour piano », de C.P.E. Bach ; « Trois chansons sacrées à quatre voix avec piano », de « Quatre chansons profanes » de Haydn ; « Chansons italiennes à trois et quatre voix », de Beethoven ; « Marche funèbre », de Mozart ; « Chansons sur poèmes de Goethe », de Reichardt. 22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit : œuvres de Martinu, Scarlatti ; 23 h, Studio de recherche radiophonique ; œuvres de Glass et Wilson ; 0 h 5, Nocturnes : œuvres de Wagner, Schubert, Ravel, Berlioz, Bartók.

Vendredi 5 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 TF1 Vision plus. 12 h Météorologie. 12 h 10 Juge Box. 12 h 30 Atout cœur. 13 h Journal. 13 h 35 Émissions régionales. 14 h 5 Émissions régionales. 14 h 55 Émissions régionales. 15 h 5 Émissions régionales. 15 h 55 Émissions régionales. 16 h 5 Émissions régionales. 16 h 55 Émissions régionales. 17 h 5 Émissions régionales. 17 h 55 Émissions régionales. 18 h 5 Émissions régionales. 18 h 55 Émissions régionales. 19 h 5 Émissions régionales. 19 h 55 Émissions régionales. 20 h 5 Émissions régionales. 20 h 55 Émissions régionales. 21 h 5 Émissions régionales. 21 h 55 Émissions régionales. 22 h 5 Émissions régionales. 22 h 55 Émissions régionales. 23 h 5 Émissions régionales. 23 h 55 Émissions régionales.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E. 10 h 35 Journal. 10 h 40 Journal. 10 h 45 Journal. 10 h 50 Journal. 10 h 55 Journal. 11 h 5 Journal. 11 h 55 Journal. 12 h 5 Journal. 12 h 55 Journal. 13 h 5 Journal. 13 h 55 Journal. 14 h 5 Journal. 14 h 55 Journal. 15 h 5 Journal. 15 h 55 Journal. 16 h 5 Journal. 16 h 55 Journal. 17 h 5 Journal. 17 h 55 Journal. 18 h 5 Journal. 18 h 55 Journal. 19 h 5 Journal. 19 h 55 Journal. 20 h 5 Journal. 20 h 55 Journal. 21 h 5 Journal. 21 h 55 Journal. 22 h 5 Journal. 22 h 55 Journal. 23 h 5 Journal. 23 h 55 Journal.

Film de voix décalées ou interrompues sur des images généralement antiques et peuplées de fantômes, pour évoquer une histoire d'amour. Une beauté rare.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes. 18 h 55 Tribune libre. C.G.T. (Confédération générale du travail). 19 h 10 Journal. 19 h 20 Émissions régionales. 19 h 55 Dessin animé. Il était une fois l'espace. 20 h Les jours de vingt heures. 20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.M.C.). Les accidents de la consommation : la sécurité des chauffeurs. 20 h 35 Le nouveau vendredi : American Challenge. Reportage de C. Pic. La course transatlantique en solitaire, de Plymouth, en Angleterre, à Newport, aux États-Unis, filmé du regard de caméras automatiques placées à bord des bateaux de huit concurrents américains. 21 h 30 Documentaire : Promenade en Avignon. Réal. J.-P. Cassagnac. Un reportage sur le Festival d'Avignon : des extraits de l'Enfance de l'art, par l'Atelier public de comédie de l'art ; de Richard II, d'Arlette Mouchette ; de Ce soir, on improvise, de Pirandello, mise en scène de Werner Schreyer. La télévision ne saura donc jamais filmer le théâtre. 22 h 30 Journal. 23 h Prélude à la nuit. Rossini : Sonate pour cordes, par les Solistes de Berlin.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : l'Inde en marche : regard sur le peuple Maya ; moins cinq, avec M.-C. Barre. 8 h, Les Chansons de la connaissance : le jeu des portraits ; à 8 h 32, L'Écriture, c'est l'enfer : à 8 h 50, Écho au hasard. 9 h 45, Le Texte et la marge : « Une amitié ténace », de J.-J. Gauthier. 10 h 2, Matinales : « Conjuré le chagrin », par R. Mella (et à 13 h 30 et 16 h). 12 h 5, Nous tous chacun. 12 h 45, Pénitence avec D. Soulez-Larivière. 14 h, Son à la campagne. 14 h 3, Un être, des voix : « Les Montagnes noires », de F.-A. Burguet. 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (Hans Mergel). 15 h 30, Feuilleton : Cécile. 16 h, Actualités magazine. 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : congrès international de l'histoire de la physique des particules. 20 h, De Galle : « Des légendes aux réalités », à propos de la parution des inédits de Ch. de Gaulle, par Cécile de Gaulle et D. Chagnon. 21 h 30, Black and blue : l'éternel ressuscité, avec F. Marnand. 22 h 30, Nuits magiques : arrêts fréquents, le magazine des urgences.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique du matin : œuvres de Vivaldi, Rawsthorne, Mondoville, Abbate, J.-S. Bach, Schubert, Wagner. 8 h 7, Quotidien-Musique : V. Perlemuter : œuvres de Mozart, Schumann, Chopin, Debussy, Ravel. 12 h, Émissions régionales : œuvres de Sibelius. 12 h 35, Jazz s'il vous plaît. 13 h, Jemmes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Rameau, Franck, Marissal, Debussy, Ravel, par H. Caillet, piano. 14 h, Bolle à musique : œuvres de Sibelius. 15 h 30, Les enfants d'Orphée. 16 h, Magazine international du chant choral. 17 h 2, Concert : œuvres de Albini, Darnice, Corelli, Vivaldi, Rostrop, par l'Orchestre national de chambre de Toulouse. 19 h 38, Jazz : le clavier bien rythmé. 20 h, Concert (en direct de Baden-Baden) : « Symphonie n° 6 » de Hindemith ; « Symphonie n° 6 » de Bruckner, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. F. Lehner. 22 h 15, La nuit sur France-Musique : Les mois de France Xénakis : 23 h 5, Écarts : 0 h 5, Musiques traditionnelles d'Égypte.

VU

La moutarde vous monte aux yeux

Mettons que vous ayez envie d'un chemisier rose. Vous pouvez le chercher dans tout Paris, aux Champs, au Sentier, à l'Opéra, vous ne le trouverez pas. Et si par hasard vous en trouviez un, prenez en trois. Pourquoi ? Parce que en 1979 ou 1980, je ne sais plus, il n'y avait que ça. Et qu'il n'y en aura donc plus avant un bon moment. Entre-temps, de Berlin à Toronto et de Naples à Glasgow, les boutiques se sont uniformément habillées de blanc et de bleu gitanes, puis de bleu canard (nuance) et de jaune moutarde.

La moutarde, nous y sommes en plein. On ne voit que ça. Et on ne peut se voir qu'en ça. Forcément. La mode, ce n'est pas nous qui la créons. On prend ce qu'on nous offre. On ne le prend pas. Le plus souvent, trop souvent, on prend. Le moyen de faire autrement ?

On prétendait mercredi soir sur TF 1 « Femmes sous influence » que comparée aux vitrines, la rue était terne. Excusez-moi, mais la rue, c'est le reflet étincelant de la vitrine. Une rue où les femmes acceptant depuis des années de se promener en pantalon de velours horticole, une rue qui, pour satisfaire aux appétits dévorants des marchands de laine, transpire — de

métro en bureau — sous d'épais chandails et châles et gilets superposés, une rue qui trotte-talon haut, talon plat, en bottines puis en ballerines, puis en bottillons : cette rue-là est vraiment bonne fille.

D'autant que la plupart des frusques qu'on accroche sur un coup de cœur, un coup de folie, dans son placard, on ne peut les en sortir que le soir. Dans la journée, ça fait bizarre.

Qu'on veuille, qu'on puisse s'enrichir sur notre dos, en conduisant la pédale au plancher une industrie dont le fonds de roulement dépasse 100 milliards de francs lourds, en décrétant dans le secret des « bureaux » style ; que, l'été prochain, on passerait à l'orange et l'hiver suivant au long, nous n'y pouvons rien. Sinon refuser d'entrer dans la danse et vivre en jean.

Encore que, attention ! Le jean lui-même suit avec empressement les impératifs de la mode. Quoi que vous fassiez, vous aurez toujours un gros derrière monté sur des chevilles en pied de comode. Sauf à vous habiller dans les magasins d'hommes. C'est un tuyau que je vous donne.

CLAUDE SARRAUTE.

PRESSE

À « L'EST RÉPUBLICAIN »

Une lettre de M. Charles Boileau

À la suite de notre article consacré au rachat par le Républicain lorrain de la société La Grande Chaudronnerie lorraine, et donc de 21 % des actions du quotidien de Nancy l'Est Républicain, M. Charles Boileau, P.-D.G. de ce journal, nous adresse la lettre suivante, usant de son « droit de réponse ».

Le texte paru dans le numéro du Monde daté des 31 octobre et 1^{er} novembre 1982, omettait un certain nombre d'éléments.

1) Ce texte laisse entendre que la famille Boileau, une fois les actions rachetées à La Grande Chaudronnerie lorraine, a pris le contrôle du conseil d'administration et que la famille Lignac en a été écartée. En fait, à aucun moment, outre M. Bernard Pinchard, directeur général, puis P.-D.G. de La Grande Chaudronnerie lorraine, le nombre des administrateurs représentant la famille Boileau n'a dépassé trois, sur un total d'administrateurs qui, lui, n'a jamais été inférieure à neuf.

Quant aux représentants de la famille Lignac, ils étaient au nombre de deux en 1975, et sont devenus trois en 1976. M^{me} Anne-Marie Li-

gnac a démissionné en 1979. La même année, M. Gérard Lignac s'est vu révoquer, à une large majorité, par l'assemblée générale des actionnaires, après qu'il lui-même ait attaqué l'Est Républicain en justice en annulation de la cession d'actions à La Grande Chaudronnerie lorraine et tenté de faire révoquer M. Charles Boileau de ses fonctions de P.-D.G. Leur père, M. Pierre Lignac, n'a jamais cessé de faire partie du conseil d'administration ; son mandat a été renouvelé en 1980 pour une durée de six ans.

2) Aucune affaire, qu'elle soit de famille ou financière, ne peut être considérée comme étant à l'origine de la démission en 1979 de M. Charles Boileau de ses fonctions de président-directeur général de La Grande Chaudronnerie lorraine, et de la désignation, pour lui succéder, de son beau-frère M. Bernard Pinchard, par le conseil d'administration de cette société.

3) Si, face aux difficultés croissantes que connaissait La Grande Chaudronnerie lorraine, la famille Boileau s'est effectivement efforcée, et est parvenue, à réunir les fonds qui devaient permettre, et d'assurer le maintien en activité de cette société, et de mettre un terme au conflit entre les actionnaires de l'Est Républicain, elle l'a fait avec le concours exclusif d'industriels qui, tous, exercent leur activité dans des départements de la zone de diffusion du journal. A aucun moment il n'a été question de M. Hersant ou de son groupe, pas plus que d'aucun autre groupe de presse.

GRÈVE DES JOURNALISTES AU « BERRY RÉPUBLICAIN »

Le Berry républicain, quotidien édité à Bourges et qui appartient au groupe La Montagne (Clermont-Ferrand), n'a pu paraître jeudi 4 novembre en raison d'une grève déclenchée par la rédaction, à l'appel de la section du Syndicat national des journalistes (S.N.J.), pour faire respecter ses prérogatives.

Le conflit remonte à la décision de la direction, prise au mois d'août, d'étendre la confection, par les journalistes, des maquettes qui n'étaient réalisées, jusqu'alors, que pour quatre à cinq des vingt pages du journal. Le syndicat du Berry C.G.T. estime que cette extension « conduit à la déqualification des typographes, réduits à suivre étroitement les instructions des journalistes pour la mise en pages ». Les ouvriers du Livre avaient, en conséquence, refusé d'exécuter les maquettes réalisées, mercredi soir 3 novembre, par les secrétaires de rédaction (journalistes). Une réunion de conciliation réunissant la direction, la section syndicale des journalistes et le syndicat du Livre C.G.T. avait échoué la semaine dernière.

Vendredi 5 novembre à 20 heures

COURSES à VINCENNES

Paris jumelé dans toutes les courses
Paris trio à chaque réunion
Retenez votre table au « Privé »
969-67-11
Prochaines soirées : 8, 10 et 12 novembre

LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.) : Marnix, 6 (278-47-86).

MAD MAX II (Aust., v.a.) : Cinqchamps, Saint-Germain, 6 (633-18-45) ; U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45) ; V.F. : Mayville, 9 (770-72-86).

LA MAISON DU LAC (A., v.a.) : U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45).

MAMAN IXE (Fr.) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

MAMAN (QUE MAN) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

MAYA L'ABEILLE (Aut., v.f.) : Ambassade, 6 (359-19-08) mat. ; Acadia, 17 (764-97-83), mer., s. dim.

MEURTRES À DOMICILE (Fr.-Bel.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Gaumont-Hall, 1 (297-49-70) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Richelieu, 2 (233-36-70) ; Hémicentre, 6 (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; Montparnasse 83, 6 (544-14-27) ; Colisée, 9 (359-29-46) ; U.G.C. Normandie, 9 (359-41-18) ; George V, 9 (562-41-46) ; France, 9 (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Parvatis, 13 (331-60-74) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Gaumont-Sud, 14 (327-54-50) ; Magic-Cosmos, 15 (325-20-44) ; Mayfair, 16 (525-27-05) ; Clichy-Paoli, 18 (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

MESSING (POUR DÉSARU) (A., v.a.) : École de Bois, 5 (337-57-47).

MOUREUX À TRENTAIS (Fr.) : 14-Juillet Paris, 6 (326-58-00).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 14-Juillet Rueil, 6 (633-43-71) ; 14-Juillet Paris, 6 (326-58-00) ; Biscuits, 9 (723-69-22) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 3 (770-11-34) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Clichy-Paoli, 18 (522-46-01).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Montmartre, 19 (606-34-25).

LE PÈRE NOÛL EST UN ORDRE (Fr.) : Biarritz, 9 (723-69-23).

PETIT JOSEPH (Fr.) : Berlin, 2 (742-60-33) ; Saint-Antoine-Arts, 6 (326-48-18) ; Ambassade, 6 (359-19-08).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.a.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Elysee Lincoln, 9 (359-36-14).

POLENTA (Sud.) : Marnix, 6 (278-47-86).

POLYMERISTE (A., v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; Publicité Marigny, 9 (359-31-97) ; V.F. : Paramount Marigny, 2 (296-60-40) ; Paramount Opéra, 2 (261-50-32) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Galérie, 12 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (325-90-10) ; Convention Saint-Michel, 15 (327-52-37) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

POREYS (A., v.f.) : France, 9 (770-33-88).

QUERELLE (A., v.a.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

LE SECRET DE VÉRONIQUE VOSS (A., v.a.) : Studio de la Harpe, 9 (634-25-32).

STAR TREK II : LA COLÈRE DE KHAN (A., v.a.) : Ciné Palace, 5 (354-07-76) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; Kinopanorama, 15 (306-30-30) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-36-70) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 3 (770-11-34) ; Gaumont-Sud, 14 (327-54-50) ; Images, 18 (522-46-01).

TIR GROUPE (Fr.) : Paramount City, 9 (562-45-16) ; Paramount Opéra, 2 (261-50-32) ; Paramount Galérie, 12 (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14 (325-90-10) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

TOUTE UNE NUIT (Belg.) : Hémicentre, 6 (633-79-38) ; Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Elysee, 9 (705-12-13) ; Olympia Balzac, 6 (561-10-60) ; Olympia Extrémité, 14 (542-67-42).

LA TRUITE (Fr.) : Colisée, 9 (359-29-46).

VICTOR, VICTORIA (A., v.a.) : Movies, 16 (260-43-99) ; École de Bois, 5 (337-57-47) ; George V, 9 (562-41-46) ; Colisée, 9 (359-29-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Impérial, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-36-70) ; Montparnasse 83, 6 (544-14-27) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Parvatis, 13 (331-60-74) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Clichy-Paoli, 18 (522-46-01).

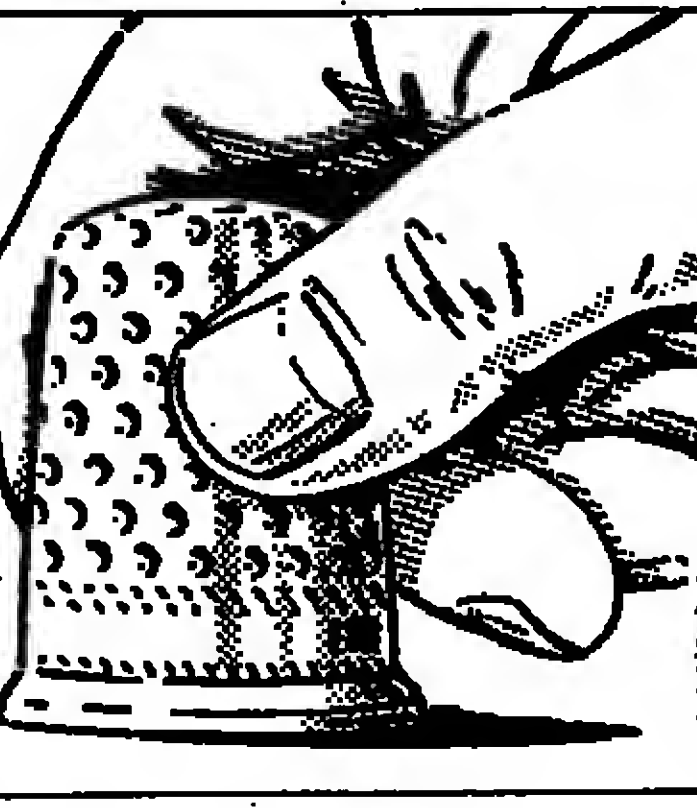
UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; U.G.C. Deutscher, 6 (329-42-62) ; Breteigne, 6 (222-57-97) ; Biarritz, 9 (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 3 (770-11-34) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Beaugrenelle Montparnasse, 15 (544-25-02).

UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE (Fr.) : Marnix, 6 (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (325-90-10).

YOL (Tur., v.a.) : 14-Juillet Paris, 6 (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 9 (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Beaugrenelle Montparnasse, 15 (544-25-02).

Ce soir on lève le dé!



ALISME AU SOLEIL
thermales hivernales

COMMUNICATION

EN LANÇANT UN VASTE PROGRAMME DE COMMUNICATION PAR CABLES

L'Etat donne à l'industrie française les moyens d'accéder à la dimension mondiale dans une technologie de pointe

Le conseil des ministres du 3 novembre a approuvé le lancement d'un vaste programme d'équipement de la France en réseaux câblés de télécommunication (le Monde daté 3-4 octobre).

Par ses retombées technologiques et industrielles, par ses implications culturelles et sociologiques, la décision d'équiper le pays en réseaux câblés de télécommunication est véritablement l'une des plus importantes que le gouvernement ait prises depuis mai 1981. Sans doute, le grand public n'en percevra-t-il pas tous les effets dans l'immédiat et l'impact de cette décision ne se fera-t-il sentir que progressivement. Mais, dans l'esprit des pouvoirs publics, il s'agit de jeter les bases de cette future société de la communication et de l'image qui se profile pour la fin du millénaire.

A vrai dire, le câblage n'est pas une idée nouvelle. Aux Etats-Unis,

les télévisions par câble ont proliféré. En France même, il y a des expériences locales de télédistribution, notamment dans des villes nouvelles. Mais, avec le développement de la télécommunication, les satellites, la télématique, le problème a changé de dimension.

Allait-on laisser proliférer les antennes individuelles de réception des programmes de télévision par satellite ? Allait-on laisser se multiplier les liaisons par câbles aux normes différentes : l'un pour le téléphone, l'autre pour un programme privé de télévision, un troisième pour des applications télématiques, un quatrième pour des services locaux ? Quid du monopole des P.T.T. et de la notion de service public ? Allait-on attendre qu'Américains ou Japonais seussent les câbles et montrent la voie à suivre ? Fallait-il miser sur les techniques actuelles du câble — le coaxial — ou la nouvelle technologie de la fibre optique ?

Autant de questions que la précédente administration se posait et auxquelles les socialistes ont très vite été confrontés. Après un an d'étude, le gouvernement a opté pour le développement immédiat, programmé et ordonné du câblage des foyers. Un programme qui peut être comparé, toutes proportions gardées, au processus d'électrification des dernières décennies.

L'objectif est que, d'ici une vingtaine d'années, la plupart des foyers français soient raccordés par une prise et un câble unique à un vaste réseau en fibre optique qui véhiculera des images et des sons.

Dans un premier temps, d'ici à 1985, un million quatre cent mille foyers (les villes et les sites ne sont pas encore choisis) seront équipés de prises. A l'intérieur des immeubles concernés, un câble en fibre optique reliera la prise de chaque appartement à une antenne collective de réception de programmes de télévision par satellite (située sur le toit ou dans un local proche de l'immeuble). Des « arêtes de communication » seront tracées dans, puis entre, les villes, à l'image des réseaux électriques et téléphoniques. Elles transmettront d'abord des programmes audiovisuels (télévision) et seront équipées en câble coaxial. Mais, très vite, on devra basculer vers la fibre optique, ce qui permettra, à terme, de transmettre sur le même câble les conversations téléphoniques, les programmes par câble, par satellite, les programmes de services divers, qu'ils soient interactifs ou non. C'est ce qu'on appelle aux P.T.T. le multi-service. De plus, ces réseaux pourront être utilisés pour de multiples applications professionnelles, telles que la visioconférence.

câbles et antennes. En confiant la réalisation et la maîtrise d'œuvre technique de ce réseau aux P.T.T., nous sommes assurés d'avoir une norme unique, un seul fil, une seule prise au foyer. D'avoir un projet cohérent, dont la maîtrise demeure dans les mains du service public.

Reste que des zones d'ombre subsistent quant à l'exploitation de ces réseaux. En juillet, après le vote de la loi sur la communication audiovisuelle, des municipalités ont accéléré leurs projets autonomes de câblage. Certaines, comme la communauté urbaine de Lille, souhaitent être majoritaires dans des sociétés d'économie mixte, qui gèreraient ces réseaux locaux. Or, telle n'est pas la position des P.T.T., qui font valoir la notion de service public.

Sans doute trouvera-t-on un compromis entre la volonté affirmée en conseil des ministres de « décentraliser l'exploitation de ces réseaux » et le fait que le service public ne « saurait se diviser ». Les collectivités locales pourraient, par exemple, être associées — minoritaires — à l'exploitation des réseaux locaux, les P.T.T. conservant la maîtrise de l'ensemble des infrastructures.

Seconde raison avancée : les impératifs industriels et technologiques. L'équipement en téléphone étant réalisé, il faut trouver des « relais » pour assurer un plan de charge régulier à l'industrie et lui permettre de prendre position sur les nouvelles techniques. Un milliard de francs seront investis en 1983, 2 milliards en 1984, autant en 1985. A partir de 1986, ce sont 4 milliards de francs qui seront consacrés chaque année à ce programme et injectés, pour une large part, dans l'industrie.

Les industriels étant assurés d'un programme régulier et chiffré devraient pouvoir développer leur production de fibres optiques, mais aussi de matériels d'abonnés, de terminaux. Car, bien au-delà de la seule fibre, c'est toute une génération de nouveaux matériels qui va pouvoir être développée.

C'est une tradition française que de lancer des « grands programmes » associant étroitement l'Etat client et bailleur de fonds (E.D.F., S.N.C.F., armées, P.T.T.) et les industriels. Ces coopérations ont, dans l'ensemble, donné de bons résultats et ont permis de bénéficier à l'exportation. C'est ce modèle, qui correspond sans doute aux habitudes du pays, que le gouvernement va tenter d'appliquer avec son programme de câblage.

En misant dès aujourd'hui sur la fibre optique, le câblage, à l'instar de ce qui va se faire en R.F.A. et en Grande-Bretagne, l'Europe espère, sinon prendre le vitesse, du moins ne pas se laisser distancer par les Etats-Unis et le Japon dans les nouvelles technologies de télécommunications.

Les bases de la politique du « contenu » étant jetées, reste à définir celle du contenu. Le conseil des ministres précise que « le dévelop-

pement des réseaux de communication n'aura de sens que s'il s'accompagne d'un effort vigoureux en faveur du développement des industries culturelles françaises susceptibles d'offrir à l'ensemble des utilisateurs des programmes répondant à leurs besoins ». Pour ce faire, une mission interministérielle va être créée. Elle devra établir avant deux mois un avant-projet de « plan national pour l'expansion des industries de programme ».

La tâche n'est pas facile. Car, dans le domaine du « contenu », l'Etat ne saurait jouer le même rôle moteur que pour le « contenu ». C'est donc de l'initiative privée, des collectivités locales, des groupes de communication existant que devra venir l'impulsion. Sauront-ils prendre « les trains à temps » et éviter ainsi que l'Etat ne soit conduit à étendre son emprise sur le « contenu » ?

J.-M. QUATREPOINT.

Les fibres optiques

Les fibres optiques sont de fines fibres de silice — ou d'un autre matériau transparent — dans lesquelles la lumière se propage en utilisant le phénomène de réflexion totale (le Monde du 13 octobre). Il faut cependant que la transparence soit aussi parfaite que possible. Ce n'est qu'au cours des dernières années que les verriers ont su réaliser des matériaux permettant la propagation d'informations — codées en une suite d'impulsions lumineuses — sur de longues distances.

Le débit des informations ainsi transmissibles et leurs diversités (les fibres optiques permettent de véhiculer indifféremment images animées, données informatiques, programmes sonores de l'émetteur vers le récepteur comme du récepteur vers l'émetteur) assurent d'ores et déjà l'intérêt économique de ce type de communication.

Deux entreprises produisent en France des fibres optiques. La première (F.O.I.), filiale commune de Saint-Gobain et de Thomson, utilise la technologie du groupe américain Corning-Glass. C'est elle qui fabrique les fibres utilisées dans les expériences de Birtitz et de liaisons entre centres téléphoniques. La seconde, les Câbles de Lyon, est une filiale de la C.G.E. Elle produit des fibres pour les câbles sous-marins et les expériences en cours sur le littoral méditerranéen.

D'autres entreprises sont directement concernées par ce programme. Il s'agit des « câblers » qui placent la fibre à l'intérieur du câble isolant (Thomson, les Câbles de Lyon et le groupement SAT-SILEC). Enfin le programme fournira une charge de travail importante aux entreprises (souvent des P.M.I.) spécialisées dans la pose des câbles.

Le Monde
DIMANCHE
Dans son numéro du 7 novembre

Sur la route avec Téléphone
Un phénomène du rock français qui attire chaque soir des milliers de spectateurs.
Un reportage d'Alain Wais

Ecouter les bébés
Si le nourrisson ne parle pas il sait se faire comprendre.
Psychologues et psychiatres s'en préoccupent.
Une enquête de Patrick Chastenot

Les collectivités locales associées
Plusieurs raisons sont avancées par le gouvernement pour expliquer son choix. « Il fallait d'abord éviter la prolifération des normes, un développement anarchique des »

ANNONCES CLASSEES

	tarif	tarif T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,60
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADREES

	tarif	tarif T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Degressif selon surface ou nombre de parutions

L'immobilier

appartements ventes appartements ventes appartements ventes

1^{er} arrdt
LES HALLES.
dans immeuble classé appart. très clair, 2 pièces, cuis. équip., s. de bains, w.c., cheminée chauffage électrique, télé-phonie, cave voûlée.
Faites le 207-27-70 pour R.V.
PRES RUE SAINT-HONORE
EGLISE DES HALLES
ET RUE BERGER.
EMPLACEMENT TOP
avant rénovation gd stand. surfaces de 45 à 200 m² divisibles. Rénovation et mesure à notre charge.
Sur place jeudi de 13 h à 18 h, 9, RUE VALVILLIERS.

2^e arrdt
M^{re} SENTER, bel imm., calme, beau 2 pos. cuis., tt. eq., aménag. 1^{er} et 2^e ét. Tél. : 233-82-46.
PLACE DES VICTOIRES
(ville), de bel immeuble plain de dalle, 3-4 pièces à rénover 52, r. Edme-Marcel, 14-17 h.

3^e arrdt
REPUBLIQUE. Immeuble ancien STUDIO cuisine, bain. Peut être loué 1.200 F mens. 130.000 F. T. 677-47-74.
4^e arrdt
MARSAIS plain cul., prestigieuse, apt. gd et récept., 3 ch. 833-33-67.
CŒUR MARAIS
GD HOTEL PARTICULIER. Nombreuses surfaces, à rénover. Tél. : 788-03-18.
EGLISE SAINT-PAUL
studio avec mezzanine, cuisine, bain, pourrais. 250.000 F. ALPIA 272-70-81.
Marais, près place des Vosges, dans hôtel particulier XVII^e, classé, 2 pos. cuis., s. de bain, w.c., entrée ref. et neuve, 50 m². Tél. : 272-12-09.
5^e arrdt
CONTRESCARPE duplex très gd 2 p., cft. calme. Prix : 550.000 F. SDG : 634-08-20.
Luxembourg 80 m² 354-42-70.
ATEL. ARTISTE, VUE.

NEUF CONSTRUCTION EN COURS
livraison janvier 1983.
1 et 3 RUE POLIVEAU
28 APPARTEMENTS DE TRES GRAND LUXE 2 au 5^e FRETES ET DUPLEX-TERRASSES
de 13.000 à 15.000 le m² Ferme et définitif.

6^e arrdt
BONAPARTE
Magnifique apt. de réception. Aménagement de luxe, 158 m² + 2 services. 537-61-88.
29, RUE MADAME, 4^e étage. Rénov. 5-6 pos., 155 m². CHARMÉ, parfait état. Le 5, de 14 h à 18 h. 280-42-20.
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
8 PIÈCES PARFAIT ETAT 4^e et 5^e ét. asc. Calme, plain cul., 1.950.000 F. 624-93-33.

7^e arrdt
Prix CHAMP-DE-MARS ELEGANT DUPLEX 170 m² TERRASSE PLANTÉE 200 m² + stud. 3 park. 624-93-33.
VILLAGE SUISSE
ATELIER, chambre, bureau, balcon. Solai dans bel imm., tt. confort. Parking : 705-61-61.
SOLFÉRINO
Duplex. Caractère 80 m² + chambre indép. Partait état. 1.000.000 F. 582-16-40.
8^e arrdt
PRES MADELEINE
28, RUE GODOT-DE-MAUROY bel imm., rav. asc., TRES BEAUX STUDIOS et 2 P. ref. neuve, équipée 4^e et 5^e ét. Tél. 561-31-68 - 551-21-06.

10^e arrdt
SUR LES RIVES DU CANAL ST-MARTIN
Du studio au 6 pièces sur place ce jour 14 h à 18 h samedi et dimanche 11 h à 13 h - 14 h à 18 h.
SAINT-MARTIN
GRANDE AUX BELLES 152, quai de Jemmapes 245-72-13 SERCO 725-72-00.

12^e arrdt
Faidherbe-Chaligny
propre vt plusieurs 2 pos. Rens et occupés, imm. pierre, bex prix. Tél. : 626-54-61.
13^e arrdt
MÉTRO PORTE D'ITALIE PRÊTS CONVENTIONNÉS
LISIÈRE DE PARIS 45, avenue Jean-Jaurès Gentilly 3, 4, 5 pièces SERCO 545-07-73 - 723-72-00.

14^e arrdt
Imm. standing, plain, très beau 2 pièces, solai, vue. Tél. : 689-11-08.
P. JEANNE-D'ARC. Standing. P. 52 m² + terrasse 12 m². dernier ét. Park. 589-48-34.
15^e arrdt
M^{re} SAINT-JACQUES 57 m² RAVISSANT 3 P., P., asc. Prix 550.000 F. - 320-73-37.
PRES PARC MONTSOURIS Dble living, 2 chambres ou liv. 3 chambres 100 m² + bain, park., anseil. imm. grand stand, 8^e étage, excellent état. Tél. : 227-95-35.

16^e arrdt
RANGLAGH triple réception 3 chambres + 2 chambres service DANS BEL IMMEUBLE GARBI. Tél. : 567-22-68.
17^e arrdt
M^{re} MALESHERBES RÉHABILITATION PRESTIGE Ancienne ateliers d'artistes réstructurés en DUPLEX AVEC LOGGIA de 2, 4 et 5 pces + quelques STUDIOS LUXUEUXS PRESTIGEUX. Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 12 h à 18 h. LIVRAISON IMMÉDIATE.
Prox. BUTTES-CHAUMONT Bel immeuble récent, 2^e étage. STUDIO 40 m² park. sous-sol. Prix 270.000 F. 334-17-93.
78-Yvelines
MARLY-LE-ROI imm. standing 4 ch., chère, gd balcon, park. Px 550.000 F. - 563-91-46.
MAISONS-LAFFITTE
Centre, 3^e gare, petite résidence de ville 2^e ét., asc. 4 P., 67 m², parter. état, gd séjour, cuis. équipée, s. bain, neuve, gar. 100 m². 200.000 F. Téléphone : 952-55-48.

CONVENTION, BRIOLES
RAVALE, charmant 3 P. CONF. Faibles charges copropriété. 520.000 F. Tél. 677-96-65.
CAMBONNE refait neuf, studio, kitchen, dble, 20 m². GARBI. Tél. : 567-22-68.
CAMBONNE
LUXUEUX STUDIO, 37 m², park. Vue impren. 568-92-00.
58, RUE FONDARY
Park. vt imm. récent, 4^e et 5^e ét. balcon, solai, vue dégagée, 3 pièces, s. de bain, belle cuis. rénovée. Vie. sem. 11 h à 18 h. Tél. (marin-soir) : 504-02-52.

16^e arrdt
RANGLAGH triple réception 3 chambres + 2 chambres service DANS BEL IMMEUBLE GARBI. Tél. : 567-22-68.
MARCEAU, 168.000 F
Petit studio, bain, récent, tout, très bon, rentabilité. Tél. : 605-10-08.
17^e arrdt
A rénover 2 p., cuis., 25 m², w.c., 1^{er} et 2^e ét., calme. Tél. : 605-23-87.
45, AV. VILLIERS
M^{re} MALESHERBES RÉHABILITATION PRESTIGE Ancienne ateliers d'artistes réstructurés en DUPLEX AVEC LOGGIA de 2, 4 et 5 pces + quelques STUDIOS LUXUEUXS PRESTIGEUX. Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 12 h à 18 h. LIVRAISON IMMÉDIATE.
Prox. BUTTES-CHAUMONT Bel immeuble récent, 2^e étage. STUDIO 40 m² park. sous-sol. Prix 270.000 F. 334-17-93.

19^e arrdt
Prox. BUTTES-CHAUMONT Bel immeuble récent, 2^e étage. STUDIO 40 m² park. sous-sol. Prix 270.000 F. 334-17-93.
78-Yvelines
MARLY-LE-ROI imm. standing 4 ch., chère, gd balcon, park. Px 550.000 F. - 563-91-46.
MAISONS-LAFFITTE
Centre, 3^e gare, petite résidence de ville 2^e ét., asc. 4 P., 67 m², parter. état, gd séjour, cuis. équipée, s. bain, neuve, gar. 100 m². 200.000 F. Téléphone : 952-55-48.

19^e arrdt
Prox. BUTTES-CHAUMONT Bel immeuble récent, 2^e étage. STUDIO 40 m² park. sous-sol. Prix 270.000 F. 334-17-93.
78-Yvelines
MARLY-LE-ROI imm. standing 4 ch., chère, gd balcon, park. Px 550.000 F. - 563-91-46.
MAISONS-LAFFITTE
Centre, 3^e gare, petite résidence de ville 2^e ét., asc. 4 P., 67 m², parter. état, gd séjour, cuis. équipée, s. bain, neuve, gar. 100 m². 200.000 F. Téléphone : 952-55-48.

92 Hauts-de-Seine
EXCEPTIONNEL
5.900 F LE M²
Entre le parc et le RER NANTERRE PRESTIGE L'ETRE EN 7 MINUTES
5 P. DUPLEX 137 m²
16^e et 17^e étage living + 4 chambres terrasses et parking cuisine équipée.
PRETS CONVENTIONNÉS
Sur place 28-40, av. Salvador-Allende e La Liberté s. samedi et dimanche de 14 h à 18 h et L'URC SERVO 280-50-00.
BOURG-LA-REINE
200 mètres du métro 2 PETITS IMMEUBLES DE TRES GRANDE CLASSE EN PIERRE DE TAILLE R-de-oh. + 3 et 4 étages, du studio au 4 pièces et grande duplex de 4 et 5 pièces. Livraison prévue 1^{er} trimestre 1983. SPID 350-14-80.

SEVRES
71, GRANDE-RUE e LE PARVIS DE SEVRES + 2 au 7 pièces - commerces. 507-13-47 ou SERCO 723-72-00.
CLICHY, Rue de Neuilly SNC et 10^e 3 pièces confort Dans bel imm. - 853-81-46.
Province
ARCADÉS
A VALLAURIS / COTE D'AZUR
Vivre en toute sécurité dans le confort et la bonne ambiance du Club Résidence à service complet ACHAT EN TOUTE PROPRIÉTÉ STUDIO - 1 PIÈCE 2 PIÈCES 3 PIÈCES
Souscrivez vite à prix fermes, non révisables à partir de 200.000 F. Bureau de vente et appartements 300 m² SERCO 723-72-00
Région PACA 91, Bd CARNOT - CANNES - Tél. 39 90 04

MONTROUZE
Près du métro, marché et commerces dans belle résidence de 1980 apt. de 3 pièces de 60 m² au 7^e étage avec sac., sé., 2 ch. entr., cuis., s. de b., w.c., placards. Chauffage, sol-plaqué régénéré par pièce, conv., ext. privé.
Apt. calme et ensoleillé. Téléphone heures rap. 482-87-28 ou 735-63-33. Prix : 390.000 francs.
NEUILLY, RARE
170 m², 10^e étage, serv. Park. 1.750.000 F. VERNEL 626-01-50.
NEUILLY BARRES
DE PRESTIGE 5/bois récept. boiserie 100 m², suite à m. p. 3 ch. 3 b. 4 ch. 5 ch. 6 ch. 7 ch. 8 ch. 9 ch. 10 ch. 11 ch. 12 ch. 13 ch. 14 ch. 15 ch. 16 ch. 17 ch. 18 ch. 19 ch. 20 ch. 21 ch. 22 ch. 23 ch. 24 ch. 25 ch. 26 ch. 27 ch. 28 ch. 29 ch. 30 ch. 31 ch. 32 ch. 33 ch. 34 ch. 35 ch. 36 ch. 37 ch. 38 ch. 39 ch. 40 ch. 41 ch. 42 ch. 43 ch. 44 ch. 45 ch. 46 ch. 47 ch. 48 ch. 49 ch. 50 ch. 51 ch. 52 ch. 53 ch. 54 ch. 55 ch. 56 ch. 57 ch. 58 ch. 59 ch. 60 ch. 61 ch. 62 ch. 63 ch. 64 ch. 65 ch. 66 ch. 67 ch. 68 ch. 69 ch. 70 ch. 71 ch. 72 ch. 73 ch. 74 ch. 75 ch. 76 ch. 77 ch. 78 ch. 79 ch. 80 ch. 81 ch. 82 ch. 83 ch. 84 ch. 85 ch. 86 ch. 87 ch. 88 ch. 89 ch. 90 ch. 91 ch. 92 ch. 93 ch. 94 ch. 95 ch. 96 ch. 97 ch. 98 ch. 99 ch. 100 ch. 101 ch. 102 ch. 103 ch. 104 ch. 105 ch. 106 ch. 107 ch. 108 ch. 109 ch. 110 ch. 111 ch. 112 ch. 113 ch. 114 ch. 115 ch. 116 ch. 117 ch. 118 ch. 119 ch. 120 ch. 121 ch. 122 ch. 123 ch. 124 ch. 125 ch. 126 ch. 127 ch. 128 ch. 129 ch. 130 ch. 131 ch. 132 ch. 133 ch. 134 ch. 135 ch. 136 ch. 137 ch. 138 ch. 139 ch. 140 ch. 141 ch. 142 ch. 143 ch. 144 ch. 145 ch. 146 ch. 147 ch. 148 ch. 149 ch. 150 ch. 151 ch. 152 ch. 153 ch. 154 ch. 155 ch. 156 ch. 157 ch. 158 ch. 159 ch. 160 ch. 161 ch. 162 ch. 163 ch. 164 ch. 165 ch. 166 ch. 167 ch. 168 ch. 169 ch. 170 ch. 171 ch. 172 ch. 173 ch. 174 ch. 175 ch. 176 ch. 177 ch. 178 ch. 179 ch. 180 ch. 181 ch. 182 ch. 183 ch. 184 ch. 185 ch. 186 ch. 187 ch. 188 ch. 189 ch. 190 ch. 191 ch. 192 ch. 193 ch. 194 ch. 195 ch. 196 ch. 197 ch. 198 ch. 199 ch. 200 ch. 201 ch. 202 ch. 203 ch. 204 ch. 205 ch. 206 ch. 207 ch. 208 ch. 209 ch. 210 ch. 211 ch. 212 ch. 213 ch. 214 ch. 215 ch. 216 ch. 217 ch. 218 ch. 219 ch. 220 ch. 221 ch. 222 ch. 223 ch. 224 ch. 225 ch. 226 ch. 227 ch. 228 ch. 229 ch. 230 ch. 231 ch. 232 ch. 233 ch. 234 ch. 235 ch. 236 ch. 237 ch. 238 ch. 239 ch. 240 ch. 241 ch. 242 ch. 243 ch. 244 ch. 245 ch. 246 ch. 247 ch. 248 ch. 249 ch. 250 ch. 251 ch. 252 ch. 253 ch. 254 ch. 255 ch. 256 ch. 257 ch. 258 ch. 259 ch. 260 ch. 261 ch. 262 ch. 263 ch. 264 ch. 265 ch. 266 ch. 267 ch. 268 ch. 269 ch. 270 ch. 271 ch. 272 ch. 273 ch. 274 ch. 275 ch. 276 ch. 277 ch. 278 ch. 279 ch. 280 ch. 281 ch. 282 ch. 283 ch. 284 ch. 285 ch. 286 ch. 287 ch. 288 ch. 289 ch. 290 ch. 291 ch. 292 ch. 293 ch. 294 ch. 295 ch. 296 ch. 297 ch. 298 ch. 299 ch. 300 ch. 301 ch. 302 ch. 303 ch. 304 ch. 305 ch. 306 ch. 307 ch. 308 ch. 309 ch. 310 ch. 311 ch. 312 ch. 313 ch. 314 ch. 315 ch. 316 ch. 317 ch. 318 ch. 319 ch. 320 ch. 321 ch. 322 ch. 323 ch. 324 ch. 325 ch. 326 ch. 327 ch. 328 ch. 329 ch. 330 ch. 331 ch. 332 ch. 333 ch. 334 ch. 335 ch. 336 ch. 337 ch. 338 ch. 339 ch. 340 ch. 341 ch. 342 ch. 343 ch. 344 ch. 345 ch. 346 ch. 347 ch. 348 ch. 349 ch. 350 ch. 351 ch. 352 ch. 353 ch. 354 ch. 355 ch. 356 ch. 357 ch. 358 ch. 359 ch. 360 ch. 361 ch. 362 ch. 363 ch. 364 ch. 365 ch. 366 ch. 367 ch. 368 ch. 369 ch. 370 ch. 371 ch. 372 ch. 373 ch. 374 ch. 375 ch. 376 ch. 377 ch. 378 ch. 379 ch. 380 ch. 381 ch. 382 ch. 383 ch. 384 ch. 385 ch. 386 ch. 387 ch. 388 ch. 389 ch. 390 ch. 391 ch. 392 ch. 393 ch. 394 ch. 395 ch. 396 ch. 397 ch. 398 ch. 399 ch. 400 ch. 401 ch. 402 ch. 403 ch. 404 ch. 405 ch. 406 ch. 407 ch. 408 ch. 409 ch. 410 ch. 411 ch. 412 ch. 413 ch. 414 ch. 415 ch. 416 ch. 417 ch. 418 ch. 419 ch. 420 ch. 421 ch. 422 ch. 423 ch. 424 ch. 425 ch. 426 ch. 427 ch. 428 ch. 429 ch. 430 ch. 431 ch. 432 ch. 433 ch. 434 ch. 435 ch. 436 ch. 437 ch. 438 ch. 439 ch. 440 ch. 441 ch. 442 ch. 443 ch. 444 ch. 445 ch. 446 ch. 447 ch. 448 ch. 449 ch. 450 ch. 451 ch. 452 ch. 453 ch. 454 ch. 455 ch. 456 ch. 457 ch. 458 ch. 459 ch. 460 ch. 461 ch. 462 ch. 463 ch. 464 ch. 465 ch. 466 ch. 467 ch. 468 ch. 469 ch. 470 ch. 471 ch. 472 ch. 473 ch. 474 ch. 475 ch. 476 ch. 477 ch. 478 ch. 479 ch. 480 ch. 481 ch. 482 ch. 483 ch. 484 ch. 485 ch. 486 ch. 487 ch. 488 ch. 489 ch. 490 ch. 491 ch. 492 ch. 493 ch. 494 ch. 495 ch. 496 ch. 497 ch. 498 ch. 499 ch. 500 ch. 501 ch. 502 ch. 503 ch. 504 ch. 505 ch. 506 ch. 507 ch. 508 ch. 509 ch. 510 ch. 511 ch. 512 ch. 513 ch. 514 ch. 515 ch. 516 ch. 517 ch. 518 ch. 519 ch. 520 ch. 521 ch. 522 ch. 523 ch. 524 ch. 525 ch. 526 ch. 527 ch. 528 ch. 529 ch. 530 ch. 531 ch. 532 ch. 533 ch. 534 ch. 535 ch. 536 ch. 537 ch. 538 ch. 539 ch. 540 ch. 541 ch. 542 ch. 543 ch. 544 ch. 545 ch. 546 ch. 547 ch. 548 ch. 549 ch. 550 ch. 551 ch. 552 ch. 553 ch. 554 ch. 555 ch. 556 ch. 557 ch. 558 ch. 559 ch. 560 ch. 561 ch. 562 ch. 563 ch. 564 ch. 565 ch. 566 ch. 567 ch. 568 ch. 569 ch. 570 ch. 571 ch. 572 ch. 573 ch. 574 ch. 575 ch. 576 ch. 577 ch. 578 ch. 579 ch. 580 ch. 581 ch. 582 ch. 583 ch. 584 ch. 585 ch. 586 ch. 587 ch. 588 ch. 589 ch. 590 ch. 591 ch. 592 ch. 593 ch. 594 ch. 595 ch. 596 ch. 597 ch. 598 ch. 599 ch. 600 ch. 601 ch. 602 ch. 603 ch. 604 ch. 605 ch. 606 ch. 607 ch. 608 ch. 609 ch. 610 ch. 611 ch. 612 ch. 613 ch. 614 ch. 615 ch. 616 ch. 617 ch. 618 ch. 619 ch. 620 ch. 621 ch. 622 ch. 623 ch. 624 ch. 625 ch. 626 ch. 627 ch

SPORTS

FOOTBALL

LES COUPES EUROPÉENNES Saint-Étienne déçoit, Bordeaux surprend, Paris-St-Germain confirme

Les trois équipes françaises encore en compétition pour le deuxième tour des Coupes européennes de football ont connu des fortunes très diverses mercredi 3 novembre, à l'occasion des matches retour.

L'Association sportive de Saint-Étienne, si souvent à l'honneur dans le passé, a connu, à Prague, face aux Bohémiens, sa plus sévère défaite (4 à 0) avec celle enregistrée en 1968 contre le Celtic de Glasgow, en soukoneux rencontres européennes. En revanche, les Girondins de Bordeaux, qui avaient été battus 4 à 1 au match aller par Hajduk Split, ont réussi à se qualifier pour les huitièmes de finale de la coupe de l'U.E.F.A. en l'emportant par 4 à 0. Enfin, Paris-Saint-Germain s'est qualifié sans problèmes pour les quarts de finale de la Coupe des vainqueurs de coupes en battant les Gallois de Swansea par 2 à 0.

Le Paris-Saint-Germain n'a même pas ménagé la suspense pour son deuxième match de Coupe d'Europe au Parc des Princes, qui lui a permis de battre ses propres records de spectateurs (49 171) et de recette. Déjà vainqueur (1 à 0) au Pays de Galles, les footballeurs de la capitale n'ont mis que quatre minutes pour ouvrir le score par leur avant-centre néerlandais, Cees Kist. Regroupés et bien organisés en défense, ils parvenaient dès lors bien trop solides pour être inquiétés par une équipe galloise au jeu très stéréotypé.

Après avoir longtemps repoussé les charges galloises et les centres le plus souvent à destination de l'athlétique Bob Latchford, les Parisiens se sont montrés encore les plus dangereux dans la dernière demi-heure en profitant de la fatigue de leur adversaire pour les menacer par de rapides contre-attaques. Tour à tour, Mustapha Dahleb et Toko se sont présentés seuls face au gardien de but, mais c'est Luis Fernandez qui s'affirme de plus en plus comme le joueur moteur de son équipe, qui a assuré définitivement la qualification en inscrivant la deuxième but à un quart d'heure de la fin.

Cette qualification attendue a été écornée par l'inventabilisable renversement de situation réussi par les Girondins de Bordeaux. Les Yougoslaves du Hajduk Split, éliminés par Saint-Étienne en 1974 après avoir également gagné le match aller par 4 à 1, étaient pourtant sur leurs gardes. Une étude statistique de l'hebdomadaire *France-Football* portant sur l'ensemble des Coupes européennes, montrait d'ailleurs que sur les soixante-six équipes qui avaient gagné sur ce score au match aller, dix seulement avaient ensuite été éliminées.

A la mi-temps, les Bordelais avaient déjà refait plus de la moitié de leur handicap grâce à deux buts de Gernot Rohr (22^e minute) et d'Alain Giresse (32^e minute). La qualification viendra à la 53^e minute d'un but insolite du défenseur Jean-Christophe Thouvenel, parti de son propre camp et dont le tir de vingt-cinq mètres plissa sous le ventre du gardien yougoslave. Le triomphe des Girondins sera parachevé par un quatrième but exceptionnel de sang froid d'Alain Giresse (78^e minute), qui, après avoir récupéré le ballon dans les pieds d'un défenseur, réussira un lob de vingt mètres sur l'infortuné gardien.

Le mérite des Bordelais et des Parisiens est d'autant plus grand que le bulletin de santé des trois équipes françaises incitait plutôt au pessimisme. Si les Girondins récupéraient pour ce match Jean Tigana

après une elongation à la cuisse, ils étaient toujours privés de leur buteur allemand Dieter Müller, victime de la même blessure et de René Girard, en délicatesse avec ses muscles adducteurs. De leur côté, les Parisiens ne pouvaient pas aligner Dominique Rocheteau, victime d'un étirement de ligament au genou droit. Thierry Morin opère une deuxième fois du genou, Oswaldo Ardiles, claqué à une cuisse et Saar Boubacar, écarté pour une entorse à la cheville. Enfin, les Stéphanois jouaient sans Jean-François Larios, opéré la veille à un mollet.

Équipes déçimées

Cette accumulation de blessures touchant en majorité des footballeurs qui ont participé à la dernière Coupe du monde ne peut être fortuite. Techniciens et joueurs ne cessent de dénoncer en vain l'aspect démentiel du calendrier du football français. Pour disputer un championnat à vingt clubs et une coupe de France par match aller et retour, les Français ont été les premiers en Europe à reprendre la compétition après une dizaine de jours de vacances.

Alors que les études médicales démontrent que pour la préparation et la récupération, le rythme idéal est celui d'un match par semaine, les dirigeants du football français sont les seuls avec les Anglais à prendre le risque d'un calendrier aussi surchargé qu'incohérent. Ainsi les clubs engagés dans les Coupes européennes ont dû disputer cinq matches en quatorze jours entre le 15 et le 28 septembre puis, après une coupure de dix jours pour France-Hongrie, sept matches en vingt-six jours entre le 12 octobre et le 6 novembre.

Après avoir atteint la finale de la Coupe de l'U.E.F.A., les équipes de Bastia, puis de Sochaux avaient été déçimées la saison suivante par les publiges, les blessures aux muscles adducteurs ou les claquages consécutifs aux fatigues accumulées au rythme de deux matches par semaine sans possibilité de travail financier. La saison dernière, aucune équipe française n'avait pu franchir le cap du deuxième tour. Les qualifications de Bordeaux et de Paris-Saint-Germain dans des conditions très méritoires ne doivent pas masquer le problème. Si le football français veut continuer au niveau de ses clubs le rang acquis en Espagne par sa sélection nationale, il serait temps d'écouter enfin les voix des joueurs et des techniciens de préférence à celle des trésoriers.

GÉRARD ALBOUY.

AUTOMOBILISME

Accord sur la sécurité en formule 1

En présence de M. Marco Piccini, représentant de l'écure italienne Ferrari, M. Jean-Marie Balestre, président de la FISA (Fédération internationale du sport automobile), a annoncé, mercredi 3 novembre, qu'il s'agit mis d'accord avec l'association des constructeurs de formule 1, toutes tendances confondues, sur le nouveau règlement par le comité exécutif de la FISA en vue d'améliorer la sécurité des pilotes sur les circuits. Ce règlement, dont l'application se fera à partir de 1983, porte notamment sur :

- 1) La suppression des « jupes », qui créent l'effet de sol et transforment les monoplaces en obus dès qu'ils quittent la piste ;
- 2) L'instauration du fond plat ;
- 3) La réduction à 540 kilos du poids minimum des voitures.

Les constructeurs, soucieux d'améliorer la sécurité sur les circuits, avaient manifesté il y a deux semaines leur désaccord quant à la date d'application du nouveau règlement. « Nous n'avons pas le temps », disaient-ils, de refaire des voitures

pour le premier grand prix de 1983 prévu pour le 12 février en Afrique du Sud. Nous demandons que les premiers Grands Prix soient reportés et que la saison commence le 17 avril au Castellet. Sur ce point le président de la FISA leur a donné raison. La saison de France y sera reportée le Grand Prix d'Afrique du Sud au 29 octobre. La saison débutera avec le Grand Prix du Brésil, le 13 mars à Rio-de-Janeiro.

La FISA a décidé d'autre part de donner aux pilotes deux sièges avec droit de vote au sein de la commission de formule 1.

Il les a également assurés que les règlements techniques concernant les investissements lourds, les moteurs par exemple, ne seraient pas modifiés d'ici à la fin de 1985 et que les accords de la Concorde continueraient de régir la formule 1 jusqu'à fin 1984.

Le pouvoir sportif et les constructeurs se sont, en outre, mis d'accord pour qu'à partir de 1985 une convention de formule 1 remplace les accords de Concorde.

RUGBY. - Une sélection française emmenée par Jean-Pierre Rives a battu l'équipe d'Argentine qui effectuait une tournée en France par 25 à 15, le 3 novembre à Valence, grâce à trois essais de Malosse. Didier Camberabero et Buchet, deux transformations et une pénalité de Tournaud ont permis de doubler de Camberabero.

TENNIS. - Le Français Guy Forget s'est qualifié mardi 2 novembre pour le deuxième tour du tournoi de Hongkong comptant pour le Grand Prix et doté de 150 000 dollars en battant l'Américain Larry Stefanki 7-6, 3-6, 6-3. Dominique Bedel a été éliminé par l'Américain Jim Brown 7-6, 1-6, 6-4.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4.11.1982 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le 4 et 5 novembre à 0 h GMT et le vendredi 5 novembre à minuit : Un front froid atlantique s'approche lentement de la France. Ce front sera accompagné de pluie, mais le vent de sud permettra la disparition des brouillards par l'ouest du pays.

Vendredi, et si l'on excepte l'ouest de la Bretagne, brumes et brouillards seront toujours prédominants le matin en toutes régions. Ils prendront un caractère de muges bas près de la Méditerranée ; quelques brumes seront observées sur l'extrême nord du pays. Au cours de l'après-midi, une zone pluvieuse abordera la Bretagne en se déplaçant lentement vers l'ouest pour atteindre le soir les régions au nord d'une ligne approximative Nantes-Dunkerque. Beau temps brumeux et peu nuageux à l'ouest sur l'Est et au sud de la Loire ; les brouillards pourront encore persister sur la Bourgogne et la vallée de la Saône. Ailleurs, ciel très nuageux à couvert. Les températures varient peu et sont toujours supérieures aux normales saisonnières. Vent de sud à sud-ouest près des côtes de la Manche et sur la Bretagne.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 4 novembre, à 7 heures, de 1 025,2 millibars, soit 769 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 novembre ; le second le minimum de la nuit du 3 novembre au 4 novembre) : Ajaccio, 20 et 10 degrés ; Biarritz, 23 et 11 ; Bordeaux, 22 et 7 ; Bourges, 16 et 7 ; Brest, 14 et 11 ; Caen, 18 et 8 ; Clermont-Ferrand, 18 et 10 ; Clermont-Ferrand, 20 et 6 ; Dijon, 10 et 4 ; Grenoble, 14 et 3 ; Lille, 10 et 10 ; Lyon, 15 et 2 ; Marseille-Marignane, 18 et 7 ; Nancy, 18 et 2 ; Nantes, 19 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 9 ; Paris-Le Bourget, 12 et 11 ; Pau, 23 et 8 ; Perpignan, 18 et 9 ; Rennes, 15 et 9 ; Strasbourg, 14 et 6 ; Tours, 7 et 7 ; Toulouse, 19 et 10.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 4 novembre :

UN DÉCRET

● Créant une médaille de la famille française.

DES ARRÊTÉS

● Fixant les modalités de remboursement par l'État aux régimes de sécurité sociale des cotisations de sécurité sociale prises en charge dans le cadre des contrats de solidarité ;

● Créant un traitement informatif pour le tirage au sort des membres du Conseil supérieur provisoire des universités ;

● Relatif aux mesures d'aide sélective à la distribution d'œuvres cinématographiques françaises et étrangères ;

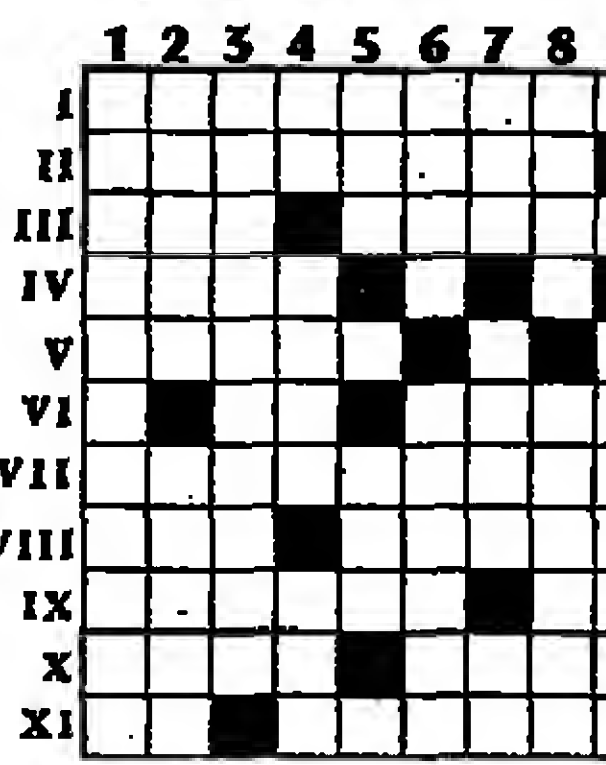
● Relatif au montant des primes à la construction convertibles en bonifications d'intérêt.

UNE LISTE

● Complémentaire d'admission à l'École de l'air en 1982.

MOTS CROISÉS

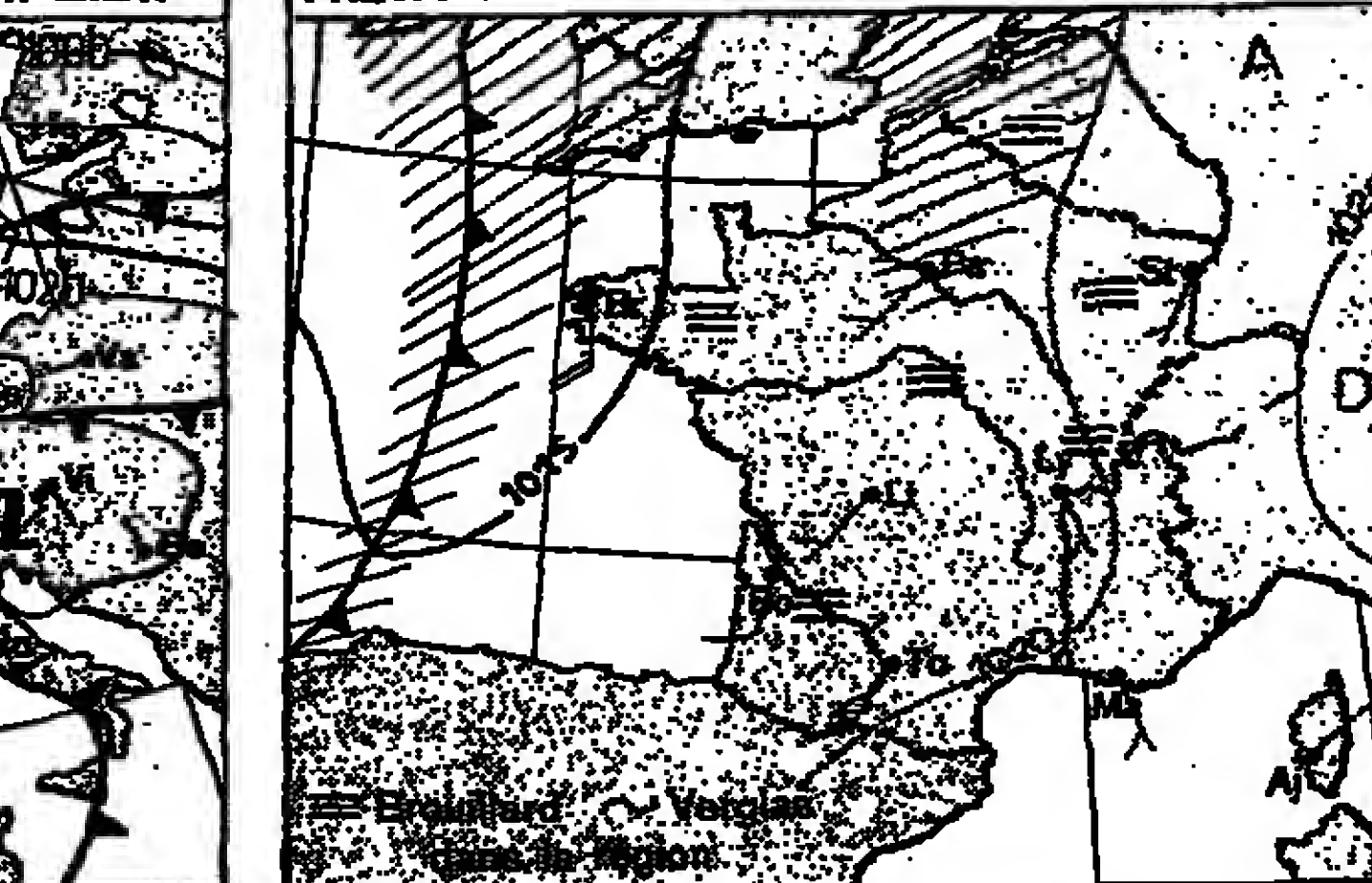
PROBLÈME N° 313



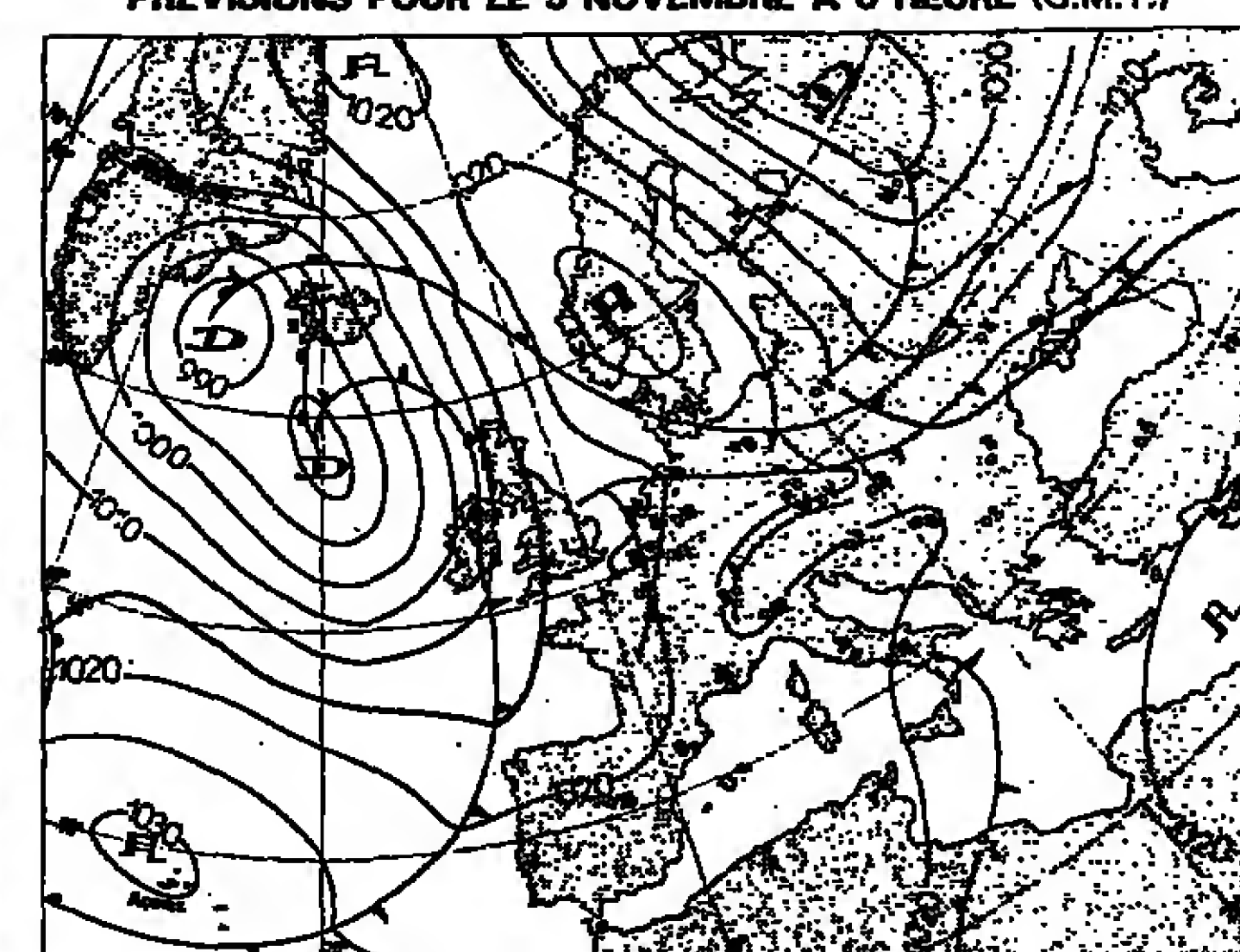
HORIZONTALEMENT

I. Ses amoureux s'enlèvent en la caressant. - II. Supplément de la conscription. - III. Terme de tennis ou de fillet. La balle de tous les mots. - IV. Un comté de France y tire son origine. - V. Remède préventif contre les trailements d'estomac. - VI. Unité de temps s'évaluant souvent en poids. Souffleur pour une heureuse femme peintre. - VII. Procéder à une opération en comptant sur ses doigts. - VIII. A l'endroit comme à l'envers, il assortissait le mâle et la femelle. On ne peut que mal tomber en s'y précipitant. - IX. Maison de la culture. Préposition. - X. Ignorance pardonnable. Sans exclusive. - XI. Person-

PRÉVISIONS POUR LE 5.11.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 5 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 15 degrés ; Amsterdam, 14 et 12 ; Athènes, 23 et 7 ; Berlin, 13 et 9 ; Bonn, 15 et 6 ; Bruxelles, 11 et 10 ; Le Caire, 26 et 13 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Copenhague, 12 et 6 ; Dakar, 21 et 27 ; Djakarta, 22 et 17 ; Genève, 8 et 3 ; Jérusalem, 23 et 15 ; Lisbonne, 23 et 12 ; Londres, 13 et 11 ; Luxembourg, 14 et 6 ; Madrid, 19 et 9 ; Moscou, 8 et 1 ; Nairobi, 26 et 16 ; New-York, 19 et 15 ; Palma-de-Majorque, 23 et 9 ; Rome, 20 et 7 ; Stockholm, 9 et 3 ; Téhéran, 23 et 12 ; Tunis, 19 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EXPOSITIONS

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE. - À l'occasion du centenaire de l'École supérieure de physique et de chimie de la Ville de Paris, une exposition scientifique se déroule dans les locaux de l'école, jusqu'au 10 novembre. Cette exposition illustre des sujets variés tels que : matières plastiques, analyse chimique, magnétisme, énergie solaire, lumière, etc. Elle est ouverte au public tous les jours de 10 heures à 17 heures.

* 10, rue Vauquelin, 75006 Paris. Tél. : 337-77-00, poste 442.

VIVRE A PARIS

CAISSE D'ASSURANCE. - La caisse primaire d'assurance-maladie de Paris rappelle aux assurés sociaux de la région parisienne qu'il leur est possible d'obtenir des informations sur les assurances maladie, maternité, décès et accidents de travail au Centre d'information et de renseignements : 69 bis, rue de Dunkerque, 75453 Paris Cedex 09, tél. : 280-63-67 (les permanences téléphoniques ne sont plus assurées le samedi).

RÉTROMANIE

Belles ventes de novembre

Plusieurs ventes intéressantes et originales sont à retenir pour le mois de novembre, à Paris, en province et à l'étranger.

Les arts de la Chine ont toujours leurs amateurs fervents - mais souvent déçus par des provenances dispersées et trop d'importations récentes. Pour une fois les collectionneurs apprécieront la vente d'une collection homogène de céramiques chinoises des meilleures époques, de jades, de meubles en laque, de grès émaillés, et autres pièces choisies avec goût, qui sont dispersées, le 5 novembre, par M. Binchoche, avec la caution d'experts insoupçonnables : M. Michel Baudouin, M. Lory-Laveissière et M. Guy Raindre.

Il est rare qu'un collectionneur américain s'adresse à un commissaire-priseur français pour vendre ses trésors. Mais, dans le domaine de l'horlogerie, la réputation des experts a franchi nos frontières. C'est donc par M. Hervé Chevet, assesseur de Jean-Claude Sabrier, qui mettra aux enchères les montres, carrels, régulateurs, aiguilles et documents du scénariste américain David R. Schwartz, propriétaire d'une partie de la riche collection Gelin (Sables 5 et 6, le 10 novembre).

Le 17 novembre, M. Catherine Charbonneau assure une vente de succession comportant des dessins importants de Daumier, Delacroix, Géricault, Boudin, Rodin. Le théâtre japonais, masques et costumes, fait l'objet de la vente du 22 novembre par M. Mathis assisté de M. Portier.

Les bibliophiles suivront la dispersion d'une exceptionnelle bibliothèque batzienne expertisée par M. Gallantier et vendue, le 9 novembre, par M. Laurent Guillou, Buffetaud-Tailleur. Les mêmes commissaires-priseurs vendront, le 23 novembre, un précieux ensemble de deux cent vingt lettres de Charles Baudelaire à sa mère, M. Aupich, documents amovants et révélateurs, expertisés par M. Vidal-Megret.

A Londres, Sotheby a retenu la date du 11 novembre pour disperser de fabuleux autographes

PARIS EN VISITES

VENREDI 6 NOVEMBRE

- Basilique de Saint-Denis, 14 h 30, entrée d'honneur (M. Serres).
- Musée Marmottan, 15 h, 2, rue Louis-Bouilly (M^{me} Bachelier).
- Hôtel d'Evreux, 15 h, 19, place Vendôme (M^{me} Oswald).
- Institut de France, 15 h, quai Conti (M^{me} Pennec).
- Hôtel de Sully, 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Vermeersch (Classe nationale des monuments historiques).
- Trésors d'Irlande, 15 h, Grand Palais (Approche de l'Art).
- Peinture médiévale italienne, 15 h, musée du Louvre, porte Denon (Arcus).
- Cour de Rouen, 15 h 15, 25, rue Racine (M^{me} Barbier).
- La Franc-Maçonnerie, 15 h, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Bourg Saint-Germain-des-Près, 15 h, devant l'église (M. Czorny).
- Hôtel Gaillard, 15 h, 1, place Malesherbes (M^{me} Ferrand).
- Hôtel de Soubise, 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (M^{me} Hauller).
- Vie de Rodin, 15 h, 77, rue de Varenne (Histoire et Archéologie).
- Nouvelle Athènes, 15 h, 14, rue de La Rochefoucauld (P.-V. Jaslet).
- Notre-Dame de Paris, 14 h 30, métro Cité (Lutèce Visites).
- Hôtel de Botteret-Quintin, 15 h, 44, rue des Petites-Écuries (Paris et son Histoire).
- Esotérisme et philatélie au Phylachaise, 13 h 30, 10, avenue du Phylachaise (M. de Langlade).
- Quartier Saint-Sulpice, 15 h, métro Saint-Sulpice (Résurrection du Paris).
- La Conclaverie, 14 h 30, 4, boulevard du Palais (M^{me} Roman).

CONFÉRENCES

- 16 h 30 : 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Pennec : « La vallée du Rhône romaine et romane ».
- 14 h 45 : 64, rue du Rocher, M. A. Serin : « La Remontée ».
- M. C.-G. Marcus : « Le statut de Paris ».
- M. M. Grégy : « L'information est-elle une chasse gardée ? » (Club du Faurbourg).
- 15 h : Palais de la découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, M. A. Jacquard : « La génétique et notre regard sur l'homme ».

FORMATION PERMANENTE

ANIMATEURS. - Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) organisent des stages de formation d'animateur de centres de vacances, au cours de l'année scolaire 1982-1983.

* CEMEA, 24, avenue de Lamour, 75019 Paris, tél. : 208-70-00

FOIRES ET SALONS

- Boulogne-sur-Seine (78) : 4-14 novembre ; Toulouse (31) : 4-14 novembre, le grand rendez-vous de l'Antiquité ; Lyon (La Part-Dieu) : 5-13 novembre ; Châteaufort-sur-Loire (45) : 11 novembre ; Saint-Omer-Artois (59, Postolbe) : Village des salons, 13-15 novembre ; Paris (La Défense, les Quatre Temps) : 17-27 novembre ; La Ferté-Alain (77) : 20-21 novembre ; Le Mans (72) : 25-26 novembre ; Paris (Bastille) : 26 novembre-6 décembre ; Paris (Élites) Toyrama, jouets et poupées de collection : 28 novembre.

سكننا من الالحل

CONJONCTURE

M. Mauroy annonce un allègement des charges des entreprises

(Suite de la première page.)
De mai 1981 à septembre 1982, le niveau du SMIC a augmenté de 29,2 %, ce qui est considérable, alors que, dans le même temps, les baisses de prix ont atteint 15,8 %. Le pouvoir d'achat du SMIC a donc, depuis dix-huit mois, augmenté de 11,6 %.

Les familles enfin sont, elles aussi, des gagnants du changement. De mai 1981 à janvier 1983, le pouvoir d'achat des prestations familiales a augmenté de 10 %. Les 2 700 000 familles de deux enfants auront plus particulièrement bénéficié de ce progrès, puisque, pour elles, la hausse de pouvoir d'achat est de 40 %.

Il en va de même — et je le dis en incidence — des agriculteurs, qui viennent sans doute de connaître leur plus belle année depuis une décennie. (...)

Il est inexact de dire que le pou-

voir d'achat des salariés se réduit. Certes, le blocage à entrainé des pertes de pouvoir d'achat pendant le second semestre de 1982, mais l'objectif du gouvernement est que ce retard soit rattrapé en niveau d'ici à la fin 1983.

Ce principe du maintien du pouvoir d'achat moyen en niveau à la fin de 1983 pourra être inscrit dans les accords. Il le sera dans le secteur public. Avec la réserve, bien entendu, que les modalités et le calendrier des éventuels ajustements restent ouverts à la négociation.

Dans la volonté de soutenir l'activité économique du pays, s'inscrit aussi notre politique de grands travaux.

Parlant du T.G.V. atlantique, M. Mauroy indique :

Ce projet, dont la réalisation s'étalera sur les prochaines années, représente près de 8 milliards de francs de travaux et celui du matériel 4,5 milliards. Il s'agit là encore

d'une contribution importante à l'emploi dans les secteurs des travaux publics et de la construction ferroviaire.

M. Mauroy annonce alors la modification de l'aide fiscale à l'investissement : « Le gouvernement va déposer un amendement à la loi de finances visant à encourager l'investissement industriel. Il s'agit de substituer à l'aide fiscale à l'investissement, telle qu'elle existe actuellement et qui n'est pas très efficace, un système qui permette d'amortir fiscalement, dès la première année, un pourcentage important (30 à 40 %) de l'investissement. Ce système sera réservé à l'industrie et aux bâtiments et travaux publics.

Le premier ministre aborde ensuite le problème de l'équilibre de la Sécurité sociale et de l'U.N.E.D.I.C. :

En novembre 1981, des mesures d'économies et de nouvelles recettes avaient été décidées pour 1982. Il y a quelques semaines, de nouvelles mesures ont été prises. Grâce à elles, les comptes de 1983 seront équilibrés sans nouvelles charges pour les entreprises. Le gouvernement respecte donc ses engagements.

J'ajoute que nous nous engageons à ne pas augmenter, durant toute l'année prochaine, les cotisations patronales au régime général de Sécurité sociale. Il s'agit là d'un engagement qui confirme et prolonge celui que j'avais pris en avril dernier.

Évoquant le problème du financement des allocations familiales, M. Mauroy déclare :

J'ai toujours considéré que les allocations familiales relevaient non pas d'un effort de solidarité nationale. J'estime donc qu'il serait légitime de les faire financer non pas en imposant les charges correspondantes aux entreprises, et, à travers elles, aux consommateurs sous forme de hausses des prix, mais par un système conscient et accepté de redistribution du revenu national.

Ces différentes préoccupations m'ont amené à mettre à l'étude une réforme importante du financement des allocations familiales. Il s'agit d'intégrer progressivement les cotisations pour les allocations familiales actuellement supportées par les entreprises dans les salaires qu'elles versent. Le financement des allocations familiales pourrait alors être assuré soit par un prélèvement fiscal, soit par une contribution proportionnelle au revenu, et supporté par les revenus aussi bien du travail que du capital.

Rectificatif : accord dans les matériaux de construction. — C'est dans le négoce des matériaux de construction et non pas dans les matériaux de construction — comme le Monde du 4 novembre l'a indiqué à partir d'indications officielles — qu'un accord salarial a été signé pour l'année 1982 (+ 10,35 % sur les salaires réels).

SOCIAL

NÉGOCIATIONS SALARIALES

Plusieurs syndicats soulignent l'« esprit d'ouverture » du ministre de la fonction publique

Léger déblocage des négociations salariales dans le secteur public et nationalisé ? Tant dans la fonction publique que, dans une moindre mesure, à la S.N.C.F., les propositions présentées le 3 novembre aux fédérations syndicales témoignent d'un relatif assouplissement de l'encadrement salarial préconisé par le gouvernement. Dans la fonction publique, plusieurs fédérations ont souligné l'« esprit d'ouverture » de M. Le Pors, considérant même que, pour 1983, les négociations se sont véritablement engagées. Mandaté par le premier ministre, le ministre de la fonction publique a effectué deux pas significatifs en direction de la FEN, qui avait posé deux exigences préalables à la poursuite de sa participation aux discussions : la récupération des « 2 % perdus » en 1982 sur 1983 et l'institution d'une clause de sauvegarde.

Pour 1983, M. Le Pors a confirmé sa proposition initiale d'une hausse générale des traitements de 8 % en quatre étapes (1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, 1^{er} janvier 1984). Se basant sur l'augmentation générale de 8,1 % accordée pour 1982, la FEN considérait que, par rapport aux premières déclarations de M. Mauroy (10 % en 1982 et 8 % en 1983), il manquait 2 % à rattrapper en 1983, 2 % ayant été consentis au titre d'une opération bas salaires aux traitements égaux ou inférieurs à l'indice 246 au 1^{er} décembre 1982. Selon les nouvelles propositions de M. Le Pors, ce « 2 % baladeur », d'après la formule syndicale, serait progressivement accordé à l'ensemble des fonctionnaires relevant de la grille indiciaire. M. Le Pors a indiqué sa préférence pour un système qui consisterait à attribuer 2 % au 1^{er} juillet 1983 de l'indice 246 à l'indice 344, puis 2 % au 1^{er} janvier 1984 pour les traitements plus élevés de l'indice 344 à l'indice 810. Ainsi on en reviendrait au schéma

Evolution à la S.N.C.F.
A la S.N.C.F., une évolution — moins sensible cependant — est également apparue le 3 novembre. La direction a en effet proposé aux syndicats de majorer les rémunérations de 8,5 % en 1982 au lieu de 8 %, soit 1 % au 1^{er} novembre et 2 % (au lieu de 1,5 %) au 1^{er} décembre. Au 1^{er} novembre, un point de l'indemnité de résidence sera intégré dans le traitement, ce qui se répercutera dans les pensions versées au 1^{er} janvier. Le 16 novembre, la direction présentera aux syndicats, qui doivent se concerter avant, un projet d'accord qui inclura des mesures

spécifiques pour les bas salaires (inférieurs à 54 000 francs par an). Mais aucune clause de sauvegarde n'est pour l'instant prévue.

A E.G.F., où les élections de représentativité se déroulent ce 4 novembre pour la première fois depuis 1979, seule la C.F.D.T. ne s'est pas prononcée sur le projet d'accord présenté par la direction la C.G.T. (55,2 % des voix aux élections de 1979) F.O., l'U.N.C.M.-C.G.C. et la C.F.T.C. ont déjà signifié leur refus de signature. Aux Charbonnages, la C.F.T.C. vient de refuser de signer l'accord proposé.

Dans le secteur privé, la fédération Hachette C.F.D.T. a annoncé qu'elle avait décidé de signer l'accord salarial dans l'habillement, qui porte sur les salaires réels et institue un salaire minimum professionnel de 3 600 francs brut au 1^{er} novembre. Dans cette branche, c'est le premier accord que la C.F.D.T. signe depuis septembre 1976.

Dans le cadre de la commission mixte instituée par le rapport de M. Dupeyron, la direction de Citroën a proposé le 3 novembre une majoration des salaires de 2,5 % au 1^{er} novembre avec un minimum de 100 francs. A l'occasion de la sortie de la BX, Citroën propose le versement d'une prime de 300 francs en deux fois (150 francs en décembre 1982 et 150 francs en février 1983).

De son côté, la C.G.T. a décidé d'organiser une journée nationale d'action dans la métallurgie le 18 novembre pour protester contre une baisse de pouvoir d'achat qu'elle évalue entre 3 % et 5 %. En présentant les candidats de sa centrale aux élections prud'homales, M. Jean Bonnaud, président de la C.F.T.C., a fait état de l'accroissement du mécontentement des salariés. Il a également souligné que, pour 1983, les accords salariaux prennent en compte la compétitivité des entreprises et l'évolution de la production intérieure brute et prévoient une clause de sauvegarde. — M. N.

LOGEMENT

LE BUDGET DEVRAIT S'ACCROITRE DE PRÈS DE 2 MILLIARDS DE FRANCS

annonce M. Delors

La discussion budgétaire sur les crédits du logement s'ouvre ce jeudi 4 novembre à l'Assemblée nationale. La veille s'ouvrait, à la Maison du peuple de Clichy, le congrès de la Fédération nationale des offices d'H.L.M., qui regroupe 294 organismes gérant 1 700 000 logements occupés par six millions d'habitants. M. Delors, ministre de l'économie et des finances, s'était joint à M. Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement. Le ministre de l'économie et des finances — qui sera candidat à Clichy lors des élections municipales — a annoncé à ces organismes sociaux, dont les difficultés de trésorerie sont accrues par les limitations de hausse des loyers succédant aux cinq mois de blocage, que le cas d'une vingtaine d'organismes en difficulté conjoncturelle était examiné et que 100 millions de francs de prêts à moyen terme à taux bonifiés étaient disponibles pour leur venir en aide. De plus, le budget de 1983 comprendra un ajout de 500 millions de francs pour l'amélioration du parc H.L.M. ancien (46 000 logements grâce aux PALULOS, primes à l'amélioration des logements à usage locatif et occupation sociale), et 1 200 millions de francs pour les

prêts à l'accession à la propriété (soit 20 000 P.A.P.).

Enfin, le ministre a déclaré : « Nous voulons refuser la double facilité de l'inflation et de la spéculation, et replacer le politique du logement dans la politique de dynamique et de rigueur qui est celle du gouvernement. »

Le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) a, de son côté, jugé le moment venu de lancer « un cri d'alarme », en raison de « la crise du logement qui menace », par la voix de M. Jacques Barrot, qui fut secrétaire d'État au logement de 1974 à 1978 dans les gouvernements de MM. Chirac et Barre. Reconnaisant que la chute des mises en chantier de logements neufs « est due essentiellement à l'effondrement du secteur libre » (de 155 000 unités en 1981, on tomberait à 83 500 en 1982 et à 65 000 en 1983), M. Barrot souhaite le retour vers des loyers qui « expriment mieux la réalité économique », tout en admettant que « ce qui fait baisser les loyers, c'est l'abondance du logement ». Il souhaite une exonération, peut-être temporaire, de certaines charges fiscales.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ base	+ haut	Rep. + ou Dép.	+ haut	Rep. + ou Dép.	+ haut	Rep. + ou Dép.	
SE-IL	7,2275	7,2300	+ 190	+ 238	+ 390	+ 440	+1015	+1185
S. com.	5,8985	5,9135	+ 40	+ 85	+ 115	+ 165	+ 385	+ 540
Yen (100)	2,6865	2,6885	+ 130	+ 155	+ 255	+ 280	+ 505	+ 535
DM	2,8185	2,8205	+ 130	+ 155	+ 275	+ 305	+ 795	+ 875
Flarin	2,5915	2,5930	+ 130	+ 150	+ 275	+ 295	+ 765	+ 835
F.B. (100)	14,5655	14,5765	- 80	- 60	- 185	- 105	- 305	- 195
F.S. (100)	3,2710	3,2740	+ 265	+ 295	+ 520	+ 555	+ 1285	+ 1365
L. (1 000)	4,9105	4,9140	- 515	- 1155	- 1835	- 1945	- 1775	- 1785
C.	12,8995	12,9175	+ 330	+ 415	+ 730	+ 835	+2175	+2485

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/8	7/8	9/16	11/16	9/32	3/4	9/16	9/16
SE-IL	6 3/4	7 1/8	6 3/4	7 1/8	6 3/4	7 1/8	6 3/4	7 1/8
DM	12 1/2	14 1/2	12 1/4	13 3/4	12 1/4	13 3/4	12 1/4	13 3/4
F.S. (100)	1 3/8	2 1/8	2 5/8	3	3 3/16	3 9/16	3 3/4	4 1/8
L. (1 000)	30	35	24 1/2	26 1/4	24 5/8	26	21 1/2	22 3/4
C.	9 5/8	10 1/8	9 3/8	9 3/4	9 1/16	9 7/16	8 7/8	9 1/4
F. français	13 3/4	15 3/4	16 1/4	17 1/2	17 3/4	19	18 3/4	20

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Un transfert sur les ménages

Une partie essentielle du message de M. Mauroy est adressée aux entreprises dont les charges trop lourdes vont être allégées. A terme et progressivement, les allègements consentis seront supportés par les ménages.

La stratégie annoncée par M. Mauroy se déroule en deux temps : à très court terme (quelques semaines) ; à moyen terme (quelques années).

● D'ici la fin de l'année, les charges des entreprises, déjà allégées par une baisse des taux bancaires, vont être diminuées par des bonifications d'intérêts. Les établissements spécialisés (Crédit national) prendront à leur charge une partie des taux d'intérêt des entreprises qui ont eu à s'endetter dans des conditions très onéreuses (16 %, 17 %, voire plus). Cette partie sera la différence entre les taux d'il y a quelques mois et les taux qui sont maintenant normaux (12 %).

Ces baisses et bonifications devraient alléger de quelque 4 à 5 milliards de francs les charges financières des entreprises. M. Delors estime d'ailleurs que les taux bancaires continueront à baisser. A court terme, la charge supplémentaire pesant sur les entreprises au titre de l'assurance-chômage (7 milliards de francs) ne serait donc pas complètement compensée, sauf si les taux d'intérêt continuent à baisser.

● A plus long terme, le financement des allocations familiales, actuellement supporté par les entreprises, passerait à la charge des ménages. Ce passage serait étalé dans le temps et ne serait achevé que dans cinq ans.

Les entreprises paient actuellement 100 milliards de francs au titre des allocations fami-

liares (si l'on compte les entrepreneurs individuels), 90 milliards si l'on prend en compte les seules entreprises employant des salariés.

Pour amorcer une réforme à l'ampleur exceptionnelle, une première étape « douce » serait ménagée. Elle consisterait à diminuer d'un tiers, par exemple (aucune décision n'est arrêtée), la charge des entreprises et à la faire prendre en charge par les ménages sous forme d'un accroissement de la fiscalité directe. Ces impôts supplémentaires seraient compensés par des hausses de salaires. Les étapes suivantes ne seraient plus nettes pour les entreprises et les ménages : les premières se débarrasseraient sur les secondes du reste des charges familiales pesant encore sur elles, soit environ une soixantaine de milliards si le schéma précédemment exposé était retenu.

Le problème est de savoir sous quelle forme et par qui sera financée la charge fiscale supplémentaire qui résultera de ce transfert très important des charges des entreprises vers les ménages. Deux hypothèses sont étudiées : ou une majoration pure et simple de l'impôt sur le revenu ; ou — cette seconde solution a les faveurs de Matignon — une taxe proportionnelle sur tous les revenus (salaires, non salaires, revenus du capital), prélevée à la source. Cette seconde hypothèse aurait le double avantage d'élargir considérablement l'assiette de l'impôt (vingt millions de Français seraient concernés), d'être plus juste et de diminuer — relativement — un effort fiscal qui s'annonce considérable.

ALAIN VERNHOLLES.

« Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes » déclare le président des Jeunes Dirigeants

Les pouvoirs publics, après un an de tâtonnements, semblent enfin décidés à se préoccuper de la situation des entreprises, a déclaré mercredi 3 novembre, M. Nocturne, président du Centre des jeunes dirigeants. Constatant un « changement de ton » du gouvernement qui « va dans le bon sens », il n'en a pas moins regretté que les « conséquences pratiques soient insuffisantes » pour les chefs d'entreprise.

Beaucoup plus modérés, plus ouverts, plus pragmatiques que les organisations patronales classiques (C.N.E.F., C.G., P.M.E.) ou extrémistes (S.N.P.M.I.), les Jeunes Dirigeants estiment néanmoins que « la situation est grave », et mettent en avant deux indicateurs : la détérioration de la balance commerciale, qui indique une perte de compétitivité des firmes, et la dégradation des résultats financiers des entreprises. « C'est comme un cheval au tiérisé si les résultats sont moins bons il faut enlever du plomb sous la selle », a expliqué M. Nocturne. Le C.J.D. demande un allègement réel des charges des entreprises, qui joue soit sur les charges sociales, soit sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, soit sur la base professionnelle.

Les Jeunes Dirigeants insistent toutefois sur la nécessité de ne pas surestimer l'effet des mesures politiques. « Il serait irréaliste d'attendre que ce gouvernement puisse régler l'ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés (...). Une bonne partie de nos collègues pensent que tous leurs maux viennent de la politique gouvernementale (...). Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour trouver les réponses adaptées », aux mutations en cours, a déclaré M. Nocturne, précisant que la prise en compte ou non de cet élément du débat dans l'organisation des prochains états-général de l'entreprise déterminerait la position du C.J.D. vis-à-vis du C.N.P.F. au cours des prochains mois.

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

18 mois de formation intensive au « management » des entreprises

En France, dans le cadre d'un programme du même type que ceux des meilleurs M.B.A.,
offrant de larges possibilités d'échanges avec d'autres « business schools » répandues en Europe, en Asie et en Amérique,
avec le concours d'un corps professoral à la notoriété internationale,
pour une promotion composée de jeunes cadres et de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de toutes disciplines et origines professionnelles, rigoureusement sélectionnés sur leurs qualités personnelles et leur potentiel.

Date limite de dépôt des candidatures pour la première session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1983 :

Réunions d'information avec d'anciens I.S.A. à :
PARIS - mardi 9 nov. - 18h30 - Sofitel Bourbon - 32, r. St Dominique (7^e)
STRASBOURG - mardi 9 nov. - 18 h 30 - Holiday Inn - 20, pl. de Bordeaux
LYON - lundi 15 nov. - 18 h 30 - Sofitel - 20, quai Gallien
NANCY - mardi 16 nov. - 18 h 30 - Frontal - II, r. R. Poincaré

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 956 80 00 POSTE 476.
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CPC).
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation résumez-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom.....
Rue..... N°.....
Code postal..... Ville.....
Diplôme.....
Expérience professionnelle.....

AGRICULTURE

La C.E.E. et les discussions entre M. Mitterrand et M^{me} Thatcher
Le gouvernement russe fait des profits énormes avec le beurre communautaire
 nous déclare le ministre britannique de l'agriculture

Le sommet annuel franco-britannique commença jeudi soir 4 novembre à l'Élysée par un tête-à-tête entre M^{me} Thatcher et M. Mitterrand, suivi d'un dîner de travail. Il se terminera vendredi par des déclarations à la presse du président de la République et du premier ministre britannique. Les affaires communautaires tiendront une grande place dans les entretiens.

Parlant mercredi aux Communautés, M^{me} Thatcher a déclaré : « Le gouvernement a-

tend de ses partenaires européens qu'ils fassent une nouvelle tentative sérieuse pour résoudre le problème très important du budget (communautaire). La justice et le bon sens exigent qu'une solution soit trouvée, et vite. La situation présente ne peut durer, elle ne durera pas ».

Pour sa part, M^{me} Cresson, ministre française de l'Agriculture, a condamné mercredi « les mesures protectionnistes » du Royaume-Uni dans le domaine agro-alimentaire. Elle a jugé

« ridicules » les arguments britanniques et dénoncé « les manœuvres de procédure » qui visent, selon elle, à empêcher les œufs, les volailles et le lait français de pénétrer sur le marché d'outre-Manche.

Dans l'entrevue qu'il nous accorde, M. Walker, ministre britannique de l'Agriculture évoque les ventes de beurre communautaire à l'Union soviétique, ventes que la Commission vient à nouveau d'autoriser (lire page 34).

Le gouvernement britannique est désireux de trouver une solution durable au problème du budget communautaire, car il est absurde d'avoir régulièrement des frictions sur des questions, dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'existence.

« Votre objectif est-il de réformer la PAC, de la modifier ou de la détruire, pour la remplacer par autre chose ? »

« Nous souhaitons qu'on agisse pour résoudre le problème des excédents. La croissance des dépenses doit être maintenue au-dessous de celle du revenu disponible dans le budget, afin d'augmenter la part consacrée aux autres politiques communautaires. Ces actions sont d'autant plus nécessaires avec l'élargissement de la

C.E.E. à l'Espagne et au Portugal, qui constitue pour nous une priorité politique essentielle.

« La PAC a aussi un aspect social. Pensez-vous que la Communauté doit aider les petits paysans ou est-ce à chaque État membre de le faire ? »

« Je reconnais que le soutien apporté à l'agriculture est un objectif tout à fait social qu'économique mais, selon moi, aucune politique agricole ne peut se permettre de tourner le dos à la nécessité d'un développement rationnel de la production, qui est d'ailleurs un des objectifs de la PAC expressément contenu dans le traité de Rome. Si le développement technique soulève des problèmes sociaux spécifiques dans telle ou telle région, j'admets que les gouvernements doivent les résoudre, mais ne peux pas accepter que la politique agricole commune puisse opérer une discrimination en faveur des petits paysans, aux dépens de ceux qui sont efficaces : ce serait la détourner de sa fonction.

« La Grande-Bretagne a toujours eu des liens spéciaux avec les pays agricoles du Commonwealth. Pouvez-vous expliquer la compatibilité de ces liens avec la PAC ? »

« Je voudrais dire très clairement que quand la Grande-Bretagne a rejoint la C.E.E., il y a dix ans, nous nous sommes alignés totalement sur le système commercial de la Communauté et nous avons abandonné le système précédent de la « préférence pour le Commonwealth ». Cependant, nous avons aussi clairement indiqué — et la Communauté, y compris la France, a été d'accord — qu'il devait y avoir des accords spéciaux sur une base communautaire pour certains produits avec les pays en voie de développement du Commonwealth.

« Périodiquement il y a une dispute entre la France et la Grande-Bretagne à propos de tel ou tel produit agricole. Que pouvez-vous faire les deux gouvernements pour éviter de tels incidents ? »

« Nous devons tous obéir aux règles de la PAC qui sont faites pour prévenir les disputes commerciales entre pays membres, mais je reconnais que l'agriculture a besoin d'un marché stable. Aucun gouvernement britannique, conservateur ou travailliste, n'a jamais laissé jouer librement les forces du marché pour les produits agricoles.

« Quelle est la position générale du gouvernement britannique au sujet des subventions pour la vente des excédents agricoles au tiers-monde et aux pays de l'Est ? »

« Évidemment, il est mieux d'avoir des excédents alimentaires que des déficits comme dans d'autres pays de l'Europe, mais le niveau est excessif et alarmant. En ce qui concerne l'Union soviétique, le contribuable britannique ne peut pas payer afin que le gouvernement russe — et non les consommateurs — puisse avoir du beurre meilleur marché que les ménagères de Grande-Bretagne.

Le gouvernement russe revend le beurre communautaire trois fois plus cher et fait des profits énormes. Nous sommes tout à fait opposés à ce que notre contribution au budget de la Communauté serve à subventionner le gouvernement russe étant donné sa politique en Afghanistan et en Pologne.

Propos recueillis par
 DANIEL VERNET.

COMMERCE INTERNATIONAL

AVANT LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU G.A.T.T.

Les Dix ont adopté une position commune proche de la thèse de Paris

De notre correspondant

Les divergences de vues entre les quatre-vingt sept pays membres du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) sont telles que nul n'a été surpris à Genève de l'ajournement, jusqu'au 12 novembre, des travaux du comité préparatoire de la conférence ministérielle qui doit se tenir du 24 au 27 novembre. Personne ne croit pour autant au danger d'une éventuelle annulation de cette importante réunion, nous indique notre correspondant Isabelle Viehman.

Bruxelles (Communautés européennes). — A trois semaines de la session ministérielle du GATT, les Dix viennent d'adopter une position commune qui s'inspire très largement du point de vue fran-

çais. M. Jobert a marqué un point. Le 26 octobre, à Luxembourg, le ministre du commerce extérieur avait reproché à ses partenaires de s'apprêter à se rendre à Genève animés d'un sentiment du culpabilité et convaincus que l'Europe devait y faire un geste pour se faire pardonner un comportement supposé protectionniste. Il avait dénoncé comme « anémique et irréaliste » le projet de déclaration préparé à Genève avec l'approbation des Dix et il avait sommé les institutions de la C.E.E. de refaire leur copie dans les meilleurs délais. Ses services, agissant avec promptitude, transmettaient deux jours plus tard à Bruxelles un projet de position commune. Le texte approuvé le 29 octobre par le comité compétent pour les affaires du GATT reprend, souvent au mot près, le projet français.

Le document vilipendé par M. Jobert expliquait, en substance, que les difficultés grandissantes du commerce international étaient principalement dues à l'éclosion d'un climat protectionniste et ne citait la crise économique que de manière incidente. Renversant l'ordre des facteurs, la position désormais adoptée par la C.E.E. place cette crise, la stagnation généralisée, à la source même du ralentissement des échanges. L'inflation, mais aussi le niveau élevé des taux d'intérêt et l'instabilité des taux de change sont cités comme des facteurs contribuant à déprimer les marchés internationaux.

Cependant, les États-Unis et le Japon, sans être nommément désignés, sont plus directement encore mis en cause. Le Japon, parce qu'il n'ouvre pas son marché, même si, en apparence, il respecte ses obligations. Les États-Unis, parce qu'ils interprètent à leur guise et de façon contestable les engagements pris au GATT (allusion à la guerre de l'acier, la Communauté continuant à estimer, en dépit de l'accord d'armistice conclu avec Washington, que les subventions accordées par les pouvoirs publics aux sidérurgistes européens sont compatibles avec le code des aides adopté lors du Tokyo-round).

La C.E.E. souligne ensuite que le maintien et le développement du libre-échange ne sont possibles que dans un climat de réciprocité générale et d'avantages mutuels. Certains États membres, en particulier la R.F.A., ont insisté pour que la Communauté ne donne pas l'impression de souhaiter inaugurer une nouvelle phase de bilatéralisme et d'appuyer ainsi certaines tendances du Congrès américain jugées dangereuses de ce côté-ci de l'Atlantique. Enfin, la Communauté considère comme inopportune de délibérer « à ce stade » du problème des aides accordées par les pouvoirs publics à l'industrie — un sujet que les États-Unis souhaitent pourtant voir traiter — et confirme son refus catégorique de remettre en cause le système de subventions mis en œuvre au titre de la politique agricole commune.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

MALGRÉ LE VOTE HOSTILE DE L'ONU

Le F.M.I. prête 1 milliard de dollars à l'Afrique du Sud

De notre correspondant

Washington. — Le conseil exécutif du Fonds monétaire international (F.M.I.) a décidé, le 3 novembre, d'accorder un prêt d'un milliard de dollars à l'Afrique du Sud. Il est passé outre à la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU — votée le 21 octobre par 121 voix contre 3 et 23 abstentions — qui lui demandait de renoncer à cette opération pour des raisons politiques.

Le prêt du F.M.I. est l'un des plus importants que l'Afrique du Sud ait jamais contractés sur le marché international. Il comporte deux volets : un crédit *stand by* de 364 millions de dollars de tirage immédiat (366 millions de dollars) pouvant être utilisé d'ici à la fin de 1983 pour le programme gouvernemental d'« ajustement économique » ; et un crédit de 636 millions de D.T.S. (674 millions de dollars) disponible immédiatement pour permettre à Pretoria de résoudre ses problèmes conjoncturels de balance des paiements.

Les délibérations du conseil exécutif, qui comprend vingt-deux membres représentant des grands pays ou des groupes de pays, sont, en principe, secrètes. On sait néanmoins que la décision n'a pas été unanime. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et la France, notamment, ont voté en faveur du prêt, en s'appuyant sur un principe simple : le F.M.I. doit agir en banquier et non en organisation politique. Si l'imposition des conditions de nature morale ou politique à l'Afrique du Sud, ce serait un dangereux précédent.

Il semble bien pourtant qu'une condition ait été posée au cours de la réunion, même si on l'a « habillée » de considérations techniques : la nécessité de développer la main-d'œuvre qualifiée et la mobilité du travail en Afrique du Sud. En d'autres termes, d'assouplir l'apartheid, puisque les Noirs n'ont pas le droit d'accéder à certaines qualifications pro-

fessionnelles ou de circuler librement dans le pays.

Depuis plusieurs semaines, les diplomates africains faisaient du « lobby » à Washington contre le prêt. Ils étaient relayés par les membres du Congrès, qui demandaient au président Reagan de ne pas donner son feu vert. Les États-Unis, qui ont un poids déterminant au F.M.I. avec 20 % des contributions, ne s'étaient pas privés, dans le passé, de bloquer des crédits à certains pays pour des raisons politiques.

Pour les adversaires du prêt, l'octroi d'un tel crédit semblerait cautionner la politique d'apartheid, et il encouragerait l'activité militaire de l'Afrique du Sud dans la région.

A l'ONU, les États-Unis avaient été les seuls — avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale — à défendre le prêt. Il faut dire que leurs liens avec l'Afrique du Sud sont devenus plus étroits. C'est vrai dans le domaine politique, avec la normalisation progressive des rapports bilatéraux, qui s'étaient détériorés du temps de M. Carter. C'est vrai surtout dans le domaine économique, avec de nouvelles facilités commerciales et un développement des investissements américains en Afrique du Sud (+ 13,3 % en 1981). Washington soutient que l'« encouragement amical » est le meilleur moyen d'associer le gouvernement de Pretoria à assouplir ses positions.

R. S.

ÉNERGIE

L'avenir incertain du charbon national

Toutes les études prospectives publiées ces dernières années prévoient un fort développement du commerce mondial du charbon-vapeur et de la part de celui-ci dans les bilans énergétiques des pays industrialisés. Nul ne peut donc s'indigner de l'annonce d'une politique ambitieuse fondée sur la relance de la consommation nationale en net déclin. « Les orientations de la politique charbonnière » présentées par M. Hervé au conseil des ministres le 3 novembre, puis à la presse, n'en sont pas moins assez vagues. Le contrat de plan que devait signer Charbonnages de France avec les pouvoirs publics avant la fin de l'année est même renvoyé au printemps 1983, dans le cadre du IX^e Plan.

Il faut donc lire entre les lignes. Il n'est pas neutre que « la participation directe de C.D.F. à des projets d'exploitation à l'étranger » soit affirmée bien avant qu'il soit question de la production nationale.

Au conseil des ministres — car l'arbitrage y a été nécessaire, — il a été décidé de ne pas toucher à l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC), association loi de 1901 qui dispose du monopole de l'importation. Ces dernières semaines, on est passé de la fiscalisation pure et simple de l'ATIC vis-à-vis de C.D.F. — qui aurait entraîné inévitablement une persécution des prix entre charbon importé et charbon national et aurait tué tout espoir de relance de la consommation — à ce statu quo, où l'on affirme seulement que « la liaison ATIC-C.D.F. doit être améliorée ». La raison a triomphé puisque cet organisme public a prouvé depuis longtemps son

efficacité du premier acheteur mondial de charbon.

On notera encore que nul ne parle désormais de 30 millions de tonnes de production nationale en 1990 et que la subvention pour préférence nationale (1) de 1983 — 3,05 centimes par tonne et 3,77 milliards de francs — correspond à une production de 18,5 millions de tonnes en régression de 500 000 tonnes par rapport à 1982.

Enfin si l'on prévoit des investissements importants dans les gisements rentables (extension de la Houve et projet de grandes découvertes de Carmaux), M. Hervé reconnaît la nécessité de fermer les mines. « Dans les exploitations où les déficits dépassent le niveau de la préférence nationale et où, soit l'épuisement des réserves soit les difficultés d'exploitation ne permettent pas d'envisager un rétablissement de la situation, une cessation d'activité d'extraction ne pourra être évitée ». Mais il ne faudra ni licenciement, ni diminution globale de l'activité industrielle dans les régions touchées.

Il reste à lever les hypothèques politiques qui pèsent sur certains gisements correspondant à ces critères et d'abord sur Ladracht. Il n'y a guère de chance que cela soit fait avant les élections municipales.

BRUNO DETHOMAS.

(1) La subvention d'exploitation était de 1,96 milliards de francs en 1980. Elle devrait être de 3,2 milliards en 1982 (après collectif budgétaire) et sera de 3,77 milliards en 1983. Globalement, la subvention aux Charbonnages en 1983 est de 6,3 milliards de francs.



سكنة من الأهل

Les Dix ont adopté une position commune proche de la thèse de Paris

A PROPOS DE... LA RÉFORME DES ENQUÊTES PUBLIQUES

Difficile démocratie locale

M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, a présenté le mercredi 3 novembre à Paris un projet de réforme des enquêtes publiques, qu'il a commenté devant une centaine de représentants d'associations invitées à se réunir dans les locaux de l'Assemblée nationale.

Voici dix ans que les enquêtes publiques sont, en fait, sur le sellette. On ne compte plus les groupes de travail qui se sont enchaînés sur ce casse-tête : comment améliorer la participation des citoyens à l'aménagement de leur cadre de vie ? Ni la réforme de 1976 ni une circulaire récente de M. Pierre Mauroy adressée aux préfets (le Monde du 9 juillet 1982) n'ont réussi à changer les choses. Les enquêtes publiques — on en organise 6 000 par an en France — restent, tout le monde en convient, des formalités. Elles servent essentiellement à valider des projets « tout ficelés » et déjà programmés.

Le problème est ardu. Comment transformer une vieille procédure créée à l'origine pour faire précéder l'intérêt public sur les intérêts privés en un instrument de démocratie locale moderne ? Le gouvernement a décidé de s'attaquer à la question et en a chargé M. Michel Crépeau. Le projet qu'il expose ici a présenté aux animateurs d'associations — de fins connaisseurs — prévoit essentiellement d'élargir le champ des enquêtes et d'accroître le pouvoir des commissions locales.

Les enquêtes publiques seront obligatoires chaque fois que l'aménagement projeté est assorti d'une étude d'impact. Difficulté : ces études d'impact elles-mêmes, doivent être reformées car peu opérantes. En outre, de nombreux projets, comme les visions de plan d'occupation des sols, les plans de circulation, les

ouvrages maritimes, ne donnent pas lieu à étude d'impact. Il faudrait donc « accrocher » l'enquête publique à autre chose. Mais à quoi ?

Pour les commissaires enquêteurs, l'idée du ministre consiste à assurer leur indépendance en les faisant nommer non par les préfets, mais par le président d'un tribunal administratif, et en leur accordant une rémunération convenable. Pour affirmer leur compétence, on veut leur donner une formation, et pour valoriser leur rôle, on leur laissera davantage d'initiatives.

Enfin, la démocratie : selon le projet, les enquêtes devraient être plus longues, mieux accessibles au public, et les objections de celui-ci plus largement connues. Si les dossiers sont incomplets, le commissaire enquêteur pourra saisir le ministre de l'environnement, qui interrompra l'enquête.

Si elles sont votées par le Parlement et applicables sur le terrain, toutes ces mesures, dont on parle déjà depuis longtemps, amélioreront la procédure ; elles ne changeront pas fondamentalement. L'enquête n'interviendra que sur des projets déjà programmés et les conclusions du commissaire ne feront pas plus que par le passé l'autorité qui décide, que celle-ci soit un fonctionnaire ou un élu. La réforme de M. Crépeau se garde bien de toucher aux pouvoirs établis. La démocratie du quotidien reste à inventer.

MARC AMBROISE-RENDU.

ENVIRONNEMENT

L'insonorisation du périphérique à Paris

« Le dossier a avancé, des projets ont été établis, discutés, la conversion a été lancée », vient de déclarer M. Charles Fiterman, ministre des transports à propos de la protection phonique du boulevard périphérique (le Monde du 26 octobre). « Une réunion de synthèse, a-t-il ajouté, et de première décision doit se tenir le 16 novembre prochain. »

Autres précisions du ministre : « Il ne doit pas, il ne peut pas y avoir une telle de l'Etat ou d'une quelconque collectivité locale ou territoriale sur une autre. C'est l'un des principes de la décentralisation. Sur un dossier complexe comme celui du bruit du boulevard périphérique, compte tenu du nombre d'intervenants, le consensus permet seul de déboucher. (...) Je me refuse à me prononcer sur tel ou tel dossier, que ce soit un hôpital ou une école, à l'est ou à l'ouest de Paris, tant que les décisions à intervenir ne seront pas prises, selon des modalités sur lesquelles chacun a donné son accord au départ. »

M. Fiterman réplique ainsi à M. Jacques Chirac, qui, dans une lettre à M. Lucien Vochel, préfet de la région Ile-de-France (le Monde

du 26 octobre), indiquait que la Ville était prête à participer aux travaux d'insonorisation du boulevard périphérique notamment le long de groupes scolaires de l'hôpital Claude-Bernard et d'immeubles d'habitation. Le maire de Paris demandait au préfet « de lui faire parvenir l'arrêt de subvention de l'Etat correspondant à ce programme ». M. de La Malène, premier adjoint au maire, précisait plus tard que la Ville était prête à s'engager pour 250 millions de francs sur le programme de travaux défini par le maire de Paris et dont la totalité est estimée à 600 millions de francs à financer par la région et l'Etat. Les chantiers pourraient être ouverts en 1983.

Enfin, pour la mairie de Paris, le boulevard périphérique, exploité aujourd'hui conjointement par la Ville et la préfecture de police, doit être classé en « voie nationale ». Les statistiques prouvent, en effet, que c'est l'ensemble de la région Ile-de-France qui est concerné par les nuisances occasionnées par cette voie rapide empruntée avant tout pour les déplacements de banlieue à banlieue.

TRANSPORTS

Les projets d'Airbus Industrie

La stratégie d'Airbus Industrie pour les prochaines années repose sur le lancement de trois programmes nouveaux d'avions de transport : un moyen-courrier de 150 places (le A 320), un moyen-courrier gros porteur (le A 300, version allongée de l'A 300), et un long-courrier de 200 places (quadruple moteur TA 11 ou bimoteur TA 12).

Parlant le 3 novembre devant le Cercle des relations publiques de l'aéronautique et de l'espace, des projets du groupement d'intérêt économique européen qu'il préside, M. Bernard Lathière a reconnu que la conjoncture était pour l'instant « plutôt difficile » pour les constructeurs, les commandes se réduisant au rythme des ressources de l'aéronautique et de l'espace, mais augmentant notablement sa part du marché mondial. Airbus Industrie a vu ses ventes diminuer de 45 avions en 1981 à 19 cette année.

Cette situation risque, selon M. Lathière, de se prolonger pendant les deux prochaines années ; concept Altavia qui pourrait avoir besoin de remplacer certains de ses avions anciens (DC-8, DC-9 et peut-être DC-10), les flottes de toutes les grandes compagnies ont été renouvelées ces dernières années.

M. Lathière, le constructeur européen, estime néanmoins qu'Airbus Industrie a « nettement mieux résisté à la crise que les autres constructeurs ».

De 4,8 avions par mois, sa production passera à 5 à la fin de l'année, puis à 6 pour les deux modèles A 300 et A 310 actuellement commercialisés. On continue de travailler sur le projet A 320 qu'on espère toujours voir entrer en service en 1987 ou 1988, à condition de lui trouver un propulseur convenable dans les mois qui viennent.

● **Les difficultés du transport aérien.** — La situation financière du transport aérien s'est encore assombrie en 1982, avec une perte globale, pour les compagnies, d'environ 2 milliards de dollars, estime M. Armin Baltensweiler, président de l'IATA (Association internationale du transport aérien). Les trois quarts de cette perte, environ, sont imputables au paiement des intérêts, dont les taux ont fortement augmenté. Le nombre des passagers transportés a globalement diminué par rapport à 1981, en raison de la récession. — (A.F.P.)

DES ELUS DES YVELINES S'ASSOCIENT POUR FINANCER LES TRAVAUX

Le domaine de Monte-Cristo sera restauré

« C'est une des plus délicieuses folies qu'on ait faites », s'était extasié Honoré de Balzac, invité le 25 juillet 1847 à prendre la crémallière au domaine de Monte-Cristo, où le maître des lieux, Alexandre Dumas, avait convié six cents de ses amis. « C'est aujourd'hui encore une folie, mais une folle qu'il nous fallait faire », disent les maires de Marly-le-Roi, Port-Marly et Le Pecq, dans les Yvelines, unis au sein du syndicat intercommunal propriétaire du domaine depuis 1971.

Pour faire échec à un promoteur qui voulait construire quatre cents logements collectifs après avoir démolé le château de Dumas, les trois communes se sont associées pour acheter le domaine et le sauver. Mais il s'agit d'une œuvre de longue haleine », précise M. Jean Béanger, sénateur et maire M.R.G. de Marly-le-Roi.

Il y a dix ans, après avoir acquis la propriété, le syndicat intercommunal a mis hors d'eau le château en restaurant la toiture. Dans le parc, des espaces verts et une plaine de jeux ont été aménagés. A ce jour, avec l'achat du domaine, les dépenses se chiffrent à 5 670 000 francs, financées à 77 % par les communes, à 14 % par l'Etat et la région, et à 9 % par le département. Mais, depuis dix ans, le projet est en panne.

Sur la proposition de M. Alain Decaux, président de l'Association des amis d'Alexandre Dumas, et avec l'appui de M. Michel Péricard, vice-président R.P.R. du conseil général des Yvelines, chargé des affaires culturelles, un nouveau plan vient d'être mis au point pour assurer le sauvetage du château romantique.

qu, un peu baroque, dont la façade Henri II est ornée de moulures et de médaillons représentant les écrivains chers à Dumas.

Pour trouver les 5 600 000 francs manquants, il est envisagé de créer un syndicat mixte comprenant le département des Yvelines (34 %), les communes de Marly (32 %), Le Pecq (32 %) et Port-Marly (2 %). Le dossier sera prochainement examiné par le conseil général et peut faire l'unanimité, la gauche soutenant le sénateur radical de gauche Béanger, et la droite, la proposition de M. Péricard.

Ainsi, après plus de douze années d'efforts, le site envisagé de créer une « petite maison au calme » dont rêvait Dumas père lorsqu'il acheta, en 1844, un arpent de terre au lieu-dit les Monts-Ferrands. L'auteur des Trois Mousquetaires découvrit ce site alors qu'il voulait échapper au tumulte des fêtes organisées autour de lui à Saint-Germain-en-Laye par ses amis venus nombreux de Paris par la première ligne de chemin de fer. Bien plus que le souvenir de son grand-père, le marquis Davy de la Pailletterie, qui vécut et mourut dans la ville, Alexandre Dumas avait découvert à Saint-Germain-en-Laye le maître qu'il voulait échapper de la saute bernaise. En construisant son domaine de Monte-Cristo, Alexandre Dumas avait voulu éblouir le roi Louis-Philippe.

C'est cette propriété, vendue en 1849 par la veuve de Dumas père, qui avait à lever quatre-vingt-trois hypothèques, que les trois communes s'efforcent de sauver.

DAMIEN RÉGIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE G.T.M. ENTREPOSE

DE NOUVEAUX CONTRATS POUR E.T.P.M.

E.T.P.M., filiale à 100 % de G.T.M. Entrepose, a obtenu, depuis le 1^{er} janvier 1982, un ensemble de contrats internationaux dont la valeur totale excède 2,3 milliards de francs.

Le 19 octobre 1982, la société brésilienne Petrobras a signé avec E.T.P.M. un contrat d'une valeur supérieure à 240 millions de francs pour le transport et l'installation de six plates-formes de Pampo, sur le champ de Campos.

Le poids total de ces modules est de l'ordre de 13 000 tonnes. Rappelons les autres récents contrats internationaux obtenus par E.T.P.M. : — En Arabie Saoudite : Aramco a confié à E.T.P.M. la fabrication et l'installation de six plates-formes, trois pour le champ de Zuhf et trois pour le champ de Manifa, pour un montant d'environ 300 millions de francs.

— Au Cameroun : Total Cameroun a confié à E.T.P.M. un contrat d'une valeur de 80 millions de francs pour le transport et l'installation de plates-formes et la pose de canalisations sous-marines sur son champ de Victoria.

— En Inde : Au titre d'un contrat confié par la société coréenne Hyundai, d'une valeur approximative de 140 millions de francs, la barge E.T.P.M. 502 installera quatre plates-formes en janvier 1983 sur le champ nord de Bombay High.

Il convient de rappeler que E.T.P.M. s'est vu par ailleurs confier récemment par O.N.G.C. un contrat concernant la conception, la fabrication, l'installation et la mise en service de trois plates-formes lourdes et de leurs ponts pour les champs de Bombay High dont l'installation est également prévue début 1983.

D'autre part, la barge principale E.T.P.M. 1601 vient de terminer la pose de 135 kilomètres d'une canalisation de 40 pouces (1 mètre) de diamètre dans plus de 1200 mètres de l'ouest de l'Australie, pour le développement du champ de North Rankin, pour le compte de la Société Woodside Petroleum.

E.T.P.M. 1601 va commencer l'ensoufflage de cette canalisation par traction d'une énorme charnu dont le poids atteint 360 tonnes. Une telle opération sera une grande première.

Une fois son chantier terminé, et après carénage, E.T.P.M. 1601 commencera, au printemps 1983 en mer du Nord, la pose du tronçon sud du collecteur de gaz norvégien entre Heimdal et Ekofisk, dans des profondeurs d'eau atteignant 110 mètres. Il s'agit de 350 kilomètres de conduite de 0,90 mètre de diamètre.

Le chantier ne se terminera qu'à l'automne 1984, mais durant l'hiver 1983-1984 E.T.P.M. 1601 exécutera au Brésil le nouveau contrat obtenu par E.T.P.M.

BD SUCHET

A LOUER
ÉTAT NEUF,

TRÈS BEL HOTEL PARTICULIER

à usage de
HABITATION

BUREAUX D'AMBASSADE
LOGEMENT D'AMBADEUR

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8^e
tél. 359.14.70

deuxième
édition



ENTREPRISE
MODERNE
D'ÉDITION

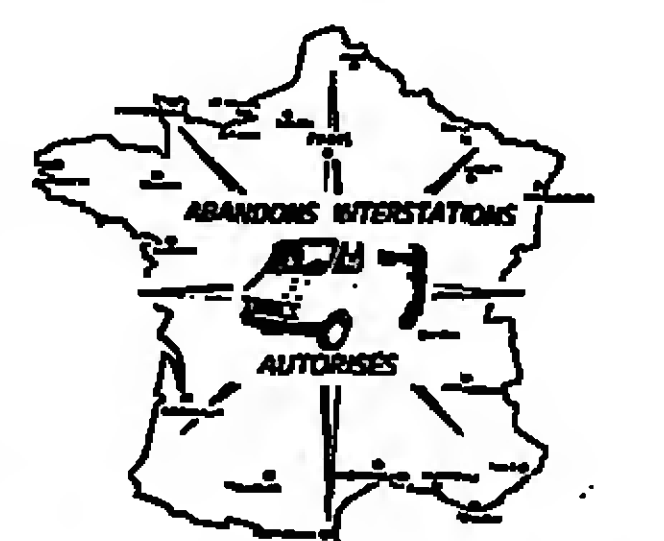


« A défaut d'être riches en matières premières, nous disposons d'un formidable gisement de ressources, trop souvent ignorées, sinon méprisées : les hommes, à commencer par les travailleurs de base. Cet ouvrage nous montre comment, à partir de nos caractéristiques socio-culturelles propres, nous pourrions faire de chacun d'entre eux des créateurs au sein d'entreprises où ils seraient plus heureux et plus épanouis... »

Extrait de l'avant-propos de Michel ALBERT
Ancien Commissaire général au Plan

MATTEI

LOCATION DE VEHICULES
Le grand loueur économique



PARIS :
205, Rue de Bercy (12^e) 346.11.50
102, Rue Ordener (18^e) 284.32.50
Rue de la Villette (19^e) 253.01.50
Place du Louvre (1^{er}) 280.10.91
Rue Châteauneuf-Audin (9^e) 285.72.18
Rue Jeanne-d'Arc (13^e) 555.20.85
46, Rue de Pétay (13^e) 556.16.37
55, Av. de Saint-Ouen (17^e) 228.30.70

24 STATIONS
en région parisienne

CENTRAL RENSEIGNEMENTS
(1) 346.11.50

80 AGENCES EN FRANCE

PARIS

15-20 NOV. 1982
PORTE DE VERSAILLES - 9 H - 18 H

interal 82

4 SALONS SPECIALISES
228.000 M² - 5.400 EXPOSANTS

LA PLUS IMPORTANTE MANIFESTATION MONDIALE CONSACREE AUX INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES



EMBALLAGE
Salon International Emballage
Conditionnement et Présentation.
Tous les produits et matériels :
emballages, matériaux, machines,
accessoires, procédés.



GIA
Salon International du Génie
Industriel Alimentaire.
Le GIA est le salon des méthodes et des
moyens de production des agro-industries.



MATIC
Salon International du Matériel
et des Techniques pour l'Industrie
et le Commerce de la Viande.



SIAL
Salon International de l'Alimentation.
La gamme complète des
produits alimentaires français
et les spécialités de 60 pays.

INTERAL : 7, rue La Boétie - 75008 Paris - Tél. : 265.22.83

Locafrance

Société anonyme au capital de F 104.703.500
43-47, avenue de la Grande Armée, 75116 Paris
RCS : Paris B 632 039 012



emprunt à taux révisable de F 350 millions

représenté par 70 000 obligations de F 5 000 nominal

Prix d'émission: 99,60% soit F 4 980 par obligation.

Jouissance: 24 novembre 1982.

Intérêt annuel: Fixe, qui sera révisé tous les 3 ans et égal à la moyenne arithmétique des deux derniers taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés.

Taux applicable les 3 premières années: 16,50%.

Durée: 9 ans.

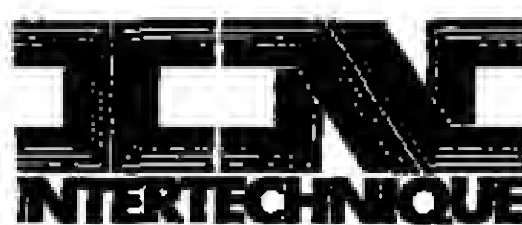
Amortissement normal, en totalité, le 24 novembre 1991.

Toutefois, Locafrance a donné mandat à la Banque Indosuez de procéder pour son compte, en fonction des conditions du marché, à des amortissements par rachats en Bourse, pendant les 6 premières années.

Amortissement anticipé: possible par rachats en Bourse et au maximum par 3 offres publiques d'achat. Locafrance s'interdit de procéder à l'amortissement anticipé par remboursement sauf en cas d'interruption de l'établissement des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés.

Cotation: demandée à la Bourse de Paris.

Une note d'information - Visa C.O.B. n° 82-152 en date du 7.9.82 - est à la disposition du public. B.A.L.O. du 1.11.1982



Au 30 septembre 1982, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 430,2 millions de francs contre 387,9 millions de francs au 30 septembre 1981, soit une progression de 11 %. Pendant la même période, le montant hors taxes des commandes reçues s'est élevé à 624 millions de francs contre 579,9 millions de francs, soit une progression de 8 % au 30 septembre 1982. Le carnet de commandes était de 768,8 millions de francs.

Consolidé pour la société mère et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 483,5 millions de francs contre 427,6 millions, soit une progression de 13 %.

Barclays Bank S.A.

Barclays Bank S.A. annonce la diminution de son taux de base, qui passe de 13,25 % à 12,75 % à compter du 8 novembre 1982.



Le conseil d'administration s'est réuni le 27 octobre 1982 sous la présidence de M. Gérard Billaud à l'effet d'examiner l'activité de la société et les prévisions de résultats pour l'exercice 1982.

Dans un marché très concurrentiel, l'activité d'IMMOBANQUE se poursuit favorablement.

C'est ainsi que depuis le début de l'année la conclusion de 61 millions de francs d'engagements nouveaux a porté le montant des engagements bruts H.T. d'IMMOBANQUE à F 1 277 400 000 répartis en 207 opérations de crédit-bail et 17 de location simple.

A cet égard, l'acquisition pour 23,8 millions de francs d'un nouvel immeuble à usage de bureau situé à Paris a porté à 207 millions de francs la valeur brute H.T. d'origine du patrimoine d'IMMOBANQUE et permet de dépasser l'objectif de couverture intégrale des fonds propres contre l'érosion monétaire par des actifs destinés à la location.

Compte tenu des réalisations relatives ci-dessus et des contrats à signer au cours des deux prochains mois, les objectifs de 80 millions de francs en crédit-bail et 20 millions de francs en location simple que s'était fixés la société en matière d'engagements nouveaux devraient être atteints.

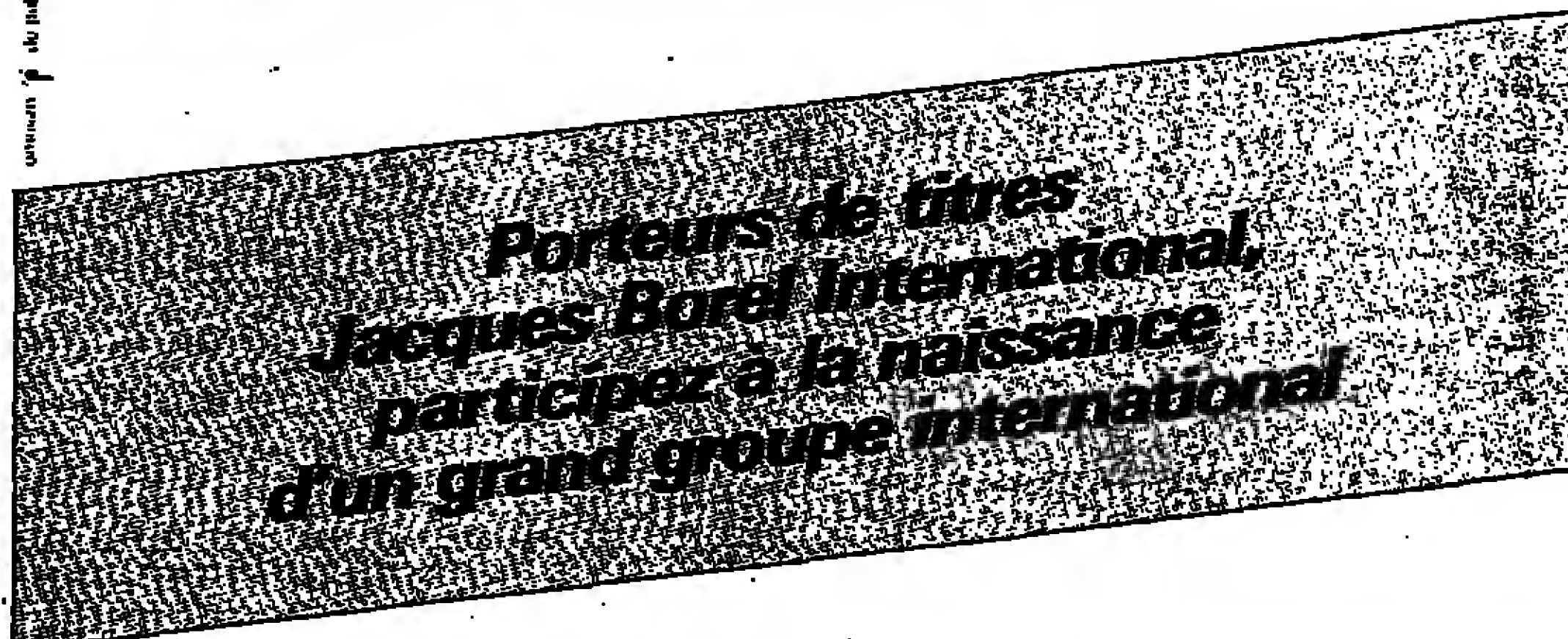
Les recettes locatives du premier semestre 1982 sont en progression de plus de 15 % par rapport à celles de la même période de 1981. Elles ont généré un bénéfice de F 25 540 000 contre F 20 640 000 au 30 juin 1981.

Les prévisions de résultats portant sur l'exercice 1982 permettent d'envisager un nouvel accroissement du dividende par action (F 31,25 dont F 0,25 d'avoir fiscal pour 1981).

En raison de la conversion d'obligations enregistrées pendant le début de l'année, le conseil a constaté que le capital d'IMMOBANQUE était porté de F 126 312 000 à F 126 685 000. Il s'est félicité à cette occasion de la confiance témoignée par les porteurs d'obligations envers IMMOBANQUE qui s'est traduite par un taux de conversion de l'emprunt supérieur à 99 %.



Date limite pour profiter de l'offre de NOVOTEL S.I.E.H.*



ATTENTION

Novotel S.I.E.H. ayant récemment élargi le cadre de son offre, vous devez absolument renouveler sur de nouveaux imprimés les formalités que vous pourriez avoir déjà remplies précédemment, et ce avant le 15 novembre 1982.

TRES IMPORTANT

Renvoyez dès maintenant les formulaires d'ordre d'échange-pouvoir que vous avez reçus ou que vous trouverez auprès de votre banque.

* Les modalités de l'Offre Publique d'Echange des actions Jacques Borel International contre des actions ou des obligations convertibles Novotel S.I.E.H., et des obligations convertibles Jacques Borel International contre des obligations convertibles Novotel S.I.E.H. sont présentées dans la note d'information complétée par un additif (qui a reçu le visa C.O.B. n° 82-114 en date du 2 juillet 1982). Cette note est à votre disposition chez les intermédiaires agréés et dans les banques.



GROUPEMENT DES INDUSTRIES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

128, rue La Boétie - 75008 Paris

Depuis sa création en 1967, le G.I.B.T.P. a émis quatorze emprunts obligataires intéressant 381 participants et représentant un montant global d'émission de 3 072 millions de francs, ce qui le place, en ce qui concerne le volume des émissions, au troisième rang des émetteurs d'emprunts groupés sur le marché national, après le Groupement de l'Industrie Siderurgique - G.I.S. - et le Groupement pour le financement des Ouvrages de Bâtiment, Travaux Publics et activités annexes - G.O.B.T.P. -.

Le G.I.B.T.P. a ainsi contribué activement au développement des outils de production et de gestion des entreprises : gros matériels, usines de préfabrication, ateliers, bureaux... Il a pu également faciliter les prises de participation sur les concentrations d'entreprises. A ce titre, il est depuis plusieurs années l'un des principaux éléments moteurs de la réorganisation de la profession.

PROGRAMME DE GRANDS TRAVAUX :

Le GROUPEMENT DES INDUSTRIES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS a lancé le 1^{er} novembre 1982 un emprunt obligataire de 250 millions de francs qui devrait être suivi avant la fin de l'année d'une seconde émission d'un montant sensiblement équivalent.

Cet emprunt témoigne de la volonté de la profession B.T.P. de s'équiper pour répondre aux programmes de grands travaux qui seront financés avec la participation du Fonds Spécial de Grands Travaux, lequel a émis, en octobre 1982, son premier emprunt d'un montant de 2 milliards de francs.

En juillet 1982, les pouvoirs publics, conscients du rôle moteur de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, décidaient d'engager un grand programme de travaux dans les secteurs des transports urbains et de la maîtrise de l'énergie pour permettre d'accélérer la réalisation d'équipements dont l'intérêt économique et social, au titre de la politique énergétique et de l'amélioration des conditions de vie quotidienne, est prioritaire ; cette décision était suivie de la création, en août 1982, d'un établissement public particulier, dénommé : « Fonds Spécial de Grands Travaux », placé sous l'autorité du ministre de l'Economie et des

Finances, ayant pour objet de réaliser ou de contribuer à financer des travaux d'équipements de cette nature.

En octobre 1982, le Fonds Spécial de Grands Travaux a émis son premier emprunt d'un montant de 2 milliards et d'une durée de 8 ans ; un autre emprunt de 2 milliards doit être émis en 1983, les sommes recueillies permettant l'engagement de plus de 10 milliards de travaux contribuant au développement économique du secteur Bâtiment et Travaux publics et à la création ou la sauvegarde de plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

Pour accompagner cet effort concernant les travaux, la profession du B.T.P. s'appuie à engager un vaste programme d'équipement pour le financement duquel elle souhaite utiliser son outil financier professionnel : le G.I.B.T.P. ; c'est la raison de l'actuelle émission.

DES MOYENS IMPORTANTS

On sait que la profession du B.T.P. s'est dotée d'outils financiers actifs et performants regroupés autour du C.C.M.E., COMPTOIR CENTRAL DE MATERIEL D'ENTREPRISE, intervenant selon des procédures largement diversifiées :

- Financement à moyen terme de biens d'équipements en collaboration avec le système bancaire et le C.E.P.M.E., Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.
- Financements à long terme du G.I.B.T.P.
- Collaboration avec le C.E.P.M.E. pour faciliter et garantir les financements à long terme demandés par les P.M.E. de la profession, qu'il s'agisse des prêts participatifs ou des procédures spécifiques bonifiées (emploi, compétitivité, export, économies d'énergie...).
- Délivrance de cautions sur marchés en France et à l'étranger.
- Financement des investissements permettant d'économiser l'énergie par deux outils financiers récemment créés : BAIL-ENERGIE (Sofergie) et MUTUERGIE.
- Financement à long terme des Maîtres d'ouvrage du secteur B.T.P. par les groupements d'emprunts G.O.B.T.P. et FINEMEP.
- Concours accordés par S.A.F. INTERNATIONAL aux Maîtres d'ouvrage étrangers pour leur permettre de financer des marchés passés avec des entreprises françaises.

LA PROFESSION ET L'EMPRUNT

Les participants à ce quinzième emprunt sont les grands groupes de la profession (SCREG, S.G.E., FOUGEROLLE, COLAS, JEAN LEFEBVRE, DUMEZ, CHANTIERS MODERNES, AMREP, CAMPENON-BERNARD, SPIE-BATIGNOLLES...) ainsi qu'un nombre important d'entreprises représentatives de la profession dans sa diversité tant géographique que de taille, et dont la participation a été regroupée au sein de la S.A.F.B.T.P. - SOCIÉTÉ AUXILIAIRE DE FINANCEMENT DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS.

L'ensemble de ces sociétés réalise un chiffre d'affaires annuel de 76 milliards de francs (soit 20 % du chiffre d'affaires total de la profession) et emploie 228.000 salariés en France. Pour leur part, les entreprises regroupées chez S.A.F.B.T.P. réalisent 5,70 milliards de francs de chiffres d'affaires et emploient 18 000 salariés.

L'EMPRUNT 16,80 % GRANDS TRAVAUX 1982 DE F 250 000 000

Nominal : F 5 000 par obligation
Prix d'émission : F 4 960
Durée : 10 ans
Amortissement : en trois ans maximum à partir du 24 novembre 1989 - soit par remboursement au pair - soit par rachat en Bourse
Taux de rendement actuariel brut au 24/11/1982: **16,98 %**
Date de règlement des souscripteurs : 24/11/82

Participants

SCREG	45,0
GROUPE SGE	30,0
FOUGEROLLE	30,0
COLAS	30,0
JEAN LEFEBVRE	20,0
DUMEZ	15,0
GROUPE CHANTIERS MODERNES	14,2
UIE (Groupe Amrep)	12,5
SPIE-BATIGNOLLES	6,0
VIAFRANCE (Groupe Campenon-Bernard)	6,0
SAFBTP	41,3
Total	250,0

هكذا من الاول

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Au plus haut niveau historique

Record battu. Presque dix ans après avoir atteint sa cote la plus élevée de tous les temps (1 051,70 le 11 janvier 1973), Wall Street a renoué, mercredi, son exploit, amorçant même sensiblement sa précédente performance, le fameux indice Dow Jones s'inscrivant en clôture à 1 065,48. Un autre record est tombé puisque, en même temps, le marché enregistré sa plus forte hausse quotidienne de tous les temps avec un gain de 43,41 points (précédent record : 38,83 points le 17 août dernier). Cependant, il n'est pas facile de dire que Wall Street échoue dans sa tentative, des ventes bénéficiaires ayant, à mi-parcours, provoqué un repli des cours. Au total, 137,05 millions de titres ont changé de mains contre 121,35 millions la veille.

Trois facteurs ont littéralement dopé le marché : la nouvelle baisse du taux d'intérêt ; elle ne s'est pas encore vraiment produite, mais s'est au moins annoncée ; la grande nombre la tenaient désormais comme acquise ; les nouvelles encourageantes de l'économie ravivent l'espoir d'une reprise de l'expansion ; enfin, le déclin des élections législatives. L'avance des démocrates s'est révélée moins forte que prévue et, surtout, les républicains n'ont pas perdu de terrain au Sénat.

VALEURS	Cours de 2. nov.	Cours de 3. nov.
Alcoa	27 1/8	30 1/8
A.T.T.	52 3/4	52 3/4
Boeing	17 1/8	18 1/8
Dow Chemical	38 1/4	41 1/4
Eastman Kodak	38 1/4	41 1/4
Exxon	38 1/4	41 1/4
General Motors	38 1/4	41 1/4
IBM	38 1/4	41 1/4
Johnson & Johnson	38 1/4	41 1/4
McDonald's	38 1/4	41 1/4
Merck & Co.	38 1/4	41 1/4
Microsoft	38 1/4	41 1/4
Oracle	38 1/4	41 1/4
Rockwell International	38 1/4	41 1/4
Schlumberger	38 1/4	41 1/4
Spacelabs	38 1/4	41 1/4
Union Pacific	38 1/4	41 1/4
Westinghouse	38 1/4	41 1/4
Xerox Corp.	38 1/4	41 1/4

PARIS - 3 novembre

Quelques points de fermes dans un marché creux

La Bourse de Paris a ouvert ses portes mercredi après une nuit de calme. Manifestement elle a eu bien du mal à se faire surface. Les échanges y ont été plus faibles que les jours précédents. Les cours ont varié dans d'assez étroites limites, cependant quelques points de fermes ont apparus à la cote (Michelin, Bouygues, Perrier, Midi, Carrefour, par exemple), qui ont contribué à freiner l'instabilité du mouvement de la cote. L'accompagnement financier de l'initiative, l'indicateur instantané s'est établi au voisinage immédiat de son niveau du vendredi précédent (+ 0,04 %).

C'est ce ne bouillonnait pas autour de la corbeille et dans les tranches. Pour tout dire, le marché a eu une semaine de calme habituelle.

Rien, il est vrai, ne s'est produit durant la semaine de calme, mais la situation économique est effrayante. Ce

LA VIE DES SOCIÉTÉS

RHONE-POULENC. - Mouvements dans l'état-major du numéro un français de la chimie. M. Gustave Strain, directeur général d'Elf bio-industries, rejoint la direction générale du groupe. Placé auprès du président, M. Claude L. Elch-Pik, M. Strain est plus particulièrement chargé de proposer divers moyens à mettre en œuvre pour tirer le meilleur profit des atouts de Rhône-Poulenc, précise le groupe.

D'autre part, M. François Guinet, directeur du développement et du marketing, est nommé directeur général adjoint de la division.

INDICES QUOTIDIENS
(NDICE, base 100 à 31.10.1981)
Cote à 10h : 1065,48
Cote à 12h : 1065,48
Cote à 14h : 1065,48
Cote à 16h : 1065,48
Cote à 18h : 1065,48
Cote à 20h : 1065,48
Cote à 22h : 1065,48
Cote à 24h : 1065,48
Cote à 26h : 1065,48
Cote à 28h : 1065,48
Cote à 30h : 1065,48
Cote à 32h : 1065,48
Cote à 34h : 1065,48
Cote à 36h : 1065,48
Cote à 38h : 1065,48
Cote à 40h : 1065,48
Cote à 42h : 1065,48
Cote à 44h : 1065,48
Cote à 46h : 1065,48
Cote à 48h : 1065,48
Cote à 50h : 1065,48
Cote à 52h : 1065,48
Cote à 54h : 1065,48
Cote à 56h : 1065,48
Cote à 58h : 1065,48
Cote à 60h : 1065,48
Cote à 62h : 1065,48
Cote à 64h : 1065,48
Cote à 66h : 1065,48
Cote à 68h : 1065,48
Cote à 70h : 1065,48
Cote à 72h : 1065,48
Cote à 74h : 1065,48
Cote à 76h : 1065,48
Cote à 78h : 1065,48
Cote à 80h : 1065,48
Cote à 82h : 1065,48
Cote à 84h : 1065,48
Cote à 86h : 1065,48
Cote à 88h : 1065,48
Cote à 90h : 1065,48
Cote à 92h : 1065,48
Cote à 94h : 1065,48
Cote à 96h : 1065,48
Cote à 98h : 1065,48
Cote à 100h : 1065,48
Cote à 102h : 1065,48
Cote à 104h : 1065,48
Cote à 106h : 1065,48
Cote à 108h : 1065,48
Cote à 110h : 1065,48
Cote à 112h : 1065,48
Cote à 114h : 1065,48
Cote à 116h : 1065,48
Cote à 118h : 1065,48
Cote à 120h : 1065,48
Cote à 122h : 1065,48
Cote à 124h : 1065,48
Cote à 126h : 1065,48
Cote à 128h : 1065,48
Cote à 130h : 1065,48
Cote à 132h : 1065,48
Cote à 134h : 1065,48
Cote à 136h : 1065,48
Cote à 138h : 1065,48
Cote à 140h : 1065,48
Cote à 142h : 1065,48
Cote à 144h : 1065,48
Cote à 146h : 1065,48
Cote à 148h : 1065,48
Cote à 150h : 1065,48
Cote à 152h : 1065,48
Cote à 154h : 1065,48
Cote à 156h : 1065,48
Cote à 158h : 1065,48
Cote à 160h : 1065,48
Cote à 162h : 1065,48
Cote à 164h : 1065,48
Cote à 166h : 1065,48
Cote à 168h : 1065,48
Cote à 170h : 1065,48
Cote à 172h : 1065,48
Cote à 174h : 1065,48
Cote à 176h : 1065,48
Cote à 178h : 1065,48
Cote à 180h : 1065,48
Cote à 182h : 1065,48
Cote à 184h : 1065,48
Cote à 186h : 1065,48
Cote à 188h : 1065,48
Cote à 190h : 1065,48
Cote à 192h : 1065,48
Cote à 194h : 1065,48
Cote à 196h : 1065,48
Cote à 198h : 1065,48
Cote à 200h : 1065,48
Cote à 202h : 1065,48
Cote à 204h : 1065,48
Cote à 206h : 1065,48
Cote à 208h : 1065,48
Cote à 210h : 1065,48
Cote à 212h : 1065,48
Cote à 214h : 1065,48
Cote à 216h : 1065,48
Cote à 218h : 1065,48
Cote à 220h : 1065,48
Cote à 222h : 1065,48
Cote à 224h : 1065,48
Cote à 226h : 1065,48
Cote à 228h : 1065,48
Cote à 230h : 1065,48
Cote à 232h : 1065,48
Cote à 234h : 1065,48
Cote à 236h : 1065,48
Cote à 238h : 1065,48
Cote à 240h : 1065,48
Cote à 242h : 1065,48
Cote à 244h : 1065,48
Cote à 246h : 1065,48
Cote à 248h : 1065,48
Cote à 250h : 1065,48
Cote à 252h : 1065,48
Cote à 254h : 1065,48
Cote à 256h : 1065,48
Cote à 258h : 1065,48
Cote à 260h : 1065,48
Cote à 262h : 1065,48
Cote à 264h : 1065,48
Cote à 266h : 1065,48
Cote à 268h : 1065,48
Cote à 270h : 1065,48
Cote à 272h : 1065,48
Cote à 274h : 1065,48
Cote à 276h : 1065,48
Cote à 278h : 1065,48
Cote à 280h : 1065,48
Cote à 282h : 1065,48
Cote à 284h : 1065,48
Cote à 286h : 1065,48
Cote à 288h : 1065,48
Cote à 290h : 1065,48
Cote à 292h : 1065,48
Cote à 294h : 1065,48
Cote à 296h : 1065,48
Cote à 298h : 1065,48
Cote à 300h : 1065,48
Cote à 302h : 1065,48
Cote à 304h : 1065,48
Cote à 306h : 1065,48
Cote à 308h : 1065,48
Cote à 310h : 1065,48
Cote à 312h : 1065,48
Cote à 314h : 1065,48
Cote à 316h : 1065,48
Cote à 318h : 1065,48
Cote à 320h : 1065,48
Cote à 322h : 1065,48
Cote à 324h : 1065,48
Cote à 326h : 1065,48
Cote à 328h : 1065,48
Cote à 330h : 1065,48
Cote à 332h : 1065,48
Cote à 334h : 1065,48
Cote à 336h : 1065,48
Cote à 338h : 1065,48
Cote à 340h : 1065,48
Cote à 342h : 1065,48
Cote à 344h : 1065,48
Cote à 346h : 1065,48
Cote à 348h : 1065,48
Cote à 350h : 1065,48
Cote à 352h : 1065,48
Cote à 354h : 1065,48
Cote à 356h : 1065,48
Cote à 358h : 1065,48
Cote à 360h : 1065,48
Cote à 362h : 1065,48
Cote à 364h : 1065,48
Cote à 366h : 1065,48
Cote à 368h : 1065,48
Cote à 370h : 1065,48
Cote à 372h : 1065,48
Cote à 374h : 1065,48
Cote à 376h : 1065,48
Cote à 378h : 1065,48
Cote à 380h : 1065,48
Cote à 382h : 1065,48
Cote à 384h : 1065,48
Cote à 386h : 1065,48
Cote à 388h : 1065,48
Cote à 390h : 1065,48
Cote à 392h : 1065,48
Cote à 394h : 1065,48
Cote à 396h : 1065,48
Cote à 398h : 1065,48
Cote à 400h : 1065,48
Cote à 402h : 1065,48
Cote à 404h : 1065,48
Cote à 406h : 1065,48
Cote à 408h : 1065,48
Cote à 410h : 1065,48
Cote à 412h : 1065,48
Cote à 414h : 1065,48
Cote à 416h : 1065,48
Cote à 418h : 1065,48
Cote à 420h : 1065,48
Cote à 422h : 1065,48
Cote à 424h : 1065,48
Cote à 426h : 1065,48
Cote à 428h : 1065,48
Cote à 430h : 1065,48
Cote à 432h : 1065,48
Cote à 434h : 1065,48
Cote à 436h : 1065,48
Cote à 438h : 1065,48
Cote à 440h : 1065,48
Cote à 442h : 1065,48
Cote à 444h : 1065,48
Cote à 446h : 1065,48
Cote à 448h : 1065,48
Cote à 450h : 1065,48
Cote à 452h : 1065,48
Cote à 454h : 1065,48
Cote à 456h : 1065,48
Cote à 458h : 1065,48
Cote à 460h : 1065,48
Cote à 462h : 1065,48
Cote à 464h : 1065,48
Cote à 466h : 1065,48
Cote à 468h : 1065,48
Cote à 470h : 1065,48
Cote à 472h : 1065,48
Cote à 474h : 1065,48
Cote à 476h : 1065,48
Cote à 478h : 1065,48
Cote à 480h : 1065,48
Cote à 482h : 1065,48
Cote à 484h : 1065,48
Cote à 486h : 1065,48
Cote à 488h : 1065,48
Cote à 490h : 1065,48
Cote à 492h : 1065,48
Cote à 494h : 1065,48
Cote à 496h : 1065,48
Cote à 498h : 1065,48
Cote à 500h : 1065,48
Cote à 502h : 1065,48
Cote à 504h : 1065,48
Cote à 506h : 1065,48
Cote à 508h : 1065,48
Cote à 510h : 1065,48
Cote à 512h : 1065,48
Cote à 514h : 1065,48
Cote à 516h : 1065,48
Cote à 518h : 1065,48
Cote à 520h : 1065,48
Cote à 522h : 1065,48
Cote à 524h : 1065,48
Cote à 526h : 1065,48
Cote à 528h : 1065,48
Cote à 530h : 1065,48
Cote à 532h : 1065,48
Cote à 534h : 1065,48
Cote à 536h : 1065,48
Cote à 538h : 1065,48
Cote à 540h : 1065,48
Cote à 542h : 1065,48
Cote à 544h : 1065,48
Cote à 546h : 1065,48
Cote à 548h : 1065,48
Cote à 550h : 1065,48
Cote à 552h : 1065,48
Cote à 554h : 1065,48
Cote à 556h : 1065,48
Cote à 558h : 1065,48
Cote à 560h : 1065,48
Cote à 562h : 1065,48
Cote à 564h : 1065,48
Cote à 566h : 1065,48
Cote à 568h : 1065,48
Cote à 570h : 1065,48
Cote à 572h : 1065,48
Cote à 574h : 1065,48
Cote à 576h : 1065,48
Cote à 578h : 1065,48
Cote à 580h : 1065,48
Cote à 582h : 1065,48
Cote à 584h : 1065,48
Cote à 586h : 1065,48
Cote à 588h : 1065,48
Cote à 590h : 1065,48
Cote à 592h : 1065,48
Cote à 594h : 1065,48
Cote à 596h : 1065,48
Cote à 598h : 1065,48
Cote à 600h : 1065,48
Cote à 602h : 1065,48
Cote à 604h : 1065,48
Cote à 606h : 1065,48
Cote à 608h : 1065,48
Cote à 610h : 1065,48
Cote à 612h : 1065,48
Cote à 614h : 1065,48
Cote à 616h : 1065,48
Cote à 618h : 1065,48
Cote à 620h : 1065,48
Cote à 622h : 1065,48
Cote à 624h : 1065,48
Cote à 626h : 1065,48
Cote à 628h : 1065,48
Cote à 630h : 1065,48
Cote à 632h : 1065,48
Cote à 634h : 1065,48
Cote à 636h : 1065,48
Cote à 638h : 1065,48
Cote à 640h : 1065,48
Cote à 642h : 1065,48
Cote à 644h : 1065,48
Cote à 646h : 1065,48
Cote à 648h : 1065,48
Cote à 650h : 1065,48
Cote à 652h : 1065,48
Cote à 654h : 1065,48
Cote à 656h : 1065,48
Cote à 658h : 1065,48
Cote à 660h : 1065,48
Cote à 662h : 1065,48
Cote à 664h : 1065,48
Cote à 666h : 1065,48
Cote à 668h : 1065,48
Cote à 670h : 1065,48
Cote à 672h : 1065,48
Cote à 674h : 1065,48
Cote à 676h : 1065,48
Cote à 678h : 1065,48
Cote à 680h : 1065,48
Cote à 682h : 1065,48
Cote à 684h : 1065,48
Cote à 686h : 1065,48
Cote à 688h : 1065,48
Cote à 690h : 1065,48
Cote à 692h : 1065,48
Cote à 694h : 1065,48
Cote à 696h : 1065,48
Cote à 698h : 1065,48
Cote à 700h : 1065,48
Cote à 702h : 1065,48
Cote à 704h : 1065,48
Cote à 706h : 1065,48
Cote à 708h : 1065,48
Cote à 710h : 1065,48
Cote à 712h : 1065,48
Cote à 714h : 1065,48
Cote à 716h : 1065,48
Cote à 718h : 1065,48
Cote à 720h : 1065,48
Cote à 722h : 1065,48
Cote à 724h : 1065,48
Cote à 726h : 1065,48
Cote à 728h : 1065,48
Cote à 730h : 1065,48
Cote à 732h : 1065,48
Cote à 734h : 1065,48
Cote à 736h : 1065,48
Cote à 738h : 1065,48
Cote à 740h : 1065,48
Cote à 742h : 1065,48
Cote à 744h : 1065,48
Cote à 746h : 1065,48
Cote à 748h : 1065,48
Cote à 750h : 1065,48
Cote à 752h : 1065,48
Cote à 754h : 1065,48
Cote à 756h : 1065,48
Cote à 758h : 1065,48
Cote à 760h : 1065,48
Cote à 762h : 1065,48
Cote à 764h : 1065,48
Cote à 766h : 1065,48
Cote à 768h : 1065,48
Cote à 770h : 1065,48
Cote à 772h : 1065,48
Cote à 774h : 1065,48
Cote à 776h : 1065,48
Cote à 778h : 1065,48
Cote à 780h : 1065,48
Cote à 782h : 1065,48
Cote à 784h : 1065,48
Cote à 786h : 1065,48
Cote à 788h : 1065,48
Cote à 790h : 1065,48
Cote à 792h : 1065,48
Cote à 794h : 1065,48
Cote à 796h : 1065,48
Cote à 798h : 1065,48
Cote à 800h : 1065,48
Cote à 802h : 1065,48
Cote à 804h : 1065,48
Cote à 806h : 1065,48
Cote à 808h : 1065,48
Cote à 810h : 1065,48
Cote à 812h : 1065,48
Cote à 814h : 1065,48
Cote à 816h : 1065,48
Cote à 818h : 1065,48
Cote à 820h : 1065,48
Cote à 822h : 1065,48
Cote à 824h : 1065,48
Cote à 826h : 1065,48
Cote à 828h : 1065,48
Cote à 830h : 1065,48
Cote à 832h : 1065,48
Cote à 834h : 1065,48
Cote à 836h : 1065,48
Cote à 838h : 1065,48
Cote à 840h : 1065,48
Cote à 842h : 1065,48
Cote à 844h : 1065,48
Cote à 846h : 1065,48
Cote à 848h : 1065,48
Cote à 850h : 1065,48
Cote à 852h : 1065,48
Cote à 854h : 1065,48
Cote à 856h : 1065,48
Cote à 858h : 1065,48
Cote à 860h : 1065,48
Cote à 862h : 1065,48
Cote à 864h : 1065,48
Cote à 866h : 1065,48
Cote à 868h : 1065,48
Cote à 870h : 1065,48
Cote à 872h : 1065,48
Cote à 874h : 1065,48
Cote à 876h : 1065,48
Cote à 878h : 1065,48
Cote à 880h : 1065,48
Cote à 882h : 1065,48
Cote à 884h : 1065,48
Cote à 886h : 1065,48
Cote à 888h : 1065,48
Cote à 890h : 1065,48
Cote à 892h : 1065,48
Cote à 894h : 1065,48
Cote à 896h : 1065,48
Cote à 898h : 1065,48
Cote à 900h : 1065,48
Cote à 902h : 1065,48
Cote à 904h : 1065,48
Cote à 906h : 1065,48
Cote à 908h : 1065,48
Cote à 910h : 1065,48
Cote à 912h : 1065,48
Cote à 914h : 1065,48
Cote à 916h : 1065,48
Cote à 918h : 1065,48
Cote à 920h : 1065,48
Cote à 922h : 1065,48
Cote à 924h : 1065,48
Cote à 926h : 1065,48
Cote à 928h : 1065,48
Cote à 930h : 1065,48
Cote à 932h : 1065,48
Cote à 934h : 1065,48
Cote à 936h : 1065,48
Cote à 938h : 1065,48
Cote à 940h : 1065,48
Cote à 942h : 1065,48
Cote à 944h : 1065,48
Cote à 946h : 1065,48
Cote à 948h : 1065,48
Cote à 950h : 1065,48
Cote à 952h : 1065,48
Cote à 954h : 1065,48
Cote à 956h : 1065,48
Cote à 958h : 1065,48
Cote à 960h : 1065,48
Cote à 962h : 1065,48
Cote à 964h : 1065,48
Cote à 966h : 1065,48
Cote à 968h : 1065,48
Cote à 970h : 1065,48
Cote à 972h : 1065,48
Cote à 974h : 1065,48
Cote à 976h : 1065,48
Cote à 978h : 1065,48
Cote à 980h : 1065,48
Cote à 982h : 1065,48
Cote à 984h : 1065,48
Cote à 986h : 1065,48
Cote à 988h : 1065,48
Cote à 990h : 1065,48
Cote à 992h : 1065,48
Cote à 994h : 1065,48
Cote à 996h : 1065,48
Cote à 998h : 1065,48
Cote à 1000h : 1065,48
Cote à 1002h : 1065,48
Cote à 1004h : 1065,48
Cote à 1006h : 1065,48
Cote à 1008h : 1065,48
Cote à 1010h : 1065,48
Cote à 1012h : 1065,48
Cote à 1014h : 1065,48
Cote à 1016h : 1065,48
Cote à 1018h : 1065,48
Cote à 1020h : 1065,48
Cote à 1022h : 1065,48
Cote à 1024h : 1065,48
Cote à 1026h : 1065,48
Cote à 1028h : 1065,48
Cote à 1030h : 1065,48
Cote à 1032h : 1065,48
Cote à 1034h : 1065,48
Cote à 1036h : 1065,48
Cote à 1038h : 1065,48
Cote à 1040h : 1065,48
Cote à 1042h : 1065,48
Cote à 1044h : 1065,48
Cote à 1046h : 1065,48
Cote à 1048h : 1065,48
Cote à 1050h : 1065,48
Cote à 1052h : 1065,48
Cote à 1054h : 1065,48
Cote à 1056h : 1065,48
Cote à 1058h : 1065,48
Cote à 1060h : 1065,48
Cote à 1062h : 1065,48
Cote à 1064h : 1065,48
Cote à 1066h : 1065,48
Cote à 1068h : 1065,48
Cote à 1070h : 1065,48
Cote à 1072h : 1065,48
Cote à 1074h : 1065,48
Cote à 1076h : 1065,48
Cote à 1078h : 1065,48
Cote à 1080h : 1065,48
Cote à 1082h : 1065,48
Cote à 1084h : 1065,48
Cote à 1086h : 1065,48
Cote à 1088h : 1065,48
Cote à 1090h : 1065,48
Cote à 1092h : 1065,48
Cote à 1094h : 1065,48
Cote à 1096h : 1065,48
Cote à 1098h : 1065,48
Cote à 1100h : 1065,48
Cote à 1102h : 1065,48
Cote à 1104h : 1065,48
Cote à 1106h : 1065,48
Cote à 1108h : 1065,48
Cote à 1110h : 1065,48
Cote à 1112h : 1065,48
Cote à 1114h : 1065,4

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CATALOGNE : « Jean-Paul II à Montserrat », par Félix Martí Amel ; « Une nation », par Louis Sala-Molins ; « Une manière particulière d'être », par Josep-Maria Costelles ; « Une période de clarification et de reconstruction », par Josep Romanos.

ÉTRANGER

3-4. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : après les élections du 2 novembre.
— NICARAGUA : un entretien avec le président du Conseil d'État.
4-5. EUROPE
— TURQUIE : le référendum constitutionnel du 7 novembre.
— POLOGNE : nouveaux accords avec les banques occidentales.
6. Océan indien

POLITIQUE

7. LE DÉBAT BUDGÉTAIRE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE : culture et temps libre, jeunesse, sports et tourisme.
8. Le développement des investissements et la protection de l'épargne au Sénat.
9. La commission officielle du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

10. Les mémoires d'un conseiller général R.P.R. en Turquie.
— MÉDECINE : l'expérimentation clinique officielle de l'interféron humain est interrompue après quatre décès suspects.
10-11. JUSTICE : bataille judiciaire au tribunal de Paris sur la publication des inédits de Montberlant.
22. RELIGION : le voyage de pape en Espagne.
— POLICE : après l'arrestation manquée d'Eric Manent, la recatégorisation d'un attentat.
— DÉFENSE.

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIKOT-DELEPCH : une leçon de lucidité et de liberté.
— Par la grâce d'une œuvre libérale.
— Il y a quelque chose qui manque ici, c'est l'air.
14. LA VIE LITTÉRAIRE.
15. ROMANS : le sombre attrait des rêves.
16. Les Confidences de la Bougonville.
17. HISTOIRE : ce que révélaient les lettres de cachet.
18 et 19. LITTÉRATURE ÉTRANGÈRES : des écrits malades de l'Allemagne.
20. ESSAIS : Freud, artiste de la sexualité.

CULTURE

23. CINÉMA : Douce enquête sur la violence, de Gérard Guérin.
— THÉÂTRE : Équinoxe, de Paul Valéry ; Équinoxe, de Chloé-le-Roi.
— EXPOSITIONS : Hadju, à la galerie Louis Carré.

ÉCONOMIE

29. SOCIAL : Les négociations salariales : plusieurs syndicats soulignent l'esprit d'ouverture du ministre de la fonction publique.
30. AGRICULTURE : un entretien avec le ministre britannique de l'agriculture.
30. COMMERCE INTERNATIONAL.

ÉQUIPEMENT

31. A PROPOS DE... la réforme des enquêtes publiques.
— ENVIRONNEMENT.
— TRANSPORTS.

RADIO-TELEVISION (28)

INFORMATIONS
— « SERVICES » (28) :
Rétromanie : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (26-27) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (24) ; Marchés financiers (23).

CRÉATION DE HUIT MILLE POSTES HOSPITALIERS EN 1983

Huit mille postes hospitaliers devraient être créés au total au cours de l'année 1983. Quatre mille des mois de janvier et les quatre mille autres au cours du second semestre 1983. On indique au ministère de la santé que ces créations ne permettront pas un renforcement de l'encadrement actuel. L'ensemble des nouveaux postes seront en effet affectés à de nouveaux services ou à de nouveaux établissements hospitaliers.

A B C D E F G

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Mauroy : il y a eu et il y aura maintien du pouvoir d'achat

Le premier ministre a évoqué, mercredi 3 novembre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, le problème de la sortie du blocage des salaires et celui de la revalorisation du SMIC. Répondant à M. Brunhes (P.C., Hauts-de-Seine), M. Mauroy a notamment indiqué : « La parenthèse du blocage se ferme. La liberté contractuelle retrouve tous ses droits. »

Le premier ministre a ajouté, en évoquant la fonction publique et les négociations en cours : « Le maintien du pouvoir d'achat en niveau pourra être inscrit dans l'accord et faire l'objet d'une clause de sauvegarde. À l'occasion d'un rendez-vous en fin d'année serait apprécié l'essentiel du retard des salaires sur les prix, étant entendu que l'ajustement ne serait pas automatique et que la négociation à mener à ce sujet devrait rester ouverte, aussi bien en ce qui concerne les modalités que le calendrier. » M. Mauroy a poursuivi à propos du SMIC : « L'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC, qui est de 2,2 % à l'heure actuelle, atteindra-t-elle 3 % à la fin de l'année comme il était prévu ? Il faut non seulement tenir compte des résultats du blocage, du ralentissement de l'inflation et aussi prendre garde à ne pas éroder les hiérarchies intermédiaires ; plusieurs syndicalistes ont attiré l'attention du gouvernement sur ce point. Alors que le nombre des bénéficiaires du SMIC a presque doublé depuis dix-huit mois, nous voulons continuer à augmenter le pouvoir d'achat de cette catégorie, mais nous souhaitons aussi que les partenaires sociaux définissent, par des négociations collectives, une politique des bas salaires. Avant que des décisions soient prises, je recevrai les représentants des organisations syndicales. »

En conclusion, a souligné le premier ministre, le maintien du pouvoir d'achat est, pour le SMIC, un « plus ».

Répondant ensuite à M. Pèvre (U.D.F., Haute-Marne), M. Mauroy a ajouté : « Quant au pouvoir d'achat des autres revenus, il n'est pas juste d'affirmer qu'il n'a pas augmenté. Pour l'ensemble des deux années 1981 et 1982, la croissance du pouvoir d'achat global sera de 4 % : 2,1 % en 1981, près de 3 % en 1982, compte tenu du succès du blocage. »

Le parti socialiste dénonce les violations permanentes des droits de l'homme, et particulièrement les derniers massacres qui ont eu lieu au Guatemala, en octobre dernier, à l'encontre de paysans.

Le numéro du « Monde » daté 4 novembre 1982 a été tiré à 518 951 exemplaires.

des prix (...). Dès lors que l'on intègre l'augmentation des prestations sociales, le pouvoir d'achat des revenus disponibles bruts aura augmenté de 2,1 % en 1981, de 1,7 % en 1982 et, en principe, de 0,9 % en 1983. Bien sûr, cette hausse globale cache des disparités. Pour les ouvriers et les employés, sur deux ans, il y a eu une véritable augmentation du pouvoir d'achat. »

« Pour les cadres moyens, il y a plutôt stabilisation et, pour les cadres supérieurs, une légère diminution. Il y a aussi des différences entre les branches professionnelles. Mais le gouvernement s'en tient à une approche globale, à l'appréciation du pouvoir d'achat moyen. À ce niveau, je confirme que, globalement, il n'y a pas eu, honnêtement, de perte du pouvoir d'achat. La politique du gouvernement consiste à maintenir le pouvoir d'achat moyen. J'ai confiance en la politique du gouvernement. L'augmentation des prix ne dépassera pas 3 % en 1983 et il ne sera pas question de perte de pouvoir d'achat en 1984. »

En Algérie

UNE BAGARRE À LA CITÉ UNIVERSITAIRE D'ALGER

A FAIT UN MORT ET DIX BLESSÉS
Alger (A.F.P., A.P.), 3 novembre. — Un étudiant a été tué et dix autres ont été blessés, dont un grièvement, au cours d'une bagarre entre factions rivales survenue mardi soir 2 novembre à la cité universitaire de Ben Azzouj, sur les hauteurs d'Alger, a annoncé mercredi l'agence A.P.S.

L'incident a opposé des frères musulmans à d'autres groupes d'étudiants. L'occasion d'une assemblée générale destinée à désigner un comité de résidents. La police est intervenue et a procédé à plusieurs interpellations, déclarant qu'un de ses officiers, en ajoutant que les responsables seront traduits en justice et que plusieurs des personnes arrêtées n'étaient pas des résidents de la cité.

Une délégation parlementaire algérienne en France. Pour la première fois depuis l'indépendance, une délégation parlementaire de la République algérienne a été reçue officiellement, mercredi 3 novembre, en France, où elle y séjournera jusqu'au 10. Conduite par M. Ahmed Lamine Taffaya, président de la commission du plan et des finances, elle se compose de onze députés algériens, dont plusieurs membres du gouvernement, aura des entretiens tant à l'Assemblée nationale qu'avec plusieurs membres du gouvernement.

SE RANGEANT AU POINT DE VUE DE PARIS

La Commission européenne autorise la reprise des exportations de beurre vers l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne a décidé, le 3 novembre, d'autoriser à nouveau des subventions pour les exportations de beurre vers l'Union soviétique. Elle va, en outre, lancer une campagne de vente de beurre à prix réduit en faveur des consommateurs européens. L'occasion de Noël et d'augmenter de 33 % l'aide communautaire pour les quantités livrées aux collectivités à caractère social (écoles, hôpitaux, hospices, etc.). Afin de lutter contre l'accroissement de la production laitière, Bruxelles propose aux dix de réduire de 2,2 % les prix garantis des produits laitiers pour la prochaine campagne, à cette date) proposée par la Commission va dans le sens d'une meilleure maîtrise du marché laitier. Mais il ne s'agit que d'un projet sur lequel le conseil des ministres de la C.E.E. doit se prononcer.

La Commission a, enfin, mis en demeure la Grande-Bretagne d'ouvrir le 9 novembre ses frontières (fermées depuis juin 1981) aux importations de volailles et d'oufs en provenance des autres États de la C.E.E.

Malgré mille précautions de présentation (information au Parlement européen et affirmation de sa volonté d'exercer un contrôle strict sur les exportations à destination de l'U.R.S.S.), la Commission s'est rangée au point de vue de Mme Gresson. Il n'y a pas de doute que le blocage par la France de l'ouverture d'un contingent d'importation de beurre pour 1983 (700 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ; Irlande : + 6 % ; Allemagne : + 1,5 % ; France : moins de 1 %. Selon les experts européens les stocks déjà élevés actuellement (400 000 tonnes) en faveur de la Nouvelle-Zélande a joué un rôle non négligeable. Bruxelles ne pouvait pas non plus ignorer la situation du marché. Les prévisions de livraisons aux laïeries pour 1982 portent sur un accroissement moyen de 2,7 % : Royaume-Uni + 5 % ; Pays-Bas : + 4 % ;